

**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER
HAUTE AUTORITÉ**

COLLECTION OBJECTIFS GÉNÉRAUX «ACIER»

**Les exportations de biens
d'équipement de la Communauté
Essai de prévisions jusqu'en 1970**

N° 3 A

LUXEMBOURG 1967

**DIRECTION GÉNÉRALE
ÉCONOMIE – ÉNERGIE
Direction Études et Structure**

**LES EXPORTATIONS DE BIENS
D'ÉQUIPEMENT DE LA COMMUNAUTÉ**

Essai de prévisions jusqu'à 1970

Luxembourg, juin 1966

TABLE DES MATIERES

	Page
Introduction	7
Chapitre I — Aspects méthodologiques	11
§ 1. Statistiques de base pour situer le problème	11
§ 2. La demande de biens d'équipement dans les pays tiers	18
§ 3. La place de la Communauté sur le marché mondial de biens d'équipement . . .	22
§ 4. Nomenclatures géographiques et statistiques	25
Chapitre II — Les hypothèses concernant la croissance économique dans les pays tiers	33
§ 1. Indications générales sur la croissance dans le passé et hypothèses pour 1970 dans les pays tiers	37
§ 2. Les besoins d'investissement	47
§ 3. Les importations de biens d'équipement . . .	49
Chapitre III — Le commerce mondial de biens d'équipement et la part revenant à la Communauté	69
§ 1. Le commerce mondial de biens d'é- quipement	69
§ 2. Les exportations de la Communauté dans le cadre du commerce mondial de biens d'équipement	87
§ 3. Les exportations de chaque pays de la Communauté	97
§ 4. Les exportations des sept groupes de produits	101
Chapitre IV — Conversion des valeurs en poids de produit et en acier consommé	105
§ 1. Conversion en poids de produit	105
§ 2. Conversion en acier mis en œuvre	108
§ 3. Remarques finales	109

	Page
Annexe I — Résumés des monographies	113
<i>Pays de l'A.E.L.E.</i>	
Royaume-Uni	115
Suède	115
Norvège	118
Danemark	124
Suisse	127
Autriche	131
Portugal	134
<i>Autres pays de l'Europe occidentale</i>	
Espagne	137
Yougoslavie	139
Grèce	141
Turquie	144
Israël	147
Finlande	149
<i>Pays de l'Est</i>	
U.R.R.S.	156
Pologne	159
Tchécoslovaquie	161
Hongrie	163
Roumanie	165
Bulgarie	167
Allemagne de l'Est	170
<i>Autres pays industrialisés</i>	
Etats-Unis	171
Canada	178
Australie	180
Nouvelle-Zélande	183
Afrique du Sud	185
Japon	188
<i>Pays de l'Amérique latine</i>	
Argentine	194
Brésil	196
Colombie	198
Mexique	200
Venezuela	201
Autres pays	203

	Page
<i>Afrique</i>	
Maghreb	206
Afrique francophone	207
Etats africains du Commonwealth	209
Congo Kinshasa	211
<i>Asie</i>	
Moyen-Orient	212
Inde et Pakistan	214
Autres pays de l'Extrême-Orient	214
Chine continentale	215
Annexe II — Les importations de biens d'équipement	223
Introduction	223
§ 1. Les importations de biens d'équipement dans les pays de la Communauté	224
§ 2. Les facteurs qui déterminent les impor- tations de biens d'équipement en Allemagne	226
§ 3. Les importations françaises de biens d'équipement	235
Annexe III — Statistiques du commerce mondial de biens d'équipement en 1955, 1960 et 1963	243
Tableau 1. Courants commerciaux, en millions de dollars	244
Tableau 2. Répartition des exportations, en pourcentages	246
Tableau 3. Répartition des importations, en pourcentages	248

LISTE DES GRAPHIQUES

	Page
Graphique 1 — Quote-part des principaux pays exportateurs de biens d'équipement (1960)	15
Graphique 2 — Répartition géographique des débouchés des biens d'équipement de la Communauté (moyenne 1958-1962)	29
Graphique 3 — Produit national brut par habitant par région (1960) — en \$ —	35
Graphique 4 — Evolution des importations et du produit national des pays industrialisés	55
Graphique 5 — Evolution des importations et les exportations des pays en voie de développement (volume) — 1951-1961 —	59
Graphique 6 — Exportations de biens d'équipement des principaux pays exportateurs en 1960	70-71
Graphique 7 — Evolution des prix à l'exportation de quelques pays industrialisés (1953=100) A - Machines non électriques B - Machines électriques C - Moyens de transport	79
Graphiques d'ensemble de l'Annexe I	
Graphique 1: Evolution du produit national brut	216-217
2: Taux d'investissement	218-219
3: Importations d'équipement en % des investissements en équipement	221

INTRODUCTION

Le point de départ de cette étude se trouve dans certaines préoccupations, liées à la *préparation des Objectifs Généraux Acier*. La faible croissance de la production sidérurgique au cours de plusieurs années récentes a conduit à se demander dans quelle mesure on ne risquait pas de s'approcher d'un niveau de saturation des besoins intérieurs de produits sidérurgiques. Pour répondre à cette question, on a jugé utile d'examiner avec quelques détails les perspectives d'évolution des principaux secteurs utilisateurs d'acier, en replaçant celles-ci dans les perspectives générales de croissance des pays communautaires. Or, une fraction parfois importante de la production de certaines industries utilisatrices est, en fait, destinée à l'exportation. Ainsi, en ce qui concerne les biens d'équipement (automobiles incluses), cette part peut atteindre plus de 40 % en Belgique et aux Pays-Bas, environ 30 % en Allemagne et de 15 à 20 % en France et en Italie. Ces exportations indirectes d'acier représentent donc une part importante des débouchés intérieurs de la production sidérurgique communautaire; au sens large, elles absorbent à peu près 18 % dont environ la moitié pour les biens d'équipement et plus d'un tiers pour les produits de la première transformation. Dans la mesure où l'on pouvait penser — ce que l'étude a confirmé — que la croissance des exportations indirectes serait plus rapide que celle des autres débouchés intérieurs, il était intéressant d'entreprendre une étude particulière sur cette question. Le document ici présenté est relatif aux biens d'équipement et une recherche analogue est en cours d'exécution en ce qui concerne les produits de la première transformation.

Mais, entreprise comme contribution à la préparation des nouveaux Objectifs Généraux Acier, cette étude fournit des résultats qui peuvent intéresser un public plus large que les seuls spécialistes de l'industrie sidérurgique, en même temps qu'elle fut l'occasion d'une collaboration féconde entre plusieurs organismes de recherche économique.

A l'adresse de tous ceux qui sont intéressés par le *commerce international*, on peut rappeler que les biens d'équipement représentent environ le sixième des exportations mondiales totales, et que ce pourcentage atteint près de 30 % pour les exportations de la Communauté;

celle-ci tient en effet une place fort importante dans le petit groupe de pays très industrialisés qui assurent l'essentiel des fournitures de biens d'équipement sur le marché mondial. Que l'on s'intéresse donc à l'évolution du commerce mondial ou à l'évolution des exportations de la Communauté, l'étude qui suit apporte des résultats substantiels.

Mais la méthode même d'analyse qui a été employée élargit le domaine des utilisateurs éventuels de ce travail. En effet, la méthode d'analyse a consisté à préciser les *perspectives probables d'évolution économique* des principaux pays ou groupes de pays autres que la Communauté, afin d'en déduire leurs besoins d'investissement, leurs besoins d'importations en biens d'équipement et enfin la place de la Communauté dans la couverture de ces besoins. Ce document fournit donc une évaluation relativement détaillée, pour une quarantaine de pays ou groupes de pays, de la croissance mondiale à échéance de 1970 et peut donc, à ce titre, fournir une documentation de base pour tous ceux qui ont besoin d'indications sur la croissance économique probable. Certes, les chiffres qui sont proposés restent encore éminemment discutables faute de connaissances suffisamment précises sur les mécanismes de croissance et faute de certitudes sur certaines hypothèses du comportement politique; néanmoins, ils nous semblent pouvoir fournir une base de discussion.

L'ampleur et la complexité de cette recherche justifiaient que soient associées à ce travail plusieurs équipes. C'est pourquoi les services économiques de la Haute Autorité ont demandé et obtenu le concours d'organismes de recherche économique de plusieurs pays de la Communauté. Plutôt que de susciter des travaux distincts et indépendants de ces divers centres de recherche, nous avons mis en place, dès le départ, un groupe de travail groupant les divers intéressés, et posé le principe qu'il s'agissait d'un travail en commun où les échanges d'idées et d'informations de base soient la règle. La répartition des pays tiers entre les organismes a été faite en fonction des compétences particulières de chacun de ceux-ci, mais tout au long du travail, les documents ont été échangés et les idées confrontées au cours de plusieurs séances de travail. Enfin, le rapport de synthèse a été établi par les services de la Haute Autorité sur la base de monographies très complètes établies par les divers organismes.

Il est inhérent à un travail de ce genre que les idées des divers participants puissent être divergentes. En fait, il est remarquable qu'on soit arrivé, sans grosses difficultés, à se mettre d'accord sur un document que tous les représentants des organismes ont accepté de signer, même si, comme il est naturel, ils sont prêts à discuter certains aspects d'un

texte qui ne peut pas refléter entièrement cette diversité d'idées. C'est pour moi un plaisir de remercier tous ceux qui, par leur extrême bonne volonté, ont permis à ce travail en équipe communautaire d'être fructueux.

Pour les Instituts:

L'IFO-INSTITUT für Wirtschaftsforschung (Président: Professor K.-M. Hettlage): M. Oppenländer et M. Schreiber

Le Centrum voor Economische Studiën (Directeur: Professor Dr. F.R. Vanes): M. Peeters et M. Vandenplas

L'Institut de Science économique appliquée (Directeur: François Perroux): M. Bégué et M. Nowicki

L'Istituto Nazionale per lo Studio della Congiuntura (Directeur Général: Professor Gestone Miconi): M. Lacci

Pour l'Office statistique des Communautés européennes: M. Schon de la Direction du Commerce Extérieur et des Transports

Pour le service de la Haute Autorité: M. Krijnse Locker et M. Foyer de la direction générale «Economie-Energie».

P. MAILLET

CHAPITRE I

ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

La méthode employée découle du rôle que tiennent les biens d'équipement dans la vie économique mondiale. Il est donc utile de commencer par présenter quelques statistiques de base, avant d'exposer que les exportations de biens d'équipement par la Communauté sont déterminées, très globalement, par deux facteurs:

- la demande dans les pays tiers et, notamment, la part de cette demande qui doit être couverte par l'importation,
- la place occupée par les pays de la Communauté sur le marché mondial des biens d'équipement,

et de décrire les deux étapes de l'analyse prévisionnelle, l'une portant sur l'évolution de la demande mondiale de biens d'équipement, l'autre sur la part de la Communauté dans le commerce mondial.

Paragraphe 1. Statistiques de base pour situer le problème

a) L'exportation de biens d'équipement dans l'économie communautaire

Sur la base des tableaux Entrées-Sorties disponibles pour cinq pays de la Communauté, on peut calculer, pour l'année 1960, l'importance de ces exportations sur les économies de pays membres.

On a tout d'abord calculé l'importance de ces exportations par rapport à la production des biens d'équipement. Comme une grande partie de ces exportations est constituée par des échanges entre les pays de la Communauté, ceux-ci sont présentés séparément dans le tableau 1. Il faut remarquer, également, que les importations de biens d'équipement sont très importantes: pour certains pays elles dépassent même les exportations; on a donc complété le tableau par ces données.

Tableau 1

Échanges extérieurs de biens d'équipement par rapport à la production (en %)-1960

Production		Exportations		Importations	
		intra	extra	intra	extra
Allemagne	100	6,4	23,0	2,8	5,3
France	100	4,1	13,6	5,6	4,9
Italie	100	5,0	15,3	7,6	6,7
Belgique	100	21,7	20,6	43,1	22,1
Pays-Bas	100	14,9	31,6	38,5	21,7

Source : Tableaux « Entrées-Sorties » pour les pays de la C. E. E. (seconde version de l'O.S.C.E.).

En ce qui concerne les exportations vers les pays tiers, les pourcentages pour les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique sont nettement supérieurs à ceux de la France et de l'Italie. Les pays du Benelux ont un solde négatif des échanges totaux en biens d'équipement, mais vis-à-vis des pays tiers, seule la Belgique montrait en 1960 un déficit, d'ailleurs faible.

Il est intéressant de comparer les exportations vers les pays tiers avec les besoins intérieurs d'acier, ce qui permet de mesurer l'importance des exportations pour l'évolution de la sidérurgie communautaire. Sur la base des tableaux Entrées-Sorties, il est possible de calculer l'influence (en valeur) de ces exportations en tenant compte des effets directs et indirects. Ces pourcentages sont présentés dans le tableau 2.

Tableau 2

Part des exportations de biens d'équipement dans la consommation intérieure d'acier (en %) en 1960

	<i>intra</i>	<i>extra</i>	<i>total</i>
Allemagne	3	11	14
France	2	6	8
Italie	2	8	10
Belgique	4	6	10
Pays-Bas	4	11	15

On retrouve la tendance signalée déjà dans le tableau précédent. Pour la France et l'Italie le commerce extérieur des biens d'équipement

est relativement plus faible que pour les autres pays. Une exception se dessine pour la Belgique où le faible pourcentage s'explique pourtant par le fait que les exportations des produits de la première transformation sont très importantes.

Pour l'ensemble de la Communauté, les exportations de biens d'équipement (y compris automobiles et bateaux qui seront exclus dans la suite de cette étude), vers les pays tiers, absorbent environ 10 % de la consommation intérieure d'acier en valeur. Exprimée en tonnage d'acier (produits laminés), l'importance est un peu moins de 10 %.

b) *Les biens d'équipement dans le commerce mondial*

Dans le commerce mondial total les biens d'équipement prennent une place assez importante. En 1960, sur un montant total des exportations ⁽¹⁾ mondiales de 115 milliards de dollars, les biens d'équipement se sont élevés à 18,1 milliards de dollars, soit à 16 %. Il faut remarquer aussi que les biens d'équipement occupent une place plus importante dans les exportations totales de la Communauté (28 %).

Tableau 3

Quelques indications sur le commerce mondial 1960

	Milliards de dollars		%
	global	biens d'équipement (a)	
Exportations mondiales totales	115,5	18,1	16
Exportations de la Communauté	19,6	5,4	28
En pourcentage	17	30	
(a) Comprend la section 7 de la C.S.T. moins 732.11 (voitures automobiles). Source: Le Commerce international en 1964, G.A.T.T.			

Le fait que les biens d'équipement représentent une part particulièrement importante des exportations de la Communauté, tient à ce que ces exportations proviennent principalement de quelques pays très industrialisés, comme le montre le tableau ci-après (voir également graphique 1):

¹⁾ De ces chiffres des exportations mondiales sont exclus les échanges à l'intérieur de la C.E.E.

Tableau 4
Pays exportateurs de biens d'équipement (1960)

	En % du total mondial des biens d'équipement (a)
États-Unis	36
Communauté	30
Royaume-Uni	20
Japon	5
Suède	4
Suisse	3
Autres pays	2
	100

(a) Ne comprend pas le commerce intra des pays de l'Est.
Source: G.A.T.T. et O.C.D.E.

Un autre élément important concerne l'évolution des exportations de biens d'équipement tant au niveau de la Communauté qu'au niveau du commerce mondial.

En ce qui concerne l'évolution de la part relative des exportations de biens d'équipement dans le total des exportations de la Communauté, on constate une augmentation au cours du passé.

En 1955, le pourcentage de biens d'équipement (sans moyen de transport) dans le total des exportations de marchandises de la Communauté a été de 20 %; depuis, la part relative est passée à 22 % en 1960 et à 27 % en 1963.

Ce phénomène de l'augmentation relativement plus rapide des échanges de biens d'équipement est général dans le commerce mondial; toutefois, la part de la Communauté dans les échanges totaux de ces produits a sensiblement augmenté entre 1955 et 1964.

Les indices de la valeur des exportations de la Communauté comparés aux exportations mondiales de ces produits montrent l'évolution suivante:

Tableau 5
Évolution des exportations de biens d'équipement (a) (indices)

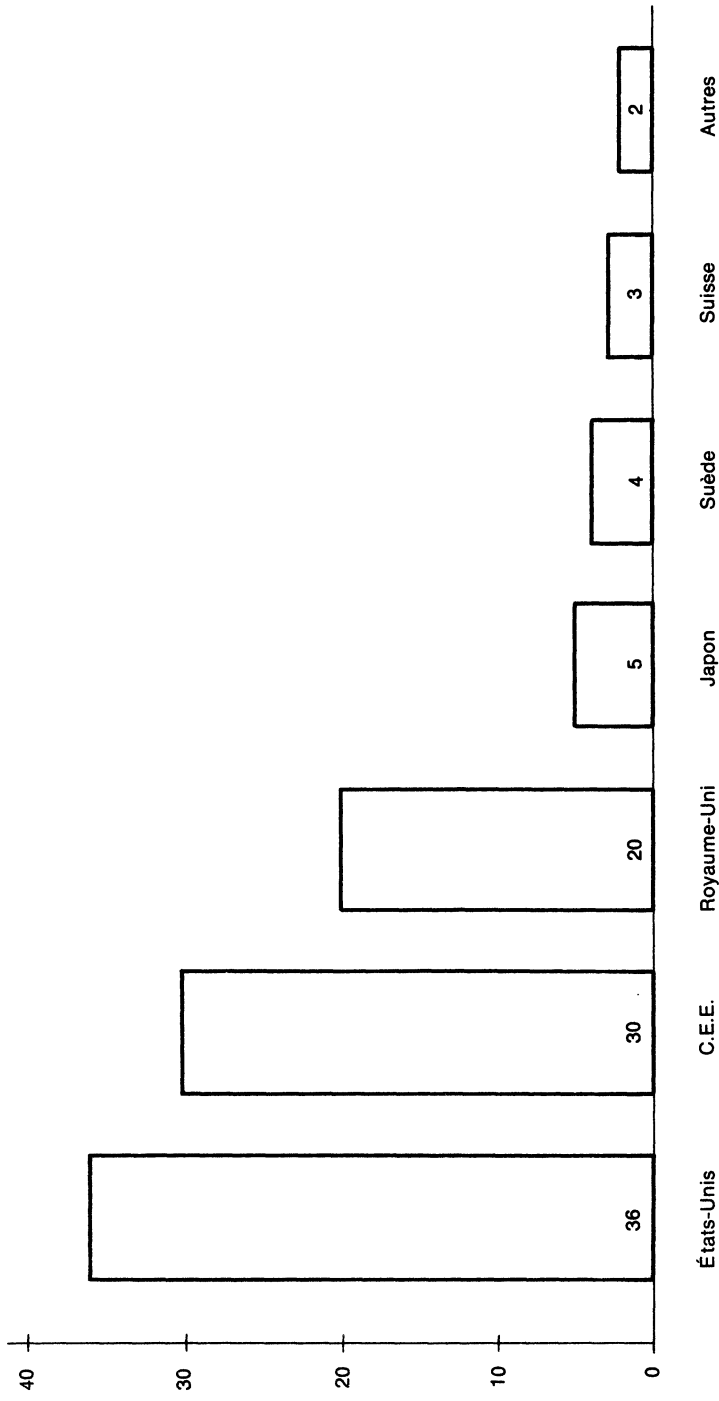
Année	Exportations communautaires		Exportations mondiales	
1955	100		100	
1960	172	100	154	100
1964	235	137	215	140

Source: G.A.T.T. (a) A l'exclusion du commerce intracommunautaire

GRAPHIQUE 1

Quote part des principaux pays exportateurs de biens d'équipement (1960)

(en % du total sans les échanges à l'intérieur de la Communauté et les pays de l'Est)



Ces chiffres montrent qu'entre 1960 et 1964 les deux indices ne présentent guère d'évolution différente.

Au prix d'une certaine schématisation, on peut estimer que les exportations de biens d'équipement dépendent de deux facteurs fondamentaux : d'une part, l'évolution de la demande extérieure de biens d'équipement et, d'autre part, l'évolution de la part relative des pays de la Communauté dans la demande mondiale. Par conséquent, une analyse approfondie de ces deux éléments s'impose.

L'idée constructive s'inspire en particulier de la conviction que, déjà au cours des années cinquante, ainsi que dans les années à venir — probablement encore d'une façon intensive — l'économie mondiale est en mouvement et que ces modifications dans la structure économique, dans un grand nombre de pays du monde, auront certainement une influence sur la structure du commerce mondial. En effet, les efforts de développement économique d'un grand nombre de pays à niveau bas du produit national par tête, la politique d'aide des pays déjà hautement développés ainsi que les négociations en cours, au niveau mondial, concernant l'orientation du commerce mondial, laissent présager des modifications importantes dans les tendances du passé. De toute façon, des extrapolations simples de ces tendances ne risquent pas seulement d'introduire des erreurs dans les prévisions, mais, en outre, elles ne permettent pas de donner une explication raisonnée des résultats obtenus.

Certes, les prévisions dans le domaine des débouchés extérieurs sont entachées par des incertitudes relativement importantes. C'est pourquoi une analyse détaillée et raisonnée, prenant en considération les divers éléments qui détermineront les possibilités d'exportations, sera indispensable. D'une part, elle obligera à se faire une idée sur chacun de ces éléments et sur les ruptures possibles dans son évolution passée, ainsi que sur la cohérence interne entre ces facteurs. D'autre part, une telle procédure devrait permettre de tenir compte des mécanismes économiques, en particulier dans le domaine de la croissance globale des économies et le rôle du commerce extérieur, qui constituent les facteurs qui déterminent dans une large mesure les perspectives d'exportations. En outre, la décomposition précise de ces éléments permettra d'étudier, d'une façon plus efficace, les raisons et l'ampleur des incertitudes qui pèsent sur la prévision finale.

Pour réaliser l'étude, on a donc employé une méthode comprenant les principaux éléments à analyser. Le schéma comprend les deux stades suivants, qui analysent successivement :

- la croissance économique globale dans les pays tiers et sa structure, ainsi que ses répercussions sur les besoins d'importations en biens d'équipement ;
- la part relative de la Communauté et de chacun des pays de la Communauté dans les importations des pays tiers.

Paragraphe 2 – La demande de biens d'équipement dans les pays tiers

La demande totale de biens d'équipement, correspondant au montant global d'investissement, est largement liée à la croissance économique. Quant aux besoins d'importations, ils se modifient dans le temps de deux façons différentes. D'une part, la croissance du produit national implique une augmentation des montants d'investissement, d'autre part, cette croissance économique va souvent de pair avec un développement plus poussé de l'industrie, dans laquelle les industries de biens d'équipement tiennent une place importante. Ce dernier facteur peut conduire à une diminution relative des besoins d'importation de biens d'équipement.

Une étude de ces phénomènes ne peut se faire qu'à partir d'une analyse cohérente du processus de la croissance économique et du rôle des investissements dans cette croissance. Mais il est a priori certain que les problèmes soulevés se posent d'une façon très différente suivant le degré de développement des pays tiers considérés. En effet, comme le montrent certaines études ⁽¹⁾, comparant un grand nombre de pays du monde, le niveau du revenu par tête est largement lié au degré d'industrialisation du pays et influe fortement sur la place de l'industrie de biens d'équipement dans l'économie et, donc, sur les échanges extérieurs de ces produits. Aussi est-il commode de *ventiler les pays tiers en quelques grandes catégories*. Pour les besoins de cette analyse, on a distingué quatre groupes de pays, tout en étant conscient que tout groupement de ce genre contient une large part d'arbitraire et doit être considéré plus comme un instrument de présentation que d'analyse.

Les pays industrialisés comprennent l'Amérique du Nord, les pays de l'Europe à l'exclusion des pays méditerranéens (sans l'Italie), le Japon, l'Afrique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'économie de ces pays est caractérisée par une industrie mécanique et électrique déjà développée. Leur revenu par tête est généralement au-dessus de 800 dollars en 1962 (exception faite pour le Japon). Du point de vue des échanges extérieurs, ils ont une exportation et importation importante

⁽¹⁾ H.B. Chenery: Patterns of Industrial Growth, American Economic Review, septembre 1960.

O.N.U.: A Study of Industrial Growth, 1963.

de biens d'équipement qui, semble-t-il, est due principalement aux tendances de spécialisation internationale.

Le second groupe comprend des *pays en cours de développement* qui disposent déjà d'une certaine industrie et où se développe en particulier l'industrie de biens d'équipement. Pour ces pays, dont le revenu par tête est compris, grosso modo, entre 350 et 800 dollars en 1962, jouent actuellement des phénomènes de substitution de l'importation par la production intérieure. On peut estimer que ce groupe comprend les pays méditerranéens et ceux de l'Amérique latine.

Les autres pays du monde sont caractérisés par un revenu par tête en dessous de 250 dollars et le *manque total* ou quasi total d'une *industrie mécanique et électrique*. Il s'agit des pays de l'Afrique et de l'Asie à l'exclusion du Japon, d'Israël et de l'Afrique du Sud. Pour la plupart d'entre eux, la plus grande partie de leurs besoins en biens d'équipement est couverte par l'importation, tandis que les phénomènes de substitution n'ont joué, jusqu'à présent, aucun rôle d'importance.

Pour les *pays de l'Europe de l'Est*, finalement, il faut tenir compte de facteurs particuliers en ce qui concerne les motifs du commerce extérieur, ce qui explique qu'on ne les ait pas classés dans le premier groupe où leur degré de développement aurait normalement incité à les mettre.

Évidemment, cette répartition du monde en quatre ensembles de pays reste assez grossière et il n'est pas toujours facile de classer certains pays dans l'un de ces groupes. En fait, la réalité est certainement beaucoup plus nuancée et c'est pour tenir compte des particularités de chaque pays qu'on a procédé à des analyses détaillées par pays ou groupe de pays, analyses dont les grandes lignes figurent dans l'annexe I. Mais dans cet aperçu méthodologique, il semble utile de faire cette distinction, étant donné que les mécanismes de croissance sont différents dans chacun des trois cas et qu'il y a donc lieu de mettre l'accent principal sur des éléments différents.

Comme on l'a signalé ci-dessus, une étude sur les perspectives de la demande mondiale de biens d'équipement impose une analyse assez approfondie de la croissance dans les divers pays. On peut énumérer quelques éléments fondamentaux intervenant dans cette analyse:

- la croissance du produit national, global et par tête
- le rôle des investissements dans le processus de croissance
- le phénomène de substitution d'importation par la production intérieure.

L'indicateur principal utilisé pour repérer les perspectives économiques dans les pays tiers sera *le produit national*; lorsque ce sera possible, on prendra en considération à la fois la croissance globale du produit national et l'accroissement par habitant. La croissance du produit national peut être interprétée, au moins statistiquement, comme résultant de l'évolution de la population active et de l'évolution de la production par travailleur.

Il est ainsi utile de tenir compte des perspectives démographiques, qui sont souvent relativement bien connues pour le futur, pour en déduire des prévisions sur l'évolution de l'emploi. Toutefois, celle-ci n'est un élément positif que pour les pays industrialisés; pour les pays en voie de développement au contraire, l'évolution démographique ne constitue guère un facteur stimulant la croissance; étant donné le chômage caché et la main-d'œuvre occupée dans l'agriculture, le problème y est plutôt de mettre au travail la population active.

Même pour les pays industrialisés, la contribution de l'accroissement de la main-d'œuvre à l'accroissement total du produit national est réduite. En effet, grosso modo, trois quarts du taux de croissance global sont attribuables à l'amélioration de la productivité.

C'est donc sur celle-ci que devrait se concentrer l'analyse. En fait, les facteurs qui commandent cette évolution sont nombreux et variés: ampleur de la recherche scientifique et technique, facilités d'innovation, attitudes psychologiques et sociologiques, politique gouvernementale, etc. Faute d'une conception générale de la croissance, on a essayé, par des analyses individuelles, de tenir compte des situations propres de chaque pays; à cette fin, on a d'abord exploité les programmes ou les études prévisionnelles nationales, lorsqu'il en existe; ensuite, on a examiné la plausibilité des hypothèses sous-jacentes à ces prévisions, avec comme préoccupation dominante d'assurer une certaine cohérence entre les divers pays. On a, par exemple, été amené à poser une hypothèse générale sur l'évolution de l'aide aux pays en voie de développement.

Le travail a donc, en définitive, consisté à effectuer, dans le cadre de quelques grandes hypothèses générales communes, des études pays par pays, en recherchant dans quelle mesure certains éléments propres à la croissance joueront dans ces pays au cours des prochaines années. Un exemple clair, quoique de portée limitée, peut illustrer ce jeu différencié suivant les pays d'un facteur général: il s'agit de *la répartition de la main-d'œuvre occupée entre grands secteurs*. Pour les pays industrialisés, l'évolution de l'importance relative de l'agriculture peut exercer une influence appréciable sur le rythme de croissance de la productivité globale; en effet, la productivité moyenne du secteur agricole étant

inférieure à celle observée dans les autres secteurs, le départ de la population agricole permet d'obtenir des améliorations de la productivité globale dues aux changements structurels. Pour des pays ayant un secteur agricole très réduit comme les États-Unis ou le Royaume-Uni, où la part de ce secteur dans le produit national est inférieure à 7 %, l'effet de cette modification économique sera très faible. Au contraire, au Japon, en Australie, comme dans certains pays de la Communauté (Italie et France) ce facteur peut être important.

Les stade de développement atteint dans ces pays, dont le niveau du produit national par tête peut être considéré comme un des indicateurs disponibles, exerce une influence appréciable sur la part de diverses activités et le recours à l'importation. Certaines études, dont les résultats sont rappelés au chapitre II, ont, en comparant un grand nombre de pays, dégagé quelques conclusions intéressantes en ce qui concerne les modifications de structure économique liées au développement et leur influence sur le commerce extérieur. De telles analyses permettent d'esquisser quelques tendances générales, qui pourront servir comme toile de fond, notre analyse devant, en plus, tenter de tenir compte des caractéristiques propres à chacun des pays.

Facteur de grande importance pour la croissance économique, les besoins d'investissement sont évidemment au cœur même de cette étude. En effet, le taux de croissance du produit national sera influencé par la part des investissements dans ce produit national. Malheureusement, le lien précis entre investissement et croissance est encore mal élucidé de façon quantitative et dépend, notamment, du stock de capital déjà disponible et de la nature des principales activités exercées dans le pays.

En outre, dans le cadre de la présente étude, une décomposition du montant global des investissements s'impose, entre bâtiment, génie civil et machines. Cette répartition dépend largement de la destination des investissements et donc de la structure économique des pays. Il n'a pas été possible d'aller très loin sur cette voie.

La dernière phase de l'analyse des pays tiers consiste à examiner la part des besoins totaux en biens d'équipement à couvrir par l'importation. Cet élément peut en principe se déduire des autres déjà mentionnés: production nationale et besoins globaux de biens d'équipement.

Le développement des pays en voie de développement se fait en partie par une extension des activités industrielles, ce qui peut permettre peu à peu une substitution de la production nationale aux importations. Mais en ce qui concerne les biens d'équipement, deux cas extrêmes sont possibles. Si les industries en croissance ne comprennent pas celle des

biens d'équipement, il y aura un stimulant aux importations de biens d'équipement, et la part de ces biens dans le total des importations aura tendance à augmenter. Au contraire, il peut y avoir création et développement de l'industrie de biens d'équipement, comme c'est le cas dans certains pays de l'Amérique latine, avec réduction relative — ou même absolue — de l'importation de ces produits.

Pour les pays industrialisés, il faudra, de plus, prendre en considération les exportations; on y reviendra plus loin dans la synthèse.

Une dernière remarque est à présenter sur la relation entre croissance, investissement et échanges extérieurs. Pour les pays déjà développés, dans l'analyse des possibilités de croissance, l'accent est mis sur les facteurs de production et la pleine utilisation de ces facteurs. Les investissements et leur rôle dans la croissance constituent ainsi un point de départ, tandis que les répercussions sur le commerce extérieur s'en déduisent.

Pour les pays en voie de développement, par contre, la croissance est fortement influencée par les possibilités d'importation, c'est-à-dire par les recettes en devises procurées par les exportations de biens et services et les importations de capitaux, soit sous forme d'aide, soit par les capitaux normaux. En effet, dans la plupart des pays en voie de développement, l'industrie de biens d'équipement est très insuffisante, voire presque inexistante et les besoins sont couverts par l'importation. Pour ces pays, le volume d'investissements et le taux de croissance sont alors largement déterminés par les importations au lieu de l'être par les disponibilités de facteurs de production comme c'est le cas pour les pays industrialisés.

Paragraphe 3 — La place de la Communauté sur le marché mondial de biens d'équipement

La seconde question dont il a été fait état au début de ce chapitre concerne la place des pays de la Communauté sur le marché mondial de biens d'équipement.

Sur ce marché, la Communauté rencontre comme concurrents les pays les plus industrialisés: les États-Unis, les pays de l'A.E.L.E. (surtout la Grande-Bretagne, la Suède et la Suisse) et le Japon. L'ensemble de ces pays fournit 65 % des exportations mondiales de biens d'équipement; la quote-part de la Communauté est de l'ordre de 25 %⁽¹⁾.

(1) Ces pourcentages portent sur un chiffre total qui exclut les échanges à l'intérieur de la Communauté et du Comecon.

Les mobiles essentiels qui gouvernent ces relations commerciales et leurs modifications peuvent être groupés sous trois chefs:

- 1) Les potentiels industriels des pays exportateurs ;
- 2) Les positions concurrentielles des pays exportateurs ;
- 3) L'existence de liens particuliers entre les pays exportateurs et les pays importateurs.

Le *potentiel industriel* peut être défini comme la capacité à fabriquer des biens d'équipement dans les sortes, les quantités et les qualités demandées par les pays importateurs. Une enquête récente auprès d'un nombre important de grandes et de moyennes entreprises semble montrer que le choix des fournisseurs se fait surtout suivant ce critère ⁽¹⁾. Ceci vaut en particulier pour le groupe de biens d'équipement le plus important parmi ceux compris dans la présente étude, c'est-à-dire les machines non électriques. En effet, une grande spécialisation à la fois nationale et internationale existe dans le domaine de la fabrication des différentes sortes et types de machines.

La *position concurrentielle*, à savoir le niveau relatif des prix, le délai de livraison, ainsi que d'autres caractéristiques qualitatives, a une importance plus réduite pour les biens d'équipement. Pour étudier la position concurrentielle de ces produits dans la Communauté, on a rassemblé pour les principaux pays exportateurs et pour trois grands groupes de produits: les machines non électriques, les machines et appareils électriques et le matériel de transport, des données sur l'évolution des prix relatifs ⁽²⁾. Elles montrent qu'entre 1955 et 1960 les positions de prix relatifs des pays de la Communauté et du Japon se sont améliorées nettement par rapport à celles des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la Suède, mais qu'à partir de 1959 et 1960, les tendances se sont renversées. Le développement de la spécialisation internationale, ainsi que la position concurrentielle, se sont reflétés dans une certaine mesure dans les modifications des quotes-parts des principaux exportateurs sur le marché mondial. En ce qui concerne le développement futur, des raisons existent de croire qu'entre 1962-1963 et 1970, les positions relatives pourraient ne pas changer sensiblement.

Des liens particuliers entre certains pays exportateurs et pays importateurs existent sous diverses formes.

⁽¹⁾ Étant donné le caractère hétérogène des groupes de produits, une telle comparaison de l'évolution des prix relatifs doit être interprétée avec une grande prudence.

⁽²⁾ Cf. en annexe les résultats principaux de cette enquête.

Ces liens peuvent avoir un caractère purement traditionnel, comme ceux entre les États-Unis et la Grande-Bretagne ou entre l'Allemagne et l'Autriche. Les liens traditionnels sont souvent, on le sait, parmi les plus durables.

Il faut, d'autre part, tenir compte de la pratique du bilatéralisme commercial entre certains pays, notamment entre les pays du Comecon et leurs partenaires extérieurs à ce groupement. Compte tenu de l'expansion rapide des pays de l'Europe de l'Est, ce bilatéralisme pourrait mener à une augmentation sensible des exportations des pays de la Communauté vers ledit groupe de pays.

Une troisième forme de liens particuliers est celle des aides bilatérales fournies par les pays industrialisés aux pays moins développés. Une comparaison entre la répartition géographique des aides fournies et celle des importations montre que souvent, mais pas toujours, les fournisseurs des aides sont les principaux exportateurs vers les pays en question. Or, dans le cas où il y a déséquilibre entre les deux fonctions au préjudice d'un pays exportateur, celui-ci tentera vraisemblablement d'améliorer sa position dans les années futures.

S'il y a de bons arguments pour penser que les quotes-parts des pays exportateurs et leur développement au cours du temps dépendent essentiellement de l'ensemble des éléments exposés ci-dessus, il n'est malheureusement pas toujours possible de déterminer systématiquement l'incidence précise de ces éléments. Certes, dans de nombreux cas, on a pu prévoir un fléchissement du développement historique comme effet d'un des motifs énumérés, ainsi qu'il apparaîtra au chapitre III. Dans les autres cas, toutefois, on a dû se fier à une extrapolation des tendances apparues dans les cinq ou dix dernières années.

La ventilation de l'ensemble des exportations communautaires prévues, par pays exportateur et par groupes de produits, a été faite essentiellement par une extrapolation des tendances historiques, corrigée par la connaissance de projets ou de créations d'industries dans les pays importateurs. Par contre, en ce qui concerne la répartition entre pays de la Communauté, on n'a pas tenu compte des répercussions que provoquera la création du Marché commun.

Les résultats auxquels on a abouti à ce stade des travaux, concernent les exportations prévues de biens d'équipement, exprimées en valeur. Afin d'arriver au but final de l'étude, à savoir le tonnage d'acier exporté par voie indirecte, certains compléments sont nécessaires. Toutefois, les méthodes utilisées à cet effet soulèvent des problèmes plutôt techniques qui ne méritent pas d'être analysés dans ce chapitre théorique.

Les résultats finals de l'étude devraient se déduire de la synthèse des deux éléments décrits ci-dessus.

D'une part, la croissance économique et sa forme déterminera la demande de biens d'investissements, ainsi que les importations nécessaires de ces produits. D'autre part, l'analyse de l'offre de biens d'équipement et la répartition de la demande entre les pays exportateurs constitue l'autre volet de l'étude. Seule, la synthèse de ces deux éléments peut permettre d'établir des prévisions d'exportation cohérentes pour les pays de la Communauté.

Cependant, il n'est pas possible actuellement d'appliquer rigoureusement cette méthode complète. En effet, on se heurte à deux difficultés sérieuses:

- d'une part, la théorie économique ne semble pas encore complètement en mesure d'incorporer tous les éléments énumérés,
- d'autre part, les données statistiques dont on dispose ne permettent pas — et de loin — la vérification quantitative des éléments.

Le travail entrepris contient donc nécessairement des simplifications; il doit être considéré comme un essai dans ce domaine de recherche, dans lequel certains éléments pourront vraisemblablement être améliorés ultérieurement par une poursuite des travaux qui sera facilitée par les réactions constructives que ne manquera pas de susciter ce premier document.

Paragraphe 4 — Nomenclatures géographiques et statistiques

La méthode employée nécessite, tout d'abord, une délimitation géographique des débouchés de la Communauté. Étant donné que les exportations de la Communauté vers un certain nombre de pays est infime, on a laissé de côté ces pays. En fait, ceci n'influence pratiquement pas les conclusions de l'étude parce que les exportations vers ces pays ne représentent que 2 % du total en 1960.

En ce qui concerne les pays examinés, un certain regroupement par zones s'impose. Un tel regroupement est évidemment toujours arbitraire. Le critère choisi dans la présente étude est double: d'une part, on a combiné des pays géographiquement voisins et, d'autre part, sur la base du degré de développement. Pour les pays de l'Europe, il a fallu prendre ensemble tout d'abord les pays appartenant à l'A.E.L.E. et les pays du Comecon. En regroupant les autres pays de l'Europe, on trouve des pays méditerranéens ayant un niveau de développement assez voisin de celui de la Finlande, tandis que l'Israël et la Turquie ne trouvent pas

une place raisonnable dans l'Asie. Le groupe constitué par ces pays est donc malheureusement assez hétérogène.

Le quatrième groupe comprend les pays industrialisés dans les autres continents: l'Amérique du Nord, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et le Japon. Ils sont groupés en fonction de leur degré de développement économique. Les pays en voie de développement ont été groupés par régions géographiques: l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie. Pour l'Afrique, on a examiné trois groupes de pays: les pays du Maghreb, l'Afrique francophone, l'Afrique anglophone et, en plus, le Congo. Il faut encore signaler que certains pays africains (l'Égypte et le Soudan) ont été mis dans le groupe Moyen-Orient avec les pays asiatiques.

Les quatre instituts ont participé à l'étude sur la base de la répartition suivante des pays:

(millions de dollars) (a)					
	I.F.O.	C.E.S.	I.S.E.A.	I.S.C.O.	
<i>Les pays de l'A.E.L.E.</i>					
Royaume-Uni					207
Suède		x			199
Norvège		x			80
Danemark		x			113
Suisse	x				244
Autriche	x				199
Portugal				x	59
<i>Autres pays de l'Europe</i>					
Espagne				x	122
Yougoslavie				x	106
Grèce				x	68
Turquie				x	67
Israël				x	35
Finlande		x			

(a) Importations de biens d'équipement en provenance de la Communauté (en millions de dollars, moyennes des années 1958-1962).

(millions de dollars) (a)

	I.F.O.	C.E.S.	I.S.E.A.	I.S.C.O.	
<i>Les pays du Comecon</i>					
URSS			x		142
Pologne			x		46
Tchécoslovaquie			x		26
Hongrie			x		19
Roumanie			x		32
Bulgarie			x		10
Allemagne de l'Est	x				50(b)
<i>Autres pays industrialisés</i>					
États-Unis		x			232
Canada		x			38
Australie	x				54
Nouvelle-Zélande	x				9
Afrique du Sud	x				89
Japon		x			90
<i>Les pays de l'Amérique latine</i>					
Argentine			x		152
Brésil			x		116
Colombie			x		27
Mexique			x		55
Venezuela			x		61
Autres pays			x		143
<i>Afrique</i>					
Maghreb			x		239(a)
Afrique francophone			x		94
Afrique anglophone	x				40
Congo Léopoldville		x			24

(b) 1960

dollars) (a)

	I.F.O.	C.E.S.	I.S.E.A.	I.S.C.O.	
<i>Asie</i> ⁽¹⁾					
Moyen-Orient					193
Inde					180
Pakistan					43
Autres pays					132
Chine continentale:					16

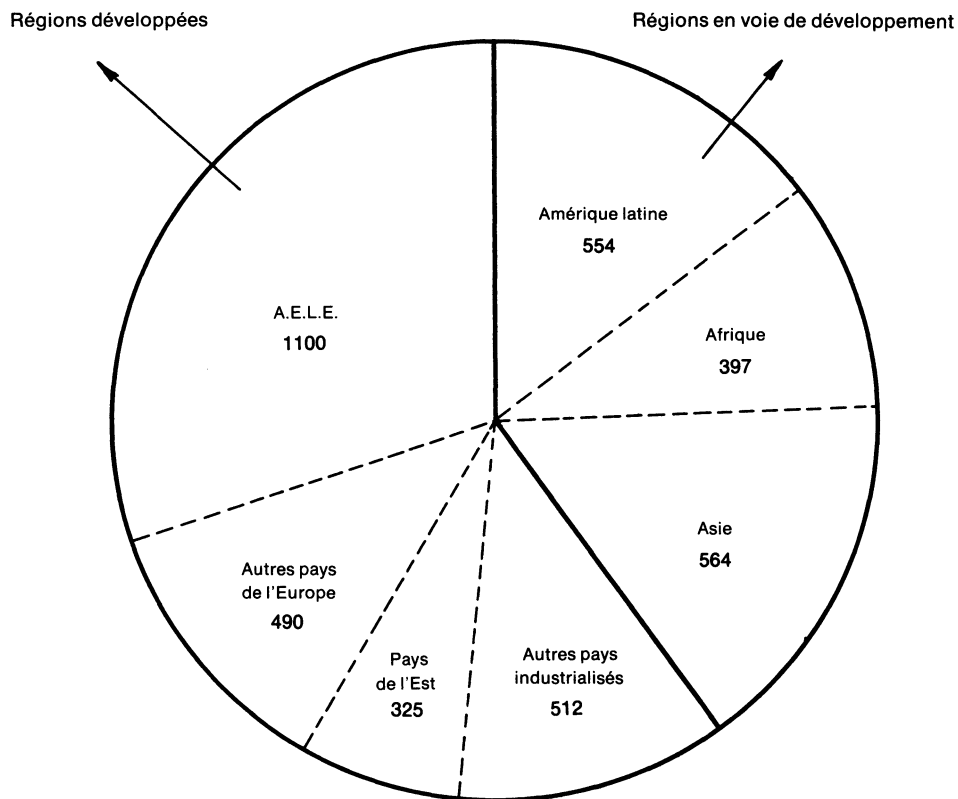
(1) Pour les pays, des études ont été établies par le Nederlandsch Economisch Instituut à Rotterdam (en particulier pour l'Inde).

En ce qui concerne les produits compris dans l'étude, on s'est limité aux biens d'équipement, à l'exclusion des bateaux et des voitures. Ces deux produits ont été laissés de côté, étant donné leur caractère particulier. En effet, les lois qui déterminent les débouchés de ces produits diffèrent sensiblement de celles des autres biens d'équipement. On a retenu la nomenclature C.S.T. pour la définition des produits. Les biens d'équipement sont essentiellement compris dans le secteur 7 de cette nomenclature (machines et matériel de transport). Comparée à cette section, la présente étude comprend, en plus, les constructions métalliques en fer et acier (691-1) et les réservoirs, fûts et récipients métalliques (692). D'autre part, certains postes de la section 7 ont été exclus. Il s'agit des produits suivants:

	N° C.S.T.
Moteurs pour avions	711.4
Appareils de réception pour la télévision	724.1
Appareils de réception pour la radio	724.2
Appareils électro-domestiques	725.0
Piles et accumulateurs	729.1
Lampes et tubes électriques	729.2
	et 729.3
Appareils électriques pour véhicules	729.4
Automobiles pour transport de personnes	732.1
Châssis pour automobiles de transport de personnes	732.6
Parties et pièces détachées de véhicules automobiles	732.8
Motocycles, vélocipèdes avec moteur	732.9

GRAPHIQUE 2
Répartition géographique des débouchés des biens d'équipement ⁽¹⁾
de la Communauté

(1958 - 1962 moyenne) en millions de \$



(1) Produits de l'étude

	N° C.S.T.
Vélocipèdes	733.1
Fauteuils et véhicules similaires	733.4
Aéronefs	734.0
Bateaux	735.0

Les produits retenus ont été classés dans 7 groupes pour lesquels le critère de classement est tel qu'il facilite le passage des valeurs en tonnage. Ils ont été définis de la façon suivante:

Groupe	N° C.S.T.
1. <i>Constructions métalliques</i>	691.1
2. <i>Réipients métalliques</i>	
Réservoirs, fûts et récipients en fer et acier	692.0
Chaudières à vapeur	711.1
3. <i>Tracteurs, machines et appareils agricoles</i>	712.0
4. <i>Machines non électriques</i>	
Appareils auxiliaires aux chaudières	711.2
Machines à vapeur	711.3
Autres moteurs à explosion	711.5
Turbines à gaz	711.6
Réacteurs nucléaires	711.7
Machines motrices n.d.a.	711.8
Machines de bureau	714.0
Machines pour le travail des métaux	715.0
Machines pour l'industrie textile et cuir	717.0
Machines pour autres industries spécialisées	718.0
Machines et appareils n.d.a.	719.0
5. <i>Machines électriques</i>	
Machines électriques et appareillage pour coupure	722.0
Fils, câbles, isolateurs, etc., pour distribution d'électricité	723.0
Appareils pour télégraphie, téléphonie, etc.	724.9
Appareils d'électricité médicale et de radiologie	726.0
Appareils électriques de mesure, de contrôle, etc.	729.5
Outils, machines outils électro-mécaniques	729.6
Accélérateurs de particules	729.7
Autres machines et appareils électriques	729.9

6. <i>Locomotives et wagons</i>	
Véhicules pour les voies ferrées	731,0
7. <i>Véhicules automobiles utilitaires</i>	
Automobiles pour le transport en commun des personnes	732.2
Automobiles pour le transport de marchandises	732.3
Automobiles à usages spéciaux	732.4
Tracteurs pour semi remorques	732.5
Châssis pour autobus, camions, etc.	732.7
Remorques et véhicules routiers n.d.a.	733.3

CHAPITRE II

LES HYPOTHESES CONCERNANT LA CROISSANCE ECONOMIQUE DANS LES PAYS TIERS

Comme il a été indiqué au chapitre précédent, on a procédé à une analyse assez détaillée de la croissance économique dans la plupart des pays tiers, tant pour le passé que pour le futur. Il n'est pas possible de publier, in extenso, ces diverses monographies contenant les justifications des prévisions établies sur les débouchés extérieurs. C'est pourquoi, on s'est limité à résumer brièvement les principales caractéristiques pour chacun des pays compris dans l'étude. Ces résumés sont repris dans l'annexe I. L'objet de ce chapitre est alors de présenter les principales hypothèses admises, en ce qui concerne la croissance économique dans les pays tiers jusqu'à 1970, ainsi que d'établir quelques comparaisons qui semblent importantes; d'une part, il est intéressant de confronter les prévisions de chacun des pays avec l'évolution du passé; d'autre part, on a examiné, au moins pour certains pays, la liaison entre la croissance globale et l'évolution de la structure économique.

Le plan de ce chapitre est largement déterminé par les divers stades distingués dans les études sur la croissance :

- l'évolution du produit national, de la démographie et de la répartition de l'activité par grands secteurs,

- le rôle des investissements dans la croissance,

Tableau 6

Évolution de la population et du produit intérieur brut, global et par habitant, par régions

	Taux de développement moyen annuel									
	Population				Produit intérieur brut				Produit intérieur brut par habitant	
	1950/1960	1955/1960	1950/1960	1955/1960	1950/1960	1955/1960	1960/1965	(f)1950/1960	1950/1955	1955/1960
	1950/1960	1955/1960	1950/1960	1955/1960	1950/1960	1955/1960	1960/1965	(f)1950/1960	1950/1955	1955/1960
Ensemble des pays à économie de marché	1,8	1,7	1,9	4,1	4,7	3,5	-	2,1	2,9	1,4
A. Pays développés	1,2	1,2	1,3	4,0	4,7	3,3	-	3,4	2,0	3,4
1. Amérique du Nord	1,8	1,7	1,7	3,3	4,3	2,4	4,5	1,5	2,5	0,5
2. Europe occidentale	0,9	0,8	1,0	4,7	5,0	4,3	4,9	3,7	4,2	3,3
C.E.E.	0,9	0,8	1,0	5,6	6,2	5,1	4,9	4,7	5,3	4,1
A.E.L.E.	0,5	0,4	0,6	3,2	3,4	3,0	4,0	2,7	3,0	2,0
Autres pays de l'Europe occidentale (a)	1,5	1,5	1,5	4,9	5,5	4,2	6,1	3,3	4,0	2,6
3. Japon	1,1	1,4	0,9	9,3	9,0	9,5	9,4	8,0	7,6	8,5
4. Océanie et Afrique du Sud	2,3	2,3	2,3	4,1	4,1	4,1	4,5	1,7	1,8	1,7
B. Pays en voie de développement	2,2	2,1	2,4	4,4	4,6	4,3	-	2,2	2,5	1,8
1. Amérique latine	2,8	2,8	2,8	4,6	4,8	4,5	-	1,8	1,9	1,6
2. Afrique (b)	2,2	2,1	2,3	4,1	4,3	3,9	-	1,9	2,2	1,6
3. Extrême-Orient (c)	2,1	1,8	2,3	4,2	4,3	4,1	-	2,1	2,4	1,8
4. Moyen-Orient (d)	2,4	2,7	2,3	5,2	5,6	4,7	-	2,7	3,0	2,4
5. Autres	2,1	2,1	2,1	6,2	5,6	6,8	-	4,0	3,4	4,6
<i>Produit matériel net</i>										
U.R.S.S. et Europe de l'Est (e)	1,5	1,5	1,5	9,4	10,3	8,5	-	7,9	8,7	7,0
Chine (période 1952-1960)		2,7			13,6				11,0	

(a) Turquie comprise.

(b) Afrique du Sud exclue.

(c) Japon exclu.

(d) Turquie exclue.

(e) Allemagne de l'Est, Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie et Yougoslavie.

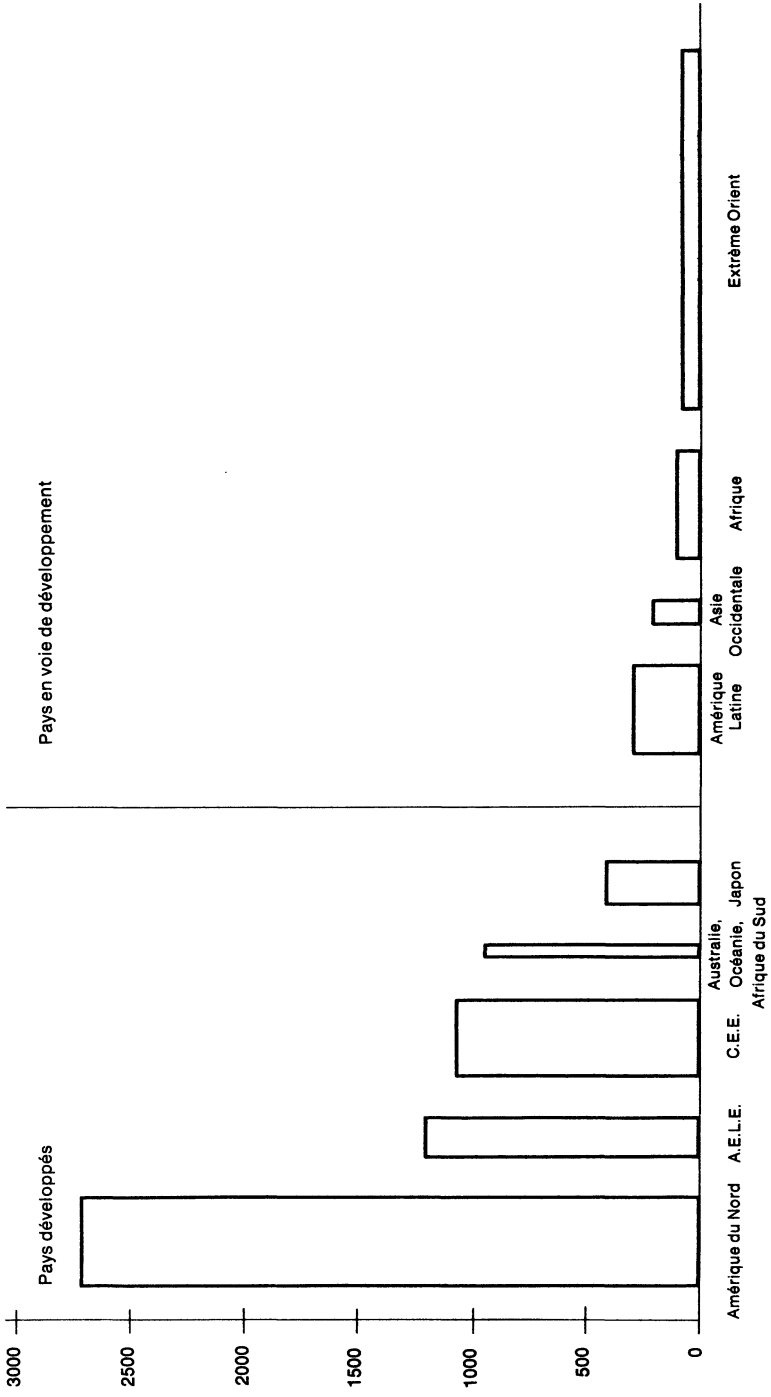
(f) En partie estimations.

Source: O.N.U. et G.A.T.T.

GRAPHIQUE 3

Produit national brut par habitant en \$ par région (1960)

vertical : Produit national par habitant
horizontal : Population totale



- les phénomènes de substitution et la production intérieure des biens d'investissements.

Il faut remarquer que ce schéma général ne peut pas s'appliquer à tous les pays étudiés, les informations statistiques disponibles étant incomplètes, en particulier pour les pays en voie de développement.

Paragraphe 1 – Indications générales sur la croissance dans le passé et hypothèses pour 1970 dans les pays tiers

a) Indications générales

Si l'on prend l'évolution, en volume, du produit national brut, par grandes régions dans le monde on constate pour la période 1950-1965 des écarts importants entre les groupes de pays (tableau 6).

En comparant les pays développés et les pays en voie de développement, il faut tenir compte du fait que la population totale augmente sensiblement plus rapidement dans le deuxième groupe de sorte que, malgré une croissance plus élevée pour le revenu total, le revenu par tête augmente moins vite que dans les pays développés. Parmi les deux sous-périodes, la deuxième montre un ralentissement par rapport à la première, en particulier pour les pays développés. En Amérique du Nord, ce ralentissement très net est en partie de caractère conjoncturel, tandis que pour plusieurs des «autres pays de l'Europe occidentale», il semble que le taux observé au cours de la période 1950-1955 ait été largement influencé par des facteurs exceptionnels d'après-guerre (rattrapage, etc.). Parmi les pays ayant réalisé les taux les plus élevés figurent les pays de l'Europe de l'Est et le Japon. Cependant, pour les pays de l'Europe de l'Est la définition du produit matériel net est telle que la croissance économique ne peut pas être directement comparée à celle des autres pays.

Pour l'objectif de la présente étude, il ne suffit pas de considérer seulement l'évolution du produit national brut; le stade d'évolution de chacun des pays influe également sur les besoins d'investissements. Par conséquent, les chiffres du niveau absolu du produit national par habitant doivent être pris en considération. La comparaison de ces données se heurte évidemment à un certain nombre de difficultés statistiques. Cependant, on a pris les chiffres publiés par l'O.N.U. qui sont présentés, sans commentaire, ci-après (tableau 7, graphique 3).

Tableau 7

Produit national brut par habitant

(en dollars au prix de 1958)

	1950	1955	1960
Ensemble des pays à économie de marché (a)	451	520	558
A. Pays développés	1.080	1.277	1.410
1. Amérique du Nord	2.340	2.645	2.718
2. Europe occidentale (b)	655	805	946
C.E.E.	672	872	1.068
A.E.L.E.	941	1.090	1.229
Autres pays	232	282	322
3. Japon	193	278	418
4. Océanie et Afrique du Sud	800	872	948
B. Pays en voie de développement	105	119	130
1. Amérique latine	252	277	300
2. Afrique (c)	93	105	113
3. Extrême-Orient	69	78	85
4. Asie occidentale	164	189	214
5. Autres	319	377	472
(a) Donc sans les pays de l'Europe de l'Est.			
(b) Turquie comprise.			
(c) Afrique du Sud exclue.			
Source: O.N.U.: Proceedings of the U.N. Conference on Trade and Development, Vol VI, 1964.			

Enfin, on peut rappeler les liaisons qui existent entre le phénomène d'industrialisation et le produit national, qu'il s'agisse du niveau absolu ou du taux de croissance. On se limitera dans cette étude à quelques grandes lignes dégagées de l'analyse plus détaillée.

Tout d'abord, le niveau absolu du produit national par tête dépend, dans une large mesure, du degré d'industrialisation du pays. Cette liaison se révèle nettement sur la base d'une comparaison entre pays du produit national par tête et de la part relative de l'industrie dans le produit national.

En second lieu, le taux de croissance du produit national est fonction de la mesure dans laquelle le pays s'industrialise; il faut donc tenir compte de l'augmentation de la part relative de l'industrie dans le produit national.

Cet élément constitue, en effet, un élément d'explication des différences entre les taux de croissance du produit national des pays indus-

trialisés. Par contre, pour les pays en voie de développement, les résultats des comparaisons sont beaucoup moins clairs.

b) *Les hypothèses de croissance jusqu'à 1970*

Les hypothèses de croissance pour la période 1960-1970, qui sont à la base des prévisions sur les besoins d'importation, sont justifiées dans l'annexe I. Dans ce chapitre, on présentera seulement un résumé en dégageant quelques tendances générales sur l'évolution future du taux de croissance du produit national brut.

Comme le montre l'analyse du paragraphe précédent, ce bref commentaire sur les taux de croissance retenus peut être fait en groupant les pays, étant donné que les explications sont différentes selon ces groupes de pays. En effet, elles dépendent de la structure économique du pays et du revenu par tête atteint, car si le lien entre la structure économique, la répartition en grands secteurs et son évolution, et le taux de croissance global est assez net, il se fait sentir d'une façon différente d'un groupe de pays à l'autre.

Pour les pays industrialisés, les taux de croissance prévus pour la décennie 1960-1970 sont établis évidemment en tenant compte de l'évolution qui a été observée depuis 1950 jusqu'en 1965; par conséquent, les prévisions jusqu'à 1970 concernent pratiquement la période 1965-1970. Une comparaison des taux de croissance des trois quinquennies comprises entre 1950 et 1965 montre pour ces pays un ralentissement de l'expansion entre 1955-1960 et une reprise importante entre 1960-1965. Pour les pays de l'O.C.D.E., on peut mentionner les chiffres suivants:

1950-1955	5,0% par an
1955-1960	3,6% par an
1960-1965	4,9% par an

Il faut signaler que l'accélération du rythme de croissance pour la période 1960-1965 est assez générale à l'exception des pays de la C.E.E. et, dans ce groupe, l'Allemagne et l'Italie ont connu une expansion plus limitée du produit national. Ce climat de croissance favorable est allé de pair avec un taux d'inflation plus accéléré dans les pays européens; par contre aux États-Unis et au Canada, les tendances inflationnistes ont été beaucoup plus modérées.

Hausse des prix
(moyenne annuelle)

	<i>Amérique du Nord</i>	<i>C.E.E.</i>	<i>A.E.L.E.</i>	<i>Japon</i>
1955-1960	2,6	3,7	3,7	1,7
1960-1965	1,4	4,0	3,3	3,8

Ces indications succinctes peuvent signaler un problème important de la croissance économique des pays industrialisés pour la quinquennie à venir. Ces perspectives dépendent effectivement du fait que les hausses de prix ne provoqueront pas de mesures restrictives ce qui risquerait de limiter la croissance en volume. Une telle politique économique sera évidemment nécessaire pour un pays ou bloc de pays dans la mesure où l'inflation se traduit par un déficit de la balance des paiements. Les échanges entre les pays industrialisés sont très intenses et ont tendance à s'intensifier encore. Par conséquent, un taux d'inflation relativement élevé pour un pays ou groupe de pays se répercute rapidement sur la balance des paiements courants, renforcé souvent par des mouvements de capitaux à court terme. L'expérience du passé montre qu'entre pays industrialisés, les hausses et les baisses conjoncturelles ne coïncident pas, ce qui explique que certains pays peuvent avoir des difficultés de balance des paiements au moment même où d'autres ont des surpluses. Des mesures restrictives pour rétablir l'équilibre extérieur prises par un pays se font sentir sur les autres pays et leur effet dépend de l'ampleur des échanges entre pays. La description des mécanismes est très schématique et ne tient pas compte des nombreux facteurs parmi lesquels on peut encore signaler le rôle joué par les institutions internationales dans le financement à court terme des déficits de la balance des paiements. En tout cas, les prévisions de la croissance seront largement affectées par les politiques restrictives pratiquées dans les pays industrialisés dans les années futures. C'est pourquoi, on a retenu pour la période 1965-1970 en général une croissance plus modérée qu'auparavant.

En dehors de ces tendances générales sur les perspectives de croissance des pays industrialisés, on peut signaler des caractéristiques particulières pour les pays ou groupes de pays individuellement. Parmi ces pays, on en compte trois pour lesquels le taux de croissance a été extraordinairement élevé au cours de la période 1950-1965: le Japon, l'Israël et, dans une mesure moindre, l'Autriche. Les raisons de cette croissance sont assez semblables: la croissance a été favorisée par des facteurs extraordinaires.

Pour l'Autriche, la croissance a été influencée fortement par le phénomène de rattrapage d'après-guerre au début de la période de référence, de sorte que le taux de croissance a déjà décliné vers la fin.

Le taux de croissance de l'économie japonaise n'a guère accusé de net ralentissement jusqu'à 1965. Bien qu'au début des années soixante le Japon ait connu une crise conjoncturelle, le taux moyen annuel entre 1960-1965 a encore été supérieur à 9 %. Cependant, l'évolution récente semble indiquer que l'économie est devenue plus sensible aux fluctuations conjoncturelles. De plus, la croissance au cours des années

1950-1965 a été favorisée par un taux d'investissement extrêmement élevé et il est probable que les sacrifices liés à cet effort d'investissement pour la population ne pourront guère se maintenir à ce niveau pendant une autre quinquennie. Toutefois, il est certain que le caractère dualiste de l'économie continuera certainement à créer des ressources de main-d'œuvre jusqu'à 1970, mais ce facteur ne constitue qu'une condition nécessaire pour assurer le rythme de croissance au lieu de déterminer le taux de croissance probable. Au total, tout en étant un peu plus faible que dans le passé, le taux prévu pour la période 1965-1970 reste encore élevé, de l'ordre de 7,5 % par an.

Un autre pays à taux de croissance futur plus modeste que dans le passé est l'Israël. Ce ralentissement s'explique en partie par le fait que l'accroissement de la population sera plus faible (4 % par an au lieu de 5,5 % entre 1950 et 1960), mais le produit national par tête augmentera également à un rythme plus bas qu'auparavant.

Le taux de croissance futur pour la Suisse est légèrement inférieur à celui enregistré entre 1950-1960, ce qui tient au fait que le gouvernement suisse se propose de suivre une politique d'immigration visant à réduire l'afflux de main-d'œuvre étrangère.

- Pour les États-Unis et le Royaume-Uni, au contraire, on envisage une expansion plus rapide que dans les dix dernières années. La croissance économique de ces pays, hautement industrialisés, a été relativement lente dans la période de référence. Ce phénomène serait dû à deux facteurs différents: l'un porte sur la structure économique de ces pays, l'autre sur des phénomènes de sous-emploi des facteurs de production. Il est certain que les économies des pays considérés n'ont pas connu des effets de rattrapage d'après-guerre analogues à ceux qui ont joué pour un grand nombre de pays industrialisés en Europe.

En outre, l'importance faible du secteur agricole aux États-Unis et au Royaume-Uni, qui caractérise le degré de développement, n'a pas permis un accroissement de la productivité moyenne entraîné par le départ de la main-d'œuvre agricole vers les autres secteurs. Évidemment, ces deux éléments se manifesteront également dans l'évolution future et ne constituent donc pas encore une explication du relèvement du taux futur par rapport au passé. Mais l'expérience au cours de la période 1950-1965 a montré que des fluctuations conjoncturelles graves se sont manifestées de sorte que, pour l'ensemble de la période, les facteurs de production disponibles ont été sous-employés. Les prévisions établies se fondent sur l'idée que les gouvernements réussiront à mettre en œuvre une politique économique assurant une exploitation plus complète des ressources économiques des pays. D'ailleurs, l'évolution du début des

années soixante a montré qu'une telle politique peut aboutir à des résultats favorables. En effet, la croissance économique au cours de la période 1960-1965 a été relativement favorable.

En ce qui concerne les autres pays industrialisés, les taux d'expansion pour le futur ne sont généralement pas très différents de ceux observés dans le passé. Toutefois, au cours des années cinquante, l'expansion du produit national n'a pas été régulière; en effet, la croissance rapide entre 1950 et 1957 a été suivie par un ralentissement net dans la plupart des pays, mais l'expansion économique a été nettement plus rapide entre 1960-1965 en même temps que les tendances d'inflation se sont amplifiées dans tous ces pays. Ces tendances à l'inflation et des déficits de la balance des paiements ont forcé les gouvernements à prendre des mesures de restriction. Pour quelques pays comme l'Australie et le Danemark cette évolution a provoqué une politique économique destinée à modifier la structure économique des pays en mettant l'accent sur une industrialisation plus poussée, qui permette une diversification plus large des exportations.

Tableau 8
Taux de croissance moyens annuels du produit national brut — Pays industrialisés
(en %)

	Passé		1960-1965 (a)		Futur (1960-1970)	
		global	par tête	global	global	par tête
Royaume-Uni	1950-60	2,5	2,4	3,2	3,6	2,4
Suède	1950-60	3,3	2,6	5,1	4,7	3,3
Norvège	1950-60	3,7	2,7	5,2	5,0	3,0
Danemark	1950-60	3,3	2,6	5,4(b)	4,6	3,1
Autriche	1950-60	5,7	5,5	4,3	4,1	4,0
Suisse	1950-60	4,4	3,0	5,5	4,2	2,9
Israël	1950-60	11,1	5,5	10,6	7,0	3,4
Finlande	1950-63	4,6	3,7		4,3	3,3
États-Unis	1950-60	3,3	1,5	4,5	4,5	2,2
Canada	1950-60	3,7	1,3	5,3	5,1	3,25
Australie	1950-61	3,2	1,8	42,0	1959-70 4,5	2,6
Nouvelle-Zélande	1950-60/ 1954-60	2,7/ 4,0	1,8	—	1959-70 3,5	1,8
Afrique du Sud	1950-62	5,4	3,0	8,0 (c)	4,5	2,0
Japon	1953-60	9,1	8,0	9,4	8,4	7,3

(a) En partie des chiffres provisoires.
(b) 1960-1964.
(c) 1962-1964.
Source: Pour le passé: O.N.U., Statistique de la comptabilité nationale.

Le groupe des *pays méditerranéens* est caractérisé par des taux de croissance assez élevés dans la période 1950-1965. Certes, le bas niveau du revenu par tête de ces pays a suscité une politique économique comprenant des mesures favorables à l'industrialisation, politiques qui se poursuivront. Il est donc vraisemblable d'admettre des taux de croissance relativement élevés, qui se situent aux environs de 6,5 % par an entre 1960 et 1970. Ce taux implique pour l'Espagne un relèvement sensible par rapport au passé (3,5), mais au cours des années les plus récentes, une accélération de l'expansion s'est déjà dessinée par suite des efforts poussés d'industrialisation.

Tableau 9
Taux de croissance moyens annuels du produit national brut
Pays méditerranéens

(en %)

	Passé			Futur (1960-1970)	
		global	par tête	global	par tête
Portugal	1953-1960	4,6	4,1	6,0	5,3
Espagne	1955-1960	3,5	2,4	6,3	5,6
Yougoslavie	1953-1960	8,7	7,4	8,6	7,3
Grèce	1950-1960	5,6	4,6	7,3	7,0
Turquie	1950-1960	5,7	2,8	5,1	2,3

La croissance économique des *pays de l'Amérique latine* a été, au cours de la période 1950-1960, en moyenne annuelle de 4,5 % par an. Ce taux est pourtant différent d'un pays à l'autre: pour l'Argentine, l'expansion a été très lente (3 %), tandis que le Venezuela a connu le taux le plus fort (8,3 %). Le degré d'industrialisation est déjà assez poussé. Pour les perspectives de la croissance jusqu'à 1970, on peut se fonder sur les travaux des Nations unies: le taux serait légèrement supérieur à celui du passé (5 %). Mais il faut bien remarquer que l'évolution démographique implique une croissance par habitant encore assez faible. Entre 1950 et 1960, le produit national par tête n'a augmenté qu'à un rythme de 1,6 % par an: pour la période de prévision, ce taux dépasserait légèrement 2 % par an.

En fait, les perspectives de croissance de l'Amérique latine sont fortement déterminées par les possibilités d'importations; l'équilibre de la balance des paiements et les disponibilités de devises limitent la croissance économique.

Tableau 10
Taux de croissance moyen annuel du produit national brut
Pays de l'Amérique latine

(en %)

	Passé			Futur	
		global	par tête	global	par tête
Argentine	1950-1960	3,1	1,5	3,0	1,2
Brésil	1950-1960	5,8	2,7	5,5	2,3
Colombie	1950-1960	4,5	2,3	5,6	2,8
Mexique	1950-1961	6,0	2,8	'61-'70 5,5	2,2
Venezuela	1950-1959	8,3	4,1	6,0	2,6
Pays de l'Amérique latine	1950-1960	4,5	1,7	5,0	

En ce qui concerne les *pays de l'Afrique* (sans l'Afrique du Sud), l'accroissement du produit national global est également absorbé, dans une large mesure, par l'augmentation de la population. En effet, le taux de croissance du revenu global entre 1950 et 1960 (4,1 % par an) correspond à un rythme moyen par habitant de 1,6 %; ce chiffre est égal à celui enregistré pour l'Amérique latine. On peut signaler un ralentissement sensible dans la croissance économique au cours de la période de référence (1950-1955: 4,3 % contre 1955-1960: 3,9 %). Par ailleurs, les difficultés politiques se font considérablement sentir sur la croissance économique; ceci est vrai pour le Congo. En outre, comme le montrent d'autres événements récents, on ne peut pas exclure la possibilité d'autres instabilités politiques qui risquent d'entraîner des stagnations dans l'expansion des pays.

Dans ces conditions, on ne peut pas escompter un maintien du taux observé entre 1950 et 1960. Au contraire, l'évolution actuelle dans quelques pays, ainsi que le net ralentissement vers la fin de la période de référence, laissent prévoir plutôt une baisse du taux de croissance, global et par habitant, pour les pays de l'Afrique. Ces prévisions sont généralement conformes aux plans ⁽¹⁾ disponibles pour les pays du Commonwealth. Pour d'autres pourtant, ces plans à moyen terme semblent souvent trop ambitieux et on a retenu un taux de croissance un peu plus modeste.

⁽¹⁾ Voir World Economic Survey 1965. Part I Development Plans de l'UNO.

Tableau 11

**Taux de croissance moyens annuels du produit national brut
Pays de l'Afrique**

(en %)

	Passé			Futur	
		global	par tête	global	par tête
Algérie	1950-1958	7,3	5,0	3,0	1,4
Maroc	1952-1960	1,4	-1,4		
Tunisie	1953-1957	2,8	1,0		
Afrique francophone	1947-1960	7,6	5,2	4,0	2,4
Afrique anglophone	1955-1961	6,6	3,5	5,5	3,9
Congo Léopoldville	1950-1959	5,3	3,0	0,4	-2,3

Parmi les *pays de l'Asie*, il est commode de distinguer deux groupes de pays: ceux de l'Extrême-Orient et ceux du Moyen-Orient. Cette distinction est utile parce que tant le niveau du revenu par tête que celui de la croissance économique sont assez différents d'un groupe à l'autre de ces pays.

Les pays de l'Extrême-Orient ont le revenu par tête le plus bas du monde. Entre 1950 et 1960, le taux de croissance du produit national a été un peu supérieur à 4 %, ce qui correspond à 2 % par habitant.

Évidemment, l'élaboration des prévisions pour les pays de cette région est un travail des plus malaisé. On peut pourtant faire appel à une étude de Rosenstein-Rodan ⁽¹⁾ dans laquelle sont établies des prévisions pour un grand nombre de ces pays. En général, ces prévisions ne s'écartent pas très fortement des tendances observées au cours de la période récente. Globalement, elles impliquent un maintien du rythme de croissance jusqu'à 1970. Pour les pays les plus importants (Inde et Pakistan), le taux de croissance retenu est un peu plus élevé. Pour un grand nombre de ces pays, on dispose des plans de développement pour des périodes différentes mais, en général, 1961-1966, donc pour des périodes déjà largement écoulées. Les taux de croissance retenus dans ces plans reflètent nettement la surestimation des possibilités de croissance. Ils sont, en effet, beaucoup plus élevés que les taux probables; un taux moyen de 5,5 % pour le produit national brut qu'on peut déduire des plans ne sera certainement pas atteint entre 1960 et 1966. Il semble

⁽¹⁾ International Aid for Underdeveloped Countries. Review of Economics and Statistics, mai 1961.

donc plus raisonnable de retenir un taux, pour l'ensemble de la région. de l'ordre de 4 % ce qui correspond à 1,5 et 2 % par habitant.

Les pays du Moyen-Orient ont un revenu par tête beaucoup plus élevé, grâce notamment à leurs réserves de pétrole; le taux de croissance a été légèrement supérieur à celui des autres pays de l'Asie et, d'après les estimations de Rosenstein-Rodan, le rythme sera pratiquement maintenu au cours de la période 1960-1970.

Tableau 12
Taux de croissance moyens annuels du produit national brut
Pays de l'Asie

(en %)

	Passé		Futur		
		global	par tête	global	par tête
Inde	1950-1960	3,7	1,9	4,0	1,5
Pakistan	1950-1960	2,6	0,5	4,25	2,1
Arabie séoudite	Tendance récente	3,0		3,0	0,5
Egypte	"	5,0	2,5	4,2	1,3
Birmanie	"	4,0	3,0	4,4	2,6
Ceylan	"	3,8	1,4	3,4	0,8
Indonésie	"	2,5	0,3		0,6
Malaisie	"	4,0	1,0	4,0	1,0
Philippines	"	5,0	1,8	4,0	1,9
Thaïlande	"	4,7	1,6	4,0	1,6
Corée du Sud	"	4,5	1,4	3,2	1,2
Cambodge, Laos, Vietnam du Sud	"	2,5	-2,0	3,0	1,0
Syrie	"	3,5	-0,5	3,4	0,5
Irak				4,4	1,9
Iran				4,0	1,6
Liban				4,0	1,5
Soudan				2,7	1,7
Hong-Kong				4,6	2,9

Les taux de croissance des *pays de l'Europe de l'Est* ont été extrêmement élevés au cours de la période 1950-1960. Il ne fait aucun doute que la politique économique, stimulant une industrialisation rapide de ces économies, a favorisé la croissance dont le rythme semble analogue à celui observé au Japon. Évidemment, la poursuite de la tendance générale de la période de base dépend largement des possibilités de pousser encore l'industrie et, en particulier, les industries motrices. Sur la base des niveaux déjà atteints par ces industries, c'est-à-dire la part

relative de l'industrie chimique et des industries mécanique et électrique, il semble probable que le taux de croissance futur sera moins élevé. En outre, il n'est guère possible, à la plupart de ces pays, de maintenir jusqu'à 1970 un taux d'investissement aussi élevé que celui réalisé dans le passé. Pour l'ensemble de ces pays, le rythme d'expansion a été de l'ordre de 8 à 9 % par an entre 1950 et 1960, tandis que pour la période de prévision, un taux de l'ordre de 7 % semble plus raisonnable.

Tableau 13

**Taux de croissance moyens annuels du produit matériel net
Pays de l'Est**

(en %)

	Passé			Futur		
		global	par tête		global	par tête
U.R.S.S.	1950-1960	10,3	8,4	1961-70	7,0	5,2
Pologne	1950-1960	7,8	6,0	1961-70	5,4	4,0
Tchécoslovaquie	1950-1960	7,5	6,5	1961-70	6,7	6,0
Hongrie	1950-1960	6,4	5,7	1961-70	7,2	6,6
Roumanie	1950-1960	10,3	9,0	1961-70	7,9	7,0
Bulgarie	1953-1960	7,5	6,4	1961-70	8,0	4,6
Allemagne Est	1950-1963	7,2		1962-70	5,6	5,2

Les résultats des études par pays ou groupes de pays sont résumés dans les tableaux 8 à 13 où les taux prévus pour 1970 sont comparés à ceux du passé. Pour deux groupes de pays, les taux par habitant sont relativement élevés: les pays de l'Europe de l'Est et les pays méditerranéens; pour le Japon, on prévoit un taux analogue. Par contre, pour les pays en voie de développement, les rythmes de croissance par tête restent, en général, assez modestes et, en particulier, pour l'Asie ils ne dépassent même pas 2 % par an. En ce qui concerne les pays industrialisés, l'Amérique du Nord et le Royaume-Uni seraient caractérisés par une croissance relativement lente (par habitant un peu supérieure à 2 % par an), tandis que pour les autres pays de l'Europe, l'accroissement du revenu par tête se situerait plutôt entre 3 et 4 % par an.

Paragraphe 2. Les besoins d'investissements

S'il existe une interdépendance entre l'effort d'investissement et le taux de croissance, on doit observer que cette liaison n'est pas très stricte et on ne peut pas, pour un grand nombre de pays, établir une re-

lation satisfaisante entre le taux de croissance du produit national et le taux d'investissement ⁽¹⁾. Tout d'abord, dans la mesure où l'on raisonne sur les investissements bruts (seuls connus avec une suffisante précision pour la plupart des pays), on additionne des renouvellements dont le montant est surtout commandé par l'évolution passée et des investissements nets qui sont particulièrement liés au processus de croissance; aussi n'y a-t-il pas lieu de penser que le rapport entre le taux d'investissement et le taux d'expansion du produit national soit égal dans tous les pays. En outre, la structure économique est différente d'un pays à l'autre et les besoins d'investissement varient sensiblement d'un secteur à l'autre étant donné les écarts d'intensité de capital. Par exemple, le secteur logement, le transport maritime, le secteur d'électricité nécessitent un effort d'investissement beaucoup plus élevé que la plupart des secteurs industriels. De plus, les investissements publics ne constituent pas un pourcentage constant du montant global d'investissement. Tous ces facteurs rendent difficiles une comparaison valable entre pays de la liaison entre investissements et taux de croissance. Même pour un pays donné, le taux d'investissement n'est pas constant, en partie à cause des arguments énumérés ci-dessus.

Dans la présente étude, l'analyse de la croissance et les besoins d'investissement n'a été effectuée que pour les pays développés et semi-développés. En ce qui concerne les pays en voie de développement, une telle étude se heurte à des difficultés statistiques considérables. Mais, en plus, les besoins d'importations de biens d'équipement sont déterminés par la capacité d'importations plus que par les besoins d'investissements. C'est pourquoi, on a laissé de côté l'analyse des besoins d'investissement pour ces pays.

En général, on admet pour le taux d'investissement une hausse pour le futur dans les pays industrialisés. Cette tendance s'est dessinée également au cours de la période 1950-1963, sauf dans quelques pays, bien que le taux de croissance du produit national ait été inférieur à celui de la seconde moitié de cette période. Ce phénomène laisse conclure que le rendement du capital a tendance à baisser au cours du temps dans les pays considérés. Il est probable que la substitution permanente de la main-d'œuvre par le capital constitue, entre autre, l'explication de cette évolution.

Le tableau 14 illustre, pour quelques pays industrialisés, ce phénomène.

⁽¹⁾ Défini comme rapport entre les investissements bruts et le produit national brut.

Tableau 14

Évolution du taux d'investissement (prix constants de 1960)

Pays	1950-1955	1955-1960	1960-1965
Royaume-Uni	13,1	15,2	17,1
Suède	19,1	20,7	22,6
Norvège	30,2	29,5	30,4
Danemark	15,9	18,0	21,0
Suisse	17,6	21,3	26,3
Autriche	20,1	22,3	23,8
Portugal	13,9	16,1	17,7(a)
Grèce	8,4	16,4	22,7(a)
États-Unis	12,9	12,6	12,2
Canada	22,9	24,9	21,8
Australie	24,0(b)	24,1	27,4(a)
Japon	21,5	27,3	35,8
(a) 1960-1963.			
(b) 1952-1955.			

La tendance à la hausse qui s'est dessinée presque d'une façon générale a été extrapolée jusqu'à 1970 pour les pays industrialisés, ainsi que pour les pays méditerranéens.

Dans le tableau 15 on a résumé les taux d'investissement retenus pour la période 1960-1970.

Tableau 15

Prévisions du taux d'investissement 1960-1970
(moyenne annuelle au prix de 1960)

Royaume-Uni	18,5	Portugal	20,4
Suède	23,0	Grèce	23,6
Norvège	32,5	États-Unis	13,1
Danemark	20,7	Canada	25,0
Suisse	23,0	Australie	0
Autriche	22,8	Japon	36,0
Israël	27,1	Espagne	24,4

Paragraphe 3. Les importations de biens d'équipement

Sur la base des hypothèses de croissance dans un grand nombre de pays tiers, le stade suivant de l'étude consiste à déterminer les réper-

cussions de cette croissance sur les besoins d'importation de biens d'équipement.

On peut penser traiter ces problèmes de deux façons différentes qui sont d'ailleurs complémentaires. Tout d'abord, il est possible d'examiner, par une analyse statistique portant sur un grand nombre de pays, si l'on peut dégager des régularités entre les importations de biens d'équipement et le revenu par tête. L'autre méthode consiste à analyser, pour chacun des pays, la liaison entre les besoins d'investissement intérieurs et les importations de biens d'équipement.

Dans la présente étude, on a choisi la seconde méthode, mais il est intéressant de confronter les résultats avec quelques tendances qui peuvent se dégager d'autres études (1). Il s'agit des analyses de comparaison entre pays concernant le lien entre la structure économique *et le revenu par tête*, ainsi que les répercussions sur les échanges extérieurs. Comme on l'a déjà indiqué ci-dessus, le degré de développement des pays (produit national par tête) est fortement lié à la structure économique, ce qui se reflète surtout dans la part relative de l'industrie dans le produit national et les quotes-parts de différentes branches industrielles. Ce phénomène explique qu'au fur et à mesure que le revenu par tête augmente, deux tendances contradictoires se fassent jour. D'une part, sans aucun doute, la hausse du produit national par tête stimule les besoins d'investissement d'une façon considérable. Mais inversement, le développement de l'industrie peut permettre à ces pays de couvrir une part de plus en plus importante des besoins totaux et diminuer la quote-part des importations par des effets de substitution.

On peut noter que cette situation se présente déjà et peut se présenter dans le futur pour un grand nombre de pays en voie de développement. En revanche, pour la plupart des pays industrialisés qui disposent déjà d'une industrie mécanique et électrique développée, les effets de substitution sont moins importants. Le commerce extérieur est alors déterminé surtout par l'ampleur de la spécialisation internationale de chacun des pays.

Les résultats de ces études restent assez globaux. Ils permettent d'introduire quelques tendances très générales sur le lien entre croissance mondiale et échanges extérieurs, mais ils ne tiennent pas compte des particularités propres à chacun des pays.

La méthode suivie dans la présente étude met alors l'accent sur l'analyse de chacun des pays ou groupes de pays. Elle essaie, en plus,

(1) H.B. Chenery: Patterns of Industrial Growth, American Economic Review, septembre 1960.

O.N.U.: A Study of Industrial Growth, 1963.

de repérer directement les importations de biens d'équipement au lieu de les lier au produit national par tête.

D'une façon générale, les résultats de cette analyse détaillée ont amené à distinguer grosso modo entre deux paramètres sur la base desquels les prévisions concernant les besoins d'importation peuvent être établies.

D'une part, pour les pays industrialisés, on a tenté de lier les besoins d'importation aux besoins intérieurs de biens d'investissement (le coefficient d'importation).

Dans cette analyse, il est souhaitable de répartir les investissements totaux entre bâtiments et équipement et, à l'intérieur de l'équipement, d'isoler les produits compris dans l'étude (c'est-à-dire, d'exclure les bateaux, les avions et celles des voitures particulières que les comptes nationaux classent dans l'investissement). Évidemment, ce ne sera que dans le cas où l'on compare les importations de biens d'équipement compris dans l'étude aux besoins intérieurs des produits correspondant, qu'il sera possible de tirer une conclusion nette sur l'évolution du coefficient d'importation. Cependant, la répartition des investissements totaux entre bâtiment et équipement n'est pas possible pour tous les pays, pour des raisons statistiques. Il a donc fallu parfois se contenter de comparer les importations et les investissements totaux. Dans ces cas, la composition du montant des investissements peut changer, ce qui se répercute également sur le coefficient d'importation ainsi défini. D'autre part, pour les pays en voie de développement, les importations de biens d'équipement sont déterminées par la capacité d'importation globale et la quote-part de ces biens dans le total. Pour ces pays, il est donc préférable de lier ces importations aux importations totales.

A. *Pays industrialisés*

Il y a lieu tout d'abord de distinguer les *pays industrialisés* qui ont une industrie mécanique et électrique très développée et qui sont donc, en même temps, des exportateurs de biens d'équipement. Il s'agit des pays suivants: États-Unis, Royaume-Uni, Suède, Autriche, Suisse, Japon et, dans une mesure moindre, Danemark et Norvège. On exclut ici les pays de l'Europe de l'Est, étant donné leur position particulière sur le marché mondial de biens d'équipement. Pour la plupart des pays examinés, on dispose d'une comparaison entre les importations et les besoins intérieurs en produits correspondants (exception faite pour le Japon et la Norvège) (voir tableau 16).

Tableau 16
Coefficients d'importation dans quelques pays industrialisés

	Année	%	Année	%	Année	%
Royaume-Uni	1953	9,4	1960	11,4	1970	16,7
Suède	1953	35,5	1962	42,8	1970	48,2
Danemark	1953	26,6	1962	43,6	1970	43,5
Suisse	1952	50,0	1962	57,7	1970	58,1
Autriche	1950	34,6	1962	40,0	1970	45,4
États-Unis	1950	1,5	1960	5,2	1970	4,2
Israël					1970	36,4
Norvège (a)	1953	15,5	1962	18,1	1970	16,9
Australie (a)	1950/62	19,0	1959/61	15,0	1970	12,0
Japon (a)	1955	4,6	1962	5,4	1970	5,0

(a) Par rapport au total des investissements.

On peut observer que les importations ont augmenté à un rythme plus élevé que les besoins intérieurs au cours de la période de base. D'ailleurs, une tendance analogue est valable pour les pays de la Communauté. En dépit du fait que ces pays produisent eux-mêmes des biens d'équipement, la part des importations est croissante. Ce phénomène s'explique probablement en partie par l'influence d'une spécialisation croissante de chacun de ces pays industrialisés et on a admis, en général, une poursuite de ces tendances. Mais il va de soi que la part relative des importations dépend également des prix relatifs. En effet, l'augmentation de la part des importations des États-Unis entre 1950 et 1960 peut être expliquée, en partie, par l'évolution défavorable des prix intérieurs américains par rapport aux prix à l'importation. Pour les prévisions 1970, il serait donc indispensable d'introduire une hypothèse sur cette évolution.

Entre 1953 et 1958, la position concurrentielle des produits étrangers sur le marché américain des biens d'équipement s'est améliorée ce qui s'est reflété sur la part d'importation de ces produits. Depuis 1960, cette évolution de prix relatifs s'est renversée: une stabilisation du niveau des prix américains est allée de pair avec une hausse des prix européens. Par conséquent, les biens d'équipement européens ont été exclus, dans une certaine mesure, du marché américain. Pour 1970, une prévision de l'évolution des prix relatifs (américain et européen) est extrêmement spéculative. On ne peut qu'admettre des hypothèses raisonnables. D'une part, il semble probable qu'à partir des prévisions sur l'accroissement moyen de la productivité horaire aux États-Unis et les pays euro-

péens, on peut escompter une évolution parallèle des coûts et des prix relatifs à partir de 1965 jusqu'à 1970. Dans ces conditions, le taux d'importation des États-Unis pour les biens d'équipement sera inférieur à celui de 1960. En ce qui concerne le Royaume-Uni, on peut signaler qu'entre 1960 et 1964, la part des importations a encore fortement augmenté (élasticité de 2 par rapport à la production nationale). Le plan national ⁽¹⁾ prévoit une amélioration d'ici 1970, de telle sorte que l'élasticité baissera vers 1,4. Ces estimations se fondent sur l'hypothèse d'une amélioration de la position concurrentielle britannique. De toute façon, la part relative des importations de biens d'équipement dans les besoins totaux sera encore très supérieure au niveau atteint en 1960.

Pour les autres pays, au contraire, les tendances enregistrées au cours de la période de référence se poursuivront, à l'exception du Danemark pour lequel, sous l'influence de mesures prises pour stimuler le développement de l'industrie des biens d'équipement, on peut escompter l'effet d'une substitution jusqu'à 1970.

En ce qui concerne les *autres pays de l'Europe* pour lesquels le degré d'industrialisation est moins élevé, le coefficient d'importation n'a pas beaucoup changé dans le passé; le rapport a légèrement augmenté sauf pour le Portugal.

Tableau 17

Coefficients d'importation pour les autres pays de l'Europe

	Année	%	Année	%	Année	%
Finlande (a)	1958	33,5	1963	36,9	1970	38,5
Espagne	1955	11,8	1962	12,6	1970	13,4
Grèce	1952	16,0	1962	18,5	1970	20,0
Turquie	1955	15,6	1962	18,5	1970	19,9
Portugal (a)	1955	25,5	1962	20,5	1970	25,9
Yougoslavie	1955	7,3	1962	8,6		

(a) Par rapport aux investissements en équipement.

Pour ces pays, le processus d'industrialisation entraînera une forte augmentation de la demande de biens d'équipement. Cet accroissement peut être alimenté d'une façon accrue par la production propre de ces pays. Toutefois, il est probable que la quote-part des importations des besoins totaux augmentera encore légèrement jusqu'à 1970.

⁽¹⁾ The National Plan. Septembre 1965.

B. Pays en voie de développement

Les importations de biens d'équipement sont principalement déterminées par la capacité de financement qui est liée aux possibilités d'exportation de ces pays et à l'aide reçue de l'étranger. Les perspectives d'exportation dépendent largement de la structure du commerce extérieur. La part des produits primaires est de 85 % du total contre 29 % seulement pour les pays industrialisés. Cette structure très différente se répercute sur l'évolution des exportations. En effet, au cours de la période 1950-1962, l'évolution des exportations des pays en voie de développement a été beaucoup moins favorable que pour les pays industrialisés (tableau 18).

Il y a une série d'influences défavorables pour le développement des exportations des produits primaires; cependant, ces influences sont très variées d'un produit à l'autre et dépendent largement du fait de savoir si les produits sont en concurrence avec d'autres produits manufacturés et si les pays industrialisés ont également une production propre.

Tableau 18

Exportations 1962 comparées avec celles de 1950, 1955 et 1960

	Volume			Prix			Valeur		
	1950 =100	1955 =100	1960 =100	1950 =100	1955 =100	1960 =100	1950 =100	1955 =100	1960 =100
Pays développés	212	150	110	119	104	101	251	158	111
Pays en voie de développement	157	137	111	96	89	95	150	122	106

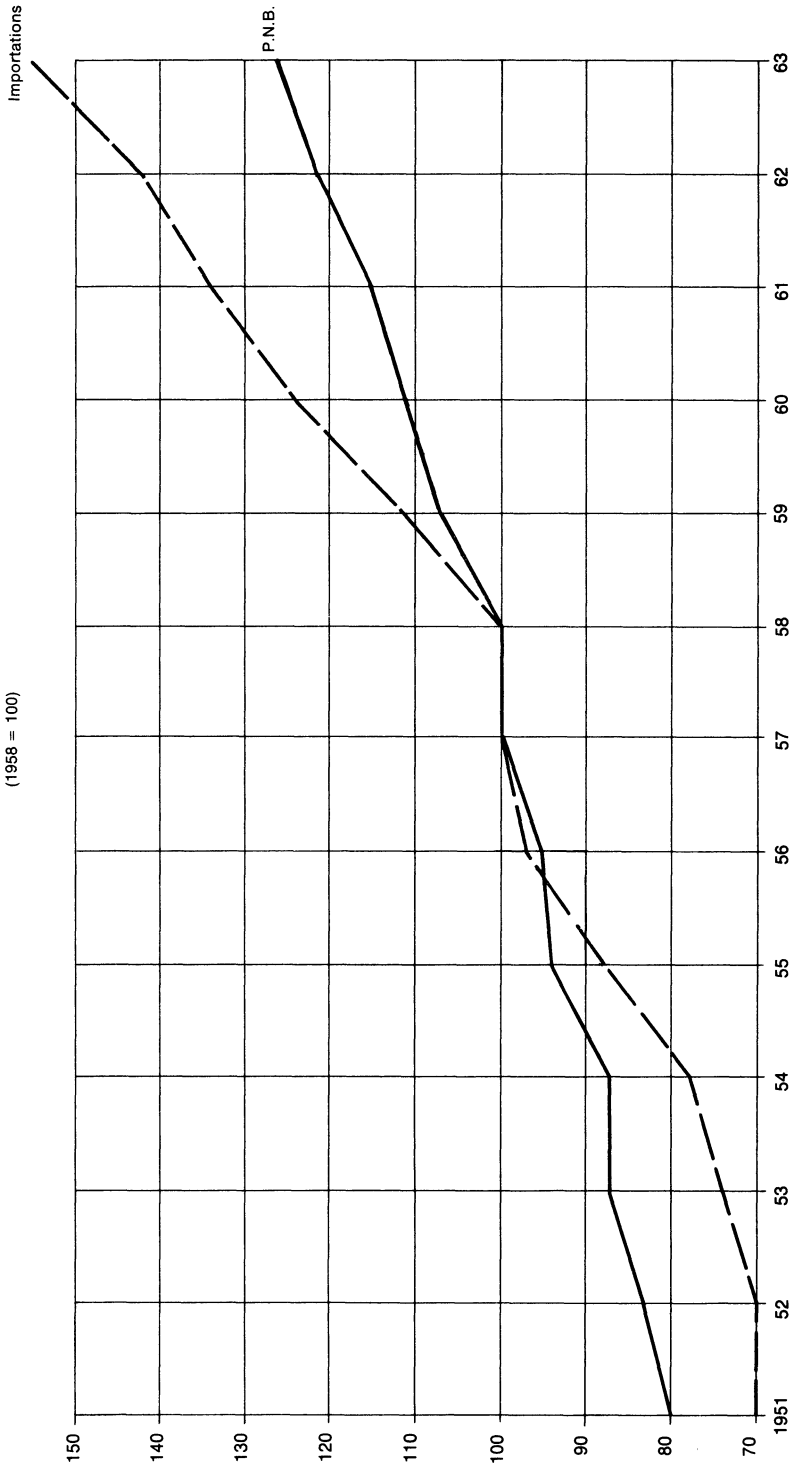
Source: Conference on Trade and Development. Vol. VI part I.

Ces chiffres montrent également que la faible évolution des quantités d'exportations va de pair avec une baisse relative et même absolue des prix à l'exportation.

L'autre élément, l'aide reçue des pays industrialisés, complète évidemment les moyens financiers des pays en voie de développement et donc contribue à la capacité d'importations. L'importance de cette aide n'est pas négligeable: en 1963, 8,5 milliards de dollars (versements publics, privés, y compris les capitaux privés et les crédits à l'exportation) soit l'équivalent du quart de la valeur des importations totales.

Cette situation du côté des recettes de l'extérieur pose évidemment un problème de financement des importations, dans lesquelles les deux tiers sont constitués par les produits manufacturés en provenance sur-

GRAPHIQUE 4
Évolution des importations et du produit national des pays industrialisés
(1958 = 100)



tout des pays industrialisés. Dans ce total, les biens d'équipement représentent un peu plus de 40 %.

Les considérations précédentes montrent, en effet, que deux cohérences doivent être respectées, l'une portant sur la croissance économique dans les régions et sa structure, l'autre tenant au volume global du commerce extérieur. Pour les pays en voie de développement, le second aspect est indispensable. Il est, toutefois, impossible, dans le cadre de la présente étude, d'établir des prévisions très détaillées en ce qui concerne les perspectives d'exportation de ces pays et il faut se limiter ici à quelques tendances générales.

La grande partie des exportations de pays en voie de développement est destinée aux pays développés (75 % en 1962) et ce pourcentage a quelque peu augmenté par rapport à 1950 (71 %). Par conséquent, les importations des pays développés constituent le facteur d'impulsion pour les exportations des pays en voie de développement.

Dans le graphique 4, on a dessiné l'évolution des importations par rapport à celle du produit national brut pour les pays industrialisés (en volume). On constate que le taux de croissance moyen annuel sur cette période des importations est à peu près le double de celui du produit national (7,6 versus 3,8). Mais les pays en voie de développement ne fournissent que 23 % de ces importations et l'accroissement de cette part a été beaucoup moins fort, ce qui est lié à la structure de ces importations. Pour la même période, le taux de croissance a été de 3,8 % par an pour les exportations des pays en voie de développement vers les pays industrialisés. Le total des exportations de ces pays a augmenté d'un taux légèrement plus faible (3,4), les échanges entre ces pays s'étant développés d'une façon beaucoup plus modeste (1,8 % par an).

Pour la capacité d'importation, il faut encore tenir compte de la détérioration des termes d'échange pour ces pays qui a été de l'ordre de 0,5 % par an entre 1950 et 1962.

En résumant l'évolution de la capacité d'importation des pays en voie de développement entre 1950 et 1962 on peut noter que

- en volume, les importations ont augmenté plus que les exportations ce qui a détérioré le solde de 2,1 milliards de dollars (prix 1962) (voir graphique 5),
- la détérioration des termes d'échanges compte encore pour 2 milliards de dollars (prix 1962).

Par conséquent, le surplus initial de la balance commerciale de l'ordre de 1,7 milliard de dollars est devenu un déficit de l'ordre de 2,4 milliards de dollars auquel s'ajoute un solde négatif pour les services de plus de 4 milliards de dollars en 1962. Évidemment, le déficit total est couvert, dans une large mesure, par l'aide.

En établissant une estimation de la capacité d'importation jusqu'à 1970 des pays en voie de développement, on peut se fonder sur les hypothèses suivantes :

- les exportations en volume, compte tenu des taux de croissance des pays industrialisés, augmenteront à un rythme légèrement plus grand (un peu inférieur à 4 % par an),
- les termes d'échanges continueront à se détériorer au même rythme (0,5 % par an), c'est-à-dire, 1 milliard de dollars,
- une augmentation de l'aide de 2 milliards de dollars entre 1964 et 1970.

La capacité d'importation augmentera, dans ces conditions, à un rythme de 3,5 % par an.

L'autre facteur qui détermine les importations de biens d'équipement est constitué par la part de ces produits dans les importations totales. Il convient de distinguer deux cas différents. D'une part, certains pays en voie de développement peuvent développer leur propre industrie de biens d'équipement, ce qui permettra de réduire la part relative de biens d'équipement importés par rapport aux besoins globaux d'investissement. D'autre part, pour les pays n'ayant pas une industrie mécanique, le développement d'autres industries et les effets de substitution pour ces produits permettront une augmentation de la part des importations de biens d'équipement dans le total des importations.

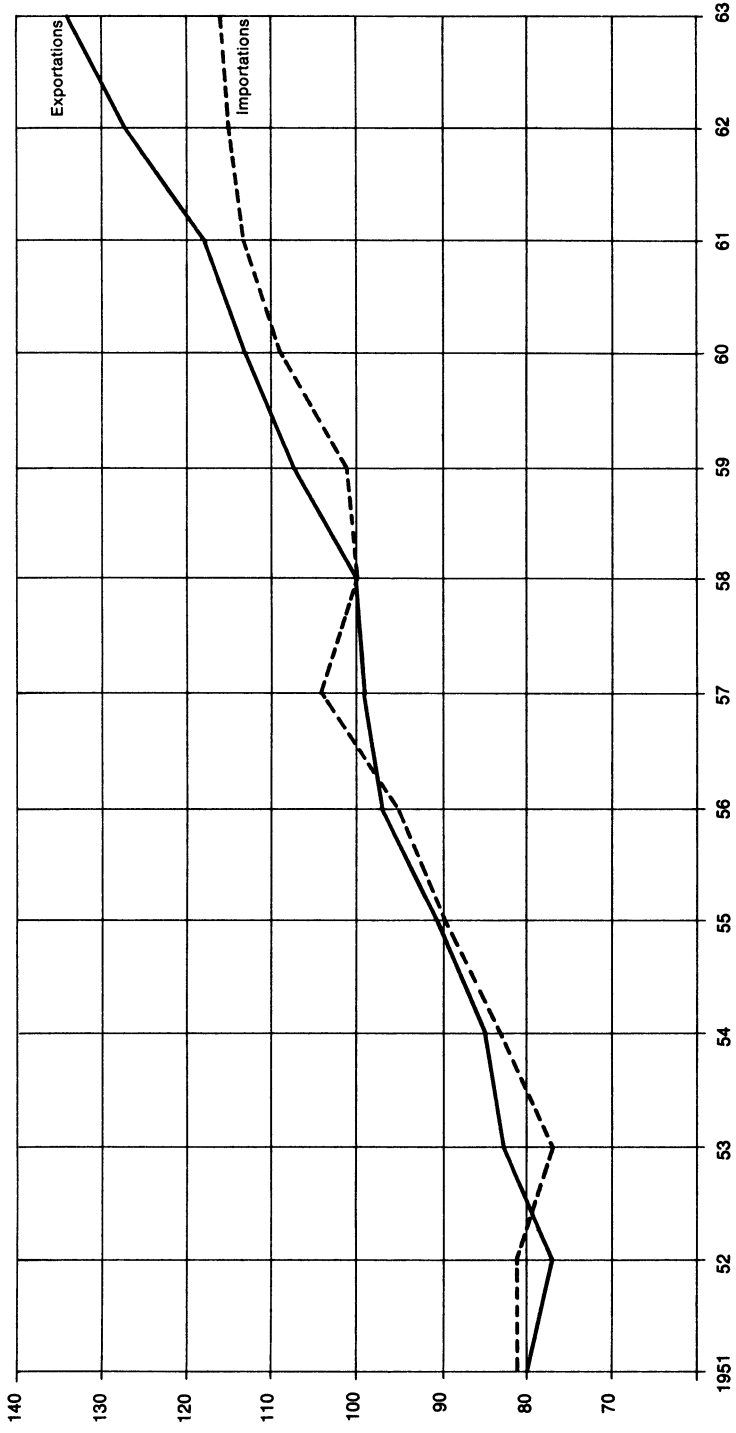
Pour les *pays de l'Amérique latine*, on peut raisonner selon la première méthode, étant donné que la substitution directe des biens d'équipement importés par la production nationale a joué un rôle important pour la plupart de ces pays. On observe donc pour le passé une diminution de la part des importations dans les besoins d'investissement. Le tableau 19 résume ces chiffres pour quelques pays importants et l'ensemble des pays de l'Amérique du Sud.

Tableau 19
Coefficient d'importation pour les pays de l'Amérique latine (a)

	Année	%	Année	%	Année	%
Argentine	1948/49	16,0	1960	15,8	1970	15,0
Brésil	1954	17,4	1960	13,7	1970	13,0
Colombie	1950/55	32,2	1961	23,6	1970	17,8
Mexique	1956	30,6	1961	22,3	1970	15,0
Venezuela	1950/54	26,8	1960	18,9	1970	25,0
Total	1952	27,0	1960	22,0	1970	18,0

(a) Importations des biens d'équipement par rapport aux investissements totaux.

GRAPHIQUE 5
Évolution des importations et les exportations des pays en voie de développement (volume)
1951 - 1961 - (1958 = 100)



On peut signaler que les effets de substitution ont été les plus forts dans les pays ayant une part élevée d'importations. Pour l'Argentine et le Brésil, la diminution est plus faible, ce qui semble suggérer l'existence d'une asymptote dont le niveau dépend, toutefois, de la dimension du pays. Pour les autres pays de l'Amérique latine, une diminution entre 1960 et 1970 est prévue, sauf pour le Venezuela.

Les *pays de l'Afrique* doivent importer la quasi totalité de leurs besoins de biens d'équipement et les perspectives économiques pour 1970 ne permettent pas de prévoir l'établissement d'une industrie mécanique et électrique d'une certaine importance. Dans ces conditions, la substitution ne jouera pas de rôle pour ces pays. Au contraire, les possibilités de financement des importations constituent plutôt le facteur décisif et, pour les biens d'équipement, la part de ces importations.

Pour quelques pays de l'Afrique, on dispose de chiffres concernant, d'une part, la part de l'industrie mécanique et électrique dans le produit national et, d'autre part, la part des importations de biens d'équipement dans le total des importations.

Tableau 20

Production et importation des biens d'équipement en Afrique (1956-1959)

(en %)

	Part de l'industrie mécanique et élec- trique	Part des importations de biens d'équipement (sans moyen de transport) dans les importations totales
Éthiopie	-	11
Guinée	0,2	27
Tanganyika	0,4	14
Ouganda	-	16
Nigeria	-	10
Soudan	0,1	9
Cameroun	0,6	4
Ghana	0,2	9
Congo	1,2	17
Kenya	3,1	11
Rhodésie	3,4	23
Maroc	-	10
Tunisie	-	9
Égypte	2,1	15

Source: O.N.U. Economic Bulletin for Africa, June 1962.

Ces chiffres montrent que la production de biens d'équipement est très faible mais également que, pour la plupart de ces pays, les importations de ces biens d'équipement ne constituent qu'une part assez limitée dans le total des importations. En fait, les importations de produits manufacturés, représentant globalement deux tiers du total, comprennent en particulier les produits textiles et les autres biens de consommation et, dans une mesure moindre, le matériel de transport. Pour les pays de l'Afrique dont on connaît les plans nationaux (Ethiopie, Ghana, Nigeria, Soudan et la République arabe), les plans prévoient une hausse considérable de la part des biens d'investissement dans les importations totales, sauf pour le Soudan où l'élasticité est de l'ordre de 2. Pour l'ensemble des pays de l'Afrique (sauf l'Afrique du Sud et l'Égypte) l'augmentation prévue des importations des produits compris dans l'étude est de 75 %, ce qui implique une hausse de la part relative des biens d'équipement dans le total des importations. Cependant, pour les pays francophones, l'augmentation sera un peu plus modeste.

Pour les *pays de l'Asie*, sauf pour l'Inde et la Chine continentale, la production de biens d'équipement par rapport aux besoins est négligeable et, donc, les besoins en biens d'équipement sont couverts quasi totalement par des importations. En comparant les pourcentages de biens d'équipement dans les importations totales des pays de l'Asie à ceux observés pour les pays de l'Afrique, on constate que les chiffres sont plus élevés pour les pays de l'Asie. En outre, le pourcentage augmente dans la plupart des pays.

Tableau 21

**Part des biens d'équipement dans les importations totales de marchandises
pour les pays de l'Asie**

	(en %)			
	Années	%	Années	%
Birmanie	1952-1953	23	1957-1959	36
Cambodge	1955-1956	17	1957-1959	23
Ceylan	1952-1953	16	1957-1959	19
Malaisie	1952-1953	15	1957-1959	14
Inde	1952-1953	27	1957-1959	42
Indonésie	1952-1953	27	1957-1959	29
Corée Sud	1953-1954	13	1957-1959	16
Laos	1955-1956	23	1957-1959	26
Pakistan	1952-1953	28	1957-1959	37
Philippines	1952-1953	22	1957-1959	35
Thaïlande	1952-1953	32	1957-1959	36
Vietnam Sud	1955-1956	18	1957-1959	25
Ensemble des pays de l'E.C.A.F.E.	1952-1953	18	1957-1959	23

Source: O.N.U.: Economic Survey of Asia and the Far East 1961.

Les mêmes tendances se reflètent dans les plans nationaux disponibles pour quelques pays de cette région (Corée du Sud, Ceylan, Pakistan, Birmanie et Inde) Évidemment, ces plans constituent des objectifs, c'est-à-dire qu'ils visent à stimuler les importations de biens d'équipement, mais pour l'ensemble des importations la tendance générale est que l'élasticité par rapport au produit national baisserait sensiblement.

L'augmentation du pourcentage des biens d'équipement n'est pas seulement le résultat de la volonté d'accélérer le développement économique par un effort plus poussé des investissements qui sont donc nécessairement importés, mais elle est rendue possible grâce à la substitution croissante des importations d'autres produits, en particulier des biens de consommation. On peut donc dire que la substitution directe pour le développement des industries mécaniques n'affectera pas encore les biens d'équipement dans une mesure appréciable jusqu'à 1970 dans la région considérée dans son ensemble. Certes, les efforts de substitution pour les autres produits peuvent faciliter les importations de biens d'équipement. En outre, dans la mesure où des produits industriels sont exportés, ce qui est déjà le cas pour certains de ces pays, la substitution contribuera également à stabiliser les recettes des exportations. On constate effectivement que les importations de biens d'équipement des pays en voie de développement accusent des fluctuations très sensibles d'une année à l'autre, dépendant en particulier des moyens de financement. Cette situation n'est certainement pas favorable à la réalisation d'une politique de développement vigoureuse.

Dans ces conditions, on prévoit pour les pays de l'Asie (sans le Japon et l'Israël) une augmentation des importations de biens d'équipement de l'ordre de 75 %, dépassant donc la croissance des importations totales. La tendance observée dans le passé à une hausse de la part relative se poursuivra donc jusqu'à 1970.

Les prévisions qui découlent des considérations précédentes sur les importations totales des biens d'équipement selon la définition de l'étude sont résumées dans le tableau 22. Ces chiffres ont été comparés à la moyenne de la période 1958-1962.

Tableau 22

Importations totales de biens d'équipement (somme des 7 groupes)

(en millions de dollars 1960)

	1958-1962 moyenne annuelle	1970	Indice
Royaume-Uni	475(a)	970(a).	203
Suède	327	968	296
Norvège	216	439	203
Danemark	212	508	240
Suisse	360	554	152
Autriche	296	446	151
Portugal	90	192	214
Total	1.976	4.077	207
Espagne	300	615	205
Yougoslavie	268	660	246
Grèce	140	310	221
Turquie	140	328	233
Israël	94	168	179
Finlande	230	326	142
Total	1.172	2.407	205
U.R.S.S.	1.613	4.712	293
Pologne	448	1.300	290
Tchécoslovaquie	397	1.340	337
Hongrie	240	844	352
Roumanie	284	835	294
Bulgarie	264	760	288
Allemagne de l'Est	340(b)	1.000	295
Total	3.586	10.791	302
États-Unis	746(a)(b)	2.008(a)	270
Canada	1.694	2.872	170
Australie	656(a)	1.000(a)	180
Nouvelle-Zélande	198(a)	290(a)	146
Afrique du Sud	528	740	141
Japon	438	808	184
Total	4.260	7.718	181
(a) C.i.f. (b) Chiffre de 1960.			

	1958-1962 moyenne annuelle	1970	Indice
Argentine	430	575	134
Brésil	360	544	151
Colombie	139	256	184
Mexique	414	500	121
Venezuela	368	392	106
Autres pays Amérique latine	639	845	132
Total	2.350	3.112	133
Maghreb	320(b)	400	125
Afrique francophone	130	262	202
Afrique anglophone	353(a)	812(a)	230
Congo Léopoldville	53(b)	103	194
Total	856	1.577	184
Moyen-Orient	675(a)	1.125(a)	168
Inde	487(a)	890(a)	183
Pakistan	190(a)	380(a)	200
Autres pays de l'Asie	768(a)	1.543(a)	201
Chine continentale (c)	30(a)	20(a)	67
Total	2.150	3.958	184
Total général	16.350	33.640	206
(a) C.i.f.			
(b) Chiffre de 1960.			
(c) Les importations de la Chine n'incluent pas celles en provenance des pays de l'Europe de l'Est.			

Il est intéressant d'ajouter un bref commentaire sur les résultats obtenus pour les besoins d'importations dans les pays tiers compris dans le tableau 22.

Tout d'abord, la présente étude ne couvre pas l'ensemble des pays tiers; toutefois, la partie manquante est peu importante (2 % des importations totales) et les tendances pour les différentes régions sont certainement représentatives pour l'ensemble.

Dans l'ensemble des pays tiers, les besoins d'importation de biens d'équipement (produits de l'étude) pour 1970 seront de 106 % plus élevés que le niveau moyen pour la période 1958-1962. Le taux de croissance moyen annuel serait donc de l'ordre de 7,5 %. Mais les augmenta-

tions sont assez différentes selon les régions. Cette divergence est, en partie, liée à l'évolution du produit national brut, mais il semble que les évolutions comparées des importations et du produit national seront assez différentes de région à région. Dans le tableau 23, on a comparé les taux moyens annuels des deux séries (prévus pour la période 1960 à 1970).

Tableau 23

**Comparaison entre les taux de croissance du produit national brut
et les importations (1960-1970)**

Groupe de pays	Import. de biens d'éq.	Produit national	Rapports
A.E.L.E.	7,5	4,0	1,9
Pays semi-industrialisés	7,5	6,5	1,2
Autres pays industrialisés	6,1	4,0	1,3
Pays de l'Europe de l'Est	11,7	6,7	1,8
Amérique latine	2,9	4,9	0,6
Afrique	6,3	3,9	1,6
Asie	6,3	3,9	1,3
Total (sans C.E.E.)	7,5	5,1	1,5

Il est extrêmement difficile de trouver des chiffres comparables pour le passé. Même pour le total du commerce extérieur du groupe 7 de la C.S.T. ces chiffres ne sont pas directement disponibles. Si l'on prend la période 1953-1963, on a l'impression que le total des importations (sans la C.E.E.) a doublé en valeur. Compte tenu d'une hausse de prix de l'ordre de 1 % par an (en moyenne annuelle) il résulte un taux d'accroissement en volume de 6,2 %. En ce qui concerne le produit national brut, le taux de croissance a été légèrement supérieur à celui prévu pour le futur: d'après un calcul très grossier, ce taux (sans la C. E.E.) a été de l'ordre de 5 %. Par conséquent, le rapport entre les taux de croissance des importations et le produit national, pour le passé, a été un peu inférieur à 1,3, donc plus faible que celui prévu pour 1970. Toutefois, le chiffre du commerce extérieur de 6,2 % est extrêmement fragile.

Il est vraisemblable que l'élasticité est supérieure à l'unité, d'une part, les investissements augmentent à un rythme plus élevé que le produit national dans la plupart des pays; d'autre part, pour les pays industrialisés, on constate une augmentation de la part des importations dans la couverture des besoins des biens d'équipement due aux influences de la spécialisation internationale. Si, par contre, les phénomènes de substitution exercent une influence importante, il est possible

que cette élasticité tombe au-dessous de l'unité. Ceci est le cas pour les pays de l'Amérique latine. Pour les autres pays en voie de développement, on a admis l'hypothèse que ces effets ne joueront presque pas de rôle avant 1970.

Finalement, il faut signaler que la comparaison des élasticités du tableau 23 doit être interprétée d'une façon prudente. En effet, pour chaque groupe de pays, le taux de croissance du produit national a été obtenu par la pondération du produit national par pays ⁽¹⁾ dans l'année de base. Étant donné que les taux d'importation peuvent varier fortement à l'intérieur d'un groupe de pays, l'élasticité entre les importations et le produit national contient également les effets des taux de croissance différents d'un pays à l'autre, parce que les importations de la région sont pondérées par les montants importés dans l'année de base. Ce facteur est important pour le groupe «autres pays industrialisés» où le poids des États-Unis dans le produit national est de 80 %, tandis que pour les importations il est seulement de 18 %.

(1) On a négligé les difficultés statistiques entraînées par cette comparaison.



CHAPITRE III

LE COMMERCE MONDIAL DE BIENS D'ÉQUIPEMENT ET LA PART REVENANT À LA COMMUNAUTÉ

À la fin du chapitre précédent, on est parvenu à des prévisions des besoins totaux d'importation de biens d'équipement par les pays tiers.

Dans ce chapitre, la provenance de ces importations sera étudiée.

Dans un premier paragraphe, une analyse sera faite de la structure et du développement du commerce mondial de biens d'équipement. Cette analyse servira de toile de fond aux prévisions et permettra d'en apprécier la plausibilité.

L'étape suivante consiste à passer à l'examen des quotes-parts de la Communauté, prévues pour 1970.

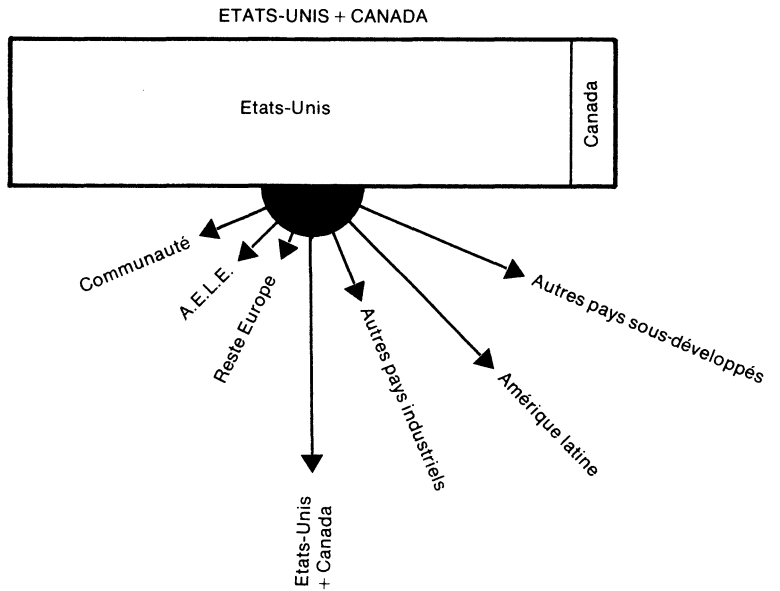
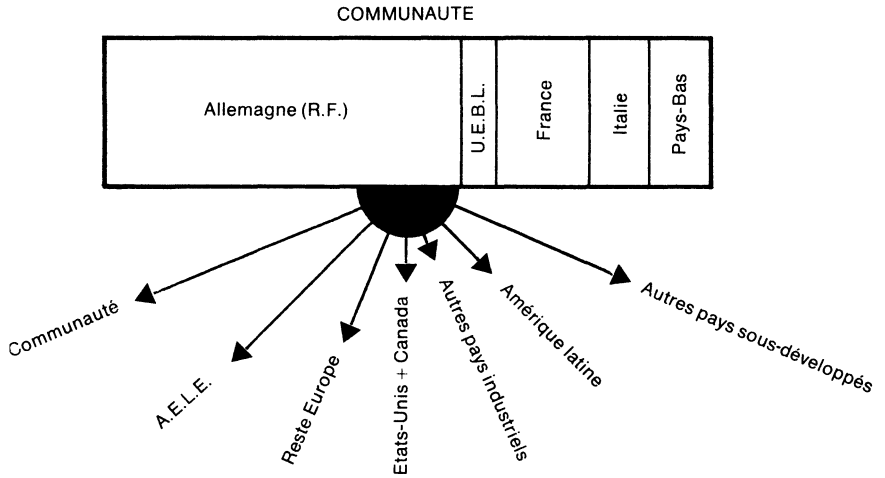
Le troisième paragraphe traitera des quotes-parts des pays à l'intérieur de la Communauté et le quatrième paragraphe de l'importance relative des sept groupes de produits distingués dans la présente étude.

Paragraphe 1. Le commerce de biens d'équipement

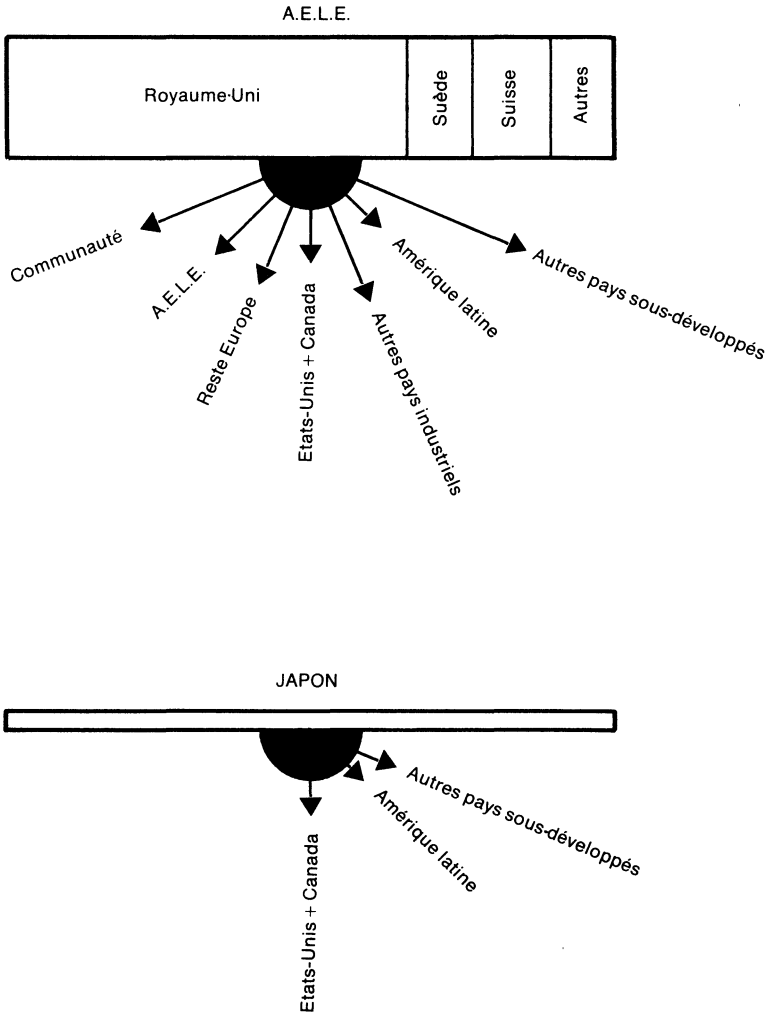
L'analyse du commerce mondial sera faite sur la base d'une série de tableaux à double entrée qui donnent en ligne les principaux pays

⁽¹⁾ L'ensemble des pays tiers a été ventilé, suivant des critères économiques et géographiques, dans un nombre restreint de groupes, comme cela a été fait au chapitre précédent. Il convient de remarquer que les chiffres du groupe «Autres pays» ont dû être calculés par différence et comprennent quelques postes secrets concernant le commerce mondial dans son ensemble, par exemple, la livraison d'armes de guerre.

EXPORTATIONS DE BIENS D'EQUIPEMENT DES



PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS EN 1960



exportateurs et en colonne les groupes de pays importateurs. On notera que ces derniers englobent tous les pays du monde ⁽¹⁾, tandis que les pays exportateurs ne sont qu'un nombre de 16, comprenant environ 80 % des exportations totales. En ce qui concerne les autres 20 %, une estimation grossière a conduit au résultat suivant: la moitié est attribuable à des échanges entre les pays du Comecon et le reste aux exportations d'un grand nombre de pays petits exportateurs de biens d'équipement.

Les tableaux 24, 25 et 26 contiennent des informations assez détaillées sur la seule année 1960, afin de donner une idée de la structure du commerce mondial. Voir aussi le graphique 7. Les chiffres des tableaux 28 et 29, un peu moins désagrégés, s'étendent sur une période de huit années, permettant ainsi une analyse des tendances récentes ⁽¹⁾.

A) *La structure du commerce mondial*

Une première information, ressortant des chiffres du tableau 25, concerne *l'orientation des exportations vers les régions limitrophes*. Ainsi, le commerce «intra» de la Communauté comprend plus de 25 % du total. Dans l'Amérique du Nord (U.S.A. et Canada), ce pourcentage est de 28. Il n'est que de 13 % pour l'A.E.L.E. (qui n'a que la moitié des habitants de la Communauté), mais ce pourcentage atteint 22 si l'on considère les pays de l'A.E.L.E. sans le Royaume-Uni, pays dont les exportations sont fortement orientées vers les autres membres du Commonwealth. Dans le commerce du Comecon, le pourcentage de l'«intra» est encore plus élevé, mais il n'est pas possible de donner des chiffres précis.

Si l'on passe à un examen d'ensembles un peu plus larges, on trouve que plus de 60 % des exportations de la Communauté vont aux pays européens (70 % pour les pays du Benelux, 30 % seulement pour la France dont les exportations sont fortement orientées vers les pays de la zone franc). Le pourcentage est de 45 pour l'A.E.L.E. (70 % si l'on exclut le Royaume-Uni), tandis que l'ensemble des États-Unis et le Canada n'exportent que 20 % vers l'Europe et le Japon seulement 8 %. Au contraire, plus de 50 % des exportations du bloc États-Unis et Canada vont au continent américain et plus de 60 % des exportations japonaises sont destinées à l'Amérique et à l'Extrême-Orient.

⁽¹⁾ Des chiffres plus détaillés portant sur la même période sont donnés dans les tableaux 1, 2 et 3 de l'annexe III.

Tableau 24

Commerce mondial de biens d'équipement (a)

1960

(En millions de dollars)

		Allemagne	U.F.B.L.	France	Italie	Pays-Bas	R.-U.	Suède	Suisse	Autres pays A.E.L.E.	U.S.A.	Canada	Japon	Total
Exportateurs	Importateurs	916	179	175	119	240	452	104	228	112	115	25	11	3.076
	Communauté	937	41	56	93	138	280	129	95	112	377	26	15	2.299
	A.E.L.E.	324	16	65	76	25	220	70	37	50	170	4	9	1.066
	Autres pays Europe occidentale	154	9	85	38	8	90	29	34	52	22	-	7	528
	Europe de l'Est	205	15	5	58	41	363	28	38	21	1.384	234	165	2.557
	U.S.A. + Canada	129	6	9	25	22	575	29	30	17	448	32	21	1.343
	Autres pays industrialisés	269	18	61	138	35	180	56	44	35	1.408	21	61	2.326
	Amérique latine	133	7	27	19	9	250	9	15	6	141	4	53	673
	Inde et Pakistan	418	42	425	90	73	793	43	37	40	972	20	297	3.250
	Autres pays													
Monde		3.485	332	908	657	594	3.205	496	558	443	5.435	366	638	17.117

(a) Classification C.S.T.: section 7 moins (732.1 + 734 + 735).
Source: Commodity Trade Statistics des Nations unies.

Tableau 25
Commerce mondial de biens d'équipement (a)

1960

		1960														(en %)	
Exportateurs		Allemagne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays-Bas	Communauté	R.-U.	Suède	Suisse	Autres pays	A.E.L.E.	A.E.L.E.	U.S.A.	Canada	Japon	Total
Importateurs		Allemagne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays-Bas	Communauté	R.-U.	Suède	Suisse	Autres pays	A.E.L.E.	A.E.L.E.	U.S.A.	Canada	Japon	Total
	Communauté	26,3	53,9	19,3	18,1	40,4	27,3	14,1	21,0	40,9	25,2	19,0	19,0	9,5	6,8	1,7	18,0
	A.E.L.E.	26,9	12,3	6,2	14,2	23,2	21,2	8,7	26,0	17,0	25,2	13,0	13,0	6,9	7,1	2,4	13,4
	Autres pays Europe occidentale	9,3	4,8	7,2	11,6	4,2	8,5	6,9	14,1	6,6	11,3	8,0	8,0	3,1	1,1	1,4	6,2
	Europe de l'Est	4,4	2,7	9,4	5,8	1,3	4,9	2,8	5,8	6,1	11,6	4,4	4,4	0,4	-	1,1	3,1
	U.S.A. + Canada	5,9	4,5	0,6	8,8	6,9	5,4	11,3	5,6	6,8	4,7	9,6	9,6	25,5	64,0	25,9	14,9
	Autres pays industrialisés	3,7	1,8	1,0	3,8	3,7	3,2	17,9	5,8	5,3	3,8	13,9	13,9	8,3	8,7	3,3	7,9
	Amérique latine	7,7	5,4	6,7	21,0	5,9	8,7	5,6	11,3	7,9	7,9	6,7	6,7	25,9	5,7	9,6	13,6
	Inde et Pakistan	3,8	2,1	3,0	2,9	1,5	3,3	7,8	1,8	2,7	1,3	6,0	6,0	2,6	1,1	8,3	3,9
	Autres pays	12,0	12,7	46,8	13,7	12,3	17,5	24,9	8,7	6,6	9,0	19,4	19,4	17,8	5,5	46,3	19,0
	Monde	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(a) Classification C.S.T. : section 7 moins (732.01 + -.02 + -.04 + 733.01 + -.02).

Source: Commodity Trade Statistics des Nations unies.

Tableau 26

Commerce mondial de biens d'équipement (a)

1960

		(en %)														
Exportateurs		Allemagne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays-Bas	Communauté	R.-U.	Suède	Suisse	Autres pays A.E.L.E.	A.E.L.E.	U.S.A.	Canada	Japon	Total
Importateurs																
	Communauté	29,8	5,8	5,7	3,9	7,8	53,0	14,7	3,4	7,4	3,6	29,1	16,7	0,8	0,4	100
	A.E.L.E.	40,8	1,8	2,4	4,0	6,0	55,0	12,3	5,6	4,1	4,8	26,8	16,4	1,1	0,7	100
	Autres pays Europe occidentale	30,4	1,5	6,1	7,0	2,3	47,3	20,6	6,6	3,5	4,8	35,5	16,0	0,4	0,8	100
	Europe de l'Est	29,1	1,7	16,2	7,2	1,5	55,7	17,1	5,5	6,4	9,9	38,9	4,1	-	1,3	100
	U.S.A. + Canada	8,0	0,6	0,2	2,3	1,6	12,7	14,2	1,1	1,5	0,9	17,7	54,0	9,2	6,4	100
	Autres pays industrialisés	9,6	0,4	0,7	1,9	1,6	14,2	42,8	2,2	2,2	1,3	48,5	33,3	2,4	1,6	100
	Amérique latine	11,6	0,8	2,6	5,9	1,5	22,4	7,7	2,4	1,9	1,5	13,5	60,6	0,9	2,6	100
	Inde et Pakistan	19,8	1,1	4,0	2,8	1,3	29,0	37,2	1,3	2,2	0,9	41,5	21,0	0,6	7,9	100
	Autres pays	12,9	1,3	13,1	2,8	2,2	32,3	24,4	1,3	1,1	1,3	28,1	29,9	0,6	9,1	100
	Monde	20,4	1,9	5,3	3,8	3,5	34,9	18,7	2,9	3,3	2,6	27,5	31,8	2,1	3,7	100

(a) Classification C.S.T. : section 7 moins (732.01 + 734 + 735).

Source: Commodity Trade Statistics des Nations unies

L'analyse de la provenance des importations (tableau 26) donne des résultats identiques ⁽¹⁾: plus de 80 % des importations de la Communauté, des importations de l'A.E.L.E. et de celles des autres pays de l'Europe occidentale proviennent de pays européens occidentaux. Presque 65 % de l'ensemble des importations des États-Unis et du Canada proviennent de ces deux pays. Plus de 60 % des importations de l'Amérique latine et presque 60 % des importations japonaises proviennent des États-Unis et du Canada.

Cette orientation vers les régions avoisinantes s'explique pour une part par des considérations de coûts: non seulement les coûts de transport, d'importance restreinte pour les biens d'équipement, mais aussi les coûts de l'organisation de vente, de service et, en général, les coûts pour maintenir des contacts permanents avec la clientèle. En outre, les liens économiques et politiques entre pays voisins ont souvent comme effet de développer et de maintenir leurs relations commerciales.

D'autre part, la *continuation de liens économiques et politiques entre certains pays industrialisés et leur anciens territoires d'outre-mer* font souvent que, malgré les grandes distances entre pays exportateurs et importateurs, des relations commerciales sont maintenues. Les chiffres suivants montrent l'orientation du Royaume-Uni vers ses «dominions» et anciennes colonies, et celle de la France vers ses anciennes T.O.M. en Afrique.

Exportations en % des exportations totales des pays exportateurs en 1960

Pays importateurs	Pays exportateurs			
	R.-U.	Reste A.E.L.E.	France	Reste Communauté
États-Unis + Canada	11	6	1	6
Inde + Pakistan	8	2	3	3
Océanie et Afrique du Sud	17	3	-	2
Pays moins développés en Afrique et Asie	25	5	47	12
Total	61	16	51	23

Inversement, les importations de l'Inde et du Pakistan sont revenues, en 1960, pour 37 %, du Royaume-Uni; celles de l'Océanie et de l'Afrique du Sud même pour 53 %.

⁽¹⁾ Il est rappelé qu'une partie seulement des pays exportateurs est incluse dans les tableaux et que par conséquent les pourcentages du tableau 26 ne représentent pas exactement les quotes-parts des pays exportateurs dans les importations mondiales. Toutefois, les erreurs ne sont pas très importantes, sauf pour l'ensemble de l'Europe de l'Est.

Il faut ajouter que les exportations de pays industrialisés vers des pays moins développés, même s'ils sont éloignés, sont souvent favorisées par les *aides bilatérales* fournies à ces pays.

Tableau 27

Aides nettes fournies aux pays en voie de développement en 1963 (versements)

(en millions de dollars)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Pays-Bas	Communauté	R.U.	U.S.A. Canada	Japon
A. Contributions bilatérales du secteur public vers :									
Europe	40	2	-	39	-	81	29	344	2
Afrique du Nord	12	-	332	24	-	368	15	316	4
Reste Afrique	54	76	322	22	-	474	164	149	-
Amérique latine	36	-	144	20	17	217	29	595	11
Asie et Océanie	193	-	10	1	-	204	123	2.103	143
Non ventilées	64	-1	25	3	1	92	10	124	-
Total	399	77	833	109	18	1.436	370	3.631	160
B. Secteur public à titre multi-latéral (a)	25	16	29	1	20	91	45	189	12
Total du secteur public (contributions du secteur public pour financement de projets d'équipement : engagements)	(461)	(2)	(364)	(81)	(-)	(908)	(143)	(1.152)	(143)
C. Investissements privés	107	57	211	130	98	603	281	792	81
D. Crédits privés à l'exportation garantie	57	32	104	97	6	296	98	48	14
Total général	588	182	1.177	337	142	2.426	794	4.660	267

(a) Banque internationale de reconstruction et de développement, Fonds européen de développement, Banque inter-américaine de développement, etc.

Source: «Les moyens financiers mis à la disposition des pays moins développés, 1956-1963», publication de l'O.C.D.E., voir e.a. les tableaux V, IV-3 et IV-15.

Le tableau montre que 60 % des aides du secteur public fournies par les pays de la Communauté concernent le financement de projets d'équipement ⁽¹⁾. On peut donc admettre que l'orientation des aides allemandes vers l'Asie (dont un tiers à l'Inde et au Pakistan), des aides françaises vers l'Afrique et des aides italiennes vers l'Europe méditerranéenne ne sont pas sans liaison avec le niveau élevé de leurs exportations vers ces régions.

On peut constater que les trois quarts environ des exportations ont lieu dans les conditions indiquées: voisinage des pays, liens économiques, politiques ou traditionnels, aides financières. Toutefois, ces facteurs ne peuvent pas expliquer pourquoi certains pays européens s'approvisionnent chez les pays de la Communauté plutôt que chez ceux de l'A.E.L.E. ou inversement ⁽²⁾. Ils n'expliquent pas non plus les 25 % des exportations vers des pays plus éloignés et non liés. Il s'impose d'attribuer ces phénomènes à l'incidence des autres facteurs avancés dans le chapitre I: les potentiels des pays exportateurs et les différences des niveaux de prix. En ce qui concerne le deuxième facteur, ses effets pourront être mieux étudiés dans la section suivante où le développement du commerce mondial sera examiné. Le premier facteur, qui reflète la spécialisation internationale, doit jouer un rôle très important pour des biens très spécialisés: des machines-outils et des machines pour certaines branches, de spécifications et de qualités techniques données. Il joue beaucoup moins pour des fabrications de masse du machinisme agricole, automobiles, certains appareils électriques. Malheureusement – comme il a déjà été dit au chapitre I – les détails de cette spécialisation sont mal connus ⁽³⁾.

B) *L'évolution du commerce mondial*

Si l'on procède maintenant à une analyse des changements de structure des orientations commerciales, il faut se rendre compte, tout d'abord que ces changements ne doivent pas provenir uniquement d'une modification des positions concurrentielles, mais aussi bien des différents

⁽¹⁾ Les chiffres du financement des projets d'équipement au tableau 27 concernent des «engagements» et ne sont donc pas comparables aux autres chiffres du tableau qui se réfèrent à des versements. La différence entre les deux définitions a surtout une importance pour l'Allemagne qui en 1963 a sensiblement augmenté ses nouveaux engagements.

⁽²⁾ Dans ce contexte il y a lieu de se demander si les exportations du Royaume-Uni ne seraient pas entravées dans certains cas par l'attachement de ce pays à un système non métrique de poids et de mesures.

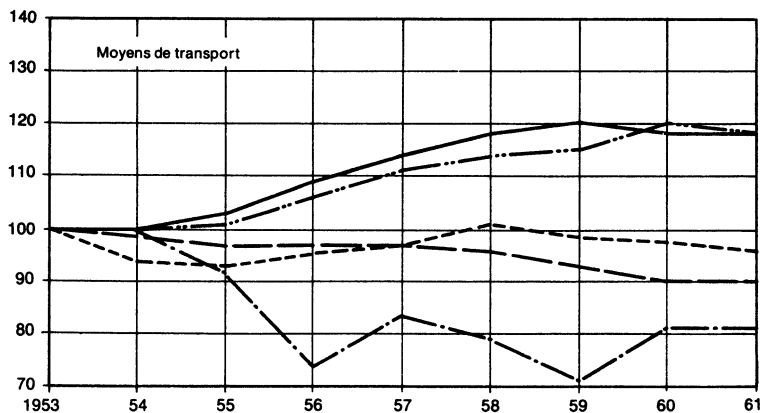
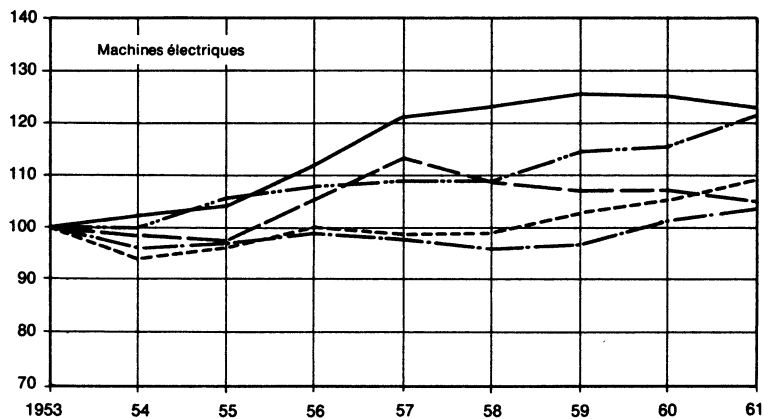
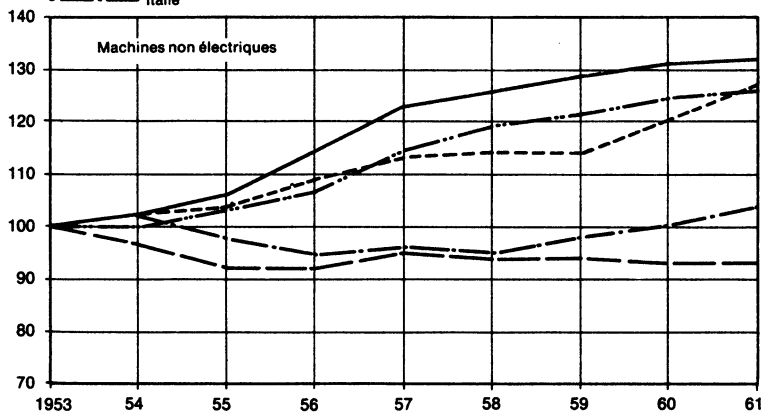
⁽³⁾ Des exemples de cette spécialisation sont fournis par une étude récente sur les importations de certains biens d'équipement, dont les résultats sont donnés dans l'annexe II.

GRAPHIQUE 7

Évolution des prix à l'exportation de quelques pays industrialisés

(1953 = 100)

- États-Unis
- - - Allemagne (R.F.)
- · - · - Italie
- Japon
- · - · - Royaume-Uni



rythmes d'expansion des pays importateurs. De ces derniers, on obtient une impression par un examen des chiffres de la dernière colonne du tableau 28 qui font ressortir:

- une rapide expansion de la Communauté,
- une expansion beaucoup plus modérée du reste de l'Europe,
- un recul relatif des autres pays industrialisés (sauf le Japon),
- une stagnation prononcée, quoique nuancée des différentes régions en voie de développement.

Ces constatations expliquent déjà pour une partie comment la Communauté avec son pourcentage important de commerce «intra», a augmenté sa quote-part dans le commerce mondial et pourquoi le Royaume-Uni et les États-Unis, orientés vers les pays industrialisés hors de l'Europe et vers plusieurs régions moins développées, ont vu se détériorer leur position.

Afin d'expliquer ces phénomènes d'une façon plus complète, il est nécessaire d'entrer plus en détail dans la matière: voir les tableaux Nr. 28 et 29.

Exportations de la Communauté

Échanges intracommunautaires. Leur progrès s'explique suffisamment par la réduction générale des droits à l'importation et les rapports plus directs et plus faciles entre les pays de la Communauté.

Vers l'A.E.L.E. Le progrès, constaté pour la période 1955-1960, a continué jusqu'en 1962; à partir de cette dernière année, un ralentissement s'est manifesté dans les exportations vers plusieurs pays de l'A.E.L.E. Entre 1955 et 1960, le niveau des coûts de la Communauté s'est développé favorablement par rapport à celui des États-Unis et de la Suède, grands exportateurs vers l'A.E.L.E.; après 1960, il y a eu une évolution en sens inverse. De plus, le ralentissement après 1962 pourrait provenir de l'instauration de l'A.E.L.E. dont les effets se sont fait sentir petit à petit.

Vers l'Europe de l'Est. Les exportations sont encore relativement faibles mais la quote-part de la Communauté est en nette progression, vraisemblablement dans le cadre de l'amélioration des rapports bilatéraux.

Vers l'Amérique du Nord. On constate une augmentation de la quote-part communautaire, surtout entre 1955 et 1960, vraisemblable-

Tableau 29

Communauté	1955	51,2	16,8	15,4	16,6	-	100
	1960	53,0	14,7	14,4	17,5	0,4	100
	1963	54,7	12,7	16,6	15,2	0,7	100
A.E.L.E.	1955	52,9	13,8	16,0	17,2	0,1	100
	1960	55,0	12,3	14,5	17,5	0,7	100
	1963	55,8	11,5	17,1	14,6	1,0	100
Autres pays de l'Europe occidentale	1955	52,9	13,6	14,2	18,2	1,1	100
	1960	47,3	20,6	14,9	16,4	0,8	100
	1963	51,1	23,9	7,1	16,4	1,5	100
Europe de l'Est	1955	37,7	28,6	33,7	-	-	100
	1960	55,7	17,1	21,8	4,1	1,3	100
	1963	56,1	24,3	11,3	0,8	7,5	100
U.S.A. et Canada	1955	6,4	10,0	2,4	80,0	1,2	100
	1960	12,7	14,2	3,5	63,2	6,4	100
	1963	13,8	12,2	6,5	58,5	9,0	100
Autres pays industrialisés	1955	9,0	56,2	4,5	30,2	0,1	100
	1960	14,2	42,8	5,7	35,7	1,6	100
	1963	20,3	39,1	3,3	34,7	2,6	100
Amérique latine	1955	28,7	5,5	5,2	58,8	1,8	100
	1960	22,4	7,7	5,8	61,5	2,6	100
	1963	28,3	8,8	3,3	55,2	4,4	100
Inde et Pakistan	1955	24,2	42,5	5,0	20,9	7,4	100
	1960	29,0	37,2	4,3	21,6	7,9	100
	1963	25,3	29,8	2,9	33,5	8,5	100
Autres pays	1955	25,3	26,0	3,3	42,8	2,6	100
	1960	32,3	24,4	3,7	30,5	9,1	100
	1963	28,7	22,5	1,8	35,7	11,3	100
Monde	1955	29,8	21,2	7,6	39,9	1,6	100
	1960	34,9	18,7	8,8	33,9	3,7	100
	1963	38,6	17,4	9,4	30,0	4,6	100

(a) Classification C.S.T.: section 7 moins (732.1 + 734 + 735).

Source: Commodity Trade Statistics des Nations unies.

ment à la suite de l'amélioration de la position de concurrence de la Communauté.

Vers les autres pays industrialisés (Océanie, Afrique du Sud, Japon). Le développement des niveaux relatifs des coûts a vraisemblablement joué aussi un certain rôle en faveur de la Communauté. D'autre part, les exportations vers l'Afrique du Sud perdent du terrain à la suite d'une expansion de la propre production dans le pays même.

Vers l'Amérique latine. La part de la Communauté dans les importations, croissante entre 1960 et 1963, a peut-être été soutenue par les aides substantielles fournies à ces pays (cf. tableau 27). En outre, il paraît que certains des pays de ce groupe font des efforts pour diversifier leurs réceptions d'autres pays, parmi lesquels les États-Unis tiennent une place prépondérante.

Vers les pays non ou peu industrialisés de l'Afrique et de l'Asie. Il est évident que le fléchissement, depuis 1960, de la quote-part de la Communauté vers l'ensemble de ces pays résulte en grande partie du détachement économique de l'Algérie et du Congo de leurs métropoles.

Exportations de l'A.E.L.E.

La détérioration de la position du Royaume-Uni semble due à la fois à une orientation géographique malheureuse de ses exportations, à une insuffisante adaption de l'offre aux exigences précises de la demande et à un niveau de prix non compétitif ⁽¹⁾. L'effet des prix relatifs apparaît nettement dans la perte de terrain du Royaume-Uni en Asie en faveur du Japon.

On est frappé par le fait que même dans les pays du Commonwealth, la quote-part de la Grande-Bretagne est en forte régression, tandis que les U.S.A. ont réussi à élargir leur commerce avec certains de ces pays (entre autres, Inde et Pakistan). Or, le niveau des coûts américains n'est guère plus favorable que celui de la Grande-Bretagne, mais les aides très substantielles versées par les États-Unis leur ont vraisemblablement donné un accès plus facile aux marchés de ces pays (voir le tableau 27).

(1) S.J. Wells. «British Export Performance (Cambridge, 1964)». L'auteur s'efforce de montrer que le déclin relatif des exportations anglaises ne provient pas d'une mauvaise orientation de ces exportations (mauvaise orientation en ce qui concerne les marchés et les produits), mais essentiellement des deux dernières raisons indiquées dans le texte. Pourtant, l'analyse effectuée plus haut conduirait à la conclusion que, au moins pour les produits étudiés ici, l'orientation géographique des exportations britanniques constitue aussi un élément d'explication.

Exportations des États-Unis

Leur stagnation relative est certainement liée à la position concurrentielle du pays, position qui s'est nettement détériorée après 1955 vis-à-vis de la plupart des pays concurrents. En effet, on notera que cette stagnation est apparue dans les exportations américaines vers presque toutes les régions du monde, même vers le Canada et l'Amérique latine qui, pourtant, entretiennent traditionnellement des relations commerciales étroites avec les États-Unis. Une exception est faite par le développement plus favorable du commerce avec certains pays asiatiques moins développés dont il a été question ci-avant.

Exportations du Japon

Depuis un certain temps, le Japon s'efforce de diversifier ses exportations, à la fois géographiquement et en ce qui concerne les classes de produits. Si, autrefois, on exportait surtout des produits légers (textiles, jouets), on essaie maintenant de pousser les exportations de produits lourds (biens d'équipement, produits chimiques). D'autre part, on s'est orienté davantage vers les marchés de l'Amérique (surtout des États-Unis) et de l'Europe au lieu de se concentrer avant tout sur les marchés plus proches de l'Asie. Cette redistribution des exportations était favorisée par le fait que le Japon lui-même a dû augmenter de plus en plus ses importations en provenance de certains de ces nouveaux marchés (par exemple, des États-Unis). En outre, l'avance en matière de coûts par rapport aux autres pays industrialisés dont disposait encore le Japon a facilité son introduction sur ces nouveaux marchés.

Il est probable que, d'ici à 1970, les facteurs qui déterminent la structure du commerce mondial continueront à jouer dans le même sens. Afin de se former une idée de ce que serait cette structure dans les conditions admises, des estimations ont été faites des exportations des grands pays exportateurs en 1970 ⁽¹⁾.

(1) Pour la Communauté (38 %), les résultats ont été repris des études par pays importateurs. Ces résultats ne portant que sur les exportations vers les pays tiers, ont dû être complétés par une évaluation grossière du commerce «intra».

Pour le Royaume-Uni (16,1 %), les rythmes d'expansion retenus dans le plan anglais de 1965 ont fourni le cadre pour la prévision des exportations.

Pour les autres pays (reste A.E.L.E. 8,0 %, U.S.A. + Canada 31,8 %, Japon 6,1 %), des équations de régression ont été calculées entre le produit national brut et les exportations et les relations ainsi obtenues ont été extrapolées.

Étant donné que les définitions des exportations prévues par les méthodes exposées ci-dessus ne coïncident généralement pas avec celles du tableau 29, les prévisions ont été exprimées en indices; ceux-ci ont été appliqués aux chiffres historiques du tableau 24 et les résultats obtenus ont été exprimés en pourcentages.

D'après ces prévisions, le Royaume-Uni perdrait encore du terrain, l'Amérique du Nord pourrait maintenir sa position, suite à une amélioration relative de son niveau de coûts depuis 1961-1962, et le Japon continuerait à augmenter sa quote-part, profitant de son avance en matière de coûts qui, toutefois, semble s'amenuiser rapidement. L'augmentation du pourcentage de la Communauté proviendrait surtout d'une poursuite de l'expansion rapide du commerce «intra», quoiqu'à un rythme s'affaiblissant petit à petit.

Afin d'approfondir l'interprétation des tendances du commerce mondial, il est intéressant de remonter encore beaucoup plus loin dans le passé, même si pour une telle période les grandes lignes seulement sont connues.

Le tableau 30 donne, pour un ensemble de pays qui coïncident à peu près avec les pays exportateurs rassemblés dans les tableaux 24 et suivants, les quotes-parts des exportations mondiales de biens d'équipement pour une période s'étendant de 1899 à 1959, plus les exportations totales en milliards de dollars courants (1).

Tableau 30
Exportations de biens d'équipement (a)

	1899	1913	1929	1937	1950	1955	1959
	(en %)						
Allemagne	17,2	30,1	21,7	24,4	-	-	-
République fédérale	-	-	-	(18,2)	6,3	17,7	21,2
France	6,2	6,1	5,0	2,6	5,4	5,4	5,4
Autres pays de l'Europe occidentale (b)	9,9	10,3	11,7	14,2	15,3	14,9	15,9
Royaume-Uni	42,2	31,1	20,0	19,3	27,5	23,0	20,4
États-Unis	22,5	20,8	39,2	35,3	41,4	34,5	29,9
Canada	-	1,4	1,9	1,8	2,9	2,4	2,4
Japon	-	0,2	0,5	2,4	1,2	2,1	4,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total en milliards de dollars	0,36	0,92	2,48	2,11	6,39	11,25	16,18
(a) Classification C.S.T.: section 7 moins (732.01 + -.02 + -.04 + 733.01 + -.02).							
(b) U.E.B.L., Italie, Pays-Bas (sauf en 1899 et 1913), Suède et Suisse.							

(1) Le tableau a été repris du livre de Maizels, «Industrial Growth and World Trade, 1963». La définition de «biens d'équipement» retenue dans ce tableau diffère de celle utilisée dans les tableaux précédents essentiellement par l'inclusion des bateaux. Toutefois, les montants totaux du commerce mondial en 1955, suivant les deux définitions, coïncident assez bien (11,2 et 10,8 millions de dollars). D'ailleurs, la différence des définitions n'a qu'une très faible incidence sur la forme des évolutions au cours du temps.

Dans ce tableau, quelques tendances très nettes se dessinent.

Une première constatation, assez surprenante: les quotes-parts de certains pays, notamment l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, n'ont guère changé au cours de la période de 30 années entre 1929 et 1959 (si l'on fait abstraction de la période anormale après la dernière guerre).

D'autre part, on voit que durant la longue période de 60 années, il y a eu quelques importants changements de structure. La part du Royaume-Uni a été réduite à la moitié entre 1899 et 1929, celle de l'Allemagne a fortement augmenté jusqu'à la première guerre mondiale, sans que ce pays ait pu récupérer sa quote-part après 1918, les États-Unis ont occupé une très forte position entre les deux guerres qu'ils n'ont pas su maintenir après 1950. Depuis 1937, d'autres pays (le Japon, l'Italie) ont démarré, mais des changements fondamentaux de structure ne sont plus survenus après cette année (toujours abstraction faite des suites immédiates de la guerre).

La leçon à tirer de ces évolutions est double. D'une part, le nombre accru de pays industrialisés qui se font concurrence sur le marché mondial semble exclure qu'il y ait encore de brusques changements de structure comparables à ceux qu'on a vécus avant 1929. D'autre part, il n'y a aucune raison de penser que de jeunes pays exportateurs en forte expansion, comme l'Italie et le Japon, ne continuent pendant un certain temps à accroître leurs quotes-parts au détriment de pays devenus moins compétitifs, comme le Royaume-Uni. Pour la prévision à l'échéance de 1970, ces conclusions n'ont qu'un intérêt réduit, mais la consolidation relative des positions des grands exportateurs à partir de 1929 semble en harmonie avec le résultat auquel on est ici parvenu, à savoir que la position de la Communauté sur le marché des pays tiers ne devrait pas beaucoup changer entre 1960 et 1970.

Paragraphe 2. Les exportations de la Communauté dans le cadre du commerce mondial de biens d'équipement

Un aperçu des exportations de la Communauté vers chacun des pays tiers, prévues pour 1970, est donné dans le tableau 31. Ce tableau donne, en plus, les mêmes chiffres pour la moyenne des années 1958-1962 ⁽¹⁾, les indices, les importations totales de biens d'équipement des pays tiers et les quotes-parts de la Communauté en 1960 m et 1970.

(1) Dans la suite de ce chapitre, la moyenne des années 1958-1962 sera écrite 1960 m.

Tableau 31

Importations de biens d'équipement

(sans indications contraires: importations f.o.b., aux prix de 1960)

	Importations totales		dont: provenance Communauté		Part de la Communauté en %	
	1960 m	1970	1960 m	1970	1960 m	1970
			Indice			
Royaume-Uni	475(a)	970(a)	207	391	44	40
Suède	327	968	199	484	61	50
Norvège	216	439	80	167	37	38
Danemark	212	508	113	254	53	50
Suisse	360	554	244	400	68	72
Autriche	296	446	199	335	67	75
Portugal	90	192	59	115	66	60
A.E.L.E.	1.976	4.077	1.101	2.146	56	53
Espagne	300	615	122	310	41	50
Yougoslavie	268	660	106	290	40	44
Grèce	140	310	68	180	49	58
Turquie	140	328	67	131	48	40
Israël	94	168	35	56	37	33
Finlande	230	326	92	113	40	35
Autres pays de l'Europe occidentale	1.172	2.407	490	1.080	42	45
U.R.S.S.	1.613	4.712	142	543	9	12
Pologne	448	1.300	46	145	10	11
Tchécoslovaquie	397	1.340	26	85	7	6
Hongrie	240	844	19	97	8	12
Roumanie	284	835	32	132	11	16
Bulgarie	264	760	10	42	4	6
Allemagne de l'Est	340(b)	1.000	50(b)	200	15	20
Pays du Comecon	3.586	10.791	325	1.244	9	12

États-Unis											
Canada	1.694	746(a)(b)	2.008(a)	232(b)	663	286	31	33			
Australie	656(a)		2.872	38	95	250	2	3			
Nouvelle-Zélande	198(a)		1.000(a)	54	100	185	8	10			
Afrique du Sud	528		290(a)	9	13	145	5	4			
Japon	(438)		740	89	100	112	17	14			
Autres pays industrialisés	4.260		808	90	186	207	21	23			
Argentine	430		7.718	512	1.157	226	12	15			
Brsil	360		575	152	225	148	35	39			
Colombie	139		544	116	168	145	32	31			
Mexique	414		256	27	48	178	19	19			
Venezuela	368		500	55	92	167	13	18			
Autres pays de l'Amérique latine	639		392	61	83	136	17	21			
Amérique latine	2.350		845	143	200	140	22	24			
Algérie, Maroc, Tunisie	320(b)		3.112	554	816	147	24	26			
Afrique francophone	130		400	239(b)	165	69	75	41			
Afrique anglophone	353(a)		262	94	205	218	72	78			
Congo Léopoldville	53(b)		812(a)	40	80	200	11	10			
Afrique en voie de développement	856		103	24(b)	58	242	45	56			
Moyen-Orient	675(a)		1.577	397	508	128	46	32			
Inde	487(a)		1.125(a)	193	347	180	29	31			
Pakistan	190(a)		890(a)	180	264	147	37	30			
Autres pays de l'Asie	768(a)		380(a)	43	86	200	23	23			
Chine continentale	30(a)(c)		1.543(a)	132	344	260	17	22			
Asie en voie de développement	2.150		20(a)(c)	16	10	63	53	50			
Monde (sans la Communauté)	16.350		3.958	564	1.051	187	26	27			
			33.640	3.943	8.002	203	24	24			

(a) C. i. f.

(b) Chiffre de 1960.

(c) Les chiffres des importations totales de la Chine n'incluent pas les importations en provenance des pays du Comecon, non disponibles.

Ci-dessous ces résultats seront exposés en détail et confrontés ensuite avec les chiffres de réalisation des années 1963 et 1964.

L'addition des exportations prévues pour 1970 aux différents pays tiers aboutit à un chiffre qui est environ le double de celui atteint en 1960 m. Les importations totales ⁽¹⁾ des pays tiers s'accroîtraient environ au même rythme; par conséquent la quote-part de la Communauté ne changeraient pas.

Il est naturel que la désagrégation de ces chiffres globaux montre des tendances très divergentes. Ceci est déjà vrai à l'échelon de sept blocs mondiaux distingués dans le tableau 31, mais c'est encore plus évident à l'échelon individuel des pays.

Les exportations de la Communauté *vers les pays européens* qui comprenaient la moitié de l'ensemble en 1960, pourraient s'accroître à 56 % vers 1970; celles vers les pays méditerranéens et encore plus celles vers l'Europe de l'Est connaîtraient un progrès relatif, tandis que celles vers les pays de l'A.E.L.E. ne pourraient pas maintenir entièrement leurs quotes-parts.

Comme il a été exposé au paragraphe précédent, la Communauté a su augmenter la quote-part de ses exportations *vers l'A.E.L.E.* entre 1955 et 1962, tandis qu'après 1962, il y eut un ralentissement. Les prévisions retenues sont basées sur deux hypothèses, à savoir que le niveau de coûts de la Communauté ne se détériore plus, entre 1963 et 1970, par rapport à celui de ses grands concurrents, et que les effets de la création de l'A.E.L.E. s'intensifient petit à petit. L'amélioration relative des exportations vers l'Autriche serait due en partie aux liens traditionnels entre ce pays et l'Allemagne.

Les raisons qui font que les exportations vers l'A.E.L.E. se ralentissent, agissent en même temps sur celles vers la Finlande, pays qui, dans sa politique économique, est intimement lié à l'A.E.L.E., sans en faire formellement partie.

Les exportations *vers les pays méditerranéens* pourraient se développer à un rythme plus satisfaisant: une augmentation de 130 % entre 1960 m et 1970. Des accroissements substantiels sont prévus pour l'Espagne et la Grèce. Le sort de cet accroissement est subordonné, pour le premier pays, à la réussite du plan officiel et pour la Grèce, à une politique d'aides à fournir par les institutions de la C.E.E. Les ex-

⁽¹⁾ Dans ce paragraphe, les termes «importations totales» et «exportations de la Communauté» sont employés dans le sens restreint d'importations et d'exportations de biens d'équipement.

portations vers le Portugal, pays appartenant à l'A.E.L.E., se développeraient moins favorablement et la quote-part de la Communauté, très élevée en 1960, baisserait même sensiblement.

Une augmentation remarquable a aussi été prévue pour les exportations vers les pays de l'Europe de l'Est. Elles étaient modiques en 1960 m; vers 1970, elles devraient s'élever à l'indice 360 du fait, entre autres, d'un renforcement des liens économiques entre ces pays et la Communauté.

Les exportations vers les autres pays industrialisés devraient, elles aussi, se développer d'une façon satisfaisante: elles atteindraient l'indice 226 en 1970. Ce résultat proviendrait à la fois de l'expansion des économies de ces pays, surtout du Japon, et de l'augmentation de la quote part de la Communauté.

Si l'on passe en revue les pays moins développés, il se trouve que les importations des pays de l'Amérique latine n'augmenteraient qu'à un rythme très modeste (plusieurs de ces pays sont en train de fonder eux-mêmes des industries de biens d'équipement), mais que dans la plupart des cas la quote-part de la Communauté pourrait s'accroître nettement. Toutefois, cette tendance reste incertaine. En effet, l'apparition du Japon sur les marchés de l'Amérique latine et les liens traditionnels de plusieurs de ces pays avec les États-Unis agiraient plutôt en sens contraire. Mais il se peut que l'incidence de ces facteurs soit plus que compensée par les effets des aides substantielles fournies par la Communauté aux pays de l'Amérique latine et par les efforts de plusieurs de ces pays (surtout les petits pays) de diversifier la provenance de leurs importations.

Des prévisions encore moins optimistes ont été retenues pour les pays africains (à l'exception de l'Afrique du Sud qui a été classée parmi les pays industrialisés). Les exportations de la Communauté vers ces pays n'augmenteraient que d'environ 30 % entre 1960 m et 1970 et la quote-part de la Communauté fléchirait de 46 à 32 %. Cette diminution est à voir dans la lumière de la modification des relations politiques et économiques entre la France et l'Algérie qui, en 1960, recevait à elle seule presque la moitié des exportations de la Communauté vers l'Afrique en voie de développement. Les exportations vers les pays de l'Afrique noire francophone et vers le Congo, exportations qui sont assurées pour une très grande partie par la Communauté dont ces pays reçoivent des aides régulières, devraient se développer d'une façon plus satisfaisante.

L'expansion des pays en voie de développement de l'Asie s'effectue à un rythme plus élevé que celle des pays africains, ce qui se répercute

sur le rythme d'accroissement des importations de biens d'équipement et sur les exportations prévues de la Communauté vers ces pays.

Si l'on oppose les quatre premiers blocs, qui comprennent essentiellement des pays industrialisés, aux trois derniers qui ne comprennent que des pays moins ou non développés ⁽¹⁾, on constate qu'en 1960 m, 62 % des exportations de la Communauté allaient au premier groupe et 38 % au second. En 1970, ces pourcentages s'élèveraient à 70 et 30 respectivement; les exportations vers les pays industrialisés devraient donc augmenter plus que celles vers les pays moins développés. Ceci s'explique dans les indices, qui sont de 232 et 157 pour les deux groupes.

Tableau 32

Importations de biens d'équipement

(aux prix de 1960, en millions de dollars)

	Importations des pays tiers			dont : provenance Communauté			Part de la Communauté en %	
	1960 m	1970	Indice	1960 m	1970	Indice	1960 m	1970
Quatre blocs industrialisés (a)	10.944 = 67%	24.993 = 74%	228	2.428 = 62%	5.627 = 70%	232	22	23
Trois blocs moins développés (a)	5.406 = 33%	8.647 = 26%	160	1.515 = 38%	2.375 = 30%	157	28	27
Total des pays tiers	16.350 =100%	33.640 =100%	206	3.943 =100%	8.002 =100%	203	24	24

(a) Pour la définition géographique de ces deux groupes, voir le texte et le tableau 31.

L'augmentation relativement plus importante des exportations de la Communauté vers le premier groupe de pays provient de l'accroissement plus rapide à la fois des importations totales de ces pays et de la quote-part de la Communauté.

Une confrontation entre la tendance prévue (1960 m - 1970) et les plus récents chiffres de réalisation disponibles (1963 et 1964) a été effectuée sous deux angles différents :

- d'abord pour les quotes-parts obtenues par les exportations communautaires dans les importations totales des pays tiers,

⁽¹⁾ Il va sans dire que dans chacun des deux groupes, il ya des exceptions ou des cas douteux. Ainsi, la plupart des pays méditerranéens qui appartiennent au premier groupe ne sont pas encore très industrialisés et ne sont probablement pas tellement plus développés que certains de ceux de l'Amérique latine qui appartiennent au second groupe. Pourtant la classification retenue semble le mieux convenir aux buts d'une analyse qui est aussi bien géographique qu'économique.

— ensuite pour les exportations de la Communauté elles-mêmes.

Les quotes-parts obtenues par la Communauté en 1963 et 1964 ont seulement pu être calculées pour trois blocs de pays industrialisés ⁽¹⁾. Le tableau suivant montre comment ces chiffres se rapportent à la tendance 1960 m - 1970.

Tableau 33

Quotes-parts de la Communauté dans les importations de biens d'équipement

(en %)

	1960 m	1963	1964	1970
A.E.L.E.	56	50	51	53
Autres pays de l'Europe occidentale	42	44	45	45
Autres pays industrialisés (a)	12	16	15	15

(a) États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Japon.

Les quotes-parts en 1963 et 1964 dans les importations des deux derniers bloc se trouvent à peu près sur la ligne de tendance. Celles concernant l'A.E.L.E., au contraire, se trouvent nettement en dessous de la tendance prévue pour ce groupe de pays.

Le tableau 34 donne les chiffres (en millions de dollars) des exportations de la Communauté en 1960 m, 1963, 1964 et ceux prévus pour 1970, et les taux moyens d'accroissement annuel par rapport à 1960 m ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Les chiffres des importations totales et des importations en provenance de la Communauté qui ont servi à calculer les quotes-parts pour les années 1963 et 1964, ont été repris aux Trade Commodity Statistics de l'O.N.U. Tous ces chiffres sont exprimés en prix courants et en valeurs c.i.f. Les chiffres des importations totales et de celles en provenance de la Communauté pour une même année sont donc comparables entre eux et les quotes-parts ainsi obtenues peuvent être rapprochées de celles calculées pour les années 1960 m et 1970 sur la base de chiffres f.o.b. et à prix constants.

Malheureusement les Commodity Trade Statistics ne donnent pas (ou pas encore) les chiffres pour la grande majorité des pays sous-développés, ni pour les pays de l'Europe de l'Est.

⁽²⁾ Les chiffres historiques ont été repris aux statistiques du commerce extérieur élaborées par l'O.S.C.E. Les chiffres pour 1963 et 1964, publiés par l'Office statistique aux prix courants, ont été déflationnés par des indices de prix en partie estimés.

Tableau 34

Exportations de biens d'équipement de la Communauté vers les pays tiers

	En millions de dollars au prix de 1960				Taux moyens d'accroissement annuel par rapport à 1960 m		
	1960 m	1963	1964	1970	1963	1964	1970
A.E.L.E.	1.101	1.304	1.443	2.146	5,6	7,0	6,9
Autres pays Europe occidentale	490	617	728	1.080	8,0	10,5	7,7
Pays du Comecon	325	341	377	1.244	1,6	3,8	14,4
Autres pays industrialisés	512	580	668	1.157	4,2	7,0	8,5
Amérique latine	554	528	520	816	-1,7	-1,6	3,9
Afrique en voie de développement	397	342	367	508	-4,9	-1,8	4,5
Asie en voie de développement	564	548	568	1.051	-1,0	0,2	6,5
Monde (sans la Communauté)	3.943	4.260	4.671	8.002	2,6	4,4	7,3

Si l'on examine d'abord les taux d'accroissement des trois groupes de pays pour lesquels des quotes-parts ont pu être calculées (voir le tableau 33), il se trouve que, contrairement à ce qui avait été constaté au tableau 33, au tableau 34 ce sont les chiffres 1963 et 1964 de l'A.E.L.E. qui sont à peu près sur la tendance prévue. Par contre ceux des autres pays de l'Europe occidentale sont maintenant au-dessus, ceux des «autres pays industrialisés» sont en dessous de la tendance. Il faudra en conclure que les importations totales en biens d'équipement des pays de l'Europe occidentale se sont trouvées au-dessus, celles des pays industrialisés hors de l'Europe en dessous de la tendance prévue.

Les chiffres de réalisation du bloc du Comecon et de ceux des pays en voie de développement se trouvent sensiblement en dessous de la tendance prévue.

En ce qui concerne le premier groupe de pays, de très fortes fluctuations du volume du commerce extérieur sont inhérentes au système du commerce d'État. Les faibles réalisations des années 1963 et 1964 ne sont donc pas très significatives, et il y a lieu d'attacher une plus grande importance aux contrats récents dont il y a été question ci-avant pour l'évaluation de l'évolution à long terme.

Les pays en voie de développement ont dû diminuer d'une façon générale, leurs importations de biens d'équipement en provenance de la Communauté par rapport au niveau de 1960 m. Cette diminution est tout d'abord la conséquence d'une réduction générale des importations de ces pays.

Or, une croissance de celles-ci est et sera étroitement liée, comme il a été exposé au chapitre précédent, à une augmentation des aides à fournir aux pays en voie de développement. Les prévisions retenues des importations de ces pays sont fondées, entre autres, sur l'hypothèse d'une augmentation de l'aide de 2 milliards de dollars 1964 et 1970 (page 48). Entre 1960 (ou 1960 m) et 1964 le volume de l'aide, en termes réels, n'a pas augmenté du tout ⁽¹⁾. Ceci pourrait être une des causes de la stagnation des importations des pays en voie de développement.

D'autre part, cette stagnation est très vraisemblablement liée aux efforts d'un grand nombre de pays en voie de développement pour améliorer leurs balances commerciales. En effet, la balance intégrée de ce groupe de pays clôtura en 1960 avec un important déficit, tandis qu'en 1964 l'équilibre fut presque atteint. Cette amélioration a été le résultat d'une nette augmentation des exportations accompagnée d'un freinage des importations. Si cette hypothèse s'avérait exacte on pourrait s'attendre à une reprise de l'expansion des importations entre 1964 et 1970.

Afin d'approfondir les vues sur la portée et la plausibilité des prévisions, celles-ci ont encore été examinées à la lumière des tendances apparues depuis 1955, qui ont été esquissées dans le paragraphe précédent. Pour ce faire, le tableau 35 a été établi, dont les éléments ont été fournis par les tableaux 28 et 31 ⁽²⁾. Le tableau 35 donne des taux d'accroissement annuels pour la période 1955-1970 divisée en trois sous-périodes, dont les deux dernières se chevauchent, ce qui permet de se former une idée (avec la plus grande prudence, compte tenu de l'insuffisante comparabilité des chiffres) des taux moyens durant la période 1963-1970.

⁽¹⁾En 1964, le montant de l'aide s'éleva à 9, 1 milliards de dollars, contre 8,0 milliards en 1960, (et en 1960 m). L'augmentation de 4 % (à prix courants) a été largement contrebalancée par l'augmentation des prix des biens industriels pendant cette période.

⁽²⁾ Malheureusement les chiffres des deux tableaux ne sont pas tout à fait comparables. Les principales divergences sont :

- les exportations mondiales du tableau 31 comprennent tous les pays du monde, alors que le tableau 28 n'englobe que les principaux pays exportateurs (à l'exception, entre autres, des pays de l'Europe de l'Est),
- les chiffres du tableau 31 ne concernent que les biens d'équipement étudiés dans la présente étude; ceux du tableau 28 en comprennent plus (entre autres, appareils de radio et de télévision, appareils domestiques, cycles et motocycles),
- les chiffres pour 1970 (et certains chiffres pour 1963) du tableau 31 sont aux prix de 1960; tous les chiffres du tableau 28 sont aux prix courants.

Ces éléments d'incomparabilité ont entravé la formation d'une série homogène 1955-1970. Pourtant, une évaluation de l'incidence de ces éléments et l'utilisation de nombres relatifs plutôt que des chiffres absolus ont permis d'obtenir une vue assez précise sur l'évaluation de la période 1955-1970 dans son ensemble.

Tableau 35

**Taux d'accroissement annuels des exportations de biens d'équipement
vers les pays tiers**

(en %)

	Vers l'ensemble des pays tiers		Vers l'A.E.L.E.		Vers les autres pays de l'Europe occidentale	
	Totales	Provenance Communauté	Totales	Provenance Communauté	Totales	Provenance Communauté
1955-1960 (a)	9	13	15	15	15	13
1960-1963 (a)	8	10	14	14	13	16
1960 m-1970(b)	7	7	7	7	8	8
	Vers l'Europe de l'Est		Vers les autres pays industrialisés		Vers les pays en voie de développement	
	Totales	Provenance Communauté	Totales	Provenance Communauté	Totales	Provenance Communauté
1955-1960 (a)	34	45	9	23	5	7
1960-1963 (a)	6	6	9	16	4	4
1960 m-1970(b)	11	14	6	9	5	5

(a) Ces taux ont été calculés en partant des chiffres du tableau 28.
(b) Ces taux proviennent des chiffres du tableau 31.
La nature différente des deux sources a vraisemblablement abouti à une surestimation relative des taux 1955-1960-1963 de l'ordre de 15 à 25 % par rapport aux taux 1960-1970.

Ce tableau donne lieu à un certain nombre d'observations.

- 1) On constate un affaiblissement au cours de l'accroissement des exportations vers l'ensemble des pays tiers au cours de la période 1955-1963;
- 2) Les chiffres montrent que le fléchissement provient essentiellement des exportations communautaires, qui comprennent, environ, un tiers des exportations mondiales. Ainsi, le rythme d'accroissement des exportations de la Communauté qui, au début de la période était nettement supérieur à celui des exportations mondiales, s'est rapproché de ce dernier.
- 3) Les mêmes observations sont valables pour la plupart des ensembles économique-géographiques. Il convient de noter toutefois:
 - que les exportations vers les pays de l'Europe de l'Est, qui ont connu un accroissement extraordinaire jusqu'en 1960, suivi d'une expansion très modeste dans la période 1960-1963, devraient prendre, d'après les prévisions retenues, une nouvelle allure dans les années qui viennent,
 - que le taux d'accroissement des exportations de la Communauté vers les «autres pays industrialisés» (1) était nettement plus

(1) États-Unis, Canada, Afrique du Sud, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande.

élevé que celui des exportations mondiales vers ces pays et que la Communauté maintiendrait son expansion relativement plus rapide durant la période de prévision.

Paragraphe 3. Les exportations de chaque pays de la Communauté

Les prévisions des exportations de chaque pays vers les cinq ensembles économique-géographiques sont données au tableau 36 ci-dessous; ce tableau donne, en plus, les mêmes chiffres pour 1960 m et les indices.

Tableau 36

Exportations de biens d'équipement (a) des pays de la Communauté aux différents blocs mondiaux

(millions de dollars, aux prix 1960)

Pays exportateurs		Alle- magne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays- Bas	Commu- nauté
A.E.L.E.	1960 m	838	42	85	78	58	1.101
	1970	1.578	74	190	185	119	2.146
	indice	188	176	224	238	205	195
Reste de l'Europe occident.	1960 m	303	16	77	80	14	490
	1970	588	32	195	234	31	1.080
	indice	194	200	253	293	221	220
Europe de l'Est	1960 m	165	10	96	43	11	325
	1970	561	43	437	162	41	1.244
	indice	330	430	455	377	373	383
Autres pays industria- lisés (b)	1960 m	350	18	37	79	28	512
	1970	712	45	118	212	70	1.157
	indice	203	250	319	268	248	226
Pays en voie de développem.	1960 m	752	68	425	213	57	1.515
	1970	1.252	89	543	382	109	2.375
	indice	166	131	128	179	191	157
Monde	1960 m	2.408	154	720	493	168	3.943
	1970	4.691	283	1.983	1.175	370	8.002
	indice	195	184	206	238	220	203

(a) Ensemble des sept groupes.

(b) États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Japon.

L'examen des indices des pays montre une dispersion assez large de ceux-ci autour des indices de la Communauté. A l'échelon des exportations vers l'ensemble du monde, l'Allemagne et l'U.E.B.L. progresseraient moins vite que la moyenne communautaire, la France, les Pays-Bas et surtout l'Italie plus vite. A l'échelon des exportations aux

différents ensembles économique-géographiques, on retrouve généralement les mêmes écarts, avec certaines nuances toutefois.

Pour une analyse plus poussée des rythmes d'accroissement des exportations de chaque pays, au total et vers les différents ensembles, il y a avantage à établir un tableau qui permette une comparaison facile, à la fois entre les pays exportateurs et entre les ensembles importateurs. A cette fin, le tableau 37 a été établi, qui donne, pour quatre années ⁽¹⁾, les exportations en pourcent des exportations totales de la Communauté.

Ce tableau montre que, dans la période 1955-1970 dans son ensemble, la quote-part des exportations allemandes (qui comprennent environ 60 % du total) serait arrivée à son point culminant vers 1960 m pour fléchir ensuite; que celle de l'Italie aurait une tendance ascendante très prononcée et celle de l'U.E.B.L. une tendance vers le bas et que pour les deux autres pays les tendances sont moins nettes. Des éléments d'explication de ces changements de structure sont fournis pas l'analyse du développement des exportations vers les différentes destinations.

Le tableau 37 fait ainsi ressortir que la diminution de la quote-part allemande se manifeste dans les exportations vers presque tous les ensembles économique-géographiques.

La tendance vers le bas de l'U.E.B.L. est manifestement due aux événements du Congo, qui ont réduit à un tiers la quote-part des exportations aux pays moins développés. En effet, cette perte n'a été compensée que pour une petite partie par l'augmentation de la quote-part des exportations vers les pays industrialisés.

Le fléchissement de la quote-part française après 1955 s'explique par un phénomène identique: l'affaiblissement des liens économiques

⁽¹⁾ L'homogénéité de la série de quatre années risque d'être faussée du fait que les chiffres pour les années 1955 et 1963, d'une part, et ceux pour 1960 m et 1970, d'autre part, ne concernent pas les mêmes articles. En effet, les derniers comprennent uniquement les 7 groupes de biens d'équipement étudiés, tandis que les chiffres pour 1955 et 1963 comprennent en plus les appareils de radio et de télévision, appareils domestiques, cycles, motocycles, etc. (cf. note 2 page 81). La disponibilité de deux jeux de chiffres pour 1960, provenant à la fois de l'une et de l'autre source, a permis d'évaluer l'importance de cette divergence. Il s'est trouvé que le passage à la définition plus large signifie pour les Pays-Bas à peu près le doublement des chiffres, tandis que pour les autres pays, l'incidence est plutôt faible. Au moyen de la connaissance de ces proportions et en admettant que celles-ci ne soient pas très différentes dans les autres années, on a pu adapter les pourcentages des années 1955 et 1960 aux définitions des chiffres pour 1960 m et 1970 (somme des 7 groupes de produits).

Tableau 37

**Exportations de biens d'équipement des pays de la Communauté
aux différents blocs mondiaux**

(en %) (a)

Pays exportateurs / Pays importateurs		Pays importateurs					
		Alle- magne (R.F.)	U.E.B.L.	France	Italie	Pays- Bas	Commu- nauté
A.E.L.E.	1955	20,2	0,9	1,9	1,1	1,4	25,5
	1960 m	21,2	1,1	2,2	2,0	1,5	28,0
	1963	23,0	1,1	4,0	2,8	1,4	32,3
	1970	19,7	0,9	2,4	2,3	1,5	26,8
Reste de l'Europe occident.	1955	6,9	0,4	4,0	1,3	0,2	12,8
	1960 m	7,7	0,4	1,9	2,0	0,4	12,4
	1963	7,8	0,4	2,8	2,5	0,4	13,9
	1970	7,4	0,4	2,4	2,9	0,4	13,5
Europe de l'Est	1955	0,9	0,4	0,8	0,5	-	2,6
	1960 m	4,2	0,2	2,4	1,1	0,3	8,2
	1963	3,8	0,3	1,4	1,6	0,2	7,3
	1970	7,0	0,5	5,5	2,0	0,5	15,5
Autres pays industria- lisés (b)	1955	6,0	0,3	1,5	0,8	0,5	9,1
	1960 m	8,9	0,5	0,9	2,0	0,7	13,0
	1963	9,3	0,6	2,0	2,6	0,7	15,2
	1970	8,9	0,6	1,5	2,7	0,9	14,6
Pays en voie de développem.	1955	23,4	4,4	14,0	5,6	2,6	50,0
	1960 m	19,1	1,7	10,8	5,4	1,4	38,4
	1963	15,6	1,4	8,0	5,3	1,0	31,3
	1970	15,6	1,1	6,8	4,8	1,3	29,6
Monde	1955	57,4	6,4	22,2	9,3	4,7	100,0
	1960 m	61,1	3,9	18,2	2,5	4,3	100,0
	1963	59,5	3,8	18,2	14,8	3,7	100,0
	1970	58,6	3,5	18,6	14,7	4,6	100,0

a) 1960 m et 1970, d'après les chiffres du tableau 36; 1955 et 1963, d'après les définitions du tableau 24.
Certains pourcentages pour 1955 et 1963 ont été recalculés pour les rendre comparables à ceux des années 1960 m et 1970.

(b) États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Japon.

entre la France et l'Algérie, qui a entraîné une forte diminution des exportations françaises au bloc des pays moins développés. Le redressement de la quote-part française vers 1970 devrait provenir surtout d'une augmentation sensible des exportations vers l'Europe de l'Est.

L'amélioration de la position de l'Italie dans les exportations communautaires se manifeste dans les exportations vers tous les ensembles

économico-géographiques. L'allure de ce progrès est liée à l'expansion rapide de la capacité industrielle du pays, dont le rythme s'est pourtant ralenti un peu après 1963.

En ce qui concerne les exportations néerlandaises, on observe également le phénomène d'une forte diminution de la quote-part des exportations vers les pays moins développés depuis 1955. Cette diminution a été l'une des conséquences du relâchement des liens politiques et économiques entre les Pays-Bas et l'Indonésie. La prévision pour 1970, qui est basée sur une nette reprise des exportations vers l'ancien T.O.M., peut paraître optimiste à la lumière des dernières réalisations.

Les pourcentages rassemblés au tableau 37 permettent encore d'effectuer une analyse transversale, (une «cross section») de chaque ensemble.

Les exportations vers l'A.E.L.E., mesurée en pourcentage des exportations totales, se sont accrues, entre 1955 et 1960 m, dans chacun des pays de la Communauté. Entre 1960 m et 1970, ces quotes-parts devraient marquer le pas dans la plupart des pays et fléchir sensiblement en Allemagne. Les réalisations de 1963 en Allemagne, en France et en Italie sont nettement au-dessus de la tendance prévue.

L'augmentation de la quote-part des exportations vers les autres pays de l'Europe occidentale (essentiellement des pays méditerranéens) provient surtout de l'Italie qui a des liens traditionnels avec plusieurs de ces pays.

Les exportations vers l'Europe de l'Est ont connu une expansion remarquable entre 1955 et 1960 m. Elles devraient s'accroître dans une pareille mesure entre 1960 m et 1970 dans tous les pays de la Communauté, mais les réalisations de 1963 (surtout celles de l'Allemagne et de la France) sont bien en dessous de la tendance prévue.

Au contraire, en ce qui concerne les exportations vers les autres pays industrialisés, il est assez probable, compte tenu des réalisations jusqu'à 1963, que les pourcentages prévus pour 1970 seront dépassés.

Les exportations vers les pays moins développés, enfin, ont vu leur pourcentage se rétrécir de 50 en 1955 à 31 en 1963. Pour 1970, un pourcentage de 30 est prévu. Cette diminution provient à la fois des relations plus lâches entre certains pays de leurs anciens T.O.M., comme il a été décrit ci-avant, et du faible rythme d'expansion des pays en voie de développement.

Un test de plausibilité des prévisions par pays exportateurs consiste à rapprocher celles-ci des prévisions de l'expansion générale de ces pays.

Pour l'Allemagne, les exportations de biens d'équipement aux pays tiers, prévues pour 1970, ont été exprimées en pourcent des exportations totales, prévues pour cette même année (1). Pour 1970, le pourcentage est de 14,5, contre 15 dans les années 1960-1962, ce qui semble confirmer le bien-fondé de la prévision des exportations allemandes de biens d'équipement.

Quant à l'U.E.B.L., une confrontation des prévisions avec les résultats des études concernant l'expansion générale jusqu'en 1970 du Bureau de programmation économique et de celles concernant la production et les exportations de biens d'équipement de la Fédération des entreprises de l'industrie des fabrications métalliques semble indiquer que les prévisions ici retenues sont nettement optimistes.

Pour la France, on a pu confronter les prévisions avec les perspectives que l'on peut dégager de l'étude du Ve plan, ce qui a permis de penser qu'au niveau global, les résultats obtenus paraissent réalistes.

Une prévision d'expansion globale n'étant pas encore disponible pour l'Italie, on a dû se borner à porter un jugement sur les prévisions des exportations italiennes à la lumière des dernières informations disponibles. Cet examen a eu comme résultat que les exportations prévues vers certains pays paraissent trop élevées et celles vers certains autres pays trop basses. Quoique les modifications à apporter doivent se compenser dans une large mesure, les prévisions des exportations italiennes dans leur ensemble sont peut-être un peu faibles.

Pour les Pays-Bas, une confrontation avec une étude récente du Centraal Planbureau, «De Nederlandse economie in 1970», a confirmé la plausibilité des prévisions retenues ici.

En résumé, ces confrontations paraissent confirmer le bien-fondé des prévisions.

Paragraphe 4. Les exportations des sept groupes de produits

Le tableau 38 ci-dessous donne les chiffres des exportations des 7 groupes de biens d'équipement, ventilés par pays exportateur, pour la moyenne de la période 1958-1962, pour 1970 et les indices.

(1) Établies dans le cadre d'une prévision du produit national brut et ses composants par l'IFO-INSTITUT für Wirtschaftsforschung.

Tableau 38

**Exportations de biens d'équipement des pays de la Communauté
à l'ensemble des pays tiers.**

(millions de dollars, aux prix 1960)

		Alle- magne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays- Bas	Commu- nauté
Construc- tions mé- talliques	1960 m	39	4	30	22	4	39
	1970	57	2	29	32	3	123
	indice	147	50	97	145	75	125
Récipients	1960 m	43	3	29		3	88
	1970	65	5	41	22	4	137
	indice	151	167	141	220	133	157
Tracteurs et machines agricoles	1960 m	81	6	21	4	4	116
	1970	138	13	31	19	10	211
	indice	170	217	148	475	250	182
Machines non élec- triques	1960 m	1.520	77	363	345	118	2.423
	1970	3.058	156	867	840	252	5.173
	indice	201	203	286	243	214	213
Machines élec- triques	1960 m	432	42	174	69	31	748
	1970	966	71	394	187	88	1.706
	indice	224	169	226	271	284	228
Locomo- tives et wagons	1960 m	72	17	27	11	1	128
	1970	93	19	37	21	3	173
	indice	129	112	137	191	300	135
Véhicules automobiles utilitaires	1960 m	221	5	76	32	7	341
	1970	314	17	84	54	10	479
	indice	142	340	111	169	143	140
TOTAL	1960 m	2.408	154	720	493	168	3.943
	1970	4.691	283	1.483	1.175	370	8.002
	indice	195	184	206	238	220	203

On est frappé tout de suite par l'importance très inégale des différents groupes par rapport à l'ensemble. Le groupe 4 (machines non électriques) est de loin le plus important, comprenant plus de la moitié du total, tandis que le groupe 1 (constructions métalliques) n'en comprend qu'un faible pourcentage. Le second est le groupe 5 (machines électriques), qui, en plus, montre l'accroissement le plus élevé mais qui, par contre, a le plus faible contenu d'acier par unité de valeur. D'autre part, le contenu d'acier par unité de valeur des groupes les moins importants (groupes 1, 2 et 6) est relativement élevé.

Pour une analyse plus détaillée, le tableau 39 établi de la même manière que le tableau 37 ⁽¹⁾, semble approprié.

On constate que les deux groupes les plus importants, 4 et 5 (machines non électriques et électriques), devraient encore gagner de l'importance au cours de la période étudiée, tandis que tous les autres groupes subiraient une perte relative.

Le fléchissement de la quote-part de l'Allemagne se retrouve dans la diminution des pourcentages de presque tous les groupes, sauf le groupe 5.

Dans l'U.E.B.L., la structure des exportations ne devrait pas se modifier sensiblement, à l'exception d'une stagnation dans le groupe 6 (matériel ferroviaire) et une expansion très rapide dans le groupe 7 (véhicules automobiles utilitaires) ⁽²⁾.

Le développement de la structure des exportations de la France serait parallèle à celui de la Communauté: augmentation des pourcentages dans les groupes 4 et 5, diminution dans les autres groupes.

Tableau 39

**Exportations de biens d'équipement des pays de la Communauté
à l'ensemble des pays tiers**

		(en %)					
		Alle- magne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays- Bas	Commu- nauté
1 Constructions métalliques 2 Récipients 3 Tracteurs et machines agricoles	1960 m	4,2	0,3	2,0	0,9	0,3	7,7
	1970	3,2	0,2	1,3	0,9	0,2	5,8
4 Machines non électriques	1960 m	38,6	2,0	9,2	8,7	3,0	61,5
	1970	38,2	2,0	10,8	10,5	3,2	64,7
5 Machines électriques	1960 m	11,1	1,1	4,4	1,7	0,8	19,0
	1970	12,1	0,9	4,9	2,3	1,1	21,3
6 Locomotives et wagons	1960 m	1,8	0,4	0,7	0,3	-	3,2
	1970	1,2	0,2	0,5	0,3	-	2,2
7 Véhicules auto- mob. utilitaires	1960 m	5,6	0,1	1,9	0,8	0,2	8,6
	1970	3,9	0,2	1,1	0,7	0,1	6,0
Total	1960 m	61,2	3,9	18,2	12,4	4,3	100,0
	1970	58,6	3,5	18,6	17,7	4,6	100,0

⁽¹⁾ Toutefois, le tableau 39 ne donne pas, contrairement au tableau 37, les chiffres pour les années 1955 et 1963, qui n'ont pas été rassemblés pour chaque groupe de produits.

⁽²⁾ Il s'agira surtout de véhicules assemblés en Belgique; par conséquent, la consommation d'acier pour la fabrication des pièces et partant l'exportation indirecte d'acier, devraient en partie être attribuées à d'autres pays de la Communauté.

Les exportations italiennes seraient aussi caractérisées par une forte augmentation des quotes-parts dans les groupes 4 et 5; les autres groupes devraient maintenir leur position.

En ce qui concerne les exportations des Pays-Bas, il y aurait une importante expansion du groupe 5 (machines électriques), une augmentation plus limitée de la quote-part dans le groupe 4 et un recul relatif dans les autres groupes.

CHAPITRE IV

CONVERSION DES VALEURS EN POIDS DE PRODUIT ET EN ACIER CONSOMME

Paragraphe 1. Conversion en poids de produit

Une évaluation des coefficients de conversion pour l'année 1970 peut être obtenue par une extrapolation des rapports historiques entre les valeurs (à prix constants) des exportations et leur poids. Afin d'obtenir des résultats assez précis, il conviendra de faire des calculs distincts pour chaque pays exportateur et pour chacun des sept groupes de produits.

La plupart des groupes comprennent un éventail de produits très hétérogènes et une évaluation précise des coefficients pour 1970 devrait donc reposer sur une pondération des prix constants d'un nombre de produits aussi grand que possible. Par conséquent, le bien-fondé des résultats dépendra pour une grande partie de la disponibilité de statistiques assez détaillées. Ceci a été démontré pour l'Allemagne, où l'on a élaboré deux calculs parallèles, l'un reposant sur une quinzaine de sous-groupes de machines, l'autre sur un nombre de sous-groupes beaucoup plus élevé. En effet, les deux séries de prix moyens qu'on a ainsi obtenus se sont avérées très divergentes.

Tableau 40
Rapport réel valeurs/tonnages de l'ensemble des exportations de
machines de l'Allemagne

(en DM/t. au prix de 1960)

	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
a) Calculs effectués par une pondération des prix moyens constants de 15 groupes de machines	7.426	7.247	7.178	7.340	7.305	7.510	7.560	7.484	7.446
b) Calculs effectués par une pondération d'indices obtenus par une pondération à l'intérieur des groupes	6.623	6.585	6.557	6.974	7.378	7.510	7.586	7.768	7.996

On voit que les coefficients obtenus par la première méthode ont été quasi constants au cours de la période considérée, tandis que la deuxième série montre une forte augmentation. Ceci s'explique par le fait qu'à l'intérieur de chaque groupe, il y a eu un passage aux produits relativement plus chers (allègement, miniaturisation). On a admis que cette tendance devrait se poursuivre, hypothèse qui a été confirmée par les exportateurs interrogés à ce sujet.

Cette méthode très précise a pourtant un inconvénient: elle oblige à faire des hypothèses très détaillées quant à la composition des exportations en 1970 par sous-groupes.

La méthode exposée ci-dessus a été utilisée pour l'Allemagne. L'articulation des statistiques allemandes a obligé à combiner les calculs pour les groupes 1 et 6, ainsi que pour les groupes 3 et 4. Ceci explique pourquoi on trouve des coefficients identiques dans les deux paires de groupes.

Pour les autres pays, on a utilisé une méthode plus directe, consistant essentiellement en une extrapolation conservatrice des coefficients observés dans les années 1958 à 1963 ou 1960 à 1965.

Les coefficients retenus sont rassemblés dans le tableau suivant:

Tableau 41
Coefficients de conversion valeur/poids

(dollars/1000 kg, prix de 1960)

Pays \ Groupes		1	2	3	4	5	6	7
	Allemagne	1960	566	650	1.791	1.791	2.452	566
	1970	550	750	2.144	2.144	3.341	550	1.125
U.E.B.L.	1960	209	475	1.104	1.367	1.886	580	1.017
	1970	210	500	1.150	1.470	2.800	600	2.000
France	1960	402	410	963	1.927	1.900	1.100	1.147
	1970	405	450	1.100	2.050	2.100	1.000	1.130
Italie	1960	261	518	1.259	2.240	1.663	561	1.279
	1970	275	583	1.595	2.686	2.078	1.235	1.535
Pays-Bas	1960	307	606	856	1.969	4.878	369	1.241
	1970	310	650	1.000	2.400	4.850	400	1.250

Ces coefficients donnent lieu à certains commentaires:

- 1) On constate des différences, parfois considérables, entre les coefficients des différents pays dans un même groupe. Ainsi, les coefficients de l'Allemagne, dans les groupes 1 et 3, sont nettement au-dessus de ceux des autres pays. En l'occurrence, cela s'explique par le fait, déjà signalé, qu'en effectuant les calculs pour les coeffi-

cients allemands, on a dû combiner les groupes 1 et 6 ainsi que les groupes 3 et 4 ⁽¹⁾.

Dans le groupe 5, on est frappé par le coefficient très élevé des exportations néerlandaises. Ceci provient du fait que les Pays-Bas exportent, en quantités relativement importantes, des appareils et des installations d'une très haute valeur à la tonne (jusqu'à 20.000 dollars et plus). Il s'agit d'installations de mesure et de contrôle et d'installations pour téléphonie, télégraphie, télévision et radar.

Le coefficient relativement élevé des exportations françaises dans le groupe 6 provient de la part assez importante de locomotives électriques dans ces exportations.

- 2) Dans certains cas, la prévision du coefficient pour 1970 comporte une croissance remarquable des coefficients entre 1960 et 1970.

La croissance du coefficient belge pour le groupe 5 (presque 50 % en 10 ans) provient d'un mouvement de structure accéléré de l'électromécanique vers l'électronique.

La croissance encore plus importante du coefficient italien pour le groupe 6 est, elle aussi, la conséquence d'un passage à des biens plus élaborés (voitures voyageurs et wagons réfrigérants au lieu de wagons ordinaires).

La croissance remarquable du coefficient belge dans le groupe 7 s'explique par le fait qu'en 1960, le coefficient était anormalement bas (1.017 contre 1.479, moyenne 1958-1963).

- 3) Dans un seul cas, un net fléchissement du coefficient a été prévu, à savoir pour le groupe 7 en Allemagne. Ce phénomène sera dû à un progrès relatif des exportations de produits à faible valeur à la tonne (camions lourds) aux dépens de produits plus chers (par exemple: les châssis avec moteur pour camions qui, jusqu'à présent, étaient importés dans plusieurs pays disposant d'une industrie de montage, mais qui sont de plus en plus fabriqués dans ces pays).

Les résultats de la conversion sont donnés dans le tableau 41. Étant donné qu'ils ne représentent qu'une phase intermédiaire entre les chiffres en valeur et les chiffres en acier, ils se passent de commentaires. On notera seulement que l'accroissement 1960-1970 des exportations, exprimées en poids de produits, sera moindre que celui

⁽¹⁾ Les coefficients pour ces deux paires de groupes sont des moyennes pondérées. Or, dans la paire des groupes 3 et 4 le groupe 4 a un poids beaucoup plus élevé que le groupe 3. En plus, les coefficients pour le groupe 4 sont, d'une façon générale, plus élevés que ceux du groupe 3. Par conséquent la moyenne pondérée pour ces deux groupes s'approche de plus près du coefficient élevé du groupe 4.

Le même raisonnement explique la valeur relativement élevée du coefficient pour le groupe 1.

des exportations exprimées en valeur, du fait de l'augmentation quasi générale des valeurs à la tonne.

Tableau 42
Exportations de biens d'équipement des pays de la Communauté
vers les pays tiers

		(milliers de tonnes)							
Pays	Groupes	1	2	3	4	5	6	7	Total
Allemagne	1960 m	67	66	45	849	176	127	185	1.515
	1970	104	87	64	1.425	289	169	280	2.418
U.E.B.L.	1960 m	19	6	5	56	22	29	5	142
	1970	10	10	11	106	25	32	8	202
France	1960 m	75	71	22	188	92	25	66	539
	1970	72	91	28	423	187	37	74	912
Italie	1960 m	84	19	3	154	41	20	25	346
	1970	116	38	12	313	90	17	35	621
Pays-Bas	1960 m	13	5	5	60	6	3	6	98
	1970	10	6	10	105	18	7	8	164
Communauté	1960 m	258	167	80	1.307	337	204	287	2.640
	1970	312	232	125	2.372	609	262	405	4.317

Paragraphe 2. Conversion en acier mis en œuvre

Les coefficients de conversion «poids de produit» — «acier mis en œuvre» pour chacun des sept groupes ont été obtenus par une pondération de coefficients plus détaillés établis par l'Office statistique des Communautés européennes (O.S.C.E.) ⁽¹⁾, suivant la formule :

$$\frac{\text{poids de l'acier mis en œuvre}}{\text{poids du produit}} \times 100 \text{ (}^2\text{)}$$

⁽¹⁾ Il convient de noter que la structure de cette formule est l'inverse de celle utilisée pour la conversion valeur/poids; dans celle-ci, la grandeur cherchée se trouve dans le dénominateur, dans la formule acier/poids, elle se trouve dans le numérateur.

⁽²⁾ L'O.S.C.E. a fait établir — avec le concours d'experts techniques — des coefficients de conversion pour un ensemble d'articles à base d'acier qui figurent dans la statistique du commerce extérieur de la Communauté. Des coefficients ont été établis pour une soixantaine de positions (5 chiffres) de la Classification Type pour le Commerce International (C.T.C.I.), dont la plupart pour chaque pays de la Communauté. Les méthodes utilisées par l'O.S.C.E. et les résultats obtenus ont été exposés dans un article intitulé «Die statistische Ermittlung des indirekten Stahlaußenhandels der Gemeinschaft», article paru dans les Informations statistiques de 1966 n° 1.

Afin de refondre ces coefficients dans d'autres, plus appropriés aux fins de la présente étude il a fallu procéder aux opérations suivantes :

- les 60 positions C.T.C.I. ont été groupées dans les sept groupes étudiés,
- des moyennes ont été calculées pour chaque groupe et pour chaque pays. Pour ce faire, les positions C.T.C.I. ont été pondérées par le volume des exportations réalisées dans la position concernée en 1960.

Sont inclus dans cette définition tous les produits sidérurgiques (sauf la fonte), y compris les produits hors traité⁽¹⁾. En effet, la notion même d'exportation indirecte d'acier comprend l'ensemble des produits sidérurgiques, incorporés dans les articles exportés.

Les coefficients pondérés pour les sept groupes sont valables dans les conditions qui existaient vers environ 1960. Au cours du temps ils subiront certaines modifications:

- à la suite de changements dans la composition des positions C.T.C.I. ou des groupes,
- par la substitution d'acier par d'autres matières.

Quoique ces modifications ne s'effectuent qu'à un rythme assez lent, on ne pourra pas les négliger sur une période de dix ans. Faute d'indications précises les indices 1960-1970 ont été estimés comme suit:

- pour les groupes 1 et 2, une faible réduction provenant d'un certain remplacement de l'acier par des non ferreux indice 98,
- pour les groupes 3, 4, 6 et 7, une baisse un peu plus sensible du fait de la consommation croissante d'aluminium pour la fabrication de ces catégories de biens indice 95,
- enfin, une baisse encore plus forte pour le groupe 5, à la suite d'une prépondérance de plus en plus prononcée d'articles qui ne contiennent que peu d'acier indice 90.

Les coefficients sont repris dans le tableau 43. On se rappellera que leur «structure» est l'inverse des coefficients valeur/poids. Cela explique pourquoi la tendance vers la haut de ces derniers et la tendance vers le bas des coefficients acier/poids ont toutes les deux pour effet de diminuer les exportations indirectes d'acier.

Ces coefficients ont permis d'établir le tableau 44.

(1) Moulages d'acier, pièces forgées, tubes, fils tréfilés, barres étirées, feuillards laminés et profilés à froid.

Tableau 43
Coefficients de conversion acier mis en œuvre/poids

(x 100)

Pays	Groupes	1	2	3	4	5	6	7
Allemagne	1960	113	118	92	75	86	99	93
	indice	98	98	95	95	90	95	95
	1970	111	116	87	71	77	94	88
U.E.B.L.	1960	104	114	70	71	94	100	107
	indice	98	98	95	95	90	95	95
	1970	102	112	66	67	85	95	102
France	1960	113	115	72	80	81	105	93
	indice	98	98	95	95	90	95	95
	1970	111	113	68	76	73	101	88
Italie	1960	115	120	111	73	90	94	103
	indice	98	98	95	95	90	95	95
	1970	113	118	105	69	81	89	98
Pays-Bas	1960	106	118	94	87	93	88	97
	indice	98	98	95	95	90	95	95
	1970	104	116	89	83	84	84	92

Tableau 44
Exportations de biens d'équipement des pays de la Communauté vers les pays tiers

(en milliers de tonnes d'acier mis en œuvre) (a)

Pays	Groupes	1	2	3	4	5	6	7	Total
Allemagne	1960 m	76	78	41	637	151	126	172	1.281
	1970	115	101	56	1.012	223	159	246	1.912
	indice	151	129	137	159	148	126	143	149
U.E.B.L.	1960 m	20	7	4	40	21	29	5	126
	1970	10	11	7	71	21	30	8	158
	indice	50	157	175	178	100	103	160	125
France	1960 m	85	82	16	150	75	27	61	496
	1970	80	103	19	321	137	37	65	762
	indice	94	126	119	214	183	137	107	154
Italie	1960 m	97	23	3	112	37	19	26	317
	1970	131	45	13	216	73	15	34	527
	indice	135	196	433	193	197	79	131	166
Pays-Bas	1960 m	14	6	5	52	6	3	6	92
	1970	10	7	9	87	15	6	7	141
	indice	71	117	180	167	250	200	117	153
Communauté	1960 m	292	196	69	991	290	204	270	2.312
	1970	346	267	104	1.707	469	247	360	3.500
	indice	118	136	151	172	162	121	133	151

(a) Produits sidérurgiques du traité et hors traité, à l'exclusion des moulages de fonte.

Paragraphe 3. Remarques finales

Comme il a été exposé au cours de ce chapitre, on s'attend à des modifications importantes des coefficients de conversion (surtout en ce qui concerne la conversion de valeur en poids) qui vont généralement dans la direction d'une réduction de la consommation d'acier par unité de valeur ou de poids des produits exportés. On ne saurait surestimer l'importance de cette évolution, dont les effets sont illustrés par les chiffres suivants:

Accroissement des exportations de biens d'équipement par les pays de la Communauté aux pays tiers

	Indices 1970 (1960 m = 100)
en valeur	203
en poids	164
en acier mis en œuvre	151

L'accroissement des exportations, exprimées en valeur, est réduit à moitié par les effets des conversions. Le développement des exportations indirectes d'acier après 1970 sera déterminé, dans une très large mesure, par l'évolution ultérieure des coefficients de conversion.

Les résultats chiffrés auxquels on a abouti au paragraphe précédent portent sur l'acier mis en œuvre pour l'exportation de biens d'équipement, exprimé en tonnes de produits sidérurgiques. Or, pour certaines comparaisons il est utile de disposer des chiffres en équivalent d'acier brut. Cette dernière conversion a été effectuée au moyen du coefficient de 1,33, habituellement adopté à cette fin ⁽¹⁾.

Tableau 45

Exportations de biens d'équipement des pays de la Communauté vers les pays tiers

	(milliers de tonnes, équivalent d'acier brut)					
	Allemagne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays-Bas	Communauté
1960 m	1.700	170	660	420	120	3.070
1970	2.540	210	1.010	700	190	4.650

(¹) Des modifications éventuelles de ce coefficient au cours de la période étudiée, par exemple, à la suite d'une application plus générale de la coulée continue, ont été négligées.

ANNEXE I

RÉSUMÉS DES MONOGRAPHIES

Comme on l'a déjà remarqué dans l'introduction, les prévisions retenues dans ce rapport se fondent sur des études particulières pour chaque pays ou groupe de pays.

L'ampleur de chacune des monographies ne permettait pas de publier celles-ci intégralement ⁽¹⁾.

Toutefois, ces études par pays comprennent un certain nombre d'informations d'un grand intérêt et, de plus, elles justifient dans le détail les prévisions établies. C'est la raison pour laquelle on a voulu donner dans la présente annexe des résumés de ces monographies.

Ces résumés ont été établis par les Instituts chargés des études en cause et sont publiés sous l'entière responsabilité de ces Instituts. A la fin de chaque résumé figure un tableau récapitulatif des principales variables qui interviennent dans l'étude.

De même que dans le rapport de synthèse, les pays ou groupes de pays sont présentés dans l'ordre suivant, avec l'indication des Instituts chargés de l'étude.

Les quatre Instituts ont participé à l'étude sur la base de la répartition suivante des pays :

	IFO	CES	ISEA	ISCO
Pays de l'A.E.L.E.				
Royaume-Uni ⁽¹⁾				
Suède		x		
Norvège		x		
Danemark		x		
Suisse	x			
Autriche	x			
Portugal				x
¹⁾ Pour ce pays une étude a été établie par le Nederlandsch Economisch Instituut à Rotterdam.				

⁽¹⁾ Les lecteurs intéressés par le texte intégral des différentes monographies ont la possibilité de consulter celles-ci soit à l'Institut qui les a établies, soit à la direction générale économie-énergie de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

	IFO	CES	ISEA	ISCO
Autres pays de l'Europe occidentale				
Espagne				x
Yougoslavie				x
Grèce				x
Turquie				x
Israël				x
Finlande		x		
Pays du Comecon				
U.R.S.S.			x	
Pologne			x	
Tchécoslovaquie			x	
Hongrie			x	
Roumanie			x	
Bulgarie			x	
Allemagne de l'Est	x			
Autres pays industrialisés				
États-Unis		x		
Canada		x		
Australie	x			
Nouvelle-Zélande	x			
Afrique du Sud	x			
Japon				x
Pays de l'Amérique latine				
Argentine			x	
Brésil			x	
Colombie			x	
Mexique			x	
Venezuela			x	
Autres pays			x	
Afrique				
Maghreb			x	
Afrique francophone			x	
Afrique anglophone	x			
Congo Léopoldville		x		
Asie ⁽¹⁾				
Moyen Orient				
Inde				
Pakistan				
Autres pays				
Chine continentale				

(1) Pour ces pays des études ont été établies par le Nederlandsch Economisch Instituut de Rotterdam, en particulier pour l'Inde.

ROYAUME-UNI

L'économie britannique est caractérisée par une croissance relativement lente par rapport à celle des autres pays européens. Deux facteurs semblent responsables de ce phénomène. D'une part, le départ de main-d'œuvre de l'agriculture vers d'autres secteurs — élément important pour la plupart des pays de l'Europe — n'a presque plus joué au Royaume-Uni du fait de la part faible et de la productivité élevée de ce secteur. D'autre part, le taux d'investissement du Royaume-Uni a été extrêmement bas, et ce facteur est d'autant plus important si l'on considère que la part du remplacement dans les investissements bruts a été nettement plus élevée que dans des pays tels que l'Allemagne et l'Italie. Suite à ce développement faible de la productivité, la position compétitive de l'industrie britannique s'est détériorée, de sorte que le surplus traditionnel de la balance des paiements est devenu un déficit. Dans ces conditions, le déséquilibre extérieur constitue un frein pour les possibilités de la croissance économique.

En ce qui concerne l'évolution démographique, l'accroissement de la population active a été assez modéré au cours de la période 1950-1960. Compte tenu de la durée du travail, la main-d'œuvre occupée a augmenté de 0,6 % par an entre 1950 et 1960; le taux de chômage s'est situé autour de 1,6 %, avec une nette augmentation vers la fin de la période ainsi qu'au début des années 1960, bien que les années 1964 et 1965 aient été marquées par une baisse très nette. Au cours de la période 1960-1965, l'emploi a augmenté au rythme de 0,6 % par an, et l'on attend, pour la deuxième quinquennie, un taux un peu plus faible: 0,5 % par an. La population active augmentera beaucoup moins (0,2 % par an), mais le taux d'activité sera plus élevé. Le taux de croissance de l'emploi sera également de 0,5 % par an, car l'on ne prévoit pas une modification du chômage. De toute façon, l'accroissement de l'emploi restera très limité et ne contribuera pas à un relèvement du taux de croissance.

Ainsi qu'on l'a mentionné ci-dessus, le taux de croissance de la productivité a été très faible entre 1948 et 1965: la moyenne a été de 2% par an. Cependant, on peut constater une certaine amélioration dans l'évolution.

Taux de croissance de la productivité et taux d'investissement

	Productivité	Produit national	Taux d'investissement	Rapport Taux d'inv./prod. nat.
1948/1952	1,4	2,0	13,0	(6,5)
1952/1956	2,1	2,7	14,4	(5,3)
1956/1960	2,3	3,0	15,5	(5,2)
1960/1965	2,6	3,3	17,1	(5,2)
moyenne	2,1	2,8	15,0	(5,4)

Les chiffres concernant les investissements bruts par rapport au produit national brut montrent un point délicat de l'économie britannique. Le taux d'investissement est extrêmement bas par rapport aux autres pays européens. Le rapport entre le taux d'investissement et le taux de croissance du produit national fait apparaître que le rendement de l'investissement a été relativement bas au cours de cette période. D'après plusieurs études consacrées à ce problème, les causes principales de cette situation défavorable ne sont dues ni à la structure économique du pays, ni à des investissements de rationalisation insuffisants. Mais il est certain que la part de remplacement dans les investissements bruts est relativement élevée au Royaume-Uni, de sorte que les investissements nets sont très faibles. La position concurrentielle s'est effectivement sensiblement détériorée au cours des années d'après-guerre. Dans ces conditions, l'économie britannique se trouve dans un cercle vicieux, étant donné que la position concurrentielle dépend largement du développement de la productivité et, de ce fait, de l'effort d'investissement permettant une croissance plus rapide de la production. Par conséquent, la possibilité de croissance de l'économie est largement déterminée par la position de la balance de paiements et ses possibilités semblent très limitées.

Il va de soi que les prévisions portant sur la croissance économique dépendent largement de la politique économique du gouvernement britannique pour faire face à ces problèmes. Dans ce domaine, on peut noter l'établissement du «National Economic Development Council», ce qui a déjà créé un climat plus favorable. Ce comité permettra certainement une collaboration plus efficace des partenaires sociaux pour entreprendre de résoudre ces problèmes. Les mesures prises récemment ont essentiellement un caractère temporaire, permettant de faire face au déséquilibre extérieur et on peut se demander si ces mesures inciteront les entrepreneurs anglais à un effort d'investissement nécessaire pour assurer une croissance plus rapide de la productivité.

Le «National Plan» publié en 1965 fournit des informations importantes sur les perspectives jusqu'à 1970. Le plan couvre la période 1964-1970 et son objectif principal est une croissance du produit national de 25 %. Ce taux moyen annuel de 3,8 % est nettement supérieur à celui réalisé auparavant et ne pourra être atteint que si le problème de la balance des paiements est résolu. Le plan prévoit deux sortes de mesures: d'une part, des mesures affectant directement la balance des paiements: stimulation des exportations et réduction des importations de marchandises, réduction des dépenses militaires à l'étranger, et en particulier restrictions sur les exportations de capitaux; d'autre part, la meilleure coordination de la politique économique pourrait se traduire par une accélération de la croissance de la productivité, ce qui constitue l'autre pilier indispensable.

Comme on l'a déjà signalé ci-dessus, les deux volets de la politique économique sont largement complémentaires. L'accélération de la croissance de la productivité nécessitera un effort d'investissement plus poussé: le taux d'investissement de 17,8 en 1964 passera, d'après les prévisions, à 19,4 en 1970. Malgré la très nette amélioration dans le développement de la productivité au cours du passé (voir tableau ci-dessus), le taux prévu pour 1965-1970 suppose une forte accélération (3,2 %) avec un taux d'investissement moyen de l'ordre de 18,5, ce qui implique une baisse très sensible du coefficient de capital marginal, à savoir à 4,9. En tenant compte de l'accroissement de la main-d'œuvre de 0,5 % par an, le taux de croissance du produit national sera de 3,8 % par an pour 1964-1970, ce qui amène à attendre d'après le plan un rythme de croissance de 3,6 % par an pour la période 1960-1970.

Quelle est la plausibilité d'une telle accélération du taux de croissance de la productivité à partir de 1964? Observons d'abord que le taux de l'année 1965 est en-dessous de ce chiffre, ce qui donne pour la première quinquennie des années soixante un rythme de croissance de la productivité de 2,6. Par conséquent, pour la seconde quinquennie, l'augmentation devrait être de 3,6 % par an. Même en tenant compte d'un taux d'investissement de 18,5, donc une forte augmentation par rapport au passé, il semble difficile que cette croissance de la productivité soit réalisée. En outre, l'évolution économique en 1966 et les prévisions pour l'année 1967 semblent justifier une prévision plus modeste comme taux de croissance pour la période 1965-1970. En effet, la croissance du produit national brut prévu pour ces deux années ne dépassera guère, en moyenne, le 1 %. Dans ces conditions, on a jugé plus raisonnable d'envisager, pour la quinquennie 1965-1970, une hausse de la productivité de 2,9 % par an et donc de 3,4 % pour le produit national. Pour l'ensemble de la période 1960-1970, ce taux sera donc de 3,3 % par an, avec un taux d'investissement de 18,5 en fin de période.

En ce qui concerne la part de l'équipement et outillage dans la formation brute de capital fixe global, on peut remarquer, au cours de la période 1948-1963, une constance de cette part, la moyenne étant de 52 %. Pour l'année 1970, on a admis le pourcentage retenu dans le plan, soit 48 %, c'est-à-dire une légère baisse déjà observée depuis 1960.

Par rapport aux investissements en équipement et outillage, les importations totales de biens d'équipement au Royaume-Uni représentent environ 10 % (y compris les voitures automobiles et les appareils ménagers). Cette part a pourtant augmenté au cours de la période 1953-1962 de 9 à 13 %. En particulier, pour les années 1961, 1962 et 1963, les importations ont accusé une forte progression (voir graphique 3). Cette augmentation est due en partie à la faible position concurrentielle de l'industrie mécanique au Royaume-Uni. Pour l'ensemble de la période,

l'élasticité des importations de biens d'équipement par rapport aux investissements en équipement et outillage était de 1,8, mais il faut signaler que cette élasticité a été supérieure à 2 pour la période 1958-1962.

Pour la période de prévision, le facteur fondamental est constitué par l'estimation de la position concurrentielle. Les prévisions sur la croissance globale sont effectuées en admettant une stabilisation et même une légère amélioration dans la compétitivité de l'industrie britannique. Par conséquent, on peut retenir comme élasticité future, jusqu'à 1970, un chiffre d'environ 2, ce qui conduit à une part relative des importations dans les investissements en équipement et outillage de 16,7 % (1962: 13,1 %). A partir de cette estimation, le montant total des importations des produits compris dans l'étude (c'est-à-dire sans les voitures automobiles et les appareils ménagers) sera de 970 millions de dollars en 1970.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	2,5	1960-70	3,6
par tête	1950-60	2,4	1960-70	2,4
Investissements totaux				
en % du PNB	1950-60	14,1	1960-70	18,5
part relative du bâtiment			1970	48,0
part relative de l'équipement				
Importations d'équipement				
en % des investissements				
en équipement				
chiffres absolus indice 1960 = 100	moyenne		1970	970

SUEDE

La Suède est, avec la Suisse, le pays ayant le revenu par habitant le plus élevé en Europe, avec un degré d'industrialisation très haut.

La population totale n'a crû qu'au taux peu élevé de 0,6 % par an au cours de la période 1950-1962. Pour le futur, on a retenu jusqu'à 1970 un taux de croissance de la main-d'œuvre totale de 0,8 % par an (heures-ouvriers), croissance plus rapide que celle réalisée au cours de la période 1950-1962 (0,5 % par an), et qui correspond à ce qui figurait dans le Plan suédois 1960-1965.

Le produit national brut a montré une croissance régulière entre 1950 et 1962: le taux de croissance moyen a été de 3,7 % par an. Étant donné l'accroissement de la main-d'œuvre, la productivité globale a augmenté de 3,2 % par an en moyenne. La régularité dans la croissance du produit national se reflète également dans la part des investissements en capital fixe. Le taux d'investissement (logements exclus) relativement stable entre 1950 et 1957 (16%), a accusé une légère hausse depuis: il se situe actuellement à 18 %. Par ailleurs, le rythme de croissance du produit national brut s'est accéléré depuis 1957. Le rapport entre le taux d'investissement (logements exclus) et le taux de croissance du produit national brut (coefficient de capital marginal brut) a connu également une stabilité (voir tableau ci-après).

Coefficient de capital marginal brut (logements exclus)

Période	Coefficient
1951-1956	4,1
1952-1957	3,9
1953-1958	4,6
1954-1959	4,9
1955-1960	4,9
1956-1961	4,2
1957-1962	4,4
1951-1962: moyenne pondérée 4,2	

En ce qui concerne la part des biens d'équipement et outillage, on observe une baisse au cours de la période 1950-1962: de 55 en 1950 à 46 en 1962. Toutefois, depuis 1955, cette baisse s'est stabilisée.

Bien que la Suède ait une structure économique fortement développée, les besoins globaux de biens d'équipement sont largement couverts par les importations: en 1960, les importations ont constitué près de 10 % des investissements sous forme d'équipement. En outre, au cours de la période 1953-1962, la part des besoins couverte par les importations a sensiblement augmenté: à prix constants, elle est passée de 35 % en 1953 à 43 % en 1962. L'ajustement des deux séries pour cette période donne effectivement une élasticité de 1,5.

En ce qui concerne les *perspectives jusqu'à 1970*, le taux de croissance de la productivité constitue le facteur principal pour la croissance globale, la main-d'œuvre ne devant s'accroître qu'à un rythme annuel de 0,8 %. Pour la période 1960-1965, le taux de croissance du produit national brut a été de 5,1 % par an. On peut envisager un taux de croissance du produit national brut de 4,3 % pour la période 1965-1970, soit 4,7 % pour l'ensemble de la période 1960-1970.

Si l'on exclut les investissements en logements, le volume d'investissement correspondant à ce taux de croissance de 4,7 % a été estimé à partir du coefficient de capital marginal brut enregistré dans le

passé. On peut en effet escompter une poursuite des tendances passées; de plus, ce coefficient a été très stable au cours de la période de référence. En 1970, le taux d'investissement (logements exclus) sera donc de l'ordre de 19,7 %. La part relative des biens d'équipement dans la valeur des investissements (sans logements) pourrait être de 49 % en 1970, ce qui signifie une légère hausse par rapport au pourcentage moyen de la période 1958-1962.

Comme on l'a déjà mentionné ci-dessus, la part des besoins globaux couverte par les importations a fortement augmenté au cours de la période 1953-1963, ce qui reflète pour un pays industrialisé comme la Suède les tendances à la spécialisation. L'élasticité observée est très élevée: 1,54.

Les prévisions jusqu'à 1970 sont effectuées sur la base de l'hypothèse d'une poursuite de ces tendances. En admettant la même élasticité jusqu'à 1970, le montant des importations (aux prix de 1960) sera de 968 millions de dollars.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	3,3	1960-70	4,7
par tête	1950-60	2,6	1960-70	3,3
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	20,6	1970	23
	1960	24,1		
part relative du bâtiment	1950	59	1970	64
(sans logements)	1960	65		
part relative de l'équipement	1950	41	1970	36
(sans logements)	1960	35		
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement			1970	60
chiffres absolus	1960	375	1970	968
indice 1960 = 100				258
Exportations d'équipement				
chiffres absolus	1963	659	1970	113
part de la Communauté	1963	25		30

NORVEGE

L'économie norvégienne est largement dépendante de l'extérieur, du fait de ses ressources naturelles limitées (pêche, forêts et hydro-

électricité). Toutefois, le pays a atteint une industrialisation très avancée, ce qui explique les besoins importants d'importations de produits très variés (plus de 50 % du produit national brut). Par contre, les exportations sont très concentrées: le transport représente de 40 à 50 % du total des exportations.

Le taux de croissance du produit national brut a été de 3,7 % au cours de la période 1950-1961. Par personne occupée, le rythme d'expansion pour le même temps a été de 3,2 %, le développement démographique étant très faible. La population totale s'accroît très lentement; toutefois, pour la période jusqu'à 1970, on peut estimer une certaine hausse du taux de croissance de la population active due aux chiffres élevés de natalité d'après-guerre. Le chômage a été très faible pendant toute la période de référence. En ce qui concerne la répartition de la main-d'œuvre par secteur, on constate une baisse dans le secteur primaire en faveur des autres, en particulier des services.

Les chiffres de taux d'investissement sont extrêmement élevés. Pour la période 1950-1962, le taux moyen a été de 29 %, et l'on constate même une légère augmentation. Le coefficient de capital marginal brut, calculé sur la base de ces données, a été de près de 8, ce qui est très élevé par rapport aux autres pays européens. Il est possible que ce phénomène soit lié en partie aux conditions climatologiques du pays, qui nécessitent d'importantes dépenses d'investissements dans la construction. Une autre explication pourrait être donnée si l'on prend en considération certaines caractéristiques de la structure économique du pays, en particulier la part importante du secteur transport et de l'énergie hydro-électrique, secteurs ayant des coefficients de capital très élevés. La grande importance de l'agriculture est due au fait que les investissements dans ce secteur ont principalement servi à augmenter la productivité au lieu de la production.

Le tableau ci-après, qui présente quelques indications sur les coefficients de capital par secteur et l'importance des investissements dans ces secteurs pour la Norvège comparée avec quelques autres pays, montre le niveau de la part de ces secteurs.

La part de biens d'équipement dans les besoins totaux d'investissements a été stable dans la période de référence; elle a fluctué entre 57 à 58 % de 1955 à 1962.

La structure économique montre bien le degré d'industrialisation avancé de la Norvège; en effet, l'industrie représente, avec près de 30 %, le secteur le plus important. Le secteur transport prend la deuxième place (19 %) et sa part relative a augmenté plus vite encore que celle de l'industrie. L'agriculture perd de l'importance et sa part est actuellement de moins de 10 %.

A l'intérieur de l'industrie, l'industrie mécanique et électrique a pris la première place au détriment de l'industrie alimentaire qui a vu diminuer fortement sa part relative. L'industrie du papier connaît également une régression relative.

En ce qui concerne *l'expansion économique future*, le plan gouvernemental norvégien qui avait comme objectif pour la période 1962-1965 un taux de croissance de 4 % par an, a largement sous-estimé l'expansion économique mondiale sur laquelle il s'était en grande partie basé. Le taux obtenu entre 1960 et 1965 est de 5,2 %.

Part relative (A) dans la formation brute de capital fixe et le coefficient marginal brut (B) - 1949-1959

		Agriculture	Industrie (incl. constr.)	Electricité, gaz, eau	Transport	Services	Total
Norvège	A	8,8	18,2	8,5	36,2	11,1	
	B	31,4	4,7	18,0	13,3	3,8	9,5
Pays-Bas	A	5,9	23,0	7,0	31,0	12,9	
	B	6,6	2,6	10,0	13,4	2,6	5,5
Allemagne R.F.	A	8,8	25,8	7,0	14,3	16,6	
	B	8,5	1,4	9,7	7,6	2,2	3,3
Royaume-Uni	A	4,1	27,0	11,4	13,4	20,0	
	B	7,0	3,3	17,4	14,3	5,1	6,7
13 pays (moyenne)	A	10,4	22,8	8,6	19,4	14,8	
	B	9,1	3,0	11,9	13,7	3,3	5,7

Source: Some Factors in Economic Growth in Europe during the 1950, ONU 1964.

D'ici 1970, il est plausible d'estimer que le taux de croissance fléchira légèrement, jusqu'à 4,8%, ce qui ramène le taux pour la période 1960 à 1970 à 5 %. Une rupture dans l'évolution de la population active n'est guère probable par rapport à celle du passé. De même, pour l'accroissement de la productivité.

L'estimation du coefficient de capital est très délicate et dépend largement de la structure future de l'économie. On peut escompter une baisse par rapport au passé lorsque le gouvernement tentera de développer, dans une moindre mesure, le transport maritime, mais en revanche la faible augmentation de la main-d'œuvre ainsi que la réduction prévue de la durée du travail nécessiteront un effort encore plus poussé d'investissement de rationalisation. On ne peut donc guère estimer une réduction sensible du coefficient de capital marginal brut, et un chiffre de 6,5 semble raisonnable pour 1970. Sur la base des investissements

totaux pour 1970, on peut admettre que la part des biens d'équipement sera de l'ordre de 59 %, soit une légère augmentation par rapport au passé. Cette augmentation semble raisonnable, compte tenu de l'effort plus poussé dans le domaine des investissements de rationalisation.

Pour les prévisions des importations de biens d'équipement, il faut noter que, d'après la définition retenue dans la présente étude, les importations ne comprennent pas les bateaux. Pour la Norvège, les investissements pour le transport maritime représentent évidemment une importance non négligeable. La confrontation des importations de biens d'équipement avec les investissements en équipement n'a donc un sens que si l'on exclut des deux séries les bateaux. Cette correction pour les investissements en équipement se heurte à des difficultés statistiques, de sorte qu'elle n'a pu être faite que d'une façon très approximative. Pour la période 1953-1962, les importations ont accusé un rythme de croissance plus rapide que les investissements en équipement (à l'exclusion des bateaux). Entre 1953 et 1956, la part relative des importations a été en moyenne de 47 %, tandis qu'entre 1959 et 1962, cette part a été de 60 %, variant de telle façon d'une année à l'autre qu'il n'a pas été possible de constater une tendance très nette. Pour l'année 1970, on a admis que cette part relative sera également de l'ordre de 60 %. Le niveau d'importations des produits de l'étude sera donc de 439 millions de dollars en 1970.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns ø	période ou année	en % ou Mns ø
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	3,7	1960-70	5,0
par tête	1950-60	2,7	1960-70	3,0
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	28,6	1970	32,5
	1962	30,3		
part relative du bâtiment	1950	47,7	1970	41
	1962	41,3		
part relative de l'équipement	1950	52,3	1970	59
	1962	58,5		
Importations d'équipement				
en % des investissements				
en équipement	1962	30,9	1970	32
chiffres absolus	1960	280,0	1970	439
indice 1960 = 100				156

DANEMARK

L'économie danoise est caractérisée par un degré d'industrialisation relativement bas. Comme pour les autres pays ayant des dimensions comparables, le commerce extérieur constitue un élément primordial de son économie. Étant donné les ressources naturelles faibles, les matières premières représentent à peu près deux tiers des importations totales, les besoins d'énergie sont couverts pour plus de 90 % par l'étranger. La structure des exportations est défavorable: les produits agricoles constituent entre 40 et 50 % des exportations totales. Le problème du Danemark pour les années à venir consiste à améliorer sensiblement la structure économique, c'est-à-dire à réduire l'importance de l'agriculture au profit des industries manufacturières.

Pour l'ensemble de la période 1950-1962, le taux d'accroissement du produit national brut a été de 3,5 % en volume. Toutefois, à l'intérieur de cette période, on peut distinguer des périodes ayant des taux de croissance assez différents. Au cours des années 1950-1957, la croissance a été relativement modeste: 2,5 % par an.

Cette croissance peu rapide peut être imputée à une faiblesse de la demande: le chômage a été élevé et la capacité de production n'a pas été pleinement utilisée. Des préoccupations de balance des paiements ont constitué le principal obstacle à l'expansion; deux facteurs en sont principalement responsables: d'une part, les termes d'échange ont évolué de façon défavorable et, d'autre part, les exportations des produits agricoles n'ont que faiblement augmenté. Cependant, depuis 1958, un renversement net s'est dessiné: le taux de croissance du produit national brut en termes réels a été de 5 à 6 % entre 1958 et 1960 et celui de la production industrielle de 10 % par an.

L'effort de l'industrialisation est allé de pair avec une forte augmentation de la formation brute de capital fixe dans ce secteur. Depuis 1961 cependant, on peut signaler une hausse sensible des prix et une nouvelle détérioration de la balance des paiements, due à une augmentation importante des revenus nominaux. Par conséquent, un vaste programme de stabilisation a été mis en application en 1963. Toutefois, entre 1960 et 1964, le taux de croissance du produit national a été, en moyenne, de 5,4 % par an.

L'expansion démographique a été faible: le taux d'accroissement de la population totale a été de 0,8 % par an. On peut s'attendre à un taux de croissance sensiblement analogue pour les années 1962-1970. Cependant, les mouvements de la population active ont été beaucoup plus importants étant donné le chômage élevé. Comme on l'a déjà signalé ci-dessus, le taux de chômage a beaucoup diminué vers la fin de la période de référence, passant de 7 % en 1956-1957 à 2 % en 1963. En outre,

il faut tenir compte d'un départ accéléré de la population active de l'agriculture vers d'autres secteurs dans les prochaines années.

L'évolution des investissements montre une rupture très nette au cours de la période 1950-1962. Pour les années 1950 à 1957, le taux d'investissement a été relativement faible: 16%. Face à un taux d'expansion du produit national brut de 2,5%, le coefficient de capital marginal brut a été de 6,4. L'accélération de la croissance à partir de 1957 a entraîné une augmentation appréciable du taux d'investissement: de 16,6 % en 1957 à 22,2 % en 1962. Le coefficient de capital marginal brut a pourtant baissé à 4, le taux d'expansion du produit national brut étant de 5,2% par an dans la période 1957-1962. Cette baisse s'explique en particulier par l'accroissement des investissements dans l'industrie manufacturière, secteur où le coefficient est en dessous de la moyenne (1955-1962: industrie 2, agriculture 5,3 et autres secteurs 4,7). De même, la part de l'équipement et outillage a augmenté dans le total des investissements au détriment de celle de la construction.

Le taux de croissance à retenir pour 1960 à 1970 se fonde surtout sur l'évolution à partir de 1957. Toutefois, la période 1950-1957 montre clairement la faiblesse de l'économie danoise, plus spécialement le danger d'un déséquilibre de paiements. Le processus d'industrialisation permettra de rattraper le retard des différentes branches de l'industrie. Cependant, la lutte contre les tendances inflationnistes aura une importance primordiale dans le futur. Dans ces conditions, le taux de croissance du produit national brut en volume réalisé entre 1957 et 1964, plus de 5 %, ne peut pas être considéré comme un taux moyen entre 1962 et 1970; l'hypothèse plus probable adoptée dans cette étude est de 4,6 % par an. Étant donné la modification sensible dans le coefficient de capital marginal brut depuis 1957 par rapport aux années précédentes, on peut estimer un coefficient plus bas que celui réalisé dans l'ensemble de la période de référence. Toutefois, par rapport aux années 1957-1962, une certaine augmentation semble probable si l'on tient compte des amortissements accrus et des effets des investissements de rationalisation. C'est pourquoi le coefficient de capital marginal brut retenu est un peu supérieur à 4,5 ce qui conduit à un taux d'investissement de l'ordre de 20,7 %.

La part de l'équipement et outillage accuse une très nette tendance à la hausse dans le total des investissements; on peut admettre une poursuite de cette tendance jusqu'à 1970: la part relative atteindra 57,5 %.

L'augmentation des importations a été très forte: entre 1953 et 1962, on a observé un accroissement de 258 % en volume. L'évolution reflète l'influence de l'accélération de la croissance à partir de 1957. En effet, la part des investissements en équipement couverte par l'im-

portation a beaucoup augmenté, surtout à partir de 1957. Auparavant, les importations avaient été freinées par la politique de restriction; cependant, l'expansion des investissements après 1957 a entraîné une expansion plus que proportionnelle des importations, non seulement par rapport aux besoins d'équipement, mais également en liaison avec la production intérieure de biens d'équipement.

Production et importation de biens d'équipement au Danemark en %

(à prix courants)

	Production	Importations	Total
1957	58	42	100
1958	56	44	100
1959	53	47	100
1960	50	50	100

Jusqu'à 1962, cette tendance s'est poursuivie: l'industrialisation nécessite donc un appel plus que proportionnel à des produits importés. L'élasticité entre les besoins en biens d'équipement et les importations de ces biens pour la période 1957-1962 a été de 1,32. Dans l'extrapolation de cette élasticité, il faut pourtant prendre en considération des effets de substitution qui pourront se produire au fur et à mesure que l'industrie manufacturière se développera. Jusqu'à présent, l'effort d'industrialisation porte surtout sur l'industrie et la transformation des produits agricoles et la métallurgie. Par contre, l'industrie mécanique et électrique a connu une expansion assez modérée. Étant donné la courte période de prévision et le fait que le développement de la production intérieure des biens d'équipement demandera un certain temps, on peut admettre que l'influence de la substitution sera encore limitée en 1970. On a donc admis à peu près l'élasticité de 1,3 pour les prévisions des importations pour 1970. Les importations des produits de l'étude en 1970 sont estimées à 508 millions de dollars.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	3,3	1960-70	4,6
par tête	1950-60	2,6	1960-70	3,1
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	15,6	1970	21
	1962	22,4		
part relative du bâtiment	1950	52	1970	42,5
	1962	43		
part relative de l'équipement	1950	48	1970	57,5
	1962	57		
Importations d'équipement				
en % des investissements				
en équipement	1953	26,6	1970	48
	1962	43,6		
chiffres absolus	1960	240	1970	508
indice 1960 = 100				160

SUISSE

Au cours de la période 1950 à 1962, l'économie suisse a vu augmenter son produit national d'un taux moyen annuel de 4,7 %. Ce taux de croissance relativement élevé du produit national brut réel est dû notamment à l'essor considérable des investissements et de la demande intérieure. Le taux d'investissement, exprimé en pourcentage de l'investissement d'équipement brut réel par rapport au produit national brut réel, est passé de 15,3 % en 1950 à 27 % en 1963. Comparé à ceux des autres pays industriels, ce taux d'investissement doit être considéré comme élevé. Jusqu'en 1962, la composition du capital investi brut ne s'était guère modifiée: deux tiers portaient sur les constructions, un tiers sur l'équipement. Au cours des années 1962 et 1963, les investissements d'équipement ont pu sensiblement augmenter leur part, la portant à 37 %, moyenne des deux années.

Cette vive activité d'investissement s'est naturellement répercutée sur la croissance de la productivité. De 1950 à 1960, le produit national brut réel par tête d'habitant actif a augmenté de 2,8 % par an en moyenne. Simultanément, la population active s'est accrue en moyenne de 1,6 %

par an, grâce à l'accroissement constant de la main-d'œuvre étrangère employée.

Si l'on se réfère à la population active, l'industrie représente le secteur économique le plus important, suivi de celui des services ainsi que de l'agriculture et de l'économie forestière (cf. tableau). Le commerce, les banques, les assurances, la production énergétique et l'industrie constituent des secteurs en expansion. En 1950, à peine un quart de la main-d'œuvre industrielle globale était employé dans l'industrie des biens d'investissement, alors qu'en 1960, ce taux atteignait déjà presque 29 %. L'industrie des biens d'investissement la plus importante, eu égard à la main-d'œuvre employée, est celle de la construction mécanique qui occupe près d'un tiers des travailleurs. Elle est suivie par la mécanique de précision, l'optique et l'industrie horlogère qui occupent près d'un quart de la main-d'œuvre totale. Les secteurs de croissance sont ici essentiellement ceux de la construction mécanique et de la fabrication d'articles métalliques.

Pourcentage de la main-d'œuvre employée dans différents secteurs économiques

Secteur économique	1950	1960
Agriculture et économie forestière	16,5	11,2
Industrie	36,5	39,8
dont		
constructions mécaniques	(2,7)	(3,6)
mécanique de précision et industrie horlogère	(2,3)	(2,7)
industrie électrotechnique	(1,2)	(1,6)
fabrication d'articles métalliques	(1,4)	(2,0)
Industrie du bâtiment	9,1	9,5
Commerce, banques, assurances, énergie	12,0	19,1
Transport, services publics, autres services	25,9	20,4

Dans le secteur des biens d'investissement, la répartition internationale du travail a continué à se développer. Cette tendance s'exprime par les parts du groupe 7 SITC (machines et véhicules) dans les importations et les exportations suisses. La part des importations de marchandises appartenant à la position 7 a plus que doublé de 1951 à 1961, passant de 11 % à près de 24 %. Dans le secteur des exportations également, les biens d'investissement ont pu considérablement progresser, passant de 26 % en 1950 à plus de 31 % en 1961. Ils occupaient ainsi en 1961 la première place parmi les différentes catégories de marchandises. Une comparaison des importations et des exportations des produits du groupe 7 révèle, dès 1961, un solde négatif dans les échanges extérieurs:

Echanges extérieurs des produits du groupe 7 SITC

	(en millions de francs suisses)			
	1951	1955	1958	1961
Importations	655	1.016	1.324	2.756
Exportations	1.199	1.530	1.985	2.733

Au cours de la période de haute conjoncture de ces dernières années, l'économie suisse a connu des tensions qui se sont traduites par le suremploi et une hausse progressive des prix. Au cours de la période de 1950 à 1963, l'élévation annuelle moyenne du niveau global des prix a été de 2,6 % environ. Au cours des dernières années, la montée des prix s'est accélérée. Sous l'influence de cette évolution, les autorités compétentes ont élaboré un programme destiné à stabiliser les prix et à freiner la conjoncture, programme prévoyant essentiellement les mesures suivantes: arrêt de l'afflux de capital étranger, maintien de l'effectif actuel de la main-d'œuvre étrangère, contrôle de la construction et recours à des restrictions du crédit. Dans l'intervalle, quelques-unes de ces mesures ont été assouplies, voire complètement supprimées. Comme par le passé toutefois, il existe une tendance à limiter l'emploi de la main-d'œuvre étrangère et à maintenir certaines restrictions en matière de crédit. Aussi, ces tendances doivent-elles être prises en considération si l'on veut apprécier les perspectives de croissance.

La mesure qui consiste à empêcher, à l'avenir, tout nouvel accroissement du nombre des travailleurs étrangers, aura pour effet de ne plus guère permettre une nouvelle augmentation de la main-d'œuvre totale au cours des prochaines années; l'accroissement de la main-d'œuvre indigène est estimé à environ 0,6 % par an. C'est pourquoi la croissance économique future sera largement conditionnée, toutes choses étant égales par ailleurs, par le développement de la productivité.

Dans les années passées, les investissements avaient pour objectif essentiel l'accroissement des capacités, la rationalisation ayant été, dans une large mesure, reléguée à l'arrière-plan. Depuis lors, cette extension de la capacité a été terminée pour l'essentiel et elle est, par ailleurs, rendue extrêmement difficile du fait de l'aggravation prévisible de la pénurie de la main-d'œuvre. C'est pourquoi le potentiel de rationalisation, accumulé au cours de ces dernières années, sera vraisemblablement utilisé davantage à l'avenir en vue d'améliorer la position concurrentielle de la Suisse sur les marchés internationaux et, d'autre part, de pallier la pénurie de main-d'œuvre. Une nouvelle augmentation du taux déjà élevé des investissements semble être exclue, compte tenu des mesures amorcées pour modérer la conjoncture et de l'abandon des investissements consacrés à l'expansion en faveur des investissements destinés à la rationalisation. Si l'on escompte pour l'avenir un fléchissement des phénomènes de surchauffe actuels, il y a plutôt lieu de s'at-

tendre à une régression du taux des investissements qui correspondrait à une normalisation de la situation. Aussi, le taux des investissements pour l'année 1970 peut-il être évalué à 23 % environ. Il correspondrait, dans l'ensemble, à la situation de 1960. Il est probable que la répartition des investissements entre la construction et l'équipement sera sensiblement la même que par le passé, c'est dire qu'on peut estimer, pour 1970, à 65 % la part des bâtiments et à 35 % celle des équipements. Compte tenu du développement sus-indiqué des investissements, on peut estimer à près de 3 % par an l'accroissement de la productivité d'ici à 1970. Les prévisions relatives à l'accroissement annuel de la main-d'œuvre se situant à 0,6 % environ, le produit national brut réel augmentera vraisemblablement d'environ 3,5 % par an en moyenne d'ici à 1970.

Sur la base d'un taux d'investissement en légère régression et si l'on compte que les investissements d'équipement représenteront 35 % des investissements globaux, on obtient pour la période de 1962 à 1970 un accroissement de 7,4 % des investissements d'équipement réels. Conformément à la tendance accusée jusqu'ici, les importations de biens d'investissement devraient augmenter selon un rythme un peu plus rapide. Compte tenu de son évolution dans le passé, le taux de croissance des importations de biens d'investissement réalisées par le groupe 7 SITC devrait se situer à près de 9 %.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance global	1950-63	4,7	1961-70	3,5
par tête	1950-63	3,1		
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	15,3	1970	23,0
	1963	27,0	1970	23,0
part relative du bâtiment	1950	68,1	1970	65,0
	1963	63,7	1970	65,0
part relative de l'équipement	1950	31,9	1970	35,0
et autres	1963	36,3	1970	35,0
Importations d'équipement				
en % des investissements	1951	50,0	1970	58,1
en équipement	1962	57,7	1970	58,1
chiffres absolus (base des prix de 1960)	1951	142,3*	1970	554
	1962	508,7	1970	554
Taux de croissance	1951-62	12,3	1962-70	1,1
Estimation correspondant à la délimitation établie par la Haute Autorité				

AUTRICHE

Depuis la période d'après-guerre, l'économie autrichienne a été placée sous le signe d'une expansion vigoureuse. Entre 1950 et 1962, le produit national brut réel a accusé un taux de croissance de 5,4 %. Cette expansion s'est accompagnée d'une hausse sensible des prix. Entre 1950 et 1962, le niveau général des prix a presque doublé. L'accroissement du produit national était presque exclusivement le fait d'un accroissement de la productivité, le chiffre de la population active n'ayant guère évolué entre 1950 et 1962, passant d'un peu plus de 3,2 millions à 3,3 millions à peine.

Cet accroissement de la productivité a été principalement influencé par une progression rapide des investissements fixes bruts. Le taux des investissements a passé de 18 % à près de 23 % pendant la période 1950-1962. Il est vrai que le rythme de croissance de l'économie s'est ralenti au cours des dernières années. Le taux d'investissement semble s'être stabilisé en conséquence au dernier pourcentage indiqué. La composition des investissements fixes bruts est restée constante dans une large mesure. Au cours de la période de référence, la part des investissements immobiliers dans les investissements globaux était de 46 % environ.

Parmi les autres causes de l'accroissement sensible de la productivité, il convient de citer les modifications structurelles intervenues quant aux sources du produit national brut. L'industrie, qui est d'ailleurs le secteur économique de loin le plus important, a augmenté sa part dans le produit national brut réel, passant de presque 27 % en 1950 à plus de 32 % en 1962. Au contraire, l'agriculture n'a plus participé, en 1962, qu'à raison de 11 % à la création de richesse dans l'économie générale

Pourcentage par rapport à la valeur nette de la production industrielle

Groupes d'industrie	1950	1955	1962
Industrie minière	6	8	8
Pierres et terres, verre	6	5	5
Sidérurgie	3	5	7
Transformation des métaux	26	31	30
Industrie du bois	8	7	6
Industrie du papier	6	6	5
Industrie chimique	9	9	11
Cuirs, textiles, vêtements	17	14	14
Industrie des produits alimentaires et denrées de demi-luxe	19	15	14
Industrie, total	100	100	100

(contre près de 16 % en 1950). Dans le cadre de l'industrie également, les différences existant entre les rythmes de croissance des différents groupes d'industrie ont conduit à de notables changements de structure. La part revenant à l'industrie des produits alimentaires et des denrées de demi-luxe témoigne d'une tendance nettement décroissante. Au cours des années passées, la transformation des métaux a accusé un léger recul. L'industrie chimique doit être considérée comme une industrie en expansion caractérisée. De même, la production d'acier a pu augmenter sa quote-part (voir tableau).

Parallèlement à l'expansion vigoureuse de l'économie autrichienne, les besoins en biens d'équipement importés se sont également accrus. Les importations ont augmenté plus vite que les investissements en biens d'équipement. Entre 1951 et 1962, l'accroissement nominal moyen annuel des importations a été de 17,8 % au cours de la même période. Il en résulte un taux d'élasticité de plus de 1,7. Ainsi, la part des importations dans les investissements a également augmenté d'une manière sensible, passant de 24 % en 1950 à 42 % en 1962.

Après que les besoins accumulés eurent été satisfaits, la croissance économique s'est ralentie. Il n'est guère probable, toutefois, que les phénomènes caractérisés de stagnation, tels qu'ils ont été décelés en 1962, deviennent la règle. D'ici 1970, l'économie autrichienne connaîtra vraisemblablement un taux de croissance annuel de 4,25 % en moyenne. L'importance du taux de croissance évalué peut s'expliquer par le fait qu'en Autriche le taux d'investissement se maintiendra, dans l'avenir, à un niveau élevé. On peut même estimer que les besoins d'investissement, par rapport au produit national, suscités par l'accélération du progrès technique ainsi que par les nécessités de la rationalisation, connaîtront, à l'avenir, un léger accroissement. Le taux d'investissement pourrait ainsi marquer une légère tendance à augmenter. Afin de tenir compte de cette évolution, le taux d'investissement a été fixé à la valeur constante de 22,8 % pour la période d'ici à 1970, cette valeur étant supérieure à la moyenne de la marge de variation constatée dans le passé (22,35 %). Les investissements immobiliers, notamment, connaîtront une forte augmentation. Ce mouvement s'explique par une certaine demande destinée à satisfaire les besoins accumulés en matière d'investissements d'infrastructure, mais également par une activité renforcée dans le domaine de la construction industrielle et de la construction de logements. C'est pourquoi les investissements immobiliers s'accroîtront vraisemblablement un peu plus rapidement que l'ensemble des investissements fixes bruts, pour atteindre une part égale à environ 49 % des investissements globaux.

L'évolution structurelle future dans le cadre des investissements d'équipement est caractérisée par la poursuite de l'automatisation et de

la rationalisation dans le secteur de la production, consécutives au progrès technique ainsi qu'au renforcement de la pression concurrentielle à la suite de la formation de blocs économiques (CEE, AELE). D'autre part, la transformation des structures prévue à l'intérieur de l'industrie autrichienne est appelée à encourager l'accroissement des investissements en outillage et en matériel électrotechnique. Alors que les industries de base que sont les mines et la sidérurgie ne maintiendront guère leur part dans la valeur nette de la production industrielle, on enregistre une poussée de plus en plus forte des industries en expansion caractérisée, telles que l'industrie chimique et certaines branches de la transformation des métaux. Ces industries nécessitent, par ailleurs, un degré d'investissement élevé. C'est pourquoi on peut supposer que la part des investissements en machines et en matériel électrotechnique dans l'ensemble des investissements d'équipement continuera de croître jusqu'en 1970. Au contraire, les véhicules utilitaires ainsi que les voitures automobiles à usage professionnel ne connaîtront vraisemblablement pas le même rythme d'expansion, les facteurs de stimulation ne pouvant naturellement pas exercer leur action dans la même mesure que dans le cas des biens d'équipement mécaniques et électrotechniques. De même que l'agriculture d'Allemagne occidentale, l'agriculture autrichienne témoigne d'une activité d'investissement dont l'importance n'avait pas été prévue. En supposant que la contribution de l'agriculture autrichienne à la création des richesses constitutives du produit national brut connaîtra, à l'avenir, un accroissement annuel de 2 %, c'est-à-dire inférieur à la moyenne et que, d'autre part, l'activité d'investissement se poursuivra selon un rythme sensiblement égal, on obtient une légère diminution de la catégorie d'investissement tracteurs et machines agricoles dans les investissements globaux.

Les trois groupes accusaient des différences quant à leurs parts respectives dans les importations. Au cours des dernières années, près de 47 % des biens d'équipement mécaniques et électrotechniques ont été importés. En se référant à l'évolution passée qui montre une tendance légèrement croissante de la part des importations de machines dans l'ensemble des investissements de machines, on peut estimer que les premières atteindront vraisemblablement près de 53 % d'ici à 1970. Si l'on confronte les importations de véhicules utilitaires aux investissements correspondants, on constate une augmentation continue de la part des premières. Alors qu'en 1954 plus d'un tiers des investissements globaux en véhicules utilitaires provenaient encore de l'étranger, ceux-ci ont atteint les trois quarts dès 1962. D'ici 1970, ce pourcentage s'accroîtra légèrement et atteindra 80 %. Comparée aux années passées, la part des importations de machines agricoles et de tracteurs n'augmentera que d'une manière insignifiante (cf. tableau).

Part des importations dans l'ensemble des investissements de certains biens d'équipement (en %)

Biens d'équipement	1954/55	1961/62	1970 (1)
Machines non électriques et électriques	40	47	53
Véhicules utilitaires	37	74	80
Tracteurs et machines agricoles	21	31	32
(1) Estimation			

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-62	5,4	1962-70	4,4
par tête	1950-62	5,0		
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	18,1	1970	22,8
	1962	22,9		
part relative du bâtiment	1954	46,9	1970	49,0
	1962	46,1		
part relative de l'équipement et autres	1954	53,1	1970	51,0
	1962	53,9	1970	51,0
Importations de biens d'équipement				
en % des investissements en équipement	1954	43,0	-	53,0
	1962	48,0	-	53,0
chiffres absolus (sur la base des prix de 1960)	1954	146*	1970	446,0
	1962	295,9	1970	446,0
Taux de croissance	1954-62	9,3*	1962-70	5,3
* Estimation correspondant à la délimitation établie par la Haute Autorité.				

PORTUGAL

L'économie portugaise est encore en grande partie agricole. Les agriculteurs représentent plus de 40 % de la population totale. La productivité est très basse dans tous les secteurs et le revenu par tête était, en 1962, seulement de 296 dollars de 1960.

La population totale est presque stationnaire. L'émigration étant importante entre 1950 et 1960, la main-d'œuvre a augmenté seulement

de 107.000 personnes. Le chômage enregistré n'est pas très important (2,4 % en 1960) mais la faible productivité moyenne indique l'existence d'un important chômage latent.

Les prévisions de l'évolution démographique du pays sont fortement influencées par l'émigration. Cependant, la population totale et active n'augmentera que faiblement entre 1960 et 1970 (7 %).

Le produit intérieur brut a augmenté en 1954 et 1962 à un taux de 4,8 % par an. Ce développement, étant donné l'état de sous-développement du pays, est faible et dépend du fait que l'importance de l'industrie a très peu augmenté (de 35,4 % à 37,7). Le développement industriel est entravé par la faiblesse de la demande intermédiaire au bas pouvoir d'achat et par la limitation du crédit. On remarque que la consommation privée a augmenté plus lentement que le produit national brut, tandis que la part de la consommation publique a fortement augmenté : en 1962 vers 15 %. Les investissements fixes ont augmenté presque au même rythme que la consommation publique (8 %) et ils représentaient 17,2 % du produit national brut en 1962. Les investissements en biens d'équipement ont augmenté beaucoup plus rapidement que les autres (12,0 % par an) mais, étant donné que ces biens sont en grande partie importés, la situation déficitaire de la balance des paiements a souvent freiné l'expansion.

Pour la période de prévision, on dispose du plan intermédiaire des investissements (1965-1967), qui est la poursuite du 2ème plan de valorisation (1959-1964). L'objectif de ces plans est d'améliorer notablement le niveau de vie de la population et de réduire le déficit de la balance des paiements. Le plan 1965-1967 prévoit un taux de croissance du produit national brut de 6,5 % et des transformations dans la structure de la production très importantes : le taux de développement prévu pour l'industrie est de 10,4. Pour réaliser cet accroissement et cette transformation structurelle, on estime nécessaire un accroissement des investissements fixes de 8,5 % par an. Cependant, il semble que la prévision soit trop optimiste et que les besoins d'investissement soient sous-estimés. Pour la période 1954-1962, le coefficient de capital marginal brut a été environ de 3,7 tandis que pour la période du plan, on prévoit un coefficient de 3,1. Étant donné les modifications structurelles prévues et les besoins d'investissement de modernisation nécessaires pour augmenter la productivité dans l'industrie, cette réduction du coefficient de capital est très improbable.

En outre, au cours de la période 1962-1965, les dépenses d'investissements se sont concentrées sur les travaux publics, ce qui a réduit les investissements en outillage. Cette évolution a beaucoup retardé l'industrialisation de l'économie et il sera difficile, bien que les travaux publics soient largement achevés, de rattraper au cours de la période

1966-1970 le retard accumulé dans les années précédentes. En plus, il faut s'attendre à une certaine augmentation de la part de la consommation privée dans le produit national.

En septembre 1965, le gouvernement portugais a établi, pour l'O.C.D.E. des nouvelles prévisions sur le développement économique pour la période 1960-1970. On peut retenir le taux de 6,1 % pour le produit national brut et de 7,4 % environ pour les investissements bruts retenus dans ce rapport. Par rapport aux réalisations de 1954-1962, le taux concernant le produit national brut est plus élevé et celui des investissements plus bas; cela résulte non seulement de l'effort de rationalisation, mais aussi du développement que devrait connaître le secteur tertiaire.

La part des investissements se situera à 45 % contre 47,7 en 1960 et 32,7 en 1964.

Ces prévisions impliquent des investissements fixes en 1970 de 893 millions de dollars (à prix 1960), dont 402 millions en investissements en machines et outillage.

Le rapport entre importations de biens d'équipement et production nationale de ces biens devrait probablement ne pas se modifier par rapport au passé jusqu'à 1970, parce que l'augmentation de la production nationale ne pourra pas se substituer à l'apport de l'extérieur. De 96 millions de dollars en 1962 (à l'exclusion des navires et avions), les importations devraient atteindre 191 millions en 1970. Le rapport entre les importations de biens d'équipement et les investissements en machines

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1954-62	4,95	1960-70	6,1
par tête	1954-62	4,32	1960-70	5,2
Investissements totaux (prix de 1958)	1960	436	1970	893
en % du PNB	1960	18,0	-	-
part relative du bâtiment	1962	56,5	-	-
part relative de l'équipement et autres	1962	43,5	1970	45,0
Importations d'équipement				
(chiffres absolus)	1962	96	1970	191
en % des investissements	1962	47,7	1970	47,5
taux de croissance	-	-	1962-70	9,0

et outillage, qui a été de 47,7 en 1962, ne montrera pas de changement en 1970 avec 47,5 %. La structure des importations devrait néanmoins varier sensiblement, à la suite d'une spécialisation de la production nationale qui sera concentrée sur certains produits.

ESPAGNE

L'économie espagnole se place, par ses caractéristiques, entre celle des pays sous-développés et celle des pays industriels. Ce caractère résulte clairement du niveau de revenu par tête (284 dollars en 1961) et de la répartition de la formation des ressources (agriculture 26 %, industrie 33 %, autres activités 41 %).

La population était, en 1962, d'environ 31 millions d'habitants et son taux d'accroissement entre 1950 et 1962 a été assez élevé (8,5 % par an). La population active représente les 38 % de la population et la participation des femmes, bien qu'en augmentation, est encore faible. Le niveau du chômage enregistré est très bas et en diminution (1,1 % en 1960 contre 1,7 % en 1950). La structure de l'emploi par secteur s'est modifiée au cours de la période: les personnes occupées dans l'agriculture sont passées de 49,8 % à 41,9 du total entre 1950 et 1960, tandis que l'emploi dans l'industrie a rapidement augmenté (de 24,5 % à 30,9 %).

Pour 1970, on prévoit une population totale de 33 millions et une population occupée de 12,2 millions, soit une augmentation de 880.000 par rapport à 1960.

Le produit national brut qui s'était développé avec un taux de 3,5 % entre 1955 et 1960 a accéléré sa croissance dans les années plus récentes, surtout à cause d'un développement plus rapide de l'industrie qui détermine un changement dans la structure économique. Sur la base de ces efforts d'industrialisation — ce qui se reflète également dans le plan national de développement économique 1964-1967 — on peut prévoir que le produit national brut en 1970 serait de 18 millions de dollars de 1960, ce qui correspond à un taux d'accroissement de 6,3 % par an à partir de 1960.

Le taux d'investissement, qui était d'environ 18 % entre 1955 et 1960, est passé dans la période suivante à 22 %; les indications du Plan montrent que, tout en gardant la presque stabilité des prix internes et l'équilibre de la balance des paiements, ce taux pourra atteindre, dans la période de prévision et jusqu'en 1970, les 24 %. Malgré cette augmentation du taux d'investissement, le développement prévu exige une réduction du coefficient marginal de capital global de 5,1 du passé à 3,9 pour le futur. Cette réduction peut être réalisée seulement si la structure de l'investissement change. Dans la période 1955-1960, les investissements en construction ont constitué plus de la moitié des investissements totaux, mais le Plan indique une certaine réduction de l'import-

tance relative de ces investissements et vise à une augmentation de la productivité globale par une augmentation de l'importance relative des investissements en biens d'équipement. Dans ces conditions, on peut prévoir que ces investissements augmenteront jusqu'en 1970 avec le taux annuel de 9,1 % pour atteindre le niveau de 2,07 millions de dollars de 1960, qui représentent 45 % des investissements totaux contre 40 % en 1962.

La production et les importations des biens d'équipement se sont rapidement développées au cours des dernières années (plus que doublées en 3 ans), mais la structure des importations a beaucoup changé et elle s'est concentrée sur des produits particuliers.

Entre 1955 et 1962, l'importation de machines non électriques a augmenté de sept fois; celle de récipients, chaudières, moteurs non électriques, tracteurs et machines agricoles a augmenté de trois fois.

L'importation de véhicules automobiles a été freinée par l'introduction de droits de douane très élevés.

On prévoit une production intérieure de biens d'équipement (à l'exclusion des bateaux) en 1970 de 1180 millions de dollars contre 468 millions en 1962 (taux de croissance: 11,0 % par an) et une importation de 630 millions de dollars contre 363 millions de dollars en 1962 (taux de croissance: 7,0 % par an).

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance global par tête	1955-60	3,5	1960-70	6,3
Investissements totaux	1955(prix courants)	17,9	1970	24,4
en % du PNB	1962(prix 1960)	22,0		
part relative du bâtiment et autres	1955	-	1970	58,0
part relative de l'équipement	1962	65,7	1970	42,0
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement				
chiffres absolus	1960	300	1970	615
indice 1960 = 100				205,0

YUGOSLAVIE

La structure économique de la Yougoslavie a rapidement évolué; depuis l'après-guerre, de grands progrès ont été réalisés au point de vue économique et social. En 1945, 75 % des Yougoslaves vivaient dans les campagnes en se consacrant à l'agriculture; ce pourcentage a sensiblement diminué depuis, en faveur de l'industrie. Une activité industrielle très développée et qui alimente des exportations considérables, est celle liée à l'exploitation des forêts (bois scié, production de cellulose, papier et meubles). Les abondantes ressources minières (charbon et métaux) et le niveau déjà atteint par la sidérurgie (plus d'un million de tonnes de fonte et un million et demi de tonnes d'acier) et par la production des métaux non ferreux garantissant la possibilité d'une bonne expansion de la métallurgie.

Les ressources potentielles d'énergie électrique d'origine hydraulique sont très importantes; leur exploitation s'est beaucoup développée dans les dernières années et la production d'électricité totale a atteint en 1961 le niveau de 9,9 milliards de kWh. Le développement de la production hydro-électrique pourra stimuler la production d'aluminium, étant donné qu'actuellement la bauxite produite est, presque dans sa totalité, exportée.

La croissance de la population qui avait été entre 1950 et 1956 de 1,4 % a marqué, depuis 1956, un certain ralentissement dû, en grande partie, au développement exceptionnel et transitoire du mouvement de migration.

L'évolution future de la population sera de 1,2 % au cours de la période 1961-1970.

La population active s'élevait en 1953 à 46 % de la population globale et cette proportion a légèrement diminué par la suite (1961: 45 %). La structure de l'emploi s'était considérablement améliorée: l'emploi dans l'agriculture a diminué tandis que dans l'industrie et les services, la part a augmenté. Le progrès a été très important dans l'industrie manufacturière.

Pour le futur, on prévoit une croissance de la population active beaucoup plus lente que celle de la population totale, comme dans le passé; on estime qu'en 1970 la population active représentera les 43,4 % de la population totale. Le plan de développement prévoit que l'industrie absorbera 80.000 nouveaux travailleurs par an, ce qui implique une nouvelle augmentation de la main-d'œuvre de l'industrie.

Le produit matériel brut a augmenté entre 1954 et 1962 au taux moyen de 7,8 % par an; la part de l'agriculture est passée de 33 % en 1954 à 25 % en 1961. Pendant la même période, l'industrie passait de 46 % à

51 % et les services de 22 % à 24 %. La production mécanique s'est développée au même rythme que la production industrielle, c'est-à-dire environ 10 % par an. Cependant, le recours aux importations a fortement augmenté : le taux moyen a été de 17 % et cet accroissement a été beaucoup plus rapide que celui de la production intérieure de ces produits.

Les investissements totaux ont augmenté à un taux moyen annuel de 11,7 % (qui est beaucoup plus élevé que celui du produit matériel), les investissements en machines et équipement ont augmenté encore plus, de sorte que leur part relative est montée de 46 % en 1955 à 50 % en 1961.

Pour la prévision jusqu'en 1970, on peut noter que le plan quinquennal 1961-1965 prévoyait une croissance du produit matériel brut de 11 %, qui avait été révisé en 1962 et ensuite définitivement abandonné et remplacé par un plan entièrement nouveau pour la période septennale 1964-1970, duquel seules les lignes générales sont connues. Le plan 1961-1965 a été abandonné parce que, d'une part, la pression inflationniste a obligé le gouvernement, en 1962, à recourir à des mesures de stabilisation et, d'autre part, en raison des retards considérables dans certains secteurs-clés (sidérurgie et métallurgie, ciment, chimie, électricité, transports) ne permettant guère un développement équilibré.

Le plan septennal 1964-1970, conçu avec la conviction de la nécessité d'éviter un développement déséquilibré et des crises cycliques, est essentiellement un plan d'industrialisation. Le taux de croissance du produit national est de 7 % à 9 % et le taux d'investissement est fixé à un maximum de 28 %. Les investissements visent à accroître la productivité dans l'agriculture, mais surtout à l'élimination des goulots d'étranglement dus au retard du développement des secteurs-clés mentionnés ci-dessus.

La répartition des investissements entre bâtiment (y compris les logements) et machines n'est pas indiquée dans les lignes générales du plan, mais on peut estimer que la répartition moitié-moitié, atteinte en 1961, ne serait pas dépassée; les investissements en machines et biens d'équipement (navires exclus) se situeront en 1970 à 2,1 milliards de dollars de 1960; on estime que le développement de la production intérieure devrait assurer la couverture de ces besoins au montant de 1,4 milliard et que les besoins qui restent, à savoir 0,7 milliard, seront couverts par des importations. Le taux de croissance prévu entre 1960 et 1970 est ainsi de 8,7 % pour la production de biens d'équipement et de 9,6 % pour les importations, mais, étant donné que le taux de croissance prévu pour les exportations de ces biens est de 14,4 % celui des besoins intérieurs est de 8,5 %.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1954-61	7,8	1960-70	8,6
par tête				
Investissements totaux	1954	28,4		
en % du PNB	1961	34,7		27,9
part relative du bâtiment	1954	53,5	1970	50,0
	1961	49,7		
part relative d'équipement et autres	1954	46,5		
	1961	50,3	1970	50,0
Importations d'équipement				
en % des investissements	1955	7,3		
	1960	8,6		
chiffres absolus	1960	268	1970	660
taux de croissance	1955-60	19,5	1962-70	9,0

GRÈCE

L'économie grecque est largement basée sur l'agriculture, bien que la production agricole ne parvienne pas à couvrir les besoins intérieurs. En 1961, année de recensement, le produit intérieur brut, aux prix de marché et à prix courants, s'est élevé à 3,7 milliards de dollars par rapport à une population de 8,4 millions d'habitants, donc un revenu par tête de 442 dollars.

L'accroissement de la population entre 1950 et 1962 a été fortement influencé par l'émigration nette; si le départ de main-d'œuvre devait être de l'ordre de 80 à 100.000 unités par an, la population deviendrait stationnaire.

Les travailleurs affectés à l'agriculture étaient, en 1961, 2 millions (53 % de la population active) et leur importance relative a augmenté par rapport à 1951. L'agriculture est entièrement exploitée par des entreprises familiales et la productivité est très basse. L'industrie n'absorbe que 18 % de la population active (14 % dans l'industrie manufacturière) et cette part a augmenté. L'industrie manufacturière est constituée, en grande majorité, par des petites et moyennes entreprises qui produisent des biens de consommation; l'industrie mécanique n'a guère d'importance et se limite actuellement à la fabrication de machines agricoles etc. L'installation d'une usine sidérurgique et d'une grosse installation

pour la production de l'aluminium est en voie de construction ⁽¹⁾ et liée à la toute récente mise en valeur des ressources hydrauliques du pays.

La Grèce a été caractérisée par un déficit de la balance des paiements, courants. Le volume de ce déficit a triplé entre 1955 et 1961, passant de 115 à 334 millions de dollars de 1960. Il est évident que cette croissance a été possible grâce aux capitaux étrangers mais, étant donné que les mouvements de capitaux ont surtout eu la forme de crédits à long terme plutôt que de participation directe aux investissements, il est très difficile de les considérer comme une source stable de financement de l'expansion. Par ailleurs, à partir de 1963, deux sources extérieures de financement ont cessé : les réparations de guerre et l'aide militaire américaine.

Le niveau des importations des biens d'équipement et celui des investissements entre 1958 et 1961 a été influencé par le passage, sous pavillon grec, d'environ 5 MT de jauge de la flotte marchande qui appartenait à des armateurs grecs, mais battait pavillon d'autres pays. Ce phénomène a gonflé artificiellement le taux d'investissement qui, entre 1957 et 1961, a doublé (de 13,7 % à 26,7 %), sans avoir aucune influence sur le taux de croissance du revenu. En laissant de côté ce phénomène, les investissements ont apparemment diminué en 1962.

Les investissements dans les logements ont augmenté d'un taux de 6,1 % par an qui est légèrement supérieur à celui du produit national brut.

Par contre, le taux de croissance entre 1955 et 1962 des autres constructions a été beaucoup plus élevé (17,3 %) et a été à peu près identique à celui des biens d'équipement (17,6 %). Évidemment, leur part dans l'utilisation du produit national brut a été en progression : elle est passée pour les autres constructions de 4,1 % en 1955 à 8,2 % en 1962 tandis que, pour les biens d'équipement, elle est passée de 3,5 % à 7,1 %.

La prévision de la *tendance future* de l'économie grecque se base sur les programmes d'expansion économique établis.

On a établi des prévisions dans le cadre du deuxième Plan d'expansion 1965-1970 qui considère les modifications intérieures non prévues au cours de la réalisation du programme préliminaire (1960-1964), à savoir l'aggravation du problème migratoire, la situation conjoncturelle et les changements dans les possibilités de financement des investissements. Compte tenu de la réalisation du taux de croissance du produit

(1) Il semble que ce projet devrait être actuellement reporté en raison des difficultés politiques.

national entre 1960 et 1965 et les prévisions du deuxième Plan, on a retenu pour la période 1960-1970 un taux moyen annuel de 7,3. Les dernières prévisions indiquent, pour les investissements, un taux de croissance de 9,7 % entre 1961 et 1965 et de 7,7 % entre cette dernière année et 1970.

Sur cette base, et aussi sur la base des autres indications non chiffrées concernant la répartition des investissements par secteur d'utilisation et du «Memorandum on the greek Development Program» de l'O.C.D.E., les modifications suivantes de structure des investissements entre 1961 et 1970 peuvent être prévues:

Secteurs	1961		1970		Taux de croissance %
	Valeur Mns \$	%	Valeur Mns \$	%	
Agriculture	116,0	13,4	270,3	14,3	10,0
Indust. extractive	3,9	0,4	18,1	1,0	18,6
Indust. manufact.	72,1	8,3	334,4	17,7	18,6
Électricité, eau	48,3	5,6	79,9	4,2	5,8
Transport en commun	319,9	36,8	645,1	34,2	8,1
Logements	211,3	24,3	337,3	17,9	5,4
Administrat. publique	7,7	0,9	9,7	0,5	2,6
Autres services	89,7	10,3	192,2	10,2	8,9
Total	868,9	100,0	1.887,0	100,0	9,0

Si l'on considère que les investissements en bâtiments industriels augmentent au même rythme que les investissements productifs, ils atteindront par conséquent en 1970 le niveau de 709,5 millions.

Les investissements en équipement atteindront, pour cette année, 840 millions de dollars. La production de biens d'équipement ne se développera pas d'une façon importante. L'expansion future de la production industrielle concerne surtout l'industrie chimique, la métallurgie (aluminium) et les chantiers navals. Si pour l'industrie dans son ensemble, il est prévu un taux de croissance de 7,8 % par an, la part de l'industrie mécanique augmentera à peine: de 8,4 % en 1961 à 9,3 % en 1971. Par conséquent, la Grèce continuera à importer des biens d'investissement. Ces importations augmenteront probablement au taux de 15 % pour atteindre, en 1970, un niveau de 480 millions de dollars.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns\$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1955-64	6,9	1960-70	7,3
par tête	1955-64	6,1	1960-70	7,1
Investissements totaux				
(bateaux exclus) prix 1960	1960	584	1970	1.543
en % du PNB	1960	18,1	1970	23,6
part relative du bâtiment	1960	53,5	1970	56,4
part relative de l'équipement et autres	1960	46,5	1970	43,6
Importations d'équipement				
(chiffres absolus)	1960	84	1970	310
en % des investissements	1960	20,9	1970	46,1
Taux de croissance		-	1960-70	13,9

TURQUIE

Pour la Turquie typiquement sous-développée, l'agriculture est la source la plus importante du produit national. Les ressources naturelles, bien que très larges, sont rarement exploitées. Le taux d'augmentation annuel de la population entre 1950 et 1962 a été de 3 %. Cette augmentation élevée absorbe une grande partie de l'augmentation du revenu qui, en 1962, a été de 5.800 millions de dollars (environ 200 dollars par tête).

Sur la base des indications contenues dans le «Plan de développement économique 1963-1967» concernant l'augmentation de la population, le taux annuel (2,9 %) demeurera inchangé par rapport au passé, mais il sera le résultat d'une légère réduction du taux de natalité et du taux de mortalité, tandis que l'importance de l'émigration, négligeable jusqu'en 1962, augmentera sensiblement. La population active (13 millions d'unités en 1960) a augmenté entre 1950 et 1960 de 6,5 % contre une augmentation de la population totale de 15,3 %; par conséquent, son importance relative s'est réduite et elle représente dans cette dernière année 46,8 % de la population totale.

La structure de la main-d'œuvre ne s'est pas beaucoup modifiée: le poids de l'agriculture a légèrement baissé, de 77,5 % à 75,0 %, tandis que la part de l'industrie est passée de 8,1 % à 9,6 % et celle des services de 14,5 % à 15,4 %.

On prévoit qu'en 1970 la population active sera de 19,7 millions d'unités, ce qui correspond à 53,1 % de la population totale, et la répartition prévue par secteur de la population active est la suivante: 67,5 % pour l'agriculture, 12,5 % pour l'industrie et 20 % dans les services.

La répartition du produit national par secteur n'a pas changé entre 1954 et 1960: l'agriculture fournit environ 40 % des ressources, l'industrie est le secteur le moins important et sa productivité, tout en restant très faible, est beaucoup plus élevée que dans l'agriculture.

En ce qui concerne l'utilisation du revenu, on peut estimer que le taux d'investissement est passé de 9,6 % en 1950 à 15,9 % en 1960 ⁽¹⁾, ce qui correspond au taux moyen annuel d'accroissement des investissements de 22,5%. L'augmentation des investissements n'a pas provoqué une augmentation importante de la production qui s'est développé avec un taux annuel de 5,7 % par an. La balance des paiements montre un déficit et le volume des importations a pu être maintenu grâce à l'aide de l'étranger. En ce qui concerne les *perspectives pour 1970*, on dispose du plan 1963-1967, dans lequel on prévoit un taux de croissance de 7 % par an, ce qui implique pourtant une hausse considérable du taux d'investissement (19,4 en 1967) et, par conséquent, une aide extérieure de 240 millions de dollars par an. En outre, une augmentation sensible de l'épargne intérieure serait nécessaire en limitant alors le taux de croissance de la consommation privée (2,4 % par tête).

Toutefois, l'évolution récente de l'économie montre que les prévisions du plan ne peuvent pas être réalisées. Les difficultés de la balance des paiements et la grande prudence du capital étranger ont eu des répercussions défavorables, notamment en ce qui concerne l'accroissement des investissements.

Dans ces conditions, on peut retenir pour le produit national un taux de croissance de 5,1 % par an entre 1960-1970 et pour les investissements 7 %, ce qui conduit à un taux d'investissement de 17,5 % en 1970.

Les investissements dans la construction, notamment dans les logements, ne pourront pas être sensiblement réduits du fait que le taux d'accroissement de la population persiste à un niveau très élevé (malgré

(¹) Source: O.S.P. suivant les statistiques I.S.S., le taux d'investissement en 1960 a été de 14,7 %.

Note: La Turquie dispose de deux sources de statistiques indépendantes entre elles:

- le O.S.P. (Organisation de l'État pour la Planification)
- le I.S.S. (Institut Statistique de l'État)

une émigration accrue), et parce que l'amélioration de la qualité des logements est très urgente. En outre, le développement économique actuel est conditionné par la réalisation des travaux publics (routes, ports, chemins de fer, électrification, écoles), ce qui nécessite un relèvement de la part destinée à la construction non résidentielle. Toutefois, le taux d'accroissement de la construction sera probablement plus bas que celui des investissements totaux; par conséquent, la part de la construction dans les investissements totaux passerait de 63 à 58 %. Pour les investissements productifs, le taux moyen annuel d'accroissement, y compris les investissements en stocks, peut être estimé à 8,3 %. En valeur absolue, ils passeraient de 309 millions de dollars 1960 à 688 millions de dollars en 1970. Il doit être clair que ces prévisions pourront être dépassées si les importations de capitaux étrangers augmentent, étant donné la faible capacité d'épargne propre de la Turquie.

Bien que le Plan 1963-1967 prévoie un accroissement sensible de la production nationale de biens d'investissement de l'industrie mécanique, ce phénomène ne s'est pas encore vérifié jusqu'à 1965. En 1965 toutefois, une nouvelle aciérie, très moderne, est entrée en activité avec une capacité de 600.000 tonnes de lingots et de semi-produits, devant rapidement atteindre un million de tonnes. Cette capacité excède nettement la demande interne actuelle. La mise en activité de cette aciérie sera très utile pour le développement de l'industrie mécanique qui, à la suite des accords d'association avec la C.E.E., jouit d'une protection suffisante. Un changement substantiel est prévu dans la politique d'acquisition de brevets étrangers et d'assistance technique; en effet, de nouvelles lois dans ce domaine existent, bien qu'elles ne soient pas encore appliquées. Il sera donc possible de combler une lacune qui empêche le développement de la production mécanique.

Dans ces conditions, et surtout par la situation de la balance des paiements, l'équipement industriel du pays nécessaire à la production de ces biens de production n'augmente que très lentement.

Par conséquent, la croissance des importations sera limitée, dans l'avenir, par le développement de la production intérieure.

Le taux d'accroissement prévu pour les importations de biens considérés pour la période 1960-1970 est de 8,0 %. Ces importations ont été de 177 millions de dollars en 1962 et seront de 328 millions de dollars en 1970, ce qui représente 47,7 % des investissements productifs.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	Période ou année	en % ou Mns \$	Période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	5,7	1960-70	5,1
par tête	-	-	1960-70	2,3
Investissements totaux				
(au prix de 1961) ⁽¹⁾	1960	835	1970	1.638
en % du PNB	1960	14,7	1970	17,5
part relative du bâtiment	1960	63,0	1970	58,0
part relative de l'équipement et autres	1960	37,0	1970	42,0
Importations d'équipement				
(chiffres absolus)	1962	177	1970	328
en % des investissements		-	1970	47,7
taux de croissance		-	1970	8,0

(1) Y compris les changements de stocks.

ISRAËL

L'économie israélienne a pu se développer très rapidement, grâce à l'effort financier massif de l'extérieur. La structure économique est orientée vers les activités industrielles; l'importance de l'agriculture, très faible en raison de la grande pénurie d'eau, et celle des services, aujourd'hui très importante, sont destinées à se réduire. Les importations sont très importantes (38 % du produit national brut en 1962) et doivent couvrir les déficits de la production interne de produits destinés à la consommation d'une population qui augmente rapidement, et doivent aussi assurer la formation du capital productif nécessaire au développement du pays. Dans ces conditions, les exportations ne sont même pas la moitié des importations et, par conséquent, les possibilités d'expansion future sont liées à toutes sortes d'aides financières de l'extérieur. Au cours de la période 1952-1962, le taux de croissance du produit national brut a été de 9,5 % par an, déterminé, en grande partie, par la croissance de l'occupation (7 %). Le taux d'investissement global de la période a été très élevé: 30 % du produit national brut et seulement 24 pourcents de ressources disponibles pour utilisation intérieure. On constate une diminution entre les premières et les dernières années. La réduction du taux d'investissement a été causée par un ralentissement

relatif de l'investissement en infrastructure et en logements. Le coefficient de capital marginal brut de la même période a été de 3. Il est donc du même ordre que ceux des autres pays industrialisés, mais il est nécessaire de noter que ce niveau est dû à l'influence d'éléments qui sont spécifiques au pays: en effet, on a, d'un côté, la grande importance des investissements sociaux (logements et infrastructures) et, de l'autre, le fait que les investissements productifs sont, presque tous, des investissements d'extension.

Une partie importante des investissements en infrastructure a été déterminée dans le passé et le sera dans le futur par la pénurie d'eau; par ailleurs, toutes possibilités d'expansion future sont étroitement liées à la possibilité de réaliser le plan hydraulique du Negev.

Le plan de développement, qui escompte la réalisation de ce projet, prévoit pour 1970 une augmentation de la population par rapport à 1962 de 34 % (immigration comprise) et que l'augmentation de la population active soit employée surtout pour accélérer le processus d'industrialisation du pays. Dans ces conditions, il est prévu que le produit national brut augmentera de 7 % par an entre 1960 et 1970 (4.720 millions de dollars en 1970) et que la part de l'industrie dans le produit national passera de 28 % en 1962 à 35 % en 1970.

Le plan estime que les investissements en 1970 seront de 1.280 millions de dollars, ce qui correspond à un taux d'accroissement de 6,8 % par an. Ce taux est plus bas que le taux du passé, mais la structure de la destination des investissements changera et, par conséquent, les investissements dans l'industrie augmenteront plus rapidement que dans le passé.

On prévoit que 36 % des investissements en 1970 seraient constitués par des biens d'équipement compris dans l'étude, contre 31 % en 1962, soit 460 millions de dollars contre 268. Si on considère comme nécessaire une forte augmentation des importations et du déficit de la balance des paiements, il n'en reste pas moins que l'expansion de la production industrielle et, en particulier celle des biens d'équipement, feront baisser le taux de développement des importations de ces biens: le volume prévu pour 1970 des importations des produits compris dans l'étude est de 168 millions de dollars contre 142 en 1963. Ce qui correspond à un taux moyen annuel d'accroissement de 4 % contre 14 % dans la période passée. On aura, par conséquent, une forte réduction relative des besoins d'importation de biens d'équipement: seulement 37 % des biens d'équipement seront importés en 1970 contre 53 % en 1962.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	11,1	1960-70	7,0
par tête	1950-60	5,5		
Investissements totaux				
en % du PNB	1952	36,8	1960-70	27,1
	1962	29,0		
part relative du bâtiment	1952	65,6	1960-70	57,0
	1962	62,3		
part relative de l'équipement	1952	28,8	1960-70	36,0
	1962	31,8		
autres	1952	34,4	1960-70	43,0
	1962	37,7		
Importations d'équipement				
en % des investissements				
en équipement			1970	36,4
chiffres absolus	1960	94	1970	168
indice 1960 = 100				178,7

FINLANDE

La Finlande peut être classée parmi les pays semi-industrialisés; jusqu'à la deuxième guerre mondiale, l'industrialisation a porté principalement sur l'exploitation des sources de matières premières du pays: les forêts. Le développement d'une importante industrie du bois et du papier en est la conséquence. Toutefois, au cours des dernières années, l'industrie métallique et la construction mécanique se sont développées considérablement. L'importance du commerce extérieur est très grande: les exportations représentent plus de 20% du produit national brut. A peu près 80% des exportations totales proviennent de l'industrie du bois et du papier.

La croissance économique de la Finlande entre 1950 et 1963 a été sensiblement influencée par la structure des exportations. Au cours des années 1952-1953 et 1956-1958, on a observé une stagnation presque totale. Par contre, pour les trois périodes 1950-1951, 1954-1955 et 1959-1961, l'activité économique a été marquée par une expansion vigoureuse.

Le taux de croissance du produit national en volume a été de 4,6 % en moyenne annuelle entre 1950 et 1963, mais cette croissance a été accompagnée d'une forte inflation (près de 6 % par an) de sorte qu'en 1957 le mark finlandais a été dévalué de 39 %.

En ce qui concerne la structure sectorielle, on peut noter l'importance relativement grande de la sylviculture — plus de 9 % — qui est restée à peu près stable dans la période 1950-1963. Par contre, l'agriculture a perdu de son importance au cours de cette période (de 15 à 10 %), tandis que la part de l'industrie extractive et manufacturière restait constante (un peu supérieure à 30 %). Parmi ces industries, le bois et le papier sont de loin les plus importantes; le taux de croissance de l'industrie du bois a été de 2,6 % par an, celui de l'industrie du papier de 9,5 % entre 1950 et 1959.

Comme pour les autres pays nordiques, on constate pour la Finlande un taux d'investissement élevé, qui a atteint en moyenne 26 % pour la période 1950-1960 ⁽¹⁾; toutefois, depuis 1959, une hausse importante s'est produite. En comparant ce taux d'investissement au rythme de croissance du produit national brut, on peut calculer un coefficient marginal brut de capital de 5,6 (ce coefficient est de 7 suivant la définition finlandaise des investissements), ce qui se confirme pour les coefficients des autres pays nordiques. La composition des investissements par produit s'est modifiée au profit de l'équipement et outillage. Après la guerre, dans la période de reconstruction, ces investissements ne représentaient qu'un cinquième; actuellement ils viennent de dépasser les 40 %.

Les besoins globaux intérieurs de biens d'équipement sont couverts pour plus de la moitié par les importations. Toutefois, l'évolution de ces importations a subi nettement l'influence de la dévaluation du mark en 1957; l'indice de volume indique une baisse sensible en 1958. Ce phénomène empêche par ailleurs de dégager une tendance très nette dans l'évolution des importations par rapport à celle de la production intérieure de biens d'équipement.

Biens d'équipement

en indice 1958 = 100

	Volume	
	de la production intérieure	des importations
1956	105	135
1957	107	114
1958	100	100
1959	107	140
1960	126	188
1961	145	194
1962	160	203
1963	144	172

⁽¹⁾ Corrigé pour les dépenses de réparation et d'entretien qui sont comprises dans les investissements d'après la définition finlandaise.

Ces indices reflètent la forte demande d'investissements pendant les années 1959 à 1962, due à de grands projets dans l'industrie du bois et qui touchent à leur fin à partir de 1963. L'expansion future des investissements et des importations sera certainement plus modérée.

Pour les *prévisions jusqu'à 1970*, il faut d'abord souligner la croissance démographique de la Finlande: entre 1950 et 1960, la population totale a augmenté à un rythme de 1 % par an. Toutefois, la population active a connu une augmentation plus faible — 0,7 % par an — ce qui tient au fait qu'entre 1950 et 1960 la réglementation des retraites a été fortement améliorée. Pour 1970, on prévoit pour la population active un taux de croissance plus élevé (1,3 % par an) étant donné le taux de natalité élevé entre 1945 et 1952. Ceci signifie une augmentation très sensible par rapport à l'évolution du passé.

Pour l'appréciation des possibilités de croissance de l'économie, il faut remarquer que plus d'un tiers de la population active est employé dans l'agriculture, tandis que ce secteur ne contribue que pour un cinquième au produit national. Entre 1950 et 1960, la population active dans ce secteur (y compris la sylviculture) a diminué de 21 %. Cette évolution future déterminera la croissance de l'économie finlandaise jusqu'à 1970. En outre, l'absorption de la croissance de la population active s'ajoute à ce facteur. Il sera donc nécessaire d'ajuster la structure de la main-d'œuvre à celle de la production, ce qui n'est possible que par l'expansion accélérée dans les secteurs industriels et les services.

Le plan finlandais prévoit un taux de croissance de 4,3 % par an entre 1960 et 1970, ce qui implique des changements de structure très importants.

Le taux du plan implique le maintien du rythme de croissance de la productivité réalisé entre 1960 et 1963 (3,5 % par an), ce qui semble raisonnable.

Part des secteurs dans le produit intérieur brut (en %)

	1948	1959	1970
Agriculture	21	12	9
Sylviculture	11	8	6
Industrie	32	30	35
métallique	7	7	10
bois et papier	10	6	6
autres	10	11	11
Construction	8	12	11
Transports	6	9	9
Services	23	30	30

Pour les investissements, on peut estimer un taux, par rapport au produit national (y compris les dépenses d'entretien et de réparation), de 31 %; les taux des dernières années sont extrêmement élevés à cause de l'exécution de quelques grands projets d'investissements. Ceci implique un maintien du coefficient de capital marginal brut de 7 observé pour la période 1960-1963. L'évolution de la part de l'équipement et outillage en 1970 sera de l'ordre de 42 %, ce qui implique une poursuite de la tendance observée au cours du passé.

Les importations de biens d'équipement constituent un peu plus de la moitié des investissements correspondants, non compris réparations et entretien. Si l'on maintient cette proportion jusqu'à 1970, ce pourcentage serait de 38 par rapport aux investissements, y compris l'entretien et les réparations prévus ci-dessus. Les différents sources finlandaises admettent effectivement cette hypothèse. Les importations des produits de l'étude sont estimées à 370 millions de dollars en 1970.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit intérieur brut				
taux de croissance global par tête	1950-63	4,6	1962-70	4,3
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	29,4	1970	30,5
	1963	33,9		
part relative du bâtiment	1959	17		
	1963	21	1970	58
part relative autres	1959	45		
	1963	40		
part relative de l'équipement	1959	38	1970	42
	1963	39		
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement	1958	33,5	1970	38,5
	1963	36,9		
chiffres absolus indice 1960 = 100				

PAYS DE L'EST

Remarques générales

Des études ont été effectuées sur les perspectives de croissance des principaux pays du Comecon, à savoir: U.R.S.S., Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie et Allemagne de l'Est. Il s'est avéré utile d'étudier également ces pays pris comme un ensemble, étant donné que dans le cadre du Comecon, les plans nationaux font l'objet d'une certaine coordination et que les politiques économiques suivies par les pays membres se ressemblent dans une certaine mesure. Toutefois, les décisions économiques dans chacun des pays présentent des différences provenant des situations politiques et économiques particulières. Ces différences seront discutées par la suite dans les pages consacrées à chacun de ces pays.

Il est bien connu que les pays de l'Est s'efforcent de stimuler fortement leur croissance économique par une industrialisation accélérée des économies. Cette politique repose sur une planification économique impérative et détaillée. Les plans contiennent donc des objectifs sectoriels pour la production, les investissements, etc. Il est évident qu'ils se repercutent également sur le commerce extérieur tant à l'intérieur du bloc qu'à l'extérieur.

Les taux de croissance annuels moyens du produit matériel net ont été très élevés au cours de la période 1950-1960:

U.R.S.S.: 10,3 – Pologne: 7,8 – Bulgarie: 7,5 – Roumanie: 10,3 – Hongrie: 6,4 – Tchécoslovaquie: 7,5 – Allemagne de l'Est: 7,2.

Il faut remarquer que la définition du produit matériel net diffère du concept du produit national brut employé dans les pays occidentaux. Tout d'abord, le produit matériel exclut certaines activités considérées comme improductives (services). Ensuite, le concept de prix, lesquels sont fixés par les autorités centrales et peuvent ne pas être proportionnels au coût de production, fait que le changement dans la composition par produit peut influencer largement le taux de croissance. En outre, les services statistiques introduisent la valeur de biens aux différents stades de leur production, pouvant compter ainsi un produit plusieurs fois. Ces éléments tendent peut-être à surévaluer le taux de croissance du produit matériel net par rapport aux définitions du produit national brut. Néanmoins, les taux réalisés dans le passé montrent l'effort que font ces pays en stimulant fortement la croissance économique pour permettre un rattrapage rapide du niveau de vie déjà atteint dans les pays industrialisés de l'Ouest. Pour tous les pays de l'Est, l'agriculture représente une activité importante, mais sa part relative a diminué depuis 1950 dans la plupart des pays. La part relative de l'industrie dans le produit matériel net est très élevée.

Part relative des secteurs et évolution (en %)

	Industrie		Agriculture		Autres	
	1950	1960	1950	1960	1950	1960
U.R.S.S.	49	52	27	21	24	27
Pologne	53	50	25	26	22	24
Hongrie	48	57	25	23	27	20
Tchécoslovaquie	64	62	13	14	23	24
Allemagne de l'Est	67	62	9	11	27	24

En ce qui concerne l'importance relative de chaque pays dans le produit industriel global des pays du Comecon, l'U.R.S.S. occupe une position prépondérante :

	1950	1961
U.R.S.S.	71,0	71,9
Tchécoslovaquie	8,9	6,8
Allemagne de l'Est	8,6	8,7
Pologne	6,4	7,1
Hongrie	2,3	2,3
Roumanie	1,9	2,0
Bulgarie	0,9	1,3

Comparés aux taux de croissance de la production industrielle, ceux de l'industrie mécanique ont été encore plus élevés dans tous les pays (1950-1960) :

U.R.S.S.	11,8	15,6	1,3
Pologne	7,2	22,0	3,0
Tchécoslovaquie	10,9	16,5	1,5
Bulgarie	14,5	21,8	1,5
Hongrie	10,5	12,6	1,2
Allemagne de l'Est	8,0	9,6	1,2
Roumanie	13,3	19,3	1,5

Ce développement rapide de l'industrie mécanique joue un rôle important dans le processus d'industrialisation de ces pays. En effet, ce processus nécessite un effort d'investissement considérable. Le taux d'investissement (investissements bruts par rapport au produit matériel net) est donc assez élevé, supérieur à 25 % dans la plupart des pays du Comecon, et il y a eu une tendance à la hausse de ce rapport au cours des années cinquante. Toutefois, on constate que l'accroissement de l'ensemble des investissements est moins élevé que celui de la production de l'industrie mécanique. Si l'on décompose le total des investissements entre bâtiment et biens d'équipement, on peut noter que la part du bâti-

ment est très élevée, environ de 60 %. Ceci est dû au fait que la croissance économique a été « extensive », c'est-à-dire qu'on a construit beaucoup sans se préoccuper d'un aménagement suffisant des surfaces productives. Ce phénomène aura d'ailleurs un caractère temporaire et dans le cas de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Pologne, on peut déjà remarquer une augmentation de la part de l'équipement entre 1950 et 1960.

En ce qui concerne *le développement économique jusqu'à 1970*, on dispose pour chacun de ces pays de plans assez détaillés. Il est pourtant nécessaire d'apprécier les estimations avec une certaine prudence, étant donné que dans le passé les réalisations ont été différentes des prévisions des plans, bien que ceux-ci aient un caractère impératif.

De toute façon, la part de l'investissement dans le produit matériel net, et par conséquent le rythme de croissance du revenu, dépend largement des décisions politiques prises dans ces pays. De telles décisions dépendent de la mesure dans laquelle on peut jouer sur la patience de la population pour restreindre la consommation. En général, on peut admettre que la quote-part de la consommation augmentera aux dépens de l'investissement au cours des années 1965-1970. On peut estimer également que les dépenses en machines croîtront plus rapidement que les dépenses de construction.

Un élément important est constitué par l'orientation des investissements et en particulier par ses répercussions sur le taux de croissance de la production industrielle et de l'industrie mécanique. Inversement cette répartition de la croissance par secteur aura une influence sur le développement des besoins globaux d'investissement par unité de produit (le coefficient de capital).

Étant donné que l'économie de chacun de ces pays accuse des caractéristiques propres en ce qui concerne la structure sectorielle, les estimations retenues sont données ci-après.

Une conclusion générale semble pourtant se dessiner: dans les pays du Comecon, la part de l'industrie mécanique a déjà atteint un niveau considérable. Il a été calculé dans une étude de l'O.N.U., sur la base de comparaisons entre un grand nombre de pays, que la part de cette industrie pour les pays hautement développés est de l'ordre d'un tiers du total de l'industrie. Ce niveau étant déjà atteint dans plusieurs des pays de l'Est, il est difficilement concevable que le taux de croissance de l'industrie mécanique demeure aussi largement supérieur à celui de la production industrielle. Aussi, du point de vue des échanges interindustriels, il faut respecter un certain nombre de contraintes en ce qui concerne la croissance relative des divers secteurs et donc les importations de produits de l'industrie mécanique.

Il a été largement tenu compte, dans les projections du commerce extérieur et des importations de biens d'équipement de ces pays, de la tendance certaine au développement des échanges à l'intérieur du Comecon d'une part, entre les pays du Comecon et d'autres pays, notamment ceux de la C.E.E., d'autre part.

Cependant, de nombreux éléments d'incertitude, parmi lesquels l'évolution de facteurs conditionnés par des décisions de caractère politique impossibles à prévoir a une importance particulière, affectent les projections. Ainsi, par exemple, à la suite d'une mauvaise récolte de blé l'obligant à faire des achats importants de blé à l'extérieur, l'U.R.S.S. a décidé en 1963 de suspendre une grande partie de ses achats de matériel aux pays de la C.E.E., même lorsqu'ils étaient prévus par des accords commerciaux.

D'autre part, il a été tenu compte de la tendance au développement d'importations sous forme d'usines complètes, dont l'accord entre l'U.R.S.S. et F.I.A.T. est un exemple récent et qui devrait se poursuivre et sans doute s'intensifier, mais son impact précis sur les importations d'une année donnée est évidemment très difficile à quantifier. C'est pourquoi les chiffres présentés pour les pays de l'Est traduisent une évolution probable que des accidents dans les réalisations des dernières années ne permettent pas de remettre en cause, mais il n'est pas possible de leur accorder une précision qu'ils ne sauraient avoir, surtout au niveau des décompositions par produits ou par pays d'origine des importations.

U.R.S.S.

La croissance du produit matériel net a accusé un net ralentissement au cours de la période 1951-1965. Pour les années 1951-1958, le taux de croissance a été de 10,9 % par an, tandis que pour la période 1959-1965, ce taux n'a atteint que 7,4 % par an. Abstraction faite de la définition du produit national, qui peut tendre à surévaluer le taux de croissance par rapport à ceux des pays de l'Ouest, la croissance rapide s'explique en partie par la structure économique et ses changements. En effet, la répartition du produit matériel net montre l'importance de l'agriculture et la diminution de sa part relative au cours du temps.

Part relative des secteurs (en %)

	1953	1960
Agriculture	27	21
Bâtiment	9	10
Industrie	49	52
Transports et communications	4	5
Autres	12	12

En outre, l'effort d'investissement et sa répartition par secteur est un facteur très important. Les investissements constituent à peu près 27 % du produit national et leur part relative a légèrement augmenté dans le passé. Toutefois, le plan en prévoyait une nette diminution entre 1959 et 1965.

Étant donné l'accent mis sur l'industrialisation, il apparaît utile de comparer l'évolution des investissements à celle de la production industrielle globale et, pour évaluer les besoins d'importations de biens d'équipement, de prendre en considération également le développement de l'industrie mécanique.

Au cours de la période 1950-1960, le taux de croissance de l'industrie a été de près de 12 % par an, mais ce taux élevé a été dépassé par celui de l'industrie mécanique (plus de 15 % par an). Les investissements n'ont pas augmenté plus vite que la production industrielle. Pour la période 1950-1959, les évolutions ont été pratiquement les mêmes (élasticité = 1), mais au cours des années 1960-1963, le taux de croissance des investissements a été nettement moins élevé que celui de la production industrielle (élasticité de 0,6). La production de l'industrie mécanique, d'autre part, a eu une croissance supérieure à celle de l'ensemble de l'industrie globale.

Taux de croissance moyens annuels

	Production industrielle	Industrie mécanique	Élasticité
1950-1953	13,8	16,5	1,20
1954-1958	10,9	14,6	1,34
1958-1960	10,5	14,9	1,42
1960-1962	9,4	14,7	1,56

Bien que ces considérations semblent aboutir à des phénomènes de substitution des importations, il faut bien souligner que la production de biens d'équipement est largement insuffisante, dans certains secteurs, pour couvrir les besoins; c'est le cas, notamment, de l'industrie chimique dont la production s'accroît encore plus rapidement que celle de l'industrie mécanique, tandis que l'accroissement de la production de biens d'équipement pour cette industrie n'a pas atteint, jusqu'à présent, et de loin, les objectifs des plans.

Les perspectives pour 1970 sont établies à partir des hypothèses concernant la croissance globale. Tout d'abord, on peut estimer la part relative des investissements nets dans le produit national. Étant donné la nécessité de relâcher quelque peu les contraintes à la consommation individuelle dans les années à venir, la quote-part des investissements

nets devrait avoir tendance à baisser légèrement; cette tendance s'est déjà dessinée tout récemment. Sur la base d'un taux de 25 % pour 1970, s'ajoute une hypothèse sur l'évolution du rapport produit-capital. Pour l'U.R.S.S., on peut escompter une légère augmentation de ce rapport en raison des efforts portés sur l'organisation scientifique et la décentralisation industrielle, permettant donc d'augmenter l'efficacité des investissements. Le coefficient net de capital, de l'ordre de 4 dans les années 1961-1963, pourrait donc devenir 3,5 en 1970. Sur la base de ces éléments, le taux de croissance global entre 1961 et 1970 serait de l'ordre de 7 % par an.

Ce taux global impliquera pour l'industrie une croissance à un rythme légèrement inférieur à 10 %, correspondant à une élasticité de 1,35 par rapport au revenu national, élasticité observée en 1958-1960. En effet, la croissance de l'industrie est considérée comme un impératif rigoureux dans l'économie soviétique, de sorte qu'on ne peut guère penser voir descendre son taux au-dessous de 10 % par an, malgré la diminution prévue du taux de croissance général.

Quant à l'évolution de la production de l'industrie mécanique, on ne peut pas estimer que l'élasticité par rapport à la production industrielle continuera à augmenter comme c'était le cas dans la période de base. Au contraire, d'après la tendance généralement admise, selon laquelle une part croissante de la production sera consacrée à la consommation privée, on peut plutôt prévoir une légère diminution. Pour l'ensemble de la période de prévision, on a admis une élasticité de 1,4.

Une estimation des importations pour les pays de l'Est est extrêmement difficile parce qu'elles dépendent largement de considérations politiques. Entre 1950 et 1958, le commerce extérieur a été considéré comme un mal nécessaire, alors qu'on le juge de façon entièrement opposée depuis. Pour l'économie soviétique, on peut admettre que les importations totales croîtront au même rythme que le produit national. Toutefois, la part des biens d'équipement a eu tendance à augmenter d'une façon sensible entre 1950 et 1962, et une extrapolation de cette évolution jusqu'à 1970 aboutirait à une quote-part de 42 % contre 35 % en 1962 (conduisant à une estimation de 4.712 millions de dollars en 1970 contre 1.736 millions dollars en 1961). Cependant, il est nécessaire d'introduire dans ces estimations un «test de cohérence» consistant à intégrer les prévisions concernant l'investissement et sa relation avec l'importation de biens d'équipement.

Tout d'abord, le montant des investissements bruts (y compris le renouvellement) a été estimé à partir du taux de croissance du produit matériel net; on peut admettre que le taux de croissance des investissements bruts sera probablement égal à celui du produit matériel net sur

la période 1961-1970. Toutefois, les importations de biens d'équipement sont principalement destinées à l'industrie et dépendent donc des investissements dans l'industrie, qui ont tendance à augmenter à un rythme plus élevé. On peut évaluer à 1,35 environ l'élasticité entre investissements dans l'industrie et investissements totaux. Si on suppose le même taux d'accroissement pour les importations de biens d'équipement, on abouti à une augmentation de 113 %, soit à 3.700 millions de dollars, ce qui est de loin inférieur au chiffre mentionné ci-dessus. Évidemment, la marge d'incertitude des prévisions est très grande. C'est pourquoi on a pensé raisonnable de retenir finalement la moyenne des deux estimations, c'est-à-dire 4.210 millions de dollars.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit matériel net				
taux de croissance				
global	1950-60	10,3	1961-70	7,0
par tête	1950-60	8,4		
Investissements totaux				
en % du PMN	1959	26,8	1970	26
	1961	28,2		
part relative du bâtiment	1950	61,4		
	1959	62,1		
part relative de l'équipement	1950	31,0	1970	34
	1959	29,8		
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement				
chiffres absolus	1960	1.675	1970	4.712
indice 1960 = 100				281

POLOGNE

Le secteur agricole prend une place relativement importante dans l'économie polonaise: sa part dans le produit matériel net est de 25 % (1). Toutefois, son industrie mécanique et électrique est également haute-

(1) Ce chiffre est en partie faussé par rapport aux pays de l'Ouest par la définition du produit national.

ment développée, bien que la spécialisation dans le cadre du Comecon ait empêché le développement de productions qui auraient pu se substituer aux importations.

Le taux de croissance du produit matériel entre 1950 et 1960 a été de 7,8 % par an; celui du produit par tête, dans la même période, de 6 % par an. Cette augmentation rapide a pu être réalisée grâce à un effort d'investissement important. En effet, le taux d'investissement a été supérieur à 20 %; il a même augmenté au cours de la période de référence. Certes, l'industrialisation de l'économie polonaise s'est répercutée sur les besoins d'investissement. Les besoins en équipement sont couverts pour à peu près 20 % par des importations. Différentes raisons expliquent ce pourcentage élevé, malgré l'ampleur de l'industrie de biens d'équipement existante. Il y a d'une part des facteurs extérieurs, la politique suivie du Comecon indiquée ci-dessus ayant empêché la substitution de ces importations. D'autre part, l'insuffisance technologique de l'industrie mécanique (en ce qui concerne des processus très complexes) ainsi que le goulot d'étranglement apparu dans la sidérurgie ont également freiné les tendances d'autarcie de l'économie polonaise. En particulier, l'insuffisance de l'approvisionnement par la sidérurgie polonaise de l'industrie mécanique en demi-produits d'une qualité permettant d'élargir l'éventail des produits s'est fait sentir sur la production de biens d'équipement.

En ce qui concerne les *perspectives pour 1970*, on dispose des prévisions officielles du plan quinquennal polonais. Pour le produit matériel net, ce plan prévoit un taux de croissance par an de 5,4 %, ce qui implique un net fléchissement par rapport à celui du passé. Cette tendance s'est déjà dessinée au début des années soixante. Pour réaliser ce taux, on prévoit une augmentation des investissements supérieure, donc une hausse du taux d'investissement.

Le plan contient également des indications très détaillées concernant la production industrielle et celle de l'industrie mécanique et électrique. On les a reproduites ci-après:

Prévisions 1965-1970 (base 1965 = 100)

Produit matériel net	130
Production industrielle	146
Industrie mécanique	166
Investissements globaux	137

Certes, les besoins d'importations de biens d'équipement seront largement déterminés par le développement de l'industrie mécanique et

électrique. Dans le passé, cette production montre une tendance fléchissante. En effet, le taux d'accroissement moyen a été le suivant:

1950-1954	32 %
1955-1960	15 %
1961-1965	12 %

Mais, étant donné le degré de développement actuel de la Pologne, on peut s'attendre à un accroissement de la production de biens d'équipement supérieur à celui de l'ensemble de l'industrie. L'accroissement se concentrera en particulier sur les machines de précision et, dans une moindre mesure, sur les machines lourdes. Cette évolution s'est déjà dessinée depuis 1956 et s'est reflétée dans l'abaissement de la consommation d'acier par unité de production de machines.

Pour l'ensemble des importations de machines, l'augmentation sera un peu inférieure à celle de la production intérieure. Dans la période de prévisions, on prévoit donc un taux d'importation qui ne décroît que légèrement. On aboutit à un montant d'importations de 1.300 millions de dollars, ce qui implique, par rapport à l'année 1962, une augmentation de 108 %.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Ce pays est caractérisé par une économie déjà très développée par rapport aux autres pays de l'Est, ce qui se reflète dans l'importance relative élevée de l'industrie mécanique. Le taux de croissance du produit matériel au cours de la période 1951-1959 a été de 7,7 % par an, ce qui est relativement faible par rapport aux autres pays, de même que le taux d'investissement est un peu inférieur à ceux des autres pays de l'Est. Mais ce taux ne manifeste pas encore de tendance à diminuer vers la fin de la période.

En ce qui concerne l'expansion de la production industrielle et celle de l'industrie mécanique, les taux de croissance pour quelques périodes successives sont les suivants:

	Industrie total	Industrie mécanique	Élasticité
1950-1960	10,9	16,5	1,5
1948-1953	14,2	24,2	1,7
1954-1958	10,5	12,7	1,2
1958-1960	11,4	15,3	1,35

En réalité, comme le montre l'élasticité calculée, le développement de l'industrie mécanique a été le plus fort entre 1948 et 1953, l'élasticité ayant baissé dans les périodes suivantes. Pour la Tchécoslovaquie

le rapport entre le taux de croissance des investissements et celui de la production industrielle se situe au-dessous de l'unité, ce qui souligne le fait que le pays a atteint un niveau élevé d'industrialisation.

Pour les *prévisions 1970*, on a admis tout d'abord que le taux d'investissement possible baisserait légèrement à partir de 1963, mais pourrait atteindre son niveau actuel vers la fin de la période de prévision. En moyenne ce taux serait de 22 % entre 1961 et 1970, donc légèrement inférieur au taux du passé. Avec un rendement des investissements à peu près constant, il correspond donc à un taux de croissance plus faible que dans le passé, soit 6,6 % par an, ce qui est également inférieur aux autres pays de l'Est (1).

Pour le taux de croissance de l'industrie, il semble raisonnable d'admettre une élasticité plus faible que celle observée dans le passé. Tout d'abord, le pays a déjà atteint un certain seuil de développement industriel, mais, de plus, sa structure économique exigera un rattrapage dans d'autres secteurs, en particulier dans les industries extractives, ce qui permettra un meilleur équilibre avec les industries transformatrices, et dans l'agriculture. Le taux d'accroissement de l'industrie retenu a été de 8,5 % par an, l'élasticité par rapport au produit national étant 1,3.

En ce qui concerne l'industrie mécanique, on a déjà observé une baisse de son taux de croissance par rapport à celui de l'ensemble de l'industrie. On peut estimer une poursuite de cette tendance jusqu'à 1970. A l'heure actuelle, la Tchécoslovaquie produit 80 % de l'assortiment mondial de machines. Toutefois, la production se développe dans des conditions artisanales à des coûts prohibitifs, ce qui demande un recours croissant aux importations. Les besoins totaux intérieurs de biens d'équipement ont été estimés à partir des investissements bruts pour lesquels on prévoit une augmentation de 94 % entre 1961 et 1970. Il est certain que la plupart des biens importés sont destinés à l'industrie, pour laquelle l'accroissement des investissements sera encore supérieur, c'est-à-dire de l'ordre de 122 %. Si l'on admet une augmentation identique pour les importations de biens d'équipement, on aboutit à un chiffre de 1.050 millions de dollars, par rapport à 475 millions de dollars en 1961. D'autre part, les importations sont également influencées par les possibilités d'augmenter la part relative des biens d'équipement dans les im-

(1) Ce taux semble irréaliste actuellement étant donné l'arrêt total de la croissance observée entre 1961 et 1964. Mais cette stagnation n'a pas été accompagnée d'une réduction sensible de la croissance des importations en général et de celle de biens d'équipement en particulier. Il ne paraît donc pas nécessaire, compte tenu des réserves générales émises pour les projections relatives aux pays de l'Est et de leur incertitude, de modifier les projections 1970 d'importations de biens d'équipement en provenance des pays de la C.E.E. par la Tchécoslovaquie.

portations totales. En admettant que les importations globales augmenteront au même rythme que le produit matériel, on peut donc prévoir les importations de biens d'équipement à partir de leur quote-part. Dans le passé, cette part relative a augmenté, atteignant 26 % en 1962. Pour 1970, on a supposé qu'elle atteindrait 35 %, ce qui donnerait un montant d'importations de 1.340 millions de dollars. Pour les prévisions finales, la moyenne des deux estimations a été retenue: 1.235 millions de dollars.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit matériel net				
taux de croissance global par tête	1950-60	7,5	1961-70	6,7
Investissements totaux				
en % du PMN	1950		1970	23
part relative du bâtiment	1950	59,5		
	1959	57,9		
part relative de l'équipement	1950	40,5	1970	47
	1959	42,1		
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement				
chiffres absolus	1960	450	1970	1.340
indice 1960 = 100				298

HONGRIE

La croissance économique de la Hongrie au cours de la période de base a été évidemment influencée par les événements de 1956, à la suite desquels a été appliquée une politique de prudence. Les taux de croissance moyens annuels du produit national et des investissements ont été les suivants:

	Produit national	Investissements
1950-1960	6,4	7,9
1950-1953	9,1	15,2
1954-1955	6,2	4,0
1958-1960	8,5	25,6

Toutefois, les efforts d'investissement ont été à nouveau considérables en 1958-1961, de sorte que le taux d'investissement a été très élevé (26 % en 1960, 25 % en 1961).

La croissance de la production industrielle a été de loin supérieure à celle du produit national, celle de l'industrie mécanique, comme dans tous les pays de l'Est, étant encore plus élevée. Les taux de croissance correspondants sont les suivants :

	Industrie total	Industrie mécanique
1950-1960	10,5	12,6
1950-1953	20,4	24,0
1954-1958	6,1	8,6
1958-1960	12,7	17,0

Il semble que la part de l'industrie mécanique dans l'industrie se rapproche déjà du niveau déterminé, d'après l'étude de l'O.N.U., pour les pays hautement développés. Il est donc difficilement concevable que l'écart entre ces deux taux de croissance demeure aussi grand pour toute la période de projection. De plus, les industries extractives et l'industrie chimique sont, jusqu'à présent, relativement en retard, ce qui pourrait également entraîner un ralentissement de la croissance de l'industrie mécanique.

Les perspectives jusqu'à 1970 se fondent sur l'hypothèse d'un maintien du taux d'investissement au niveau actuel: 25 à 26 %. Ensuite, il semble que pour la Hongrie, le rendement de capital aura tendance à augmenter, étant donné le stade atteint dans le développement économique. Il est donc probable que le taux de croissance subira une légère hausse au cours de la période 1960-1970. On a admis que le taux moyen annuel serait de 7,3 %. Le taux correspondant de la production industrielle pourrait être de 11 %, ce qui implique une élasticité de 1,55 par rapport au produit national. Cette élasticité est bien inférieure à celle du passé, puisqu'elle a été de 1,9 entre 1951 et 1960. Mais, au cours de cette période, l'industrie a eu un développement exceptionnel grâce à des investissements massifs qui ont d'ailleurs contribué à l'éruption du mécontentement en 1956. C'est pourquoi une baisse de l'élasticité est très probable jusqu'à 1970. Pour l'industrie mécanique, le taux de croissance du plan ne paraît pas démesuré. De forts accroissements sont prévus pour des sous-branches encore peu développées, comme celles des machines électriques et électroniques. Dans ces conditions, le taux admis pour 1970 est de l'ordre de 15 % par an.

Les prévisions des importations de biens d'équipement ont été effectuées à partir de deux méthodes. L'une consiste à estimer la quote-

part des biens d'équipement importés dans le total des importations, ces dernières étant supposées augmenter au même taux que le produit matériel net (105 %). Cette quote-part a augmenté dans le passé et a atteint 30 % en 1962. En admettant qu'elle passe à 40 % en 1970, le montant des importations de biens d'équipement serait de 850 millions de dollars. L'autre méthode consiste à relier ces importations aux investissements dans l'industrie qui pourrait enregistrer une croissance de 117 % entre 1961 et 1970. En supposant le même taux pour les importations de biens d'équipement, on aboutit à 570 millions de dollars. La moyenne de ces deux estimations retenue finalement est de 710 millions de dollars.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit matériel net				
taux de croissance				
global	1950-60	6,4		
par tête	1950-60	5,7		
Investissements totaux				
en % du PMN	1950	22,6	1970	25
	1960	26,2		
part relative du bâtiment	1950	55,2		
	1959	46,0		
part relative de l'équipement	1950	20,1	1970	39
	1959	34,8		
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement				
chiffres absolus	1960	230	1970	844
indice 1960 = 100				367

ROUMANIE

L'économie roumaine est assez comparable à celle de la Bulgarie en ce qui concerne le degré d'industrialisation, relativement faible par rapport à celui des autres pays de l'Est. Le taux de croissance annuel moyen du produit national de la période 1951-1958 a été de 10 % et le plan prévoit le maintien de ce taux jusqu'à 1965.

On observe évidemment des taux beaucoup plus élevés pour l'industrie et, en particulier, pour l'industrie mécanique; ces taux de croissance sont les suivants :

	Industrie total	Industrie mécanique	Élasticité
1950-1960	13,3	19,3	1,45
1948-1953	25,4	34,1	1,35
1954-1958	10,9	16,1	1,50
1958-1960	13,6	18,3	1,35
1960-1962	14,9	19,4	1,30

L'accroissement des investissements a été très élevé en Roumanie: entre 1951 et 1958, leur taux de croissance a été supérieur à 13 % par an; abstraction faite de la baisse enregistrée en 1957, ce taux est également très élevé dans les années suivantes; le plan prévoit un taux moyen de 16,6 % par an entre 1959-1965, ce qui est le taux le plus élevé des pays de l'Est; la Roumanie est d'ailleurs le pays où les investissements dans l'industrie croissent plus vite que la production de l'industrie mécanique (sauf en 1957 et 1958).

Pour les prévisions jusqu'à 1970, on a suivi sensiblement le même raisonnement que pour les autres pays de l'Est. Le taux de croissance est déterminé par le taux d'investissement possible et le rendement de ces investissements. Comme taux d'investissement, un chiffre de 26 % semble raisonnable, ce qui n'implique pratiquement pas de changement par rapport à l'année 1961. Par contre, il faut plutôt escompter une diminution de leur rendement: étant donné que l'industrialisation est encore en voie de développement, les investissements futurs risquent de devenir moins efficaces. Le taux de croissance prévu a donc été de l'ordre de 8 % par an (moyenne annuelle). Ce taux est encore relativement élevé, et implique une poursuite de l'industrialisation rapide du pays. Par conséquent, le taux de croissance de la population industrielle reste très élevé. On peut estimer que l'élasticité de la production industrielle par rapport au produit national sera de l'ordre de 1,5 et que son taux de croissance moyen annuel sera de 12 %. De même, le développement de l'industrie mécanique sera très rapide; on escompte une augmentation de l'élasticité par rapport à la production industrielle enregistrée dans les années récentes. Le taux moyen annuel jusqu'à 1970 prévu est de 17,5 %.

Les importations de biens d'équipement sont déterminées par les besoins d'investissement, en particulier ceux de l'industrie. On peut estimer qu'une forte augmentation des besoins d'investissement jusqu'à 1970 est nécessaire pour réaliser la croissance prévue: pour l'ensemble

de l'économie, on prévoit une augmentation des investissements de 116 %, cet accroissement étant encore beaucoup plus élevé pour les investissements industriels: 174 %. Si ce même accroissement est retenu pour les importations de biens d'équipement, on obtient une estimation de 960 millions de dollars en 1970. L'autre méthode consiste à établir une estimation sur la base de la part des biens d'équipement dans les importations totales, en admettant que les importations croîtront au même rythme que le produit matériel net (105 %). Une augmentation très forte de la part relative des biens d'équipement dans le total ne paraît guère possible, étant donné que cette part atteignait déjà 43 % en 1962. Si l'on suppose que cette part atteigne 50 % en 1970, les biens d'équipement importés seraient de l'ordre de 830 millions de dollars. La moyenne de ces deux estimations est de 900 millions de dollars, chiffre qui a été retenu pour 1970.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit matériel net				
taux de croissance				
global	1950-60	10,3	1961-70	7,9
par tête	1950-60	9,0		
Investissements totaux				
en % du PMN			1970	25
part relative du bâtiment	1950	50,4		
	1959	47,5		
part relative de l'équipement	1950	35,9	1970	40
	1959	35,5		
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement				
chiffres absolus	1960	320	1970	835
indice 1960 = 100				261

BULGARIE

La Bulgarie a connu, parmi les pays de l'Est, le taux de croissance le plus fort; au cours de la période 1951-1958, ce taux a été de plus de 10 % par an, et un taux légèrement supérieur est prévu pour 1959-1965.

Le taux d'investissement a fortement varié: si la moyenne 1953-1960 est de 23 %, il a atteint 30 % en 1953, mais seulement 19 % en 1958. Toutefois, le taux de croissance des investissements a été légèrement inférieur à celui du produit national au cours de la période 1951-1958 (9,7 contre 10,2 %).

L'augmentation de l'activité dans l'industrie a largement dépassé l'accroissement du produit national, mais les taux de croissance de l'industrie mécanique sont encore plus étonnants. Ces taux de croissance dans l'industrie (moyenne annuelle) sont les suivants:

	Ensemble de l'industrie	Industrie mécanique	Élasti- cité
1950-1960	14,5	21,8	1,5
1948-1953	19,0	29,7	1,55
1954-1958	13,1	17,8	1,35
1958-1960	16,6	31,2	1,9
1960-1962	10,5	18,3	1,75

Il faut bien remarquer que la Bulgarie ne disposait guère d'une industrie mécanique après la guerre, ce qui explique évidemment le rapport élevé entre le taux de croissance de cette industrie et celui de l'ensemble de l'industrie.

En fait, le degré d'industrialisation de la Bulgarie est faible par rapport à celui des autres pays de l'Est (exception faite de la Roumanie), ce qui explique qu'on y observe une augmentation des investissements très proche de celle de la production industrielle.

Les estimations pour 1970 se fondent essentiellement sur deux hypothèses: d'une part, il sera indispensable de baisser le taux d'investissement vers 1970, 28% devant tendre vers 23 en 1970, ce qui aboutit à un taux moyen de 26 entre 1961 et 1970; d'autre part, la Bulgarie est en voie d'industrialisation rapide, mais n'a pas atteint le niveau des autres pays de l'Est, et il est donc très probable que le rendement des investissements accusera une diminution au cours de la période de prévision.

De ces hypothèses résulte nécessairement une baisse du taux de croissance global. En moyenne, ce taux pourrait être de 8,1 % par an.

L'accélération de l'industrialisation fixée par le gouvernement a été retenue pour l'estimation du taux de croissance de la production industrielle (12,5 % par an). Pour déterminer la croissance de la production mécanique, on ne peut pas extrapoler l'élasticité des dernières années, étant donné que la part de cette industrie atteindrait un seuil infranchissable au risque de créer des bouleversements intérieurs. On a admis une élasticité de 1,6 jusqu'à 1970.

Les principales prévisions peuvent être résumées comme suit:

Taux de croissance 1961-1970
(moyenne annuelle)

produit national	8,1
production industrielle	10,7
industrie mécanique	14,6

Pour l'estimation des importations de biens d'équipement en 1970, on a suivi les deux méthodes suivantes. L'une est fondée sur des prévisions des investissements globaux et de l'industrie. Les investissements globaux (bruts) pourraient augmenter de 160 % en 1970 par rapport à 1961, l'accroissement des investissements dans l'industrie étant encore nettement plus élevé (240 %). En admettant un accroissement analogue pour les importations de biens d'équipement, le montant importé serait de 1.060 millions de dollars. L'autre méthode part de l'hypothèse que la part des biens d'équipement dans le total des importations aura tendance à augmenter entre 1961 et 1970. Le pourcentage en 1962 étant déjà très élevé, 46 %, on a admis une part relative en 1970 de 50 %. En supposant que le commerce extérieur global augmentera à un taux identique à celui du produit matériel net, cette méthode aboutit à un montant d'importations de 760 millions de dollars. On a retenu un chiffre moyen de 900 millions de dollars.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit matériel net				
taux de croissance				
global	1953-60	7,5	1961-70	8,0
par tête				
Investissements totaux				
en % du PMN	1953	29,9	1970	26
	1960	27,7		
part relative du bâtiment	1950	68,7		
	1959	48,9		
part relative de l'équipement	1950	30,3	1970	50
	1959	44,6		
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement				
chiffres absolus	1960	300	1970	760
indice 1960 = 100				253

ALLEMAGNE DE L'EST

L'évolution économique de l'Allemagne de l'Est dans le passé a été déterminée par des facteurs exceptionnels. Tout d'abord, les répercussions de la guerre mondiale 1940-1945 se sont fait sentir sur l'économie du pays et, en particulier, les démontages d'outillage industriel et des voies de transport ainsi que les livraisons obligatoires à l'U.R.S.S. ont fortement influencé l'évolution économique. En outre, le départ de la population vers la République fédérale a freiné évidemment la croissance économique. Il faut encore ajouter que l'introduction d'un système économique de planification centralisée a soulevé également des problèmes, étant donné les problèmes d'adaptation de l'économie à ce système.

Il est pourtant d'autant plus étonnant d'observer une croissance importante du produit national brut, au moins dans la période 1955-1962.

Mesurée d'après le produit matériel net, la croissance économique a été de 6,1 % par an pendant la période 1955-1962. Étant donné que la main-d'œuvre est restée à peu près stable, ce taux est également valable pour l'évolution de la productivité.

En Allemagne de l'Est, l'industrie représente près des deux tiers du produit net et son importance a augmenté de 57 % en 1955 à 64 % en 1962; en même temps, le poids de l'agriculture, et surtout celui des services ainsi que des transports a diminué. Le taux d'investissement (par rapport au produit matériel net) a été de 19,6 % en moyenne, mais après une augmentation entre 1956 et 1960, une légère baisse s'est dessinée dans ce rapport. Du total des investissements, un peu plus de 60 % est constitué par l'équipement et l'outillage; ce pourcentage a été pratiquement constant dans la période de référence.

L'Allemagne de l'Est dispose d'une industrie mécanique fort importante. Elle représente plus de 30 % de l'ensemble de l'industrie et son importance a augmenté régulièrement entre 1955 (30 %) et 1962 (35 %). Parmi les branches de cette industrie, l'industrie des machines électriques et celle des machines non électriques ainsi que l'industrie automobile sont les plus importantes. Leur poids a encore augmenté dans la période 1955-1962 (de 49 à 57 %).

Il existe pour l'Allemagne de l'Est un plan à long terme, jusqu'à 1970, dont la plupart des prévisions sont retenues dans la présente étude.

En ce qui concerne le développement de la main-d'œuvre, la stabilité de la main-d'œuvre dans le passé a pu être réalisée grâce à une augmentation sensible du taux d'activité qui a compensé le départ massif de la population. L'évolution naturelle de la population ne permet pour-

tant pas d'envisager une augmentation de la main-d'œuvre, bien qu'une poursuite des départs de la population ne soit pas prévue. Le taux de croissance du produit matériel net coïncide donc avec celui de la productivité. D'après le Plan, ce taux serait de 4,6 % par an, ce qui signifie une baisse par rapport à celui du passé, mais il est encore assez élevé comparé aux taux de croissance d'autres pays industrialisés. Le volume des investissements nécessaires à la réalisation de cette croissance devrait augmenter plus que le produit matériel, de sorte que le taux d'investissement accusera une augmentation. Il sera en 1970 de 26,5 %, ce qui constitue une hausse considérable par rapport au niveau de 20 % de 1962.

La répartition entre biens d'équipement et outillage d'une part et le bâtiment d'autre part ne changera pas jusqu'à 1970; par conséquent, le pourcentage de la première catégorie sera de l'ordre de 61 %.

On a déjà souligné l'importance de l'industrie mécanique en Allemagne de l'Est et il n'est pas étonnant de constater que les importations ne sont que de 15,6 (en 1962) du total des investissements en équipement.

Cependant, il est très probable que la politique du commerce extérieur connaîtra une évolution très différente de celle suivie jusqu'à présent. La politique actuelle se concentre surtout sur la stimulation de la production nationale de biens d'équipement. Dans le cadre du Comecon on a proposé actuellement de limiter sensiblement la gamme des biens d'équipement produite à l'intérieur pour des raisons économiques. Dans ces conditions, on doit prévoir une intensification du commerce extérieur de biens d'équipement de l'Allemagne de l'Est pour les prochaines années, dont les premières tendances semblent déjà se manifester depuis tout récemment.

ÉTATS-UNIS

Au cours de la période 1950-1962, l'économie américaine a été caractérisée par une croissance relativement lente de la production par travailleur. Si le taux de croissance du produit national brut à prix constants a été en moyenne de l'ordre de 3,4 % par an, l'expansion démographique a été assez élevée dans le même temps. La population totale s'est accrue à un rythme de 1,75 % par an dans cette période, tandis que l'augmentation de la main-d'œuvre civile occupée a montré une évolution moins rapide que la main-d'œuvre totale, et a atteint un taux de croissance de 1,05% par an.

Le pourcentage du chômage par rapport à la main-d'œuvre totale a été très élevé: pour l'ensemble de la période 1950-1962, ce pourcentage

a été en moyenne de 4,7 %. Pour 1970, on prévoit une poursuite du fort accroissement de la population tant totale qu'active, les taux de croissance étant respectivement de 1,7 et 1,8 % (moyenne annuelle).

De la comparaison des taux d'accroissement du produit national et de la main-d'œuvre occupée résulte une augmentation de la productivité annuelle de 2,3 % par an. Par suite de la diminution de la durée du travail, l'accroissement de la productivité horaire a été de l'ordre de 2,5 % par an.

La décomposition du produit national brut par catégories de la demande finale ne s'est presque pas modifiée au cours des années 1950 à 1962. Une légère augmentation de la consommation publique (dépenses militaires) a été compensée par une baisse de la part relative de la formation brute de capital fixe et de la consommation privée. Il est bien connu, par ailleurs, que le commerce extérieur ne constitue qu'un débouché très modique pour la production des États-Unis.

En ce qui concerne la décomposition du produit national par secteur d'origine, les changements n'ont été que très modestes. L'agriculture ne tient plus qu'une place relative peu importante: moins de 5 % en 1962.

Pour l'industrie manufacturière, on a observé dans la période 1950-1962 une légère diminution de sa part dans le produit national brut. La construction de machines électriques a augmenté cette part relative, tandis que celle du secteur de la construction des autres machines est restée constante. La part des services est en hausse, notamment pour le secteur financier, les communications et les autres services. En général, les modifications de la structure du produit national ont été assez lentes de sorte qu'elles n'ont pas eu une influence très prononcée sur la croissance économique.

Le taux d'investissement a été remarquablement stable au cours de la période 1950-1962 et s'est situé à 16 % du produit national brut; toutefois, les années récentes manifestent une légère tendance au-dessous de la moyenne. Étant donné le taux de croissance du produit national brut (3,4 %), ce volume d'investissement correspond à un coefficient de capital marginal brut de 4,7.

En ce qui concerne la répartition du volume global des investissements entre bâtiment et génie civil d'une part et équipement et outillage d'autre part, on constate pour les années 1950 à 1962 une diminution sensible pour les investissements en équipement et outillage: de 38 % en 1950 à 32 % en 1962 (à prix constants).

Par contre, pour les bâtiments, logements et autres, la part relative a augmenté au cours de cette période. Si l'on exclut les logements, la

ventilation des investissements entre construction et équipement et outillage a été la suivante:

	Équipement et outillage	Construction
1950	53	47
1956	50	50
1962	46	54

Par rapport aux besoins d'investissement en équipement et outillage, les importations de ces produits représentent une part assez modeste, mais qui a fortement augmenté: de 1,5 % en 1950 à plus de 5 % en 1960. Il est cependant certain que les importations de ces biens aux États-Unis subissent, dans une large mesure, les influences de la concurrence du marché américain. On a tenté de tenir compte de l'évolution des prix relatifs, c'est-à-dire du quotient des prix de gros aux États-Unis et l'indice de prix des exportations des principaux pays concurrents par une régression multiple expliquant les importations des produits de la section 7 de la C.I.T.I. (à prix constants); on a obtenu les résultats suivants pour la période 1953-1961:

$$M = -9,69 + 8,50 I_E - 7,83 P_i/P_M \quad R^2 = 0,90$$

(2,40) (4,22)

si M = importations des États-Unis des produits de la section 7

I_E = investissements en équipement et outillage

P_M = prix à l'importation

P_i = prix de gros aux États-Unis

(les variables sont exprimées en indices 1953 = 100).

En ce qui concerne *les prévisions pour 1970*, on prévoit une poursuite du fort accroissement de la population tant totale qu'active: les taux de croissance sont respectivement de 1,7 et 1,8 % (moyenne annuelle). Cependant, pour l'évaluation de possibilités de croissance de la main-d'œuvre occupée d'ici 1970, il est également important de tenir compte du fait que, dans la période du passé, les ressources disponibles n'ont pas été utilisées complètement, ce qui se reflète dans le taux de chômage élevé. On a donc fait la distinction entre ce qu'on appelle le taux potentiel de croissance et le taux réel de croissance, l'écart entre les deux étant dû à la fraction inutilisée de la main-d'œuvre et de la capacité industrielle. Le climat économique très favorable des récentes années a sensiblement réduit cet écart et on peut se demander si l'économie américaine ne connaît pas actuellement le taux potentiel de croissance. Il n'y a d'ailleurs pas de signes d'affaiblissement du taux de l'expansion économique actuelle. Le taux de chômage est descendu en

dessous de 4 % et l'application des résultats de programmes de recherche et de développement de grande envergure, allant de pair avec les circonstances économiques exceptionnelles, ont donné lieu à une croissance de la productivité plus élevée: 3,3 % de 1960 à 1964. D'autre part, la guerre au Vietnam n'a pas tardé à influencer la durée du travail: nous ne prévoyons qu'une réduction de 0,25 % d'ici à 1970.

Pour les estimations du taux de croissance du produit national brut, on a cru utile de reprendre celles du Conference Board ⁽¹⁾.

Dans ces prévisions, on a tenu compte d'une réduction de la durée du travail de 0,25 % par an et d'un accroissement de la population active occupée de 1,9 % par an d'ici 1975. Le taux de croissance de la productivité prévue est de 2,85 %, plus élevé que le taux historique, mais inférieur à celui de la période 1960-1964, où des circonstances extrêmement favorables prévalaient. Il faut remarquer que le taux de croissance du produit national brut de 4,5 % est supérieur à celui de Balassa, mais inférieur à celui du Joint Economic Committee et à celui du Council of Economic Advisers ⁽²⁾. Évidemment, cette prévision reste encore incertaine, en particulier en ce qui concerne le développement de la productivité par homme/heure. Il semble donc utile d'introduire une fourchette autour du chiffre de 4,5 %. Celle-ci pourrait être de l'ordre de 0,3 %, ce qui conduit à un taux de croissance compris entre 4,2 et 4,8 % par an.

Pour réaliser cette augmentation du taux de croissance futur par rapport à celui du passé, le taux d'investissement devrait croître. On n'a pas tenu compte dans les prévisions des investissements en logements, lesquels n'intéressent pas la présente étude et suivent par ailleurs une évolution déterminée par des facteurs plutôt autonomes. Il est vrai que le taux d'investissement a accusé une baisse vers la fin de la période de référence, mais le taux de croissance du produit national brut a également connu une baisse. Il est certain que dans les prévisions sur les investissements aux États-Unis, il est indispensable de tenir compte de l'apport de l'accroissement de la main-d'œuvre à la croissance économique. Dans une étude de l'O.C.D.E. ⁽³⁾, on a tenté, en comparant neuf pays industrialisés, de déterminer séparément l'influence des investissements d'extension et des investissements destinés au renouvellement ainsi que de ceux destinés à une augmentation du capital par tête. La répartition du total des investissements dans ces deux composants a été effectuée en admettant l'hypothèse que les investissements d'extension contribuent au stock de capital dans la même proportion que

⁽¹⁾ National Industrial Conference Board, «The Conference Board Records», décembre 1965.

⁽²⁾ J.E.C. (Joint Economic Committee), «The Potential Economic growth in the U.S.», Knowless, J.W. 1960. C.E.A. (Council of Economic Advisers), *Annual Report of the President*, Washington, 1962. Voir également tableau.

⁽³⁾ Politique économique et Croissance.

le taux d'accroissement de la main-d'œuvre et en estimant un coefficient net de capital marginal de 2. Sur la base d'une régression multiple pour neuf pays, on est arrivé au résultat suivant:

$$G = -3,40 + 0,98 I_1 + 0,47 I_2$$

où G = taux de croissance du PNB

I₁ = investissements d'extension en % du PNB

I₂ = autres investissements en % du PNB

L'extrapolation de cette équation sur la base des estimations du produit national brut et de la main-d'œuvre amène pour la prévision à un taux d'investissement de 13,1 %. Ce pourcentage signifie une hausse importante par rapport à la moyenne de la période 1950-1962 et surtout par rapport aux dernières années.

Pour les autres taux du produit national brut, on aboutit à des estimations (logements exclus):

faible: 12,5 % du PNB

moyenne: 13,1 % du PNB

forte: 13,8 % du PNB.

A partir de ces prévisions du montant total des investissements à l'exclusion des logements, la part des dépenses en équipement et outillage doit être déduite. Dans le passé, le pourcentage de ces biens par rapport au total est passé de 53 en 1950 à 50 en 1956, et a varié entre 45 et 48 à partir de 1958. On a admis pour ces investissements un chiffre de 46,6 % pour 1970.

Pour les prévisions de la part des importations dans les besoins totaux des biens d'équipement et d'outillage, il est indispensable de prendre en considération la position concurrentielle des exportateurs, parmi lesquels les pays de la Communauté, face aux producteurs américains. De plus, on ne peut pas perdre de vue le caractère marginal de ces importations sur le marché américain.

Pour le passé, à savoir la période 1953-1961, les mouvements de prix à l'exportation des pays de l'Ouest et ceux des prix de gros de biens d'équipement aux États-Unis ont été très divergents. Dans ces conditions, l'hypothèse sur l'évolution future de la position concurrentielle d'ici 1970 constitue un facteur fondamental dans les prévisions de la part des importations. Il a été admis que cette position ne se modifiera pas dans cette période et les arguments qui suivent peuvent motiver cette hypothèse.

Dans les années récentes, les tensions existant en Europe sur le marché du travail se sont répercutées sur le niveau des salaires et, par conséquent, sur les prix à l'exportation. Aux États-Unis par contre,

l'abondance relative de la main-d'œuvre aidant, les hausses de coûts ont été plus modestes. On peut admettre que pour le futur, les autorités responsables prennent les mesures nécessaires pour faire face à une poursuite des tendances inflationnistes, ce qui permettra de garantir la compétitivité des prix européens. Il va de soi qu'une telle politique se place dans un cadre beaucoup plus vaste que celui des exportations de l'Europe vers les États-Unis. Étant donné que ce pays est un exportateur très important de biens d'équipement ainsi que d'autres produits, les pays européens ne peuvent pas se permettre à long terme des hausses de prix qui dépassent sensiblement celle des prix américains. Il semble donc que l'hypothèse admise soit raisonnable.

Dans ces conditions, la part relative des biens d'équipement importés selon la définition de l'étude, sera de l'ordre de 4 % par rapport aux besoins totaux de biens d'équipement en 1970, ce qui correspond à 2.008 millions de dollars aux prix de 1960 (1.421 millions de dollars en 1960). Le taux de croissance moyen annuel 1960-1970 sera donc de l'ordre de 3,5 %

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	3,3	1960-70	4,5
par tête	1950-60	1,5		
Investissements totaux				
en % du PNB	1950-60	17,6/ 15,6	1970	13
part relative du bâtiment	1953-60	53/46		
part relative de l'équipement	1953-60	47/54	1970	47
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement	1953-60	1,5/ 5,15	1970	4,2
chiffres absolus	1960			
indice 1960 = 100	prix 1960	1.421	1970	2.008
taux de croissance			1960-70	3,5
Exportations d'équipement				
chiffres absolus	1960	5.200	1970	10.050
part de la C.E.E.	1963	12,9	1970	15

ÉTATS-UNIS, TABLEAU 1

PROJECTIONS ALTERNATIVES DE LA CROISSANCE DU PRODUIT NATIONAL BRUT DES ÉTATS-UNIS 1960-1965
(aux prix de 1960)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)
	Emploi	Heures/semaine	Heures travaillées	Productivité par h/t	Produit national brut	Emploi	Heures/semaine	Heures travaillées	Productivité par h/t	Produit national brut
Taux moyens annuels										
	1960-1970			1970-1975						
1. Paley	0,9	-0,6	0,3	2,5	2,8	0,9	-0,6	0,3	2,5	2,8
2. C.E.A.	1,9	-0,4	1,5	3,4	4,9	-	-	-	-	-
3. Knowles	1,8	-0,4	1,4	3,2	4,6	1,7	-0,5	1,2	2,8	4,0
4. N.P.A.	1,9	-0,6	1,3	3,2	4,5	-	-	-	-	-
5. O.E.C.D.	1,7	n.a.	n.a.	2,7	4,4	-	-	-	-	-
6. R.F.F.	1,8	-0,3	1,5	2,5	4,0	1,7	-0,3	1,4	2,3	3,7
7. Denison	1,8	-0,4	1,4	2,3	3,7	1,7	-0,5	1,2	2,2	3,4
8. Notre estim.	1,8	-0,4	1,4	2,5	3,9	1,7	-0,5	1,2	2,4	3,6

Sources: 1. The President's Materials Policy Commission, *Resources for Freedom*, Report, Vol. 2 Washington, 1952, pp. 111-12. Estimates refer to the period 1950-1957.

2. Council of Economic Advisers, *Annual Report, Economic Report of the President*, Washington, 1962, p. 115.

3. Knowles, J.W., «The Potential Economic Growth in the United States», «*Employment, Growth and Price Levels*», Study Paper N° 20. Joint Economic Committee, Congress of the United States, Washington, 1960, p. 40

4. National Planning Association, *The Economy of the American People*, Washington, 1961, p. 196.

5. Organisation for Economic Co-operation and Development, *Policies for Economic Growth*, Paris, 1962, p. 28.

6. Resources for the Future, Inc., *Resources in America's Future*, The Johns Hopkins Press, 1963, pp. 539-42, Medium Estimate.

7. Denison, E.F., *The Sources of Economic Growth in the United States and the Alternatives Before Us*, Washington, Committee for Economic Growth, 1962, p. 45, 259.

8. Table 8 A Most likely estimate.

Repris de B.R. BALASSA, op. cit., p. 23.

CANADA

L'économie canadienne est caractérisée par un revenu par tête élevé, mais par une large dépendance du commerce extérieur pour l'exportation de ses matières premières et demi-produits, d'une part, et l'importation des produits finis, en particulier des biens d'équipement, d'autre part. Ainsi, la croissance est largement déterminée par la demande extérieure, avant tout celle des États-Unis.

L'évolution démographique du Canada montre un taux de natalité élevé jusqu'à 1957; ultérieurement, une tendance à la baisse s'est manifestée. Le solde net de migration a été largement positif jusqu'à 1957, mais a fortement diminué depuis lors et pratiquement disparu en 1962. Entre 1950 et 1962, la population a augmenté à un rythme de 2,5 % par an; la population totale s'accroîtra à un rythme moins fort dans la décade 1960-1970. Par contre, la population active montrera encore un taux d'accroissement élevé sous l'influence du taux de natalité élevé jusqu'à 1957.

Le produit national brut à prix constants a connu un taux d'accroissement de 3,7 % par an entre 1950 et 1962. Cependant, il est nécessaire de distinguer deux périodes de croissance nettement différentes: de 1950 à 1956: 5,3 et de 1957 à 1961: 1,8. Cette dernière période a été caractérisée par une faiblesse des marchés mondiaux de matières premières et le ralentissement économique aux États-Unis.

Le taux d'investissement se situait aux environs de 21 à 22 % du produit national brut au cours de la période de référence, bien qu'il fût de 25,9 % en 1957. Depuis 1956, la part des biens d'équipement et d'outillage montre une diminution au profit de la construction non résidentielle. Le rapport entre le taux d'investissement et le taux de croissance du produit national, le coefficient de capital marginal brut, est assez élevé: 6,1. Ceci s'explique par la structure de l'économie canadienne où les industries à haute intensité de capital sont importantes (industries extractives, énergie, transport). Le taux d'accroissement de la valeur ajoutée par secteur a été le plus fort pour les services et les secteurs mentionnés ci-dessus, ayant un taux d'investissement élevé.

L'importance relative de l'agriculture et également des industries manufacturières a diminué. Le développement de l'industrie mécanique et électrique a été relativement faible dans la période 1950-1962; son importance par rapport aux besoins globaux de biens d'équipement et outillage est d'ailleurs modeste. Ces facteurs se reflètent dans les chiffres relatifs à la part des importations dans les besoins intérieurs de ces biens. Le pourcentage élevé (en moyenne 60 %) a accusé encore une évolution assez irrégulière entre 1952 et 1962. Il faut remarquer que la balance des paiements est caractérisée par un déficit structurel des

opérations courantes et une importation considérable de capitaux à long terme.

En ce qui concerne les *perspectives économiques pour 1970*, il semble improbable que la main-d'œuvre puisse constituer un frein à la croissance économique. Le taux de chômage encore élevé (5,8 en 1960) permet de prévoir un taux de croissance de la main-d'œuvre civile occupée de 1,9 par an entre 1960 et 1970.

Le taux de croissance du produit national brut sera sensiblement influencé par l'accélération prévue de la croissance aux États-Unis et les mesures mises en œuvre par la politique économique, pour améliorer la structure économique du pays.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	3,7	1960-70	5,1
par tête	1950-60	1,3	1960-70	3,25
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	21,9	1970	25
	1962	20,6		
part relative du bâtiment	1950	62,6	1970	65
	1962	67,5		
part relative de l'équipement	1950	37,3	1970	35
	1962			
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement	1952	60	1970	55
	1962	76		
chiffres absolus	1960	1.679*	1970	2.872
indice 1960 = 100				156
taux de croissance 1960-1970				4,5
Exportations d'équipement				
chiffres absolus	1960	287	1970	787
taux de croissance 1960-1970				10,625
vers la C.E.E.:				
chiffres absolus	1960	28,8	1970	118
pourcentage	1960	10	1970	15

*Prix courants (dollars canadiens)

Par contre, la situation sur les marchés mondiaux de matières premières ne permet pas de prévoir un taux aussi élevé que celui réalisé au cours des années 1950 à 1957. Dans ces conditions, on a admis un rythme de croissance de 5,1 % par an.

En ce qui concerne le volume des investissements, les prévisions sont étroitement liées aux perspectives de la production dans les différents secteurs. On peut admettre dans ce domaine une légère baisse de la part des industries extractives. En plus, une meilleure utilisation de la capacité de production exercera une tendance limitée à la baisse du coefficient de capital marginal brut. Un coefficient de 4,9 et un taux de croissance de 5,1 conduisent à un taux d'investissement de 25 %.

Pour la part de l'équipement et outillage dans le total des investissements, une extrapolation de la tendance observée au cours de la période 1950-1960 semble difficile; par ailleurs, après qu'une certaine stabilisation semble s'être dessinée, on a retenu un pourcentage de 35 % pour l'année 1970, soit le pourcentage de 1956 (1957 = 37 %).

Comme on l'a déjà remarqué plus haut, une grande partie des besoins en équipement et outillage est couverte par les importations; au cours de la période 1952-1962, il n'y a pas de tendance très nette dans ce rapport. Sur la base d'une régression simple entre les deux variables (importations et investissements), on aboutit en 1970 à un pourcentage de 55. Sur cette base, les importations de biens d'équipement (produits de l'étude) en 1970 seront de 2.872 millions de dollars.

AUSTRALIE

Dans le passé, le développement économique de l'Australie a connu d'importantes fluctuations, ce qui ne permet pas d'en dégager une tendance nette. Aussi n'est-il guère possible de tirer des conclusions du taux de croissance annuel moyen du produit national brut réel égal à 3,2 % au cours de la période 1950 à 1961. De même, les taux de croissance annuels de la main-d'œuvre employée ont été en partie assujettis à des variations considérables. Leur moyenne se situe à 1,6 %. Il s'ensuit que les éléments du développement économique que sont la main-d'œuvre et la productivité ont contribué, dans une mesure sensiblement égale, à la croissance du produit national brut.

Les différences en matière de croissance économique ont pour cause les importantes variations qui caractérisent le développement du commerce extérieur. C'est ainsi qu'au cours des années de récession 1957 et 1960, par exemple, le volume des exportations a considérablement diminué, alors que celui des importations augmentait parallèlement. Il est naturel de supposer que ces variations du volume des exportations sont dues à la structure unilatérale des exportations australiennes. Environ 80 % de ces dernières sont composées de denrées

alimentaires et de matières brutes (laine). Toutefois, leur production dépend largement des conditions climatiques ainsi que d'autres facteurs exogènes, qui échappent à toute influence extérieure et ne garantissent aucune constance de la production. Cette offre relativement rigide se trouve confrontée sur les marchés mondiaux à des variations continuelles de la demande correspondante. C'est pourquoi les modifications à court terme de la demande mondiale en produits agricoles se traduisent nécessairement par une évolution correspondante des exportations australiennes.

De même que dans les autres pays développés, l'agriculture australienne, au cours des années, semble avoir contribué de moins en moins — en termes relatifs — à la création de valeurs dans le cadre de l'économie générale. Par comparaison avec l'année 1953, la production industrielle a augmenté jusqu'en 1961 de 49 % au total, alors que la production agricole totale ne dépassait, la même année, que de 31 % celle de 1953. Au cours de cette période, les industries des biens d'investissement ont vraisemblablement augmenté leur part dans la valeur de production de l'ensemble de l'industrie. Simultanément, la structure de la production s'est modifiée dans l'industrie des biens d'investissement. L'industrie électrotechnique, notamment, a connu une expansion supérieure à la moyenne. De même, au cours des dernières années, la construction de véhicules et celle de machines ont pu à nouveau accroître leur part dans la valeur de la production de l'industrie des biens d'investissement. En revanche, la production de véhicules ferroviaires, navires, aéronefs ainsi que celle des produits en fer, tôles et autres métaux n'a augmenté que dans une proportion inférieure à la moyenne. Au cours des années 1960-1961, environ 40 % des travailleurs industriels étaient employés en moyenne dans l'industrie des biens d'investissement.

Au cours de la période de référence, la part des investissements fixes bruts dans le produit national brut réel est restée à peu près constante. Au cours des dernières années, cette part a été égale à 26 %. La croissance de la production de l'industrie des biens d'investissement ayant été sensiblement plus rapide que la croissance du produit national brut et, par conséquent, plus rapide que celle des investissements fixes bruts, on peut supposer que l'Australie couvre, dans une mesure croissante, sa demande de biens d'investissement sur sa production intérieure, d'autant plus que l'exportation des biens d'investissement ne joue aucun rôle.

Ces modifications structurelles, qui devraient se poursuivre à l'avenir, ont pour effet de réduire les inconvénients résultant d'une structure économique à orientation plutôt unilatérale. L'économie de

l'Australie est moins sensible aux fluctuations qui, d'une part, proviennent de certains facteurs exogènes (climat, etc.) susceptibles d'influencer la production agricole et qui, d'autre part, découlent des modifications constantes affectant la demande mondiale de denrées alimentaires et de matières premières (laine). Ces tendances à la stabilisation se répercutent d'une manière positive sur la croissance économique future. C'est pourquoi l'évolution relativement favorable de la croissance économique au cours de ces dernières années se maintiendra vraisemblablement au cours des années prochaines, se traduisant d'ici à 1970 par une augmentation moyenne réelle de 4,5 % par an du produit national brut.

Depuis 1950, le taux d'importation, c'est-à-dire le pourcentage des importations par rapport à la production intérieure brute, a connu des variations considérables. Si l'on admet que les tendances décelées au cours des dernières années se maintiendront également à l'avenir, c'est-à-dire que des estimations peuvent ainsi être fondées sur le passé, on

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-61 ¹⁾	3,2	1961-70	4,5
par tête	1950-61	0,05		
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	24,5	-	-
	1961	25,8	-	-
part relative du bâtiment	-	-		
part relative de l'équipement et autres	-	-		
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement	-	-		
chiffres absolus (sur la base des prix de 1960)	1950	553*	1970	1000*
	1961	636,1	1970	1000*
Taux de croissance	1950-61	1,3	1961-70	5,2
¹⁾ Période de référence: moyenne annuelle 1950-1952 * Estimation, y compris biens de consommation de la catégorie 7, y compris véhicules automobiles.				

peut fixer à 17 % en moyenne le taux d'importation futur. Jusqu'en 1970, le volume des importations croîtra donc de 5,4 % par an en moyenne. On obtient ainsi un taux d'élasticité importations/produit national brut égal à 1,2.

En ce qui concerne les prévisions relatives aux importations futures de biens d'investissement, on s'est également fondé sur l'évolution de ces dernières années. Les importations de biens d'équipement croîtront vraisemblablement selon un rythme aussi rapide que celui des importations globales, pour atteindre en 1970 un montant de 400 millions de £ (en prix de 1958). Celui-ci représente une part de 23 % dans les importations globales. Cette estimation reflète également la tendance décroissante de la part des importations de biens d'équipement dans la demande globale de ces mêmes biens. Au cours des années 1959 à 1961, cette part était encore de 15 %. Selon les estimations, elle représentera encore 12 % en 1970.

NOUVELLE-ZÉLANDE

Dans la période 1950 à 1960, la croissance annuelle du produit national brut réel a été de 2,7 % en moyenne. Le développement économique de la Nouvelle-Zélande a été beaucoup plus constant qu'en Australie. Étant donné l'accroissement relativement rapide de la population active (2,0 % par an), l'augmentation de la productivité, soit 0,7 % par an en moyenne, a été relativement faible. Le rythme modéré de la croissance de la productivité ne peut pas, toutefois, être motivé par un faible accroissement des investissements. En effet, le taux d'investissement se situait à près de 22 % en 1961. La cause du faible accroissement de la productivité s'explique plutôt par la structure, dans l'ensemble inchangée, de l'économie. En particulier, les modifications de la structure économique en faveur des secteurs plus productifs ont été insignifiantes. La part de l'agriculture dans le produit national brut n'a diminué que faiblement, alors que la part de l'industrie a accusé une lente augmentation au cours de la période 1952 à 1961 (pour atteindre 27 % en 1961). De même que l'Australie, la Nouvelle-Zélande s'est efforcée de couvrir les besoins d'investissements relativement élevés en recourant de plus en plus à sa production intérieure. Toujours est-il que la part revenant à l'industrie des biens d'investissement dans l'ensemble de la production industrielle a considérablement augmenté. Les modifications à l'intérieur de l'industrie des biens d'investissement figurent dans le tableau ci-après; ce sont surtout l'industrie électrotechnique ainsi que la fabrication de produits métalliques qui ont progressé au cours de ces dernières années.

**Évolution structurelle de la production brute dans l'industrie des biens
d'investissement**

Secteurs	(en %)	
	1954	1961
Constructions mécaniques	25	22
Construction de véhicules	45	44
Constructions navales	2	1
Industrie électrotechnique	10	12
Produits métalliques	18	21
Industrie des biens d'investissement	100	100

Les exportations de la Nouvelle-Zélande se composent presque exclusivement de produits agricoles. Plus de la moitié des exportations globales porte sur les denrées alimentaires, notamment les produits agricoles élaborés de haute valeur, tels que la viande, le beurre et le fromage. Les exportations de matières premières brutes portent principalement sur la laine ainsi que, dans une mesure moindre, sur les cuirs et peaux. Parmi les importations, les produits industriels de la position 7 S.I.T.C. (produits transformés) occupent la première place avec un tiers des produits. Près d'un autre tiers des importations globales porte sur les constructions mécaniques et les véhicules. Les importations n'ont pas connu de modifications structurelles notables au cours de la période de référence. Depuis le milieu des années 50, les importations de biens d'investissement ont connu une situation proche de la stagnation.

Pour apprécier le développement économique futur, il faut tenir compte, en premier lieu, de ce que les modifications de la structure économiques, orientées vers les secteurs plus productifs, recèlent encore des réserves considérables permettant un accroissement plus rapide de la productivité. Tous les pays développés ayant procédé jusqu'à présent à une modification de leur structure économique en faveur des secteurs plus productifs, on peut escompter qu'une pareille évolution se produira en Nouvelle-Zélande. D'autre part, la croissance de la population active ne sera vraisemblablement plus accélérée dans la même mesure que dans le passé. Aussi estime-t-on, pour le développement économique ultérieur, que la croissance de la population active connaîtra un ralentissement, celui-ci pouvant cependant être compensé par une augmentation plus forte de la productivité. D'ici à 1970, il pourrait en résulter, pour la croissance économique, un taux annuel moyen de 3,5 %.

La Nouvelle-Zélande continuant de dépendre à l'avenir des importations pour son approvisionnement en produits finis, en dépit de l'extension de sa propre industrie, on peut escompter d'ici à 1970 un taux d'importation (pourcentage des importations par rapport au produit national brut) égal à 26 %. Il est à prévoir que les importations de biens

d'investissement perdront vraisemblablement en importance du fait des progrès marqués réalisés par l'industrie indigène dans ce domaine.

Pour l'avenir, on peut estimer à 20 % leur part dans les importations globales (1954-58: plus de 24 %). Il en résulte pour 1970 des importations de biens d'investissement d'une valeur de 90 millions de £ environ (en prix de 1958).

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-61	2,7	1961-70	3,5
par tête	1950-61	0,5		-
Investissement totaux				
en % du PNB	1950	19,4		-
	1961	22,1		
part relative du bâtiment	-	-		-
part relative de l'équipement et autres	-	-		-
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement	-	-		-
chiffres absolus (aux prix de 1960)	1951	196*	1970	290
	1961	239	1970	290
Taux de croissance	1951-61	2,0	1961-70	2,2
* Estimation, y compris les biens de consommation figurant à la position 7 S.I.T.C., véhicules automobiles exclus.				

AFRIQUE DU SUD

Au cours de la période 1950 à 1962, le produit national brut réel a augmenté en moyenne de 5,4 % par an. Cet accroissement est dû, dans une mesure à peu près égale, à la croissance de la population active et à celle de la productivité. Depuis le milieu des années 50, on enregistre un affaiblissement sensible de la croissance économique. Ces dernières années, c'est surtout le commerce extérieur qui a exercé une influence expansive sur le développement économique. N'étaient les soldes actifs élevés du commerce extérieur, la consommation privée, presque stagnante, ainsi que les investissements qui marquent le pas n'auraient

guère permis d'obtenir une croissance économique notable. Le taux d'investissement est tombé, au cours de ces dernières années, de 25,4 % en 1953 à 18,3 % en 1962. La composition des investissements fixes bruts ne s'est pas modifiée d'une manière sensible; la part des investissements immobiliers a faiblement augmenté au détriment des investissements d'équipement, passant de 52 % en 1950 à 58 % en 1962.

Les modifications de la structure économique sont restées limitées. Depuis 1950, l'industrie minière et les autres industries ont maintenu inchangée leur part dans la production intérieure. En revanche, la part de l'agriculture a accusé une régression sensible, alors que le secteur tertiaire augmentait en importance. Parmi les différents secteurs économiques, c'est l'industrie qui revêt de loin la plus grande importance. Elle fournit près de 25 % du produit national brut. Près d'un quart de la valeur brute de la production industrielle provient de la métallurgie et de la transformation des métaux, et presque un cinquième de l'industrie alimentaire. La chimie et l'industrie du bâtiment, avec 10 % respectivement, revêtent sensiblement la même importance. En outre, les industries du vêtement, l'industrie textile, la papeterie et les chaussures contribuent dans une large mesure à la production industrielle globale (dans la mesure où leur rôle peut être déterminé.) Depuis le milieu des années 50, l'industrie des biens d'investissement a connu une croissance disproportionnée par rapport à l'ensemble de l'industrie. Alors que la valeur brute de la production de l'ensemble de l'industrie a augmenté de 29,1% de 1955-56 à 1960-61, la production de l'industrie des biens d'investissement s'est accrue de 36,4 % au cours de la même période. La part des industries de biens d'investissement, qui était de 14,4 % en 1955-56 par rapport à l'output industriel global, atteignait 16,4 % dès 1960-61. A l'intérieur de l'industrie des biens d'investissement, celle des produits métalliques couvre près de la moitié de la production globale. Les constructions mécaniques et l'industrie électrotechnique sont sensiblement situées au même niveau; en 1960-61, ces deux groupes d'industrie ont participé chacun, à raison de 23 % environ, à la production globale. Au cours de la période de référence, on n'a pas enregistré de modifications sensibles de structure dans l'industrie des biens d'investissement.

Parmi les marchandises importées, les biens d'investissement occupent de loin la première place. En 1961, la part des biens de la position 7 S.I.T.C., égale à 36 %, a couvert plus d'un tiers des importations globales de cette année. La part des importations de biens d'investissement dans les importations globales a accusé depuis 1950 une tendance croissante.

La modification structurelle de l'activité économique en faveur de secteurs économiques appelés à une croissance particulièrement rapide

et comportant une productivité élevée favorisera certainement le développement économique ultérieur. On constate une tendance croissante à transformer les produits bruts à l'intérieur du pays et à exporter des produits semi-finis au lieu de matières premières. En outre, l'expansion économique sera influencée positivement par la réalisation, au cours des prochaines années, de certains projets destinés à améliorer l'infrastructure économique. Aussi peut-on estimer que le rythme de croissance de de l'économie sud-africaine, encore relativement rapide en dépit du ralentissement intervenu depuis le milieu des années 50, se maintiendra à l'avenir et peut-être même s'accélérera légèrement. De 1957 à 1959, la croissance annuelle moyenne du produit national brut a été de 4,2 %, alors qu'elle a été de 4,1 % de 1960 à 1962. D'ici à 1970, le développement relativement favorable de la structure économique permet d'escompter une augmentation de 4,5 % par an en moyenne. Ne serait-ce qu'en raison de l'accroissement démographique rapide – estimé à 2,6 % par an – l'Union sud-africaine fera tout pour pousser

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-62	5,4	1962-70	4,5
par tête	1950-62	2,6	1962-70	2,0
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	23,0	1970	20,0
	1962	18,3		
part relative du bâtiment	1950	51,7	1970	58,0
	1962	57,8	1970	58,0
part relative de l'équipement et autres	1950	48,3	1970	42,0
	1962	42,2	1970	42,0
Importations d'équipement				
en % des investissements en	1950	82,8	1970	73,8
équipement	1962	76,8	1970	73,8
chiffres absolus (aux prix de 1960)	1950	407,4*	1970	740
	1961	497,8	1970	740
Taux de croissance	1950-61	1,8*	1961-70	4,5

*) Estimation (marchandises du groupe n° 7 S.I.T.C., y compris biens de consommation de la catégorie 7, véhicules automobiles inclus).

au maximum la croissance économique, afin de réaliser une augmentation de son revenu par tête d'habitant. En supposant égal à 4,5 % le taux de croissance réel, le produit national brut de l'Union sud-africaine par tête de population augmentera, d'ici à 1970, d'environ 17% par rapport à 1962. Compte tenu de l'expansion ultérieure de l'appareil de production ainsi que des mesures destinées à améliorer l'infrastructure économique, les activités d'investissement, stagnantes ces derniers temps, sont appelées à connaître un nouvel essor. Le taux d'investissement peut être estimé à 20 %. La composition des investissements fixes bruts ne sera vraisemblablement pas modifiée d'une manière sensible, étant donné que tant les investissements d'équipement que les investissements immobiliers subissent l'influence de poussées expansionnistes.

Le développement poussé des activités de production dans le secteur des biens d'investissement ne viserait pas seulement à couvrir la demande nationale de biens d'investissement; les exportations de produits finis seraient également intensifiées. Les prévisions relatives aux importations de biens d'investissement reposent sur ces tendances générales. C'est dire que l'accroissement des importations de biens d'investissement ne sera vraisemblablement que de peu inférieur à celui des investissements d'équipement, c'est-à-dire de l'ordre de 45 % au cours de la période 1961 à 1970.

JAPON

L'économie japonaise est caractérisée, d'une part, par une structure très particulière et, d'autre part, par un taux de croissance extraordinaire. Ces éléments méritent une analyse approfondie.

Le Japon est un pays relativement pauvre en ressources naturelles, mais riche en population active (densité: 260 habitants par km²). Par conséquent, son économie est essentiellement basée sur les activités industrielles et les services, tandis que la production minière est très faible. En plus, l'abondance de main-d'œuvre capable et peu coûteuse constitue le principal facteur pour s'assurer une compétitivité suffisante sur les marchés mondiaux. Toutefois, le niveau relativement haut du revenu par tête (285 \$ en 1958) explique le caractère dualiste du pays: d'une part, des entreprises de dimension faible et à productivité basse, d'autre part, une industrie très moderne, avec des entreprises de grandes dimensions et à productivité élevée. Ce dualisme permet d'ailleurs le recrutement sélectif de main-d'œuvre par les grandes entreprises. Cette structure économique a favorisé largement la croissance économique du pays qui s'est effectuée à un rythme extraordinairement élevé, entre 1955 et 1960, de 10 % par an. Mais, en même temps, les changements de

structure entraînés par une telle croissance sont très sensibles, de sorte qu'une extrapolation simple des tendances du passé risque d'aboutir à des estimations fausses.

L'évolution démographique du Japon entre 1950 et 1963 a été modérée par rapport aux autres pays de l'Asie: le taux d'accroissement moyen annuel a été de 1,2 % par an. Cependant, les réserves de main-d'œuvre sont plutôt constituées par les travailleurs employés dans l'agriculture et dans les entreprises à exploitation familiale à faible productivité due à un large sous-emploi caché dans ces secteurs. Un résumé des changements de la structure de la population occupée peut être emprunté aux chiffres suivants:

Tableau 1 – Variation de l'emploi: 1964 par rapport à 1955

	Mns de pers.	%
Agriculture, pêche et industries extractives	- 4,0	- 24,2 %
Industrie manufacturière	+ 3,8	+ 50,4 %
Bâtiment	+ 1,1	+ 59,7 %
Autres secteurs	+ 4,7	+ 30,7 %
total	+ 5,6	+ 13,5 %

Étant donné l'écart de la productivité moyenne dans le secteur primaire par rapport aux autres, le seul changement de l'emploi entre ces deux a provoqué entre 1955 et 1964 une augmentation de la productivité globale de 4 % par an. On ne tient pas compte des effets analogues qui peuvent se produire du fait des changements à l'intérieur de l'industrie parce qu'on ne dispose pas d'informations suffisantes, ni sur l'importance relative des industries modernes par rapport aux entreprises de petite dimension, ni sur les modifications survenues au cours de la période de référence. En tout cas, le taux de croissance élevé du produit national de plus de 12,5 % par an est dû pour presque 5 % aux effets de structure.

L'autre élément est constitué par la formation brute de capital fixe qui a accusé un taux de croissance très élevé: pour les investissements productifs, l'augmentation moyenne entre 1955 et 1964 a été de 20,1 % par an, ayant donc en 6 ans bien plus que quadruplé. Au cours des années 1955 à 1961, le Japon est donc passé d'une économie à grande intensité de travail à une intensité de capital remarquable. Pour l'ensemble des investissements, le taux par rapport au produit national est passé de 20 en 1955 à 34 en 1964 y compris les investissements publics. L'estimation d'un coefficient de capital marginal brut pour la période 1955-1964 montre un chiffre relativement bas (3,3), ce qui provient du fait que, d'une part, dans l'économie japonaise, la part du renouvellement est

encore très faible mais, d'autre part, parce que l'effet de structure a été très important.

Évidemment, l'effort extraordinaire dans le domaine des investissements n'a été possible que grâce à une limitation de la consommation; on constate en effet une diminution de la part de la consommation totale dans le produit national de plus de 71,3 % en 1955 à 57,1 % à peine en 1964. Cette diminution ne s'est effectuée que dans une mesure moindre pour la consommation publique; par contre, pour la consommation privée, on peut signaler une baisse considérable de cette part (de 60,7 en 1955 à 48,0 en 1964). Cette évolution est encore plus étonnante si l'on prend en considération le fait que la part de la rémunération du travail dans le revenu national a augmenté d'une façon considérable entre 1956 et 1964 (1956: 48,8 %, 1964: 55,7 %). Par conséquent, une grande partie des épargnes nécessaires pour le financement des investissements provient des travailleurs au prix de grands sacrifices pour la consommation. En tout cas, il ne semble guère possible d'expliquer le progrès économique du Japon réalisé dans les 7 dernières années (de 1959 à 1964) sans tenir compte de l'attitude psychologique de la population.

Il est encore intéressant d'examiner quels secteurs industriels se sont développés le plus rapidement. L'accroissement de la production le plus sensible a été réalisé dans les industries mécaniques et électriques, ainsi que dans les industries de base (sidérurgie et métaux non ferreux). Il faut signaler pourtant qu'à l'intérieur des industries mécaniques et électriques, l'expansion se concentre surtout sur les biens de consommation durables (véhicules automobiles et appareils électroménagers) et, dans une moindre mesure, sur les biens d'équipement. Certes, certaines productions de biens d'équipement ont été stimulées par l'expansion de la production des biens de consommation, sous l'influence du mécanisme de l'accélération. Ce phénomène joue en particulier pour les machines-outils dont la production est passée de 6.600 tonnes en 1955 à 11.000 tonnes en 1961 (ce niveau étant en 1961 le double de celui de l'Italie).

Comme dernière caractéristique de l'économie japonaise, il est nécessaire d'examiner brièvement le rôle du commerce extérieur. Étant donné les faibles ressources naturelles du pays, le Japon fait appel aux importations de matières premières et d'énergie. Sur un total des importations qui ne représente d'ailleurs que 10 % du produit national, les matières premières et l'énergie constituaient 88 % en 1955, tandis que ce pourcentage est passé à 75 % en 1963. Parmi les produits manufacturés, les biens d'équipement ont connu l'expansion la plus vigoureuse.

Tableau 2 – Importations par groupes de produits

(en %)

	1955	1960	1963
produits alimentaires	25	12	16
matières premières textiles	24	17	13
minéraux	7	15	11
autres matières premières	20	17	17
énergie	12	17	18
total matières premières	88	78	75
produits chimiques	5	6	6
machines	5	9	12
autres	2	7	7
total produits manufacturés	12	22	25

La structure des exportations diffère de celle des importations comme le montre le tableau 3.

Tableau 3 – Exportations par groupes de produits

(en %)

	1955	1960	1963
produits alimentaires	6	6	5
produits textiles	37	30	23
produits chimiques	5	5	6
produits non ferreux	5	4	4
produits sidérurgiques et autres	19	14	17
machines	12	23	27
autres	15	18	18

En ce qui concerne l'évolution de la structure des exportations, on remarque la forte baisse des produits textiles et l'augmentation sensible des machines, parmi lesquelles on trouve les moyens de transports routiers et les bateaux, dont l'exportation a augmenté d'une façon extraordinaire; toutefois, le niveau a été encore très bas en 1955. Par rapport au produit national, les exportations ne se sont développées qu'à un rythme légèrement plus rapide. Mais, par rapport aux débouchés mondiaux, la part du Japon a augmenté considérablement. Il est bien connu que la position concurrentielle du Japon a été favorisée non seulement par le niveau relativement bas des salaires, mais également grâce à des techniques de production les plus modernes, en particulier pour les industries exportatrices. Comme le montre le graphique 7, au cours de la période 1955-1963, les prix à l'exportation du Japon ont marqué, pour les machines, la plus grande stabilisation par rapport aux concurrents (sauf l'Italie).

Les perspectives économiques jusqu'à 1970 dépendent largement des trois facteurs suivants:

- a) Les ressources de main-d'œuvre disponible dues à la dualité de l'économie japonaise peuvent-elles continuer jusqu'à 1970?
- b) La part relative des investissements par rapport au produit national peut-elle être maintenue?
- c) L'équilibre extérieur ne constituera-t-il pas un frein à l'expansion, comme le montrent les difficultés récentes de la balance des paiements?

On peut admettre que les changements de l'emploi par secteurs se poursuivront, c'est-à-dire que les ressources constantes peuvent être utilisées dans une mesure plus productive. Mais il faut bien remarquer que ce facteur constitue une condition nécessaire plutôt qu'une condition suffisante pour assurer le rythme de croissance économique.

Tout d'abord, il faut tenir compte des difficultés récentes, c'est-à-dire de la hausse des prix et des déficits de la balance des paiements qui ont forcé les pouvoirs publics à prendre des mesures restrictives. Ce phénomène montre que l'économie japonaise est probablement devenue plus sensible aux fluctuations conjoncturelles qu'auparavant; une pareille évolution s'est dessinée en Italie. Ces considérations se répercutent évidemment sur la croissance à moyen terme dans la mesure où les cycles conjoncturels empêchent d'atteindre un taux de croissance optimale pour toute la période.

Ensuite, il est possible que le taux d'investissement actuel, de plus de 30 % ne puisse guère augmenter encore pendant plusieurs années, étant donné les sacrifices imposés à la population japonaise. De plus, on doit tenir compte d'une certaine diminution du rendement des investissements parce que le coefficient de capital du passé a été bas pour des raisons exceptionnelles énumérées plus haut.

Si l'on admet l'hypothèse d'un doublement du produit national brut entre 1960 et 1970, ce qui implique un taux annuel légèrement supérieur à 7 %, le maintien du taux d'investissement moyen de la quinquennie 1960-1964 (33 %) aboutirait à un coefficient de capital de 4,8 comparé à une valeur de 3,3 pour la période 1955-1964. Le coefficient de capital est d'ailleurs passé de 2,8 dans la période 1955-1959 à 3,5 en 1960-1964 et augmentera probablement encore, mais dans une mesure moindre que celle enregistrée dans la période de transformation structurelle qui s'est faite ces dernières années, étant donné que cette transformation va diminuer. On a retenu une valeur de 4,5, modeste cependant pour la période 1960-1970. Les valeurs à prix constants des investissements en logements sont connues seulement à partir de 1962. Les autres constructions sont comprises dans l'ensemble des investissements en biens d'é-

quipement durables. En 1962, la valeur de ces biens a constitué 59 % du total des investissements bruts (y compris les investissements publics). En 1964, ce pourcentage s'était réduit à 52 %.

Il est difficile de dégager les tendances sur la base des chiffres de trois années, étant donné que cette période a été fortement marquée par la conjoncture et par la transformation des structures. Néanmoins, on peut considérer que le taux d'investissement privé est en diminution par rapport aux investissements globaux, du fait que les investissements publics montrent un très grand dynamisme et que les logements prennent une importance croissante. Une correction en sens contraire pourrait être déterminée par l'évolution des variations de stocks (lesquels sont compris dans les investissements productifs); en effet, à partir de 1959, il a été enregistré une importante augmentation des stocks, déterminée par l'excédent systématique de la production par rapport à la demande; ce fait détermine de difficiles problèmes financement, et il n'est pas possible de le maintenir indéfiniment. Toutefois, il est très probable que la réduction prévisible de la variation nette des stocks sera insuffisante pour compenser l'augmentation tant des investissements publics que des logements.

La réduction actuelle du taux d'accroissement des investissements (due à une diminution prévisible du taux d'investissement qui déjà en 1965 à montré ne pouvoir se maintenir au très haut niveau atteint), et dans l'ensemble des investissements, de la part des investissements productifs, devrait agir dans le sens d'une réduction du taux d'accroissement du revenu et d'une augmentation du coefficient de capital. Il est néanmoins nécessaire de considérer qu'après 1959 on a enregistré une augmentation importante du stock de capital productif, qui s'est accru beaucoup plus rapidement que la demande intérieure des biens de consommation et que la demande extérieure (exportations totales). Cela a déterminé une réserve de capital non utilisé, qui devrait permettre, dans le futur, de soutenir l'expansion de la production malgré une diminution sensible des investissements productifs.

La part des importations dans les besoins totaux de biens d'équipement est relativement faible au Japon, à peu près 4 % en 1960. En fait, les exportations sont supérieures aux importations, mais ce phénomène se limite en particulier aux machines électriques et aux moyens de transport. Pour les réceptifs et les machines non électriques, le solde est négatif. Ceci reflète bien la structure de l'industrie mécanique et électrique du Japon. On doit certainement estimer une expansion forte de cette industrie jusqu'à 1970, mais il est probable que les effets de substitution ne se feront sentir qu'en petite mesure. La part des importations pourrait plutôt légèrement augmenter et se situer pour 1970 à 4,5 %, ce

qui correspond à un montant global d'importation de 808 millions par rapport à 668 millions de \$ en 1962.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1953-60	9,1	1960-70	8,4
par tête	1953-60	8,0	1960-70	7,3
Investissements totaux				
en % du PNB	1960	32,5	1970	36,0
part relative du bâtiment	1956	38,7		
(y compris logements et travaux publics)	1964	42,0	1970	45,0
part relative de l'équipement ⁽¹⁾	1964	58,0	1970	55,0
Importations d'équipement				
(chiffre absolu)				
en % des investissements	1960	4,0	1970	4,5
taux de croissance	-			9,0
⁽¹⁾ Y compris les bâtiments privés autres que logements et non compris les changements de stocks.				

ARGENTINE

La croissance économique en Argentine a été très faible: le taux moyen annuel, qui a été de 1,5 % au cours de la période 1950-1962, a d'ailleurs diminué dans la deuxième moitié de la période, passant de 1,7 % entre 1950 et 1956 à 1,3 % entre 1956 et 1962. La croissance a même été pratiquement nulle entre 1958 et 1962 ⁽¹⁾. La situation actuelle semble être dominée par trois traits essentiels: la capacité d'importation diminue, l'endettement extérieur devient de plus en plus lourd et la fuite des capitaux vers l'étranger persiste ou s'aggrave.

⁽¹⁾ De nouvelles estimations des comptes nationaux donnant un taux de croissance supérieur (3 % pour la période 1950-1962) ont été effectuées par le Conseil National de Développement de l'Argentine. Mais compte tenu de la baisse enregistrée pour le P.I.B. en 1962, puis en 1963, le taux de croissance de la période 1960-64 apparaît être de l'ordre de 1,2 %, ce qui n'est pas de nature à modifier le taux retenu pour établir les projections.

Le taux d'investissement a été de 22 % en moyenne entre 1950 et 1962, ce qui conduit à un coefficient de capital marginal brut extrêmement élevé, de l'ordre de 13. Par ailleurs, le taux d'investissement a accusé une augmentation vers la fin de la période, alors que la croissance du produit national brut a été pratiquement nulle entre 1958 et 1962. En ce qui concerne la répartition du total des investissements entre bâtiment et équipement et outillage, on observe au cours de la période de référence une forte augmentation de la part des équipements et outillage. D'un tiers en 1950, cette part est devenue 50 %, ce qui correspond à plus de 12 % du produit national brut. Le problème du financement des investissements en équipement et outillage revêt deux aspects: non seulement il faut dégager une partie du produit consacrée à l'investissement, mais encore plus de 50 % de ces investissements, dont le financement est difficile, doivent être importés. En outre, l'élasticité entre les importations et les investissements en équipement est de 1,6 pour le passé, ce qui implique une augmentation sensible du rapport entre ces deux grandeurs. Jusqu'à présent, les phénomènes de substitution des importations par les productions observés au niveau global ne jouent pas un rôle important dans le cas des biens d'équipement.

L'estimation du taux de croissance du produit national brut jusqu'à 1970 pour l'Argentine est assez difficile. Il existe un plan de développement qui a formulé des objectifs supérieurs à 5 % par an. Toutefois, l'état actuel de l'économie argentine ne permet guère de penser que ce taux puisse excéder durablement 4 %. Une extrapolation des tendances des cinq dernières années amènerait vers une stagnation, ce qui conduirait à une diminution du revenu par tête. Toutefois, un tel taux de croissance, inférieur au taux de croissance démographique, serait intolérable à plus long terme. Par conséquent, on a admis comme hypothèse de travail plausible un rythme de croissance de 3 % par an du produit global.

En ce qui concerne les investissements, il est probable qu'avec un taux de croissance du produit national brut plus élevé, le rendement du capital pourrait être quelque peu amélioré. On a donc admis l'hypothèse d'une légère baisse du coefficient marginal brut de capital. La part des investissements en équipement et outillage dans le produit national brut serait alors de l'ordre de 11 %. On peut d'ailleurs remarquer qu'une augmentation de ce pourcentage aurait des répercussions sur le financement des importations. Effectivement, il est peu probable que l'économie argentine réussisse, dans la période allant jusqu'à 1970, à développer suffisamment l'industrie mécanique et électrique pour parvenir à une substitution importante, du moins pour certains types de machines. Il est alors raisonnable d'admettre pour ces importations l'élasticité de 1,6 observée dans le passé. Il est évident que le volume des investissements pourrait être assez limité par les possibilités de financement de

ces importations. Cependant, si une certaine substitution d'importations intervenait, le nouveau type de financement international du développement de l'Argentine, qui semble devoir se faire jour, pourrait se traduire par un accroissement du recours à l'importation.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	3,1	1960-70	3,0
par tête	1950-60	1,5		
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	22,9		
	1961	24,5		
part relative du bâtiment	1950	66,3		
	1961	50,2		
part relative des autres	1950	33,7	1970	10% PIB
	1961	(77% PIB) 49,8 (12% PIB)		
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement				
chiffres absolus	1960	520	1970	512
indice 1960 = 100				98,5

BRÉSIL

La dernière décennie a été caractérisée par un taux de croissance annuel moyen du produit national brut élevé: 5,8 %. On peut même noter une accélération au cours de cette période, ce taux atteignant 7 % entre 1957 et 1961. Ce rythme de croissance a été le résultat d'une politique de développement visant à une substitution systématique et intensive de l'importation par la production nationale. Cependant, l'économie brésilienne se trouve actuellement à un tournant que cette politique arrive au terme de ses effets et rencontre ses limites. Par conséquent, le Brésil doit maintenant aborder les problèmes d'une croissance auto-entretenu de l'intérieur.

La croissance démographique est très rapide, de l'ordre de 3 % par an; le revenu par tête a donc augmenté entre 1950 et 1962 à un rythme de 2,7 % par an. Pour le futur, on peut prévoir à peu près la même évolution démographique. En ce qui concerne la croissance du produit national brut dans le passé, l'expérience des dernières années montre encore la sensibilité de l'économie brésilienne aux circonstances exceptionnelles. Les exportations de café représentent 50 % du total des exportations et des récoltes mauvaises et les variations des cours sur le marché mondial de ces produits peuvent entraîner des difficultés graves de la balance des paiements qui se répercutent sérieusement sur les possibilités de financement des importations.

Les rythmes de croissance retenus dans les plans triennaux semblent être optimistes. Le plan 1963-65 avait retenu un taux de 7,7 % grâce à une intensification des investissements, en particulier l'accroissement des investissements publics. Le plan 1964-66 comprend un taux plus modéré: 6 % par an et, d'après les experts brésiliens, on pourrait retenir un taux de 7 % pour la période allant de 1966 à 1970. En admettant que la période actuelle soit une période de transition et que la gravité de la situation permette de retenir pour la période 1965-1970 ce taux de 7 %, il a paru possible d'adopter pour l'ensemble de la période de prévision le taux de 6 %, admis dans le dernier plan triennal. A la lumière des résultats enregistrés de 1960 à 1964 (taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 4 %), ce taux paraît cependant légèrement surévalué.

La part des investissements dans le produit national brut est restée très stable dans le passé et a été en moyenne de 14,4 % dans la période 1950-1960. Le coefficient de capital marginal brut a donc été de 2,5 au cours de cette période. Il faut prévoir qu'une augmentation du taux de croissance du produit national brut dans la période de projection devra nécessairement demander une intensification des investissements. Par conséquent, le coefficient de capital pourrait légèrement augmenter. Un taux d'investissement de 16 % a été retenu dans les prévisions pour 1970, en tenant compte du fait que la situation démographique tendue du pays ne permettra pas un taux très supérieur. Dans la période passée, un grand effort a été effectué dans le domaine de la substitution d'importation par la production locale. La part des investissements en équipement et outillage importés est assez faible pour un pays en voie de développement (en moyenne de 16 %) et une certaine diminution semble se dessiner au cours de cette période. Toutefois, cette tendance est hésitante et modérée. L'élasticité entre les investissements et l'importation d'équipement et outillage pour la période 1954-1961 est légèrement inférieure à l'unité (0,945), ce qui indique que la politique de substitution a connu des effets modérés jusqu'à présent en ce qui concerne ces produits. Cependant, jusqu'à 1970, on peut estimer que cette élasticité

pourrait encore baisser légèrement, vers 0,9 environ, en supposant que la substitution exercera une influence un peu plus importante dans le futur.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	5,8	1960-70	5,5
par tête	1950	2,7		
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	13	1970	15,5
	1960	15		
part relative du bâtiment				
part relative de l'équipement				
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement				
chiffres absolus	1960	379	1970	544
indice 1960 = 100				143,5

COLOMBIE

Comme celle du Brésil, l'économie colombienne dépend largement des exportations de café. C'est pourquoi, au cours de la période 1950-1955, le taux de croissance du produit national brut a atteint 5,3 % par an en moyenne tandis que depuis, sous l'influence de la baisse sensible de la valeur des exportations, ce taux moyen a été de 3,5 % par an. La croissance démographique est très rapide au cours de la période 1950-1960 (2,7 % par an) et elle continuera à un rythme encore plus élevé entre 1960 et 1970. En ce qui concerne les investissements, on peut observer la même tendance que pour le produit national brut. Alors que le taux d'investissement avait augmenté de 18 à 26 % entre 1950 et 1956, une baisse sensible s'est dessinée depuis cette année-là. Cependant, on enregistre une nouvelle hausse de ce taux depuis 1960. La part de l'équipement et de l'outillage dans les investissements totaux a été supérieure à 50 %, sauf les années de récession 1957-1959 où ce taux a sensiblement baissé.

Pour la prévision jusqu'à 1970, on peut disposer d'un plan de développement décennal dont les objectifs semblent cependant légèrement

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-60	4,5	1960-70	5,6
par tête	1950-60	2,3		
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	18,6	1970	22,5
	1961	18,8		
part relative du bâtiment	1950-61	50,5	1970	50
	1961	51,5		
part relative des autres	1950	49,5	1970	50
	1961	48,5		
Importations d'équipement				
en % des investissements en équipement				
chiffres absolus	1960	160	1970	376
indice 1960 = 100				235,0

optimistes. Bien que l'hypothèse de la baisse des cours du café soit assez réaliste et que ses répercussions sur la balance des paiements de la Colombie aient été analysées, la valeur inférieure du taux de croissance du produit national brut du plan, 5,6 % par an, semble constituer un maximum. Elle implique un développement très poussé de l'industrie, en particulier des industries de transformation (8,3 % par an), et dans une moindre mesure des autres secteurs (6,1 % par an). Pour l'industrie de transformation, il est prévu de faire porter l'effort principal sur les industries de biens intermédiaires et de capital (11,8 % par an). Le taux de croissance de l'industrie mécanique et électrique, prévu à 13,6 % pour la période 1960-1970, est sensiblement égal à celui du passé (13,8 %). L'autre hypothèse du plan fondée sur un taux de croissance de 6,5 % par an est certainement trop optimiste et n'est pas retenue dans cette étude. Les résultats de la période 1960-1964 justifient cette position.

Évidemment, l'effort d'investissement prévu dans le plan implique une augmentation du taux d'investissement par rapport aux années les plus récentes, mais il reste encore au-dessous de celui obtenu entre 1953 et 1956. Ce taux de 22,5 % en 1970 correspond à un coefficient de capital

marginal brut de 4, qui est un peu inférieur à la moyenne du passé. Ce niveau d'investissement tient compte d'une aide financière externe assez importante, surtout au début de la période. Le montant de cette aide semble cependant réaliste par rapport au montant de l'aide reçue par d'autres pays d'Amérique latine. On peut penser que 50 % du total des investissements seraient destinés aux biens d'équipement et outillage.

Le plan décennal a consacré une analyse aux substitutions d'importations que pouvaient réaliser les industries mécaniques de Colombie. Dans le passé, l'élasticité entre les importations de biens d'équipement et les investissements correspondants a été très inférieure à l'unité (0,73) ce qui souligne déjà clairement le rôle de la substitution. Les données du plan sur ce point sont détaillées et indiquent les besoins en biens d'équipement par secteur. Les prévisions retenues correspondent globalement à une élasticité de 0,70 pour la période 1960-1970.

MEXIQUE

Le Mexique a connu dans la période d'après-guerre un rythme de croissance du PNB de l'ordre de 6 % par an, le taux de croissance de la période 1950-1962 étant 5,7 % en moyenne. La croissance démographique est très forte: plus de 3 % par an. D'après les prévisions globales, on peut escompter pour la période 1961-1970 un taux moyen de 5,5 % par an. La part des investissements dans le PNB se situe entre 12,8 et 14 % au cours des années 1956 à 1962, le chiffre moyen étant 13,5 %. Le coefficient marginal brut de capital est donc un peu inférieur à 2,5. On peut retenir un coefficient du même ordre de grandeur pour la période 1960-1970. Étant donné le taux de croissance du PNB, l'application de ce coefficient conduit à un taux d'investissement de 14 %.

En ce qui concerne les importations de biens d'équipement, on peut observer que la période 1956-1961, qui a constitué la base de cette étude, est caractérisée par leur stabilité si l'on raisonne à prix constants. Par rapport aux investissements totaux, la part des importations a diminué très nettement: de 30 % en 1965 à 22 % en 1961. Ce phénomène souligne largement le rôle important joué par la substitution de la production locale aux importations. Aussi faut-il tenir compte, pour la période allant jusqu'à 1970, d'une poursuite de cette tendance, vérifiée dans les années 1960-1964. Il semble pourtant difficile que le Mexique puisse couvrir ses besoins en biens d'équipement à plus de 90 %. En distinguant

entre les groupes de produits, on constate des tendances assez différentes: une baisse pour le matériel de construction et l'équipement agricole, tandis que la tendance est croissante pour l'équipement industriel et le matériel de transport. Cette décomposition montre que la substitution d'importation a déjà atteint un seuil pour certains produits, de sorte que l'extrapolation simple des tendances du passé aboutirait à des résultats sous-estimés.

Compte tenu de ces éléments, on a retenu des importations de biens d'équipement en 1970 de l'ordre de 15 % du total des investissements.

VENEZUELA

La situation économique du Venezuela a été profondément influencée par les changements politiques survenus en 1958 dont devait résulter une orientation nouvelle pour le développement économique du pays. Cette orientation est caractérisée en particulier par la volonté de faire cesser la dépendance étroite de l'économie à l'égard des activités pétrolières. Le plan de développement prévoit ainsi une politique d'industrialisation accélérée dont les objectifs sont très ambitieux.

L'évolution du produit national brut a été très rapide. Deux périodes distinctes sont à signaler: le taux de croissance était supérieur à 8 % par an de 1950 à 1957, mais il a subi une baisse très nette depuis 1957 pour atteindre en moyenne un peu plus de 3,7 % par an. Ces chiffres reflètent très nettement le développement dans l'industrie pétrolière, qui représente 30 % du produit national brut et 90 % des exportations totales. Cependant, certaines industries se sont développées rapidement après 1957, mais il n'existe pas encore au Venezuela d'importantes industries mécaniques. Par conséquent, le recours à l'importation pour les biens d'équipement demeure jusqu'à présent une nécessité.

L'évolution démographique est très rapide, de l'ordre de 3,5 % par an, de sorte que le revenu par tête n'a guère augmenté depuis 1957.

Le dernier plan de développement, couvrant la période 1963-1966, prévoit un taux de croissance du produit national brut de 8 % par an. La réalisation de cet objectif suppose une réduction progressive de l'importance de la part de l'activité pétrolière, en particulier grâce au développement de la production industrielle qui devrait croître à un rythme de 14 %. De même pour l'agriculture, grâce à la réforme agraire, on prévoit un taux de croissance de 8 %. Le financement des investissements sera fourni principalement par le gouvernement et, pour une partie modeste, par l'aide extérieure.

Dans le passé, le Venezuela a connu un taux d'investissement très élevé, résultant de la part importante de l'industrie pétrolière. Entre 1950 et 1959, ce taux était d'environ 25 % en moyenne, puis il a décliné brusquement, cette chute s'expliquant par la baisse de la construction et par la diminution des investissements étrangers, en particulier dans le pétrole.

Pour réaliser une croissance du PNB de 8 % par an entre 1962 et 1966, le plan vénézuélien prévoit un volume d'investissements correspondant à un taux de 21 %. Le coefficient de capital impliqué est un peu supérieur à 2,5, ce qui est nettement inférieur à celui de la période 1950-1957, mais équivalant au coefficient des années postérieures à 1957. Il a semblé pourtant plus réaliste d'adopter, pour la période 1960-1970, un taux de croissance moins ambitieux, ce qui impliquera également un effort d'investissement moins fort ⁽¹⁾. Le taux de croissance retenu a été de 6 % par an, avec un taux d'investissement de 20 %. Le volume des investissements croîtrait dans ces conditions moins vite qu'il n'est prévu dans le plan, mais leur financement pourrait se réaliser plus facilement. La part de l'équipement et outillage dans le total des investissements a accusé une tendance à la baisse entre 1950 et 1962. Toutefois, le processus d'industrialisation amorcé pourrait provoquer un relèvement de cette part, bien que les investissements nécessaires dans le domaine de l'habitation, de l'équipement sanitaire, de l'éducation et de l'infrastructure agricole ne permettent pas de prévoir un pourcentage très élevé. Dans ces conditions, on a retenu une part de 40 % pour l'équipement, ce qui correspond au chiffre réalisé seulement en 1954.

Les importations de biens d'équipement constituent un pourcentage important des investissements en équipement : entre 1958 et 1962, 80 % de l'équipement ont été importés. La chute des importations depuis 1958 s'explique surtout par la récession de 1960 et par des difficultés de financement et, dans une moindre mesure, par le démarrage de quelques industries mécaniques, lequel se reflète dans la tendance à la baisse, entre 1956 et 1962, de la part des importations dans l'investissement en équipement. Il est probable que la diminution de cette part se poursuivra vers 1970, le développement envisagé d'industries de construction métallique et d'assemblage de véhicules devant notamment contribuer au maintien de cette tendance. Cependant, la substitution des importations par la production nationale, dans le domaine des constructions de machines électriques et non électriques, n'est pratiquement pas prévue. Par conséquent, on a admis que le coefficient ci-dessus ne pourrait pas descendre au-dessous de 60%, et il a paru raisonnable d'en retenir pour valeur moyenne le chiffre de 65 %.

(1) Le taux de croissance moyen enregistré au cours de la période 1960-64 est de 5,3 % par an.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1950-59	8,3	1960-70	6,0
par tête	1950-59	4,1		
Investissements totaux				
en % du PNB	1950	25,6	1970	20,0
	1961	15,1		
part relative du bâtiment	1950	58,9		
	1962	60,8		
part relative de l'équipement	1950	± 38,8	1960-70	40,0
	1962	± 34,7		
part relative des autres	1950	41,1		
	1962	39,2		
Importations d'équipement				
en % des investissements en				
équipement			1970	62,5
chiffres absolus	1960	295	1970	392
indice 1960 = 100				132,9

AUTRES PAYS DE L'AMÉRIQUE LATINE

Parmi les vingt républiques d'Amérique latine, on a examiné séparément le cas de cinq d'entre elles: Argentine, Brésil, Colombie, Mexique et Venezuela, qui reçoivent les trois quarts des exportations de biens d'équipement de la Communauté vers cette région. Il n'était pas possible d'envisager de consacrer une étude à chacun des autres pays ⁽¹⁾. Avant d'analyser plus profondément les cinq pays énumérés ci-dessus, on a cherché à obtenir des évaluations très générales sur l'Amérique latine entière. Le taux de croissance du produit national brut, au cours de la période 1950-1960, a été en moyenne de 4,5 % par an. On peut en outre remarquer que ce taux a été plus faible dans la deuxième partie de la période que dans la première, en raison principalement de la baisse relative de la valeur des exportations, consécutive

(1) Il s'agit des pays suivants: Bolivie, Costa Rica, Cuba, Chili, Équateur, Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine et Uruguay.

à la détérioration des termes d'échange: 1950-1955: 4,7 % par an; 1955-1961: 4,3 % par an.

La croissance de la population, avec un taux moyen de 2,8 % par an, est très rapide, de sorte que le revenu par tête a augmenté seulement au rythme de 1,7 % par an. A ce taux de croissance du produit national brut correspond un volume d'investissement qui, exprimé en pourcentage du produit national, est de l'ordre de 17,5 %; ce taux a légèrement diminué au cours de la décennie. Le coefficient de capital est alors de 3,7 pour l'ensemble de l'Amérique latine, avec pourtant des écarts sensibles d'un pays à l'autre: entre 13 et 5 pour l'Argentine, Costa Rica, Cuba, Paraguay et Pérou, il est inférieur à 3 pour le Brésil, le Guatemala, le Mexique et Panama.

Pour les projections du taux de croissance, on estime pouvoir retenir un taux très légèrement supérieur à celui enregistré dans le passé: en moyenne 5 % par an, taux qui correspond à celui préconisé par les Nations unies pour la décennie. D'une façon générale, le taux maximal dépend, dans une grande mesure, du volume d'investissements possible. Les possibilités de financement des investissements constituent ainsi un élément fondamental pour la croissance, ce qui implique que, d'une part, un équilibre de la balance des paiements et, d'autre part, l'aide extérieure sont parmi les facteurs déterminants pour la croissance de ces pays. Les exportations sont composées principalement de produits primaires (produits agricoles et matières premières) pour lesquelles les perspectives sur le marché mondial ne sont pas très favorables.

Pour réaliser le taux de croissance de 5 %, le taux d'investissement doit être d'environ 17,5 %, le coefficient de capital étant 3,5. Les opinions sur la prévision du coefficient de capital sont très divergentes. La tendance à l'augmentation observée dans le passé pourrait se poursuivre, mais il est également probable que les investissements futurs porteront davantage sur l'industrie et moins sur l'équipement d'infrastructure et de construction, ce qui irait de pair avec une augmentation du rendement du capital. Dans ces conditions, un coefficient de capital de 3,5 semble raisonnable; le taux d'investissement de 17,5 signifie une augmentation par rapport aux années les plus récentes. En ce qui concerne la part des importations de biens d'équipement dans les investissements en capital fixe, on peut observer une diminution de cette part entre 1948 et 1959 de 26 % vers 22%. Cette baisse correspond à l'effort de substitution des importations réalisé par l'ensemble des pays d'Amérique latine. La politique de substitution continue à être inscrite dans tous les plans de développement élaborés en Amérique latine. Ce processus, qui porte surtout sur les biens de consommation, a eu pourtant des effets assez modérés jusqu'à présent en ce qui concerne les biens d'équipement.

Le développement de l'industrie locale se heurte encore aux difficultés provoquées par l'insuffisance de la capacité locale d'absorption (1). Les résultats obtenus semblent indiquer que la réalisation d'une politique de substitution constitue en fait un processus de longue haleine. Pour la période de prévision, c'est-à-dire jusqu'à 1970, on ne peut guère attendre une accélération importante du processus de substitution des biens d'équipement importés par la production nationale. En admettant donc le même rythme de substitution que celui observé dans le passé, on peut estimer que 18,6 % du volume d'investissement global seront importés par l'ensemble des pays de l'Amérique latine en 1970.

Il est nécessaire de souligner la grande incertitude qui affecte les projections réalisées, aussi bien pour l'ensemble de l'Amérique latine que pour chacun des pays étudiés séparément. Aux facteurs politiques et sociaux dont l'influence sur l'activité économique est considérable, aux incertitudes relatives à l'évolution des capacités d'importation (liée principalement à celle de la valeur des exportations et de l'aide extérieure) et de financement des investissements, s'ajoutent des incertitudes d'ordre méthodologique et d'ordre statistique. Du point de vue méthodologique, l'établissement de projections suppose toujours une analyse de l'évolution passée et la recherche de quelques coefficients et relations caractéristiques.

Dans le cas des pays d'Amérique latine, l'ampleur et l'irrégularité des fluctuations observées sur les séries historiques des diverses variables qui peuvent être considérées pour l'établissement de ces projections ne permettent pas d'accorder aux coefficients et relations utilisés une grande signification. Cette incertitude est aggravée par celle qui affecte les statistiques disponibles et notamment les données de comptabilité nationale. Il existe pour chaque pays plusieurs séries non concordantes et souvent révisées. De surcroît, les inflations graves enregistrées en diverses périodes dans la plupart de ces pays rendent les évaluations à prix constants encore plus incertaines. A titre d'exemple, le tableau ci-dessous présente l'augmentation annuelle de l'indice du coût de la vie dans trois des pays étudiés de 1960 à 1964 (Source C.E.P.A.L.).

Augmentation annuelle du coût de la vie en %

Pays	1960	1961	1962	1963	1964
Argentine	12,1	18,8	31,7	27,8	19,0
Brésil	32,1	43,8	61,6	80,7	87,0
Colombie	6,5	4,3	5,0	46,0	2,7

(1) La création de la zone de libre échange de l'A.L.A.L.C. est une mesure préconisée pour surmonter les difficultés posées par l'étroitesse des marchés nationaux. Les effets de cette mesure ne devraient cependant guère se faire sentir avant 1970.

De même, les dévaluations fréquentes et la multiplicité des taux de change affectent la conversion des valeurs exprimées en monnaies nationales en valeurs en dollars.

C'est pourquoi les projections des diverses grandeurs étudiées doivent être considérées avec la plus grande prudence et la comparaison de ces projections avec les résultats observés dans les années récentes ne permet pas de les corriger avec certitude en 1966, bien que la période de référence 1950-1961 soit déjà ancienne.

MAGHREB

Cette région comprend l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Le premier pays recevait les trois-quarts des importations de biens d'équipement en 1960, et après la chute sensible provoquée par les remous de l'accèsion à l'indépendance, encore plus de la moitié de 1962.

En ce qui concerne l'Algérie, les données rétrospectives antérieures à l'indépendance ne peuvent pas être prises en considération pour le futur. En effet, la situation est devenue extrêmement mouvante après; la population européenne, qui occupait une place importante dans l'activité économique, a baissé d'un million à 100.000 et 200.000 depuis l'indépendance. Quant à la politique de développement, divers éléments d'incertitude ne permettent pas d'avoir une idée claire. Les problèmes de financement et l'insuffisance de l'encadrement et de la main-d'œuvre sont graves. Il n'y a pas encore un plan de développement intégré. Pour ces raisons, des prévisions à moyen terme sont très douteuses pour l'Algérie.

Pour le Maroc et la Tunisie, bien qu'on puisse disposer des séries statistiques rétrospectives, elles n'ont guère de signification non plus pour les prévisions. Les deux pays disposent d'un plan de développement mais les prévisions retenues dans ces plans, au moins pour le Maroc, dépassent largement les possibilités de développement. Le taux prévu pour le Maroc sur la période 1960-1965 (6,2 % par an) était en 1962 de deux fois supérieur aux taux réalisés. Le même phénomène se retrouve, dans une moindre mesure, pour la Tunisie.

Il semble que les perspectives économiques du Maghreb soient influencées sensiblement par l'association éventuelle à la Communauté économique européenne et, en outre, par les possibilités d'une coordination des politiques de développement des trois pays. Pour ces deux facteurs, des discussions sont en cours actuellement, mais il n'est nullement possible de dire dans quelle mesure elles pourraient réussir.

Il est évident que les prévisions établies pour ces pays ne peuvent alors que constituer des hypothèses fragiles.

Pour le produit national brut par tête, on admet une croissance très légèrement positive, ce qui correspond à un taux du produit national global de l'ordre de 3 % par an ; la population s'accroîtra à un rythme de 2,7 % par an. Pour les importations de biens d'équipement, on a supposé une élasticité voisine de l'unité par rapport au produit national. En effet, les besoins d'investissement croissent à un taux supérieur à celui du produit national, les productions locales pourraient satisfaire davantage ces besoins.

Dans ces conditions, les importations de biens d'équipement en 1970 seront de l'ordre de 400 millions de dollars, soit à un niveau un peu supérieur à celui de 1960.

AFRIQUE FRANCOPHONE

Cette étude porte sur les pays suivants: Mauritanie, Sénégal, Haute-Volta, Mali, Guinée, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Togo, Niger, Cameroun, République Centrafricaine, Congo (Brazzaville), Gabon, Tchad et Madagascar. Cependant, les informations statistiques pour ces pays sont très incomplètes. Pour l'évolution du produit intérieur brut on peut disposer d'une étude globale de l'I.E.D.E.S. ⁽¹⁾ comprenant certains pays (les pays de l'ancienne A.O.F., A.E.F., et le Cameroun). Sur la base d'une série longue (1947-1960), la croissance du produit intérieur brut se serait faite au rythme de 7,6 % par an en moyenne. On observe pourtant un ralentissement très net au cours de cette période: de 1947 à 1955, le taux de croissance moyen a été de 10 %, tandis qu'entre 1955 et 1960 ce taux n'a été que de 4 % par an.

Pour le futur, on dispose des résultats d'une étude de la S.E.D.E.S. ⁽²⁾ dans le cadre de l'élaboration de projections pour 1970 du bloc légèrement différent de celui cité ci-dessus, puisqu'il comprend le Togo mais pas la Guinée.

Ces études rétrospectives et prospectives comportent également des données et des prévisions sur les importations. Pour Madagascar, on a établi des prévisions séparées.

Il est certain que pour les pays africains francophones, les possibilités de développement dépendent largement des possibilités d'importations, en particulier de biens d'équipement, qui sont déterminées, dans une large mesure, par le montant de l'aide mise à leur disposition. Dans ce domaine, on a le choix entre différentes hypothèses:

⁽¹⁾ Institut d'Étude du Développement Économique et Social (Paris)

⁽²⁾ Société d'Étude du Développement Économique et Social

- a) l'aide française, qui est de loin la plus importante, restera dans un rapport constant avec le produit national brut français (4,6 % par an, taux réalisé entre 1949 et 1962);
- b) l'hypothèse sur l'aide est analogue à l'hypothèse a) mais on prévoit une diminution de 15 % du cours des matières premières en 1970;
- c) le taux de croissance du produit national brut français sera de 5 % (Vme Plan) et la part de l'aide dans le produit national brut portée de 2 à 2,8 %; il y aurait en outre une augmentation de l'aide étrangère, c'est-à-dire qu'elle passerait de 39 % en 1964 à 70 % en 1970 de l'aide française.

Il a semblé peu réaliste d'admettre l'hypothèse c), c'est-à-dire l'intensification sensible de l'aide tant de la France que des autres pays. Il est probable que la réalité en 1970 se situera entre les premières hypothèses: stabilité de l'aide en pourcentage du produit national brut français (1), en tenant compte d'une baisse éventuelle des cours des matières premières jusqu'à 1970. Sur la base de ces hypothèses, le taux de croissance du produit national brut des pays étudiés entre 1960 et 1970 pourrait être de 4 % par an.

Pour déterminer les importations de biens d'équipement en 1970, on s'est fondé sur un ajustement d'une fonction de trois variables, c'est-à-dire que les importations ont été exprimées comme une fonction linéaire du produit national brut et l'aide extérieure de l'année suivante. Les résultats de l'extrapolation de cette relation ont été corrigés pour exclure des importations considérées les véhicules particuliers après une analyse portant sur la part de ces véhicules dans les importations totales de biens d'investissement dans le passé. Pour 1970, on a supposé une hausse sensible de cette part relative, tendance déjà observée dans le passé.

En ce qui concerne Madagascar, on a retenu directement les prévisions des importations du Plan à long terme, dont les objectifs ne paraissent pas exagérément ambitieux. Il a fallu également corriger les prévisions du Plan en éliminant les véhicules particuliers qui représentent une part très élevée du total (34 % en 1960) et qui ont marqué une tendance très nette à la hausse par rapport au total des importations de biens d'équipement. Pour le futur, on a supposé un ralentissement du rythme de croissance de cette part des véhicules particuliers.

(1) Ou éventuellement diminution de l'aide française avec relais de l'aide C.E.E.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1947-60	7,6	1970	4,1
par tête				
Investissements totaux				
en % du PNB				
part relative du bâtiment				
part relative de l'équipement				
Importations d'équipement				
en % des investissements en				
équipement				
chiffres absolus	1960	164	1970	262
indice 1960 = 100			1960	158,5

ÉTATS AFRICAINS DU COMMONWEALTH

Les pays suivants ont été inclus dans l'étude: Ghana, Nigéria, Rhodésie et Nyassaland, Kenya, Ouganda et Tanganyika. Comme, en général, il n'existe pas sur ces pays de documentation statistique détaillée, il est très difficile, non seulement d'analyser l'évolution passée, mais également de prévoir, d'une manière réaliste, l'évolution future.

Tous ces pays sont encore peu développés; l'agriculture fournit plus d'un tiers du produit national brut, alors que la part de l'industrie, égale à 15 %, est très faible et n'a pas non plus augmenté au cours de la période 1955 à 1961. Aussi n'a-t-on pas constaté, à ce jour, une tendance à la croissance de la part de l'industrie. Il n'existe pas, dans ces pays, une industrie des biens d'investissement et l'ensemble de la demande dans ce domaine a dû être couvert par les importations.

L'accroissement annuel du produit national brut nominal a été de 6,6 % en moyenne dans les pays considérés. Entre 1955 et 1961, le pourcentage du volume total des investissements par rapport au produit national brut a atteint plus de 16 %; vers la fin de cette période, il a accusé une légère régression. La part des investissements d'équipement dans les investissements globaux a été de 37 % environ en 1961. Pendant la période 1955 à 1961, elle a connu une légère tendance à la régression.

Des estimations fondées concernant le développement économique futur des États africains du Commonwealth ne peuvent être établies,

ne serait-ce qu'en raison du caractère incomplet du matériel statistique disponible touchant le passé. Par ailleurs, la croissance économique future dépend d'un grand nombre de facteurs extra-économiques, qui échappent, dans une large mesure, à toute prévision. Les plans de développement nationaux des pays africains constituent toutefois des points de repère à cet égard. En admettant que ces plans soient réalisés, on peut estimer à environ 5 à 6 % le taux annuel de croissance économique. Si l'on admet que le plus grand intérêt sera porté, à l'avenir également, aux investissements d'infrastructure et qu'aucune industrie notable des biens d'investissement n'est en cours de démarrage, le pourcentage des investissements d'équipement par rapport au produit national brut peut être également estimé à 6 % environ pour 1970. Ainsi, les investissements d'équipement s'élèveraient en 1970 à environ 290 millions de livres. Il est probable que les besoins en biens d'équipement continueront, en 1970, à être exclusivement couverts par les importations.

Tableau récapitulatif

	Passé		Futur	
	période ou année	en % ou Mns \$	période ou année	en % ou Mns \$
Produit national brut				
taux de croissance				
global	1955-61	6,6	1961-70	5,5
par tête		-		-
Investissements totaux				
en % du PNB	1955	16,7		-
	1961	15,4		
part relative du bâtiment	1955	39,5		
	1961	36,8		-
part relative de l'équipement et autres	1955	60,5		
	1961	63,2		-
Importations d'équipement				
en % des investissements	1955	100	1970	100
en équipement	1961	100		
chiffres absolus	1955	360*	1970	812
	1963	471		
Taux de croissance	1955-63	3,4*	1963-70	72,4 (8,0)

* Estimation (groupes de marchandises S.I.T.C. n° 69 et 7, y compris les biens de consommation de ces groupes, à l'exclusion des véhicules automobiles)

CONGO-LÉOPOLDVILLE

Les événements qui se sont produits après l'accession à l'indépendance en 1960 ont bouleversé largement l'économie congolaise, surtout sous l'influence de l'instabilité politique depuis cette date. Ces facteurs empêchent sensiblement d'établir des extrapolations des tendances observées entre 1950 et 1959.

La structure économique du Congo est peu diversifiée, de sorte que l'économie est très vulnérable au développement économique international, en particulier la demande de quelques produits.

Au cours de la période 1950-1959, l'expansion a été rapide (5,3 % par an pour le produit national) cependant l'année 1958 a été marquée par un net ralentissement. Les investissements se sont situés à un niveau assez élevé (de l'ordre de 26 % du produit national) en particulier sous l'influence du plan d'équipement qui avait pour but de doter l'économie d'une infrastructure (transport et énergie). Vers la fin de cette période, le taux d'investissement montre une certaine baisse. Si l'on prend en considération la période 1950-1957, le coefficient de capital marginal brut est de l'ordre de 4,5. L'origine des biens d'équipement utilisés au Congo est presque exclusivement des importations, la production intérieure étant négligeable.

Cette évolution économique favorable a été interrompue depuis 1959; en effet, entre 1960 et 1963, l'économie a été marquée par un processus de dégradation continue. La raison est plutôt d'ordre politique. Il semble que le produit national brut n'ait plus augmenté au cours de cette période.

Évidemment, l'établissement des *perspectives économiques jusqu'à 1970* a plutôt un caractère de souhaits que de réalités. En fait, le potentiel industriel existant ainsi que les ressources naturelles quasiment illimitées sont une garantie pour la reprise de la croissance, mais elles ne forment pas une condition suffisante.

L'hypothèse admise sur le développement du produit national est la suivante: pour 1965, on peut estimer que le produit national sera égal au niveau atteint en 1959. Ceci implique une baisse sensible du revenu par tête étant donné un taux d'accroissement de la population de 2,7 % par an. Après, l'expansion reprendrait à un taux de 5 % par an.

L'estimation du niveau d'investissement en 1970 est faite à partir du coefficient de capital observé pour la période 1950-1957 (4,5): le taux d'investissement sera donc de l'ordre de 22,5 %. La moitié de ces investissements consistera en biens d'équipement; à peu près 80% de ces biens d'équipement seront importés. Ce pourcentage correspond à la

situation actuelle et on ne peut pas attendre, d'ici 1970, une substitution de l'importation par la production nationale au Congo.

AUTRES PAYS DE L'ASIE

Par autres pays de l'Asie, nous entendons toute l'Asie à l'exception du Japon, de l'Asie russe, d'Israël et de la Turquie. L'Égypte et le Soudan sont inclus dans ce groupe. Mais on s'est limité aux pays les plus importants de l'Asie. Il convient pourtant de distinguer les régions suivantes:

- le Moyen-Orient: Égypte, Soudan, Arabie séoudite, Syrie, Iracq, Liban, Iran
- l'Inde, le Pakistan
- l'Extrême-Orient: Birmanie, Ceylan, Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Corée du Sud, Cambodge, Laos, Sud-Vietnam, Hong-Kong
- la Chine continentale.

En général, l'information statistique est très limitée pour ces pays. C'est pourquoi il a fallu utiliser une méthode de prévision des besoins d'importation de biens d'équipement très simple. En effet, on a lié ces importations au produit national. En ce qui concerne la prévision du produit national jusqu'à 1970: pour la plupart des pays, on dispose d'une étude faite par Rosenstein-Rodan ⁽¹⁾ sur les perspectives de croissance des périodes 1961-1966 et 1966-1971 et le rôle de l'aide dans cette croissance. Pour un certain nombre de pays existent des plans de développement à moyen terme, mais il semble, compte tenu de la croissance dans le passé, que ces plans soient en général trop optimistes.

Nous examinerons successivement les régions énumérées ci-dessus.

MOYEN ORIENT

Pour les pays appartenant à ce groupe, on ne dispose pas des taux de croissance pour le passé pour tous les pays. Dans le tableau ci-après, on a résumé les données sur les taux de croissance du produit national qui étaient disponibles.

(1) International Aid for underdeveloped countries: Review of Economics and Statistics, mai 1961.

Évolution du produit national

(en %)

Pays	Passé		Rosenstein-Rodan		Prévisions
	période		1961-66	1966-71	1960-70
Égypte	1952-58	5,0	4,0	4,5	4,2
Arabie séoudite	1955-61	3,0	3,0	3,0	3,0
Syrie	1955-61	3,5	3,0	4,0	3,4
Iracq			4,0	5,0	4,4
Liban			4,0	4,0	4,0
Iran			4,0	4,0	4,0
Soudan	1955-60	4,2	2,5	3,0	2,7

On a retenu pour la période 1960-1970 en quelques sorte la moyenne des chiffres de Rosenstein-Rodan.

Pour quatre pays, on dispose d'un plan avec les taux suivants :

Syrie	1961-1965	7,0
Égypte	1961-1965	7,0
Iran	1962-1968	5,5
Soudan	1961-1971	5,0

A l'exception de l'Iran et du Soudan, la période du plan est déjà terminée et les taux prévus ont été trop élevés, mais on peut estimer que pour les autres pays également, le rythme de croissance prévu dépasse les possibilités. Pour déterminer les importations de biens d'équipement, elles ont été liées au produit national. Faute de données, il a fallu se contenter d'une méthode d'extrapolation très simple. Pour chaque pays on a pris la part dans le produit national au début et à la fin de la période de référence et sur cette base on a déterminé cette part en 1970. Le tableau ci-dessous résume ces données.

Importations en % du produit national

	Année	Passé		Prévisions 1970		
		°/oo	Année	°/oo	°/o	Mns \$
Égypte	1951	33	1960	39	37	
Arabie séoudite					118	
Syrie	1953	47	1962	35	51	
iracq					58	
Liban	1951	37	1958	66	88	
Iran	1956	15	1961	16	21	
Soudan	1955	34	1962	47	64	

INDE ET PAKISTAN

Pour ces pays, on dispose d'un peu plus d'informations statistiques. Au cours de la période 1950-1960, le produit national de l'Inde a augmenté à un rythme de 3,6 % par an. Celui du Pakistan a été un peu moins élevé. Le produit national par habitant n'a crû que très faiblement, étant donné la forte croissance de la population dans ces pays.

Les plans existant pour ces deux pays prévoient des taux de croissance supérieurs :

		global	par tête
Inde	1961/62-1965/66	5,5 %	3 %
Pakistan	1960/61-1964/65	4,5 %	2,5 %

ce qui correspond aux taux retenus par Rosenstein-Rodan (1961-1971 : Inde 5 %, Pakistan 4,25 %).

Pour le Pakistan, ce taux de croissance de 4,25 % semble raisonnable entre 1960 et 1970. Par contre, pour l'Inde, il faut vraisemblablement tenir compte d'un taux autour de 4 % également au lieu de 5 %.

En ce qui concerne les importations de biens d'équipement, l'évolution par rapport au produit national a accusé une augmentation, en particulier pour le Pakistan. En 1970, ce taux d'importation sera un peu supérieur à celui de 1962.

Importations en ‰ du produit national

	Inde	Pakistan
1951	12	
1955		14
1962	18	38
1970	20	40

Les montants d'importation de biens d'équipement sont en 1970 pour l'Inde 890 millions de dollars et pour le Pakistan 380 millions de dollars.

AUTRES PAYS DE L'EXTRÊME-ORIENT

Les données de base sont les mêmes que pour les autres pays déjà analysés ci-avant. Il s'agit du produit national et du taux des importations dans le produit national. Elles sont résumées dans le tableau ci-après.

Pour le produit national, les taux retenus sont sensiblement égaux à ceux de Rosenstein-Rodan (moyenne 1961/1971). La part de l'importation de biens d'équipement dans le produit national a augmenté dans le passé et on prévoit une poursuite de cette tendance jusqu'à 1970. Pour les pays pour lesquels on ne dispose pas de données sur ces importa-

tions en pourcentage du produit national, on s'est aligné par rapport aux pays ayant un revenu par tête comparable.

Produit national et importations de biens d'équipement des pays de l'Extrême-Orient

	Produit national 1955-61 %	% au début	importat. à la fin	Prévis. Rosenstein -Rodan 1960-70	Prévis. retenues 1960-70	% import.
Birmanie	4,0	12	29	4,5	4,4	38
Ceylan *	3,8	29	28	3,5	3,4	37
Philippines	5,0	18	26	3,75	4,0	35
Thaïlande	4,7	28	50	3,25	4,0	57
Malaisie	4,0	71	96	4,0	4,0	114
Hong-Kong				4,6	4,6	37
Laos-Cambodge-Vietnam	2,5			3,2	3,0	38
Indonésie	2,5			2,75	2,7	38
Corée du Sud	4,5			3,25	3,2	54
* 1951-1962						

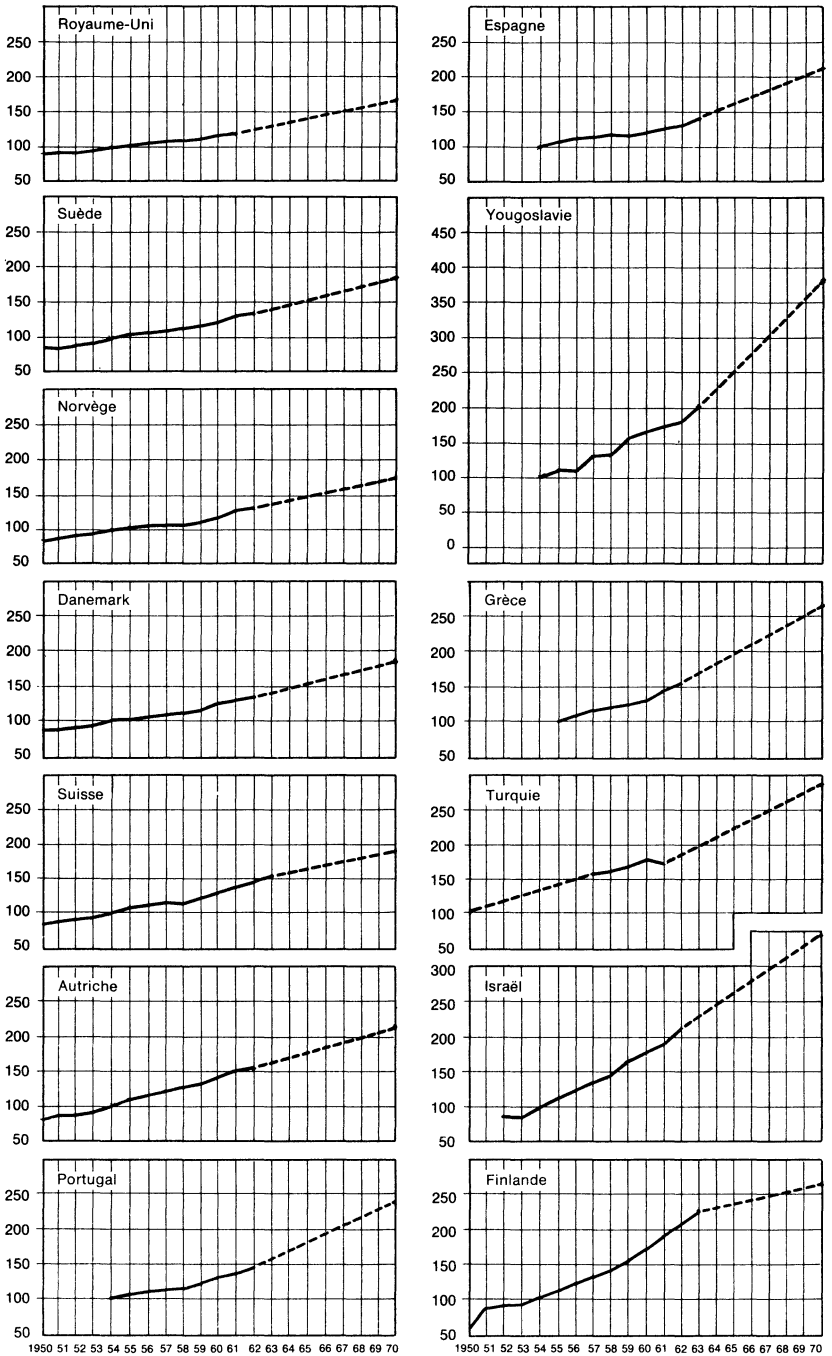
CHINE CONTINENTALE

Évidemment, cette région constitue un cas particulier. Du point de vue statistique, on ne connaît que très mal sa croissance économique dans le passé. D'après certaines estimations, la croissance a été très rapide entre 1953 et 1958, tandis qu'une stagnation s'est montrée depuis.

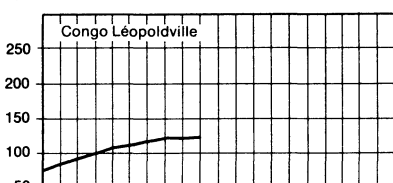
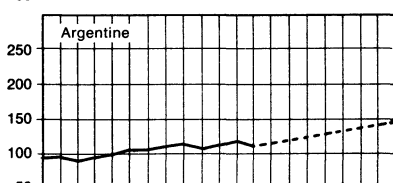
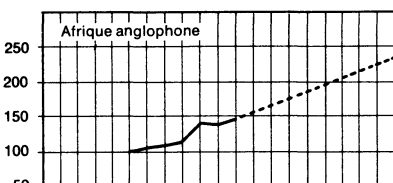
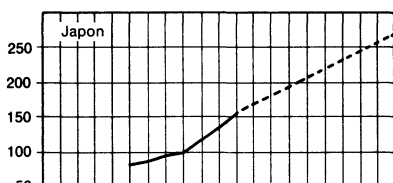
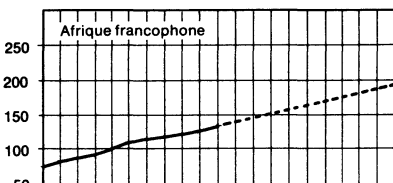
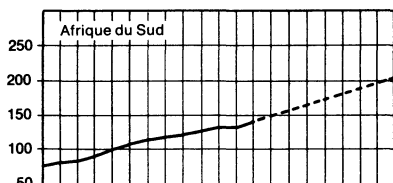
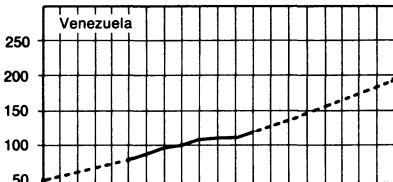
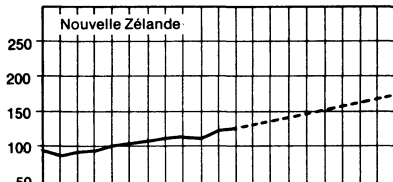
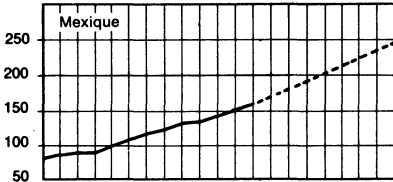
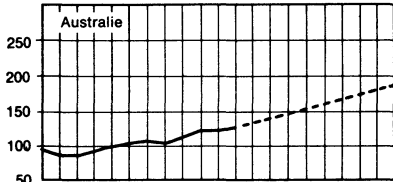
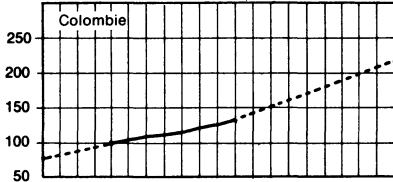
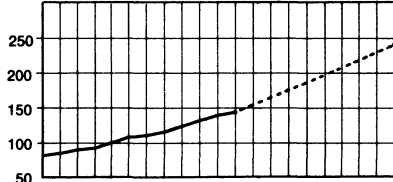
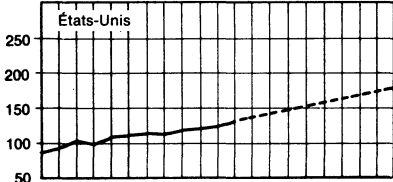
Il est déjà très difficile d'établir des prévisions du produit national, et les prévisions sur les importations sont encore plus hasardeuses. Elles dépendent largement de la politique à suivre par le gouvernement dans ce domaine. Jusqu'à présent, les importations de biens d'équipement de ce pays sont presque négligeables. La moyenne 1958-1962 est de 30 millions de dollars, mais les années 1958-1960 ont accusé des chiffres très élevés, tandis que pour 1961 et 1963, les montants importés sont retombés au niveau normal. C'est pourquoi, en 1970, les prévisions concernant les importations portent sur un chiffre de seulement 20 millions de dollars, ce qui n'implique aucun changement dans la politique commerciale de la Chine.

GRAPHIQUE D'ENSEMBLE 1

Évolution du produit national brut



Graphique d'ensemble 1 (suite)

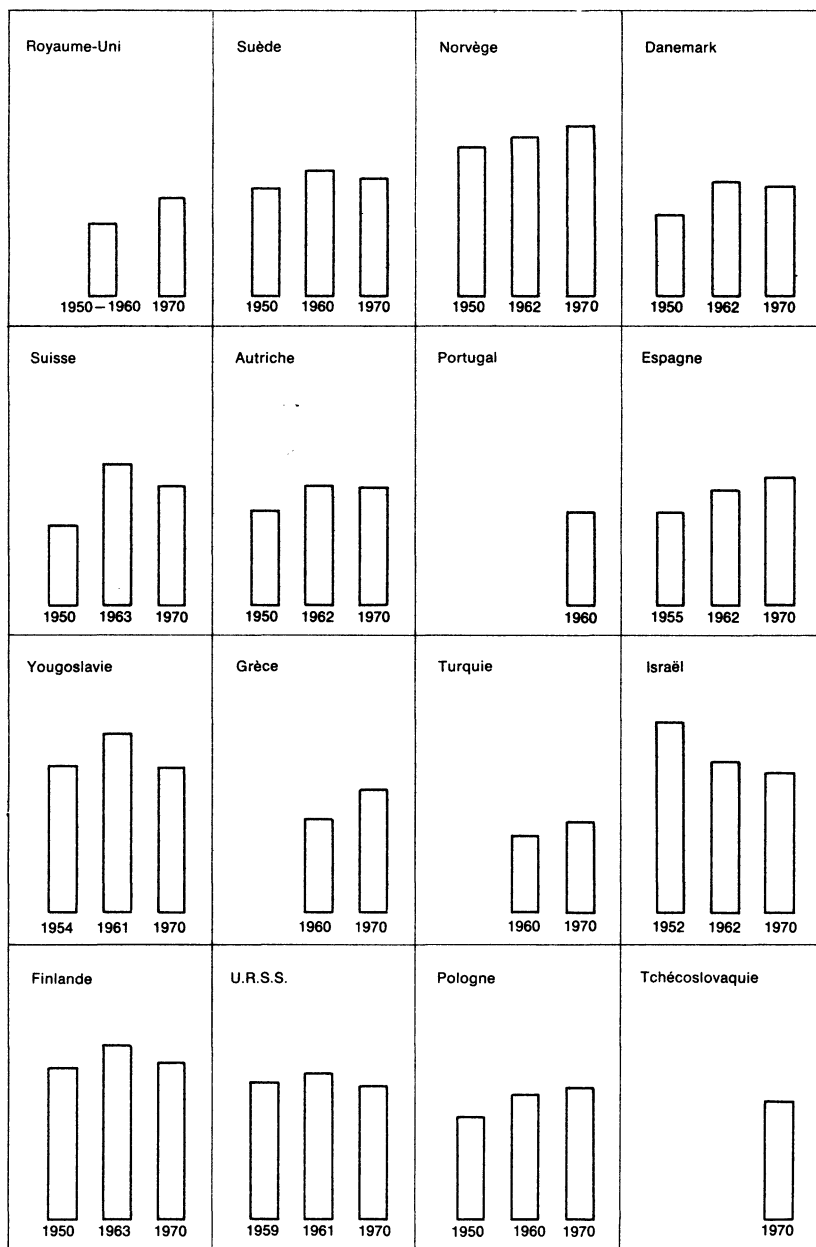


1950 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

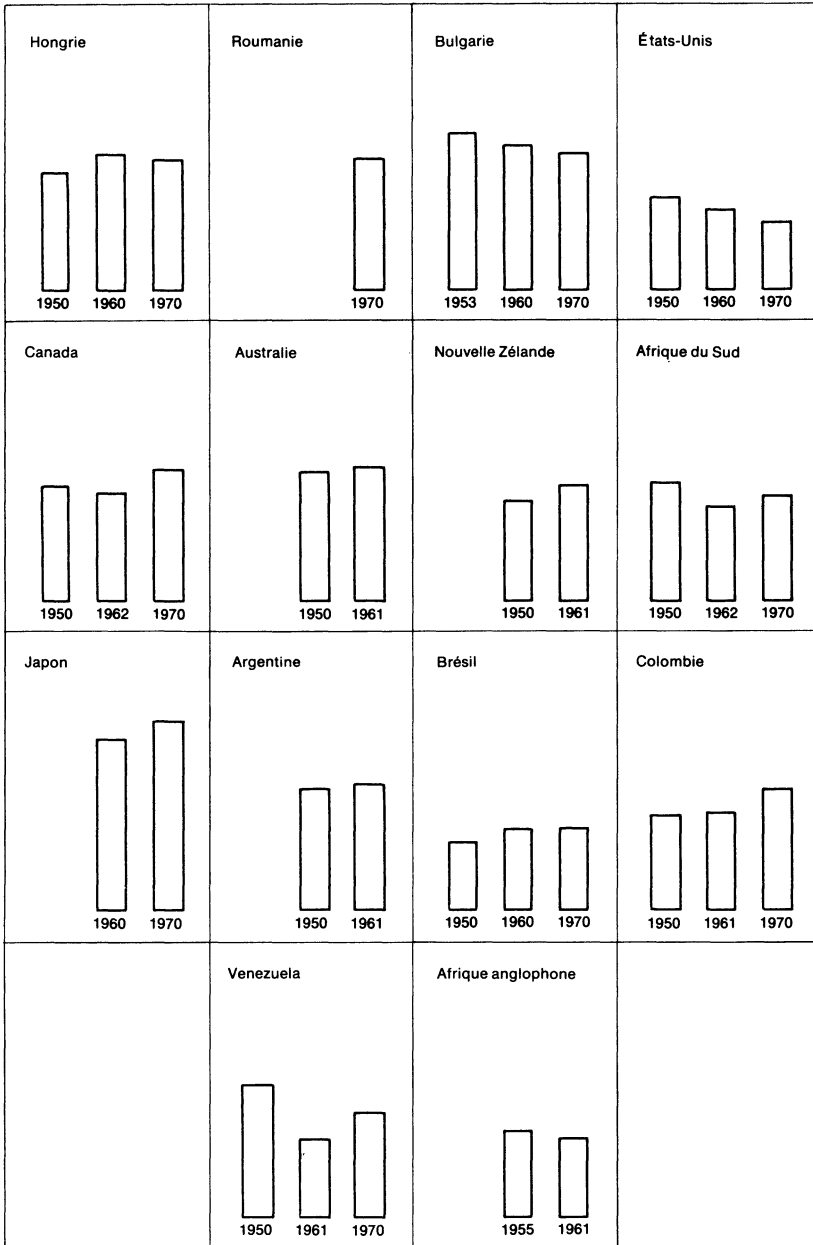
1950 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70

GRAPHIQUE D'ENSEMBLE 2

Taux d'investissement



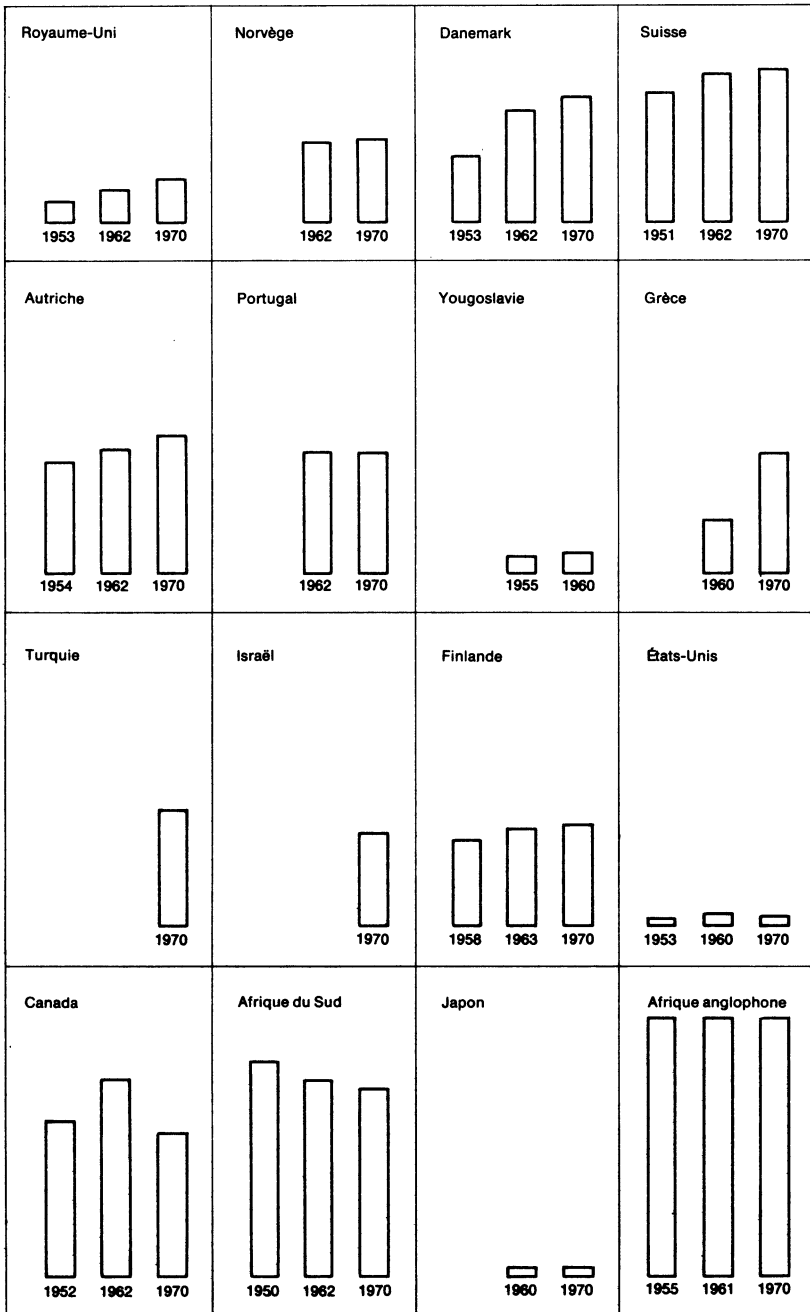
Graphique d'ensemble 2 (suite)





GRAPHIQUE D'ENSEMBLE 3

Importations d'équipement en % des Investissements en équipement



ANNEXE II

LES IMPORTATIONS DE BIENS D'EQUIPEMENT

INTRODUCTION

Pour l'établissement des objectifs généraux «Acier», il est important de tenir compte non seulement des exportations de biens d'équipement qui ont été analysées dans ce rapport, mais aussi des importations dans la Communauté.

Tout d'abord, il est intéressant de présenter quelques chiffres sur les importations, leur importance et leur évolution dans le temps.

En second lieu, il est intéressant de donner des indications sur les raisons de ces importations. Étant donné que l'offre se limite à quelques pays producteurs de biens d'équipement, les importations de la Communauté proviennent essentiellement d'autres pays industrialisés. Il y a donc lieu d'essayer d'expliquer les motifs de ces échanges entre les pays industrialisés. Aussi, la Haute Autorité a-t-elle confié à deux instituts de recherche, l'I.F.O.-Institut für Wirtschaftsforschung à Munich et L'Institut de Science Economique Appliquée à Paris, des études concernant les importations allemandes et françaises de biens d'équipement. Les principaux résultats de ces études seront résumés dans cette annexe, afin de compléter la vue du commerce extérieur de biens d'équipement qui fait l'objet du rapport lui-même.

Paragraphe 1. Les importations de biens d'équipement dans les pays de la Communauté

Une première esquisse de l'importance des importations de biens d'investissement est déjà donnée dans le chapitre I (cf. tableau 1). On constate que pour l'année 1960, ces importations ont été assez importantes et que pour les pays du Benelux elles ont même dépassé la valeur des exportations bien qu'il s'agisse, notamment, des achats d'autres pays de la Communauté.

Les importations de biens d'équipement analysées dans ce paragraphe comprennent les mêmes produits que les exportations étudiées dans le présent rapport (voir chapitre I paragraphe 4). Il est donc possible de comparer les importations et les exportations de biens d'équipement. Les exportations vers les autres pays de la Communauté étant exclues dans cette étude, on s'est limité pour les importations également à celles en provenance des pays tiers.

Dans les paragraphes suivants consacrés aux études spéciales pour l'Allemagne et la France, on a retenu des définitions un peu différentes et les courants intracommunautaires ont été pris en considération étant donné que pour un pays individualisé il faut examiner les motifs des échanges pour l'ensemble des importations.

L'importance et l'évolution des importations entre 1958 et 1964 sont présentées dans le tableau 1 pour chacun des pays de la Communauté.

Les chiffres de ce tableau montrent bien la croissance forte des importations et cette évolution est assez régulière; ce n'est que pour la France en 1959 (dévaluation en 1958) et pour l'Italie en 1964, que l'on constate une baisse importante par rapport à l'année précédente.

Les importations en provenance des autres pays de la Communauté ont augmenté à un rythme plus rapide que celles en provenance des pays tiers. Ceci est en particulier le cas pour l'Italie et l'Allemagne. En comparant les taux d'accroissement entre 1958-1964 des échanges intra rapport aux importations totales de chacun des pays, on obtient des élasticités apparentes suivantes :

Allemagne	1,4
U.E.B.L.	1,1
France	1,2
Italie	1,4
Pays-Bas	1,2

En ce qui concerne les importations en provenance des pays tiers, l'Italie et l'Allemagne montrent les accroissements les plus forts, tandis que pour les autres pays le taux d'accroissement est de l'ordre de 100 %

Tableau 1

Importations de biens d'équipement; 1958-1964.

(En millions de dollars à prix courants)

A	Total															
	Intra communautaire					Extra communautaire										
	Alle- magne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays- Bas	Alle- magne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays- Bas	Total					
1958	381	348	555	284	432	114	230	268	126	239	267	118	287	158	193	1.023
1959	493	375	528	304	459	158	247	288	165	264	335	128	240	139	195	1.037
1960	685	410	672	463	554	235	272	338	241	318	451	134	334	222	236	1.377
1961	935	492	837	658	747	346	327	435	338	441	590	165	403	320	306	1.784
1962	1.084	590	1.065	869	825	427	385	562	449	487	657	205	503	421	338	2.124
1963	1.053	685	1.231	1.120	898	389	460	651	588	556	664	225	579	532	342	2.342
1964	1.195	828	1.444	1.021	1.032	450	572	787	571	654	745	257	656	451	378	2.487

B

	(En indice 1958 = 100)															
	Alle- magne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays- Bas	Alle- magne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays- Bas	Alle- magne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays- Bas	Total
1958	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1959	129	108	95	107	106	139	107	107	131	110	125	108	84	88	101	101
1960	180	118	121	163	128	206	118	126	191	133	169	114	116	141	122	134
1961	245	141	151	232	173	304	142	162	268	185	221	140	140	203	159	174
1962	285	170	192	306	191	375	167	210	356	204	246	174	175	266	175	208
1963	276	197	221	394	208	341	200	243	467	233	249	191	202	337	177	229
1964	314	238	260	360	239	395	249	294	453	274	279	218	229	285	196	243

dans les sept années examinées. A noter que ces accroissements sont en valeur et comprennent donc les hausses de prix.

Les chiffres des importations soulignent encore les tendances déjà esquissées dans le rapport. Les échanges entre pays industrialisés de biens d'équipement augmentent d'une façon sensible. L'étude sur les exportations essaie de donner une prévision de la demande extérieure et de la place de la Communauté dans le commerce mondial. Pour les importations, étant donné qu'il s'agit de la demande des pays de la Communauté, on a essayé d'aller un peu plus loin et d'éclaircir en particulier les motifs d'importations. Cette étude est faite pour deux pays: l'Allemagne et la France; les premiers résultats sont résumés dans les paragraphes suivants.

Paragraphe 2. Les facteurs qui déterminent les importations de biens d'équipement en Allemagne ⁽¹⁾.

Depuis plus de 10 ans le volume des importations allemandes de biens d'investissement s'est régulièrement accru. En 1955 la quote-part des importations (par rapport à l'ensemble des achats de ces biens en Allemagne) était de 6 %. En 1960 elle avait atteint 11 %, en 1965 14 %, et même 16 % si l'on tient compte des variations de prix survenues entre-temps. En effet, entre 1960 et 1965, les prix de machines allemandes ont augmenté de presque 18 %, ceux des produits importés seulement de 3 %.

La question s'est posée de savoir à quels facteurs est due cette forte hausse des importations. En principe deux causes sont possibles: ou bien les produits étrangers offerts sur le marché allemand sont devenus régulièrement plus compétitifs (facteurs de concurrence) ou bien il faut voir dans cette évolution la conséquence d'une division du travail croissante sur le plan international.

Afin de trouver une réponse à cette question, il a été nécessaire d'utiliser des méthodes très individualisantes, des enquêtes et des interviews plutôt que l'analyse de données statistiques. En effet, l'articulation de celles-ci, même si l'on descend à l'échelon de 6 chiffres de la C.T.C.I., est encore trop grossière pour faire ressortir les machines d'un type et d'une construction très spéciaux, et c'est effectivement sur la base de ces propriétés individuelles que le choix de l'utilisateur se fait.

A l'automne 1965, une enquête a été menée auprès d'environ 3.000 entreprises allemandes. On leur a demandé si elles avaient acheté en

⁽¹⁾ Ce paragraphe donne un résumé de certaines parties des études, élaborées par l'I.F.O.-Institut für Wirtschaftsforschung pour la Haute Autorité à ce sujet.

Tableau 2
Importance des biens d'équipement d'origine étrangère dans l'industrie
 (automne 1964)

Secteur	A la question de savoir si elles avaient acheté en 1964 des biens d'équipement de provenance étrangère (a), % des entreprises (b) ayant fait une déclaration ont répondu :		Pourcentage des produits importés par rapport au total des investissements bruts d'équipement (c)
	oui	non	
Constructions métalliques	11	89	2,5
Constructions mécaniques	31	69	6,8
Construction automobile	52	48	5,2
Constructions navales	33	67	2,4
Électrotechnique	37	63	2,4
Mécanique de précision/optique/horlogerie	35	65	6,2
Transformation de l'acier	16	84	6,4
Ferblanterie	23	77	8,5
<i>Total industrie des biens d'investissements</i>	29	71	5,0
Travail du bois	8	92	9,5
Papier et cartonnages	25	75	11,4
Transformation du caoutchouc et de l'amiante	36	64	4,2
Transformation du bois	7	93	1,6
Transformation du papier et du carton	32	68	12,2
Imprimerie et reproduction	24	76	9,3
Transformation des matières plastiques	13	87	5,7
Industrie textile	46	54	22,4
Industrie du vêtement	22	78	16,0
Bâtiment artisanal	21	79	8,9
Industrie du bâtiment	28	72	9,9
<i>Toutes catégories</i>	27	73	7,3

(a) Non compris les automobiles et les machines de bureau.
 (b) Calculé sur la base du simple dépouillement sans pondération.
 (c) Des entreprises interrogées dans les diverses branches de l'industrie et qui ont acheté des biens d'équipement importés.

1964 des biens d'équipement ⁽¹⁾ d'origine étrangère, combien elles en avaient acheté et pour quelles raisons. Le pourcentage très élevé des réponses reçues (plus de 70 %) montre l'intérêt que les entreprises elles-mêmes ont marqué pour cette enquête.

Les réponses à la première question posée, à savoir si les firmes avaient acheté des biens d'équipement d'origine étrangère, sont résumées dans le tableau 2. Seulement 27 % des réponses étaient affirmatives, avec de grandes différences suivant les branches de l'industrie. Sont en tête l'industrie automobile et l'industrie textile avec 52 et 46 % de oui. Dans la plupart des branches entre 35 et 20 % ont répondu affirmativement. Tout en bas de l'échelle se trouvent les constructions métalliques et les industries de traitement et de transformation du bois.

Les entreprises ont aussi donné des indications sur la valeur des biens d'investissement qu'elles avaient achetés à l'étranger en 1964. Ainsi, il a été possible de calculer le pourcentage de biens d'équipement importés par rapport au total des investissements bruts d'équipement dans les diverses branches (voir la dernière colonne du tableau 2). Dans la moyenne de tous les secteurs étudiés ce pourcentage a été d'un peu plus de 7 ⁽²⁾, avec une variation allant de 22 % dans l'industrie textile jusqu'à 1,6 % dans la transformation du bois.

Si l'on compare le pourcentage des entreprises qui ont acheté des biens d'équipement étrangers au pourcentage des produits importés par rapport au total des investissements dans la même branche, on constate des différences très nettes dans les diverses branches. Prenons comme exemple l'industrie textile et celle des automobiles. Dans la première branche 46 % des entreprises avaient acheté des biens d'investissements à l'étranger, tandis que 22 % des biens d'investissement, achetés dans cette branche, provenaient de l'étranger. Dans l'industrie automobile ces pourcentages étaient de 52 et de 5. Des situations similaires se retrouvent dans d'autres branches. Ce phénomène est surtout un effet des différents degrés de spécialisation internationale qui existent dans la fabrication des installations utilisées dans les diverses branches de l'industrie. Ceci amène à la deuxième question posée aux entreprises, à savoir quelles raisons les ont conduites à choisir un bien d'équipement étranger. Les réponses à cette question sont résumées dans le tableau 3.

Pour la grande majorité des biens d'investissements importés ce sont les effets de la spécialisation internationale de producteurs de biens d'équipement qui ont été déterminants: deux tiers environ des

(1) A l'exclusion d'automobiles et de machines de bureau.

(2) Ce pourcentage n'est que la moitié des 14 % indiqués au début de ce paragraphe du fait que les investissements en automobiles et en machines de bureau étaient exclus.

biens sur lesquels porte l'enquête ont été achetés à l'étranger parce que les machines dont on avait précisément besoin ne sont pas fabriquées en Allemagne.

La spécialisation joue surtout comme facteur déterminant pour l'importation en ce qui concerne les machines pour le travail et la transformation du bois; pour la fabrication du papier et du carton; les machines de transformation du papier et de la reliure; les machines d'imprimerie; les machines textiles et celles employées dans l'industrie du vêtement. Pour les autres machines (entre autres celles employées dans le bâtiment) ce sont surtout les avantages présentés par les produits étrangers concurrents qui ont été déterminants.

A l'intérieur des différentes catégories de machines les résultats sont aussi très différenciés selon les types. Pour les machines-outils, par exemple, où, en moyenne, la proportion des machines importées pour des raisons de spécialisation est de deux contre une importée en raison des avantages du produit concurrent, ce rapport est presque inversé pour les tours.

Dans les cas où les acheteurs avaient le choix entre produits importés et produits indigènes, ils devraient indiquer les motifs de leur choix.

Pour l'ensemble des produits, la qualité supérieure de l'équipement technique vient en tête comme facteur de concurrence dans 54 % des cas. En second lieu il y a les délais de livraison plus courts des produits étrangers (47 %). Les avantages de prix (41 %) ne viennent qu'en troisième position. Ils sont suivis par une meilleure qualité des produits (26 %), «autres raisons» (22 %) et meilleur service (14 %) (1).

Les résultats pour les différentes catégories ne sont pas moins nuancés que les réponses aux questions précédentes. Si l'on prend de nouveau comme exemple les machines-outils, il s'est trouvé que les délais de livraison plus courts et un meilleur équipement technique des produits étrangers ont été de loin les facteurs les plus importants qui ont déterminé le choix. Pour certains types de machines-outils (soudeuses, fraiseuses, perceuses), toutefois, les avantages de prix ont été le principal facteur de concurrence.

(1) Le total des différents pourcentages atteint presque toujours plus de 100, la plupart des entreprises ayant indiqué plusieurs raisons en même temps.

Tableau 3

Spécialisation, concurrence et éléments de concurrence à l'achat de biens d'équipement étrangers

Produits	Le modèle ou le type des biens nécessaires		Dans la négative, la préférence a été donnée à des biens d'équipement étrangers pour les raisons suivantes					
	n'est fabriqué qu'à l'étranger		Avantage de prix	Délais de livraison	Meilleur équipement technique	Meilleure fabrication ou qualité	Meilleur service (après vente)	Autres raisons
	oui	non						
	1	2	3	4	5	6	7	8
<i>Machines-outils</i> (1)	65	35	29	59	55	13	1	22
dont: Tours	30	70	36	27	14	19	1	54
Foreuses	55	45	50	18	4	21	-	38
Fraiseuses (2)	55	45	63	24	4	15	-	41
Soudeuses	63	37	96	-	100	4	-	-
Rectifieuses, polisseuses, machines pour la super-finition	45	55	29	21	28	56	-	46
Riveteuses	69	31	-	25	-	25	-	25
Machines pour la fabrication de vis, roues dentées, roulements à billes etc.	98	2	100	-	-	-	-	-
Machines de formage des métaux sans enlèvement de copeaux (3)	61	39	7	84	78	1	1	14
Machines de traitement du fil	74	26	-	-	-	90	-	10
Appareils de commande, de mesure, de réglage et de contrôle (4)	93	7	74	71	51	0	18	24

Produits	Le modèle ou le type des biens nécessaires n'est fabriqué qu'à l'étranger		Dans la négative, la préférence a été donnée à des biens d'équipement étrangers pour les raisons suivantes					
	oui	non	Avantage de prix	Délais de livraison	Meilleur équipement technique	Meilleure fabrication ou qualité	Meilleur service (après vente)	Autres raisons
<i>Machines de traitement et de transformation du bois</i>	87	13	76	47	29	24	3	-
<i>Machines pour la fabrication de papier et de carton</i>	71	29	14	90	94	15	-	4
<i>Machines pour la transformation du papier et machines à relier</i>	77	23	16	37	68	62	18	18
dont: Découpeuses	85	15	27	27	73	73	73	-
Colleuses	64	36	3	86	86	72	-	10
Compteurs de feuilles	71	29	-	-	-	33	67	-
Assembleuses	88	12	77	77	61	-	-	23
Brocheuses	52	48	-	-	100	100	9	23
<i>Machines d'imprimerie</i>	84	16	6	6	94	94	-	-
<i>Machines pour le traitement du caoutchouc et des matières plastiques</i>	47	53	100	22	67	3	3	0
dont: Presses, machines de coulage sous pression, Ebavureuses ⁽⁶⁾	98	2	100	-	-	50	-	-
	-	100	100	100	72	44	44	-
	100	-	-	-	-	-	-	-
<i>Machines de construction</i>	36	64	50	35	49	-	45	35
dont: Grues ⁽⁶⁾	8	92	64	66	57	-	-	-

Produits	Le modèle ou le type des biens nécessaires n'est fabriqué qu'à l'étranger		Dans la négative, la préférence a été donnée à des biens d'équipement étrangers pour les raisons suivantes						
	oui	non	Avantage de prix	Délais de livraison	Meilleur équipement technique	Meilleure fabrication ou qualité	Meilleur service (après vente)	Autres raisons	
									1
Machines à poser les voies	81	19	-	-	100	100	-	-	-
Excavateurs	36	64	28	4	76	76	49	9	-
Aplanisseuses — chargeuses (1)	33	67	45	35	48	50	49	39	-
Appareils de transport	67	33	27	-	54	63	19	4	-
Machines pour la construction des routes	43	57	47	21	100	91	6	24	-
Bétonneuses et vibreuses pour béton	90	10	100	-	29	-	-	-	-
Appareils à air comprimé	30	70	-	-	69	100	38	-	-
Pompes	56	44	25	13	56	75	38	-	-
Machines textiles	76	24	53	35	45	23	0	13	-
dont: Métiers automatiques	95	5	30	-	40	40	-	29	-
Bobineuses	48	52	67	6	88	7	1	2	-
Tricoteuses	25	75	69	60	28	17	-	10	-
Métier à filer	77	23	28	48	54	11	-	25	-
Machines à imprimer les tissus	100	-	-	-	-	-	-	-	-
Machines pour la fabrication des tapis et de revêtements de sols	76	24	15	-	64	49	-	-	36

Produits	Le modèle ou le type des biens nécessaires n'est fabriqué qu'à l'étranger		Dans la négative, la préférence a été donnée à des biens d'équipement étrangers pour les raisons suivantes					
	oui	non	Avantage de prix	Délais de livraison	Meilleur équipement technique	Meilleure fabrication ou qualité	Meilleur service (après vente)	Autres raisons
<i>Machines de traitement et de transformation du bois</i>	87	13	76	47	29	24	3	-
<i>Machines pour la fabrication de papier et de carton</i>	71	29	14	90	94	15	-	4
<i>Machines pour la transformation du papier et machines à relier</i>	77	23	16	37	68	62	18	18
dont: Découpeuses	85	15	27	27	73	73	73	-
Colleuses	64	36	3	86	86	72	-	10
Compteurs de feuilles	71	29	-	-	-	33	67	-
Assembleuses	88	12	77	77	61	-	-	23
Brocheuses	52	48	-	-	100	100	9	23
<i>Machines d'imprimerie</i>	84	16	6	6	94	94	-	-
<i>Machines pour le traitement du caoutchouc et des matières plastiques</i>	47	53	100	22	67	3	3	0
dont: Presses, machines de coulage sous pression, Ebavureuses (6)	98	2	100	-	-	50	-	-
	-	100	100	100	72	44	44	-
<i>Machines de construction</i>	100	-	-	-	-	-	-	-
dont: Grues (6)	36	64	50	35	49	47	45	35
	8	92	64	66	57	-	-	-

Produits	Le modèle ou le type des biens nécessaires n'est fabriqué qu'à l'étranger		Dans la négative, la préférence a été donnée à des biens d'équipement étrangers pour les raisons suivantes							
	oui	non	Avantage de prix	Délais de livraison	Meilleur équipement technique	Meilleure fabrication ou qualité	Meilleur service (après vente)	Autres raisons	8	
										1
Machines à poser les voies	81	19	-	-	100	100	-	-	-	
Excavateurs	36	64	28	4	76	76	49	9	9	
Aplanisseuses — chargeuses (1)	33	67	45	35	48	50	49	39	39	
Appareils de transport	67	33	27	-	54	63	19	4	4	
Machines pour la construction des routes	43	57	47	21	100	91	6	24	24	
Bétonneuses et vibreuses pour béton	90	10	100	-	29	-	-	-	-	
Appareils à air comprimé	30	70	-	-	69	100	38	-	-	
Pompes	56	44	25	13	56	75	38	-	-	
Machines textiles	76	24	53	35	45	23	0	13	13	
dont : Métiers automatiques	95	5	30	-	40	40	-	29	29	
Bobineuses	48	52	67	6	88	7	1	2	2	
Tricoteuses	25	75	69	60	28	17	-	10	10	
Métier à filer	77	23	28	48	54	11	-	25	25	
Machines à imprimer les tissus	100	-	-	-	-	-	-	-	-	
Machines pour la fabrication des tapis et de revêtements de sols	76	24	15	-	64	49	-	36	36	

Produits	Le modèle ou le type des biens nécessaires n'est fabriqué qu'à l'étranger		Dans la négative, la préférence a été donnée à des biens d'équipement étrangers pour les raisons suivantes						
	oui	non	Avantage de prix	Délais de livraison	Meilleur équipement technique	Meilleure fabrication ou qualité	Meilleur service (après vente)	Autres raisons	
									1
Épurateurs du fil	95	5	-	-	-	100	-	-	-
Machines pour la teinturerie	76	24	53	35	45	23	0	13	13
<i>Machines pour l'industrie du vêtement</i>	83	17	8	-	58	17	8	75	75
dont: Machines à coudre industrielles	75	25	9	-	57	13	9	78	78
Machines pour la mise en place du tissu ⁽⁸⁾	98	2	-	-	100	100	-	-	-
<i>Appareils de lavage et moyens de transports</i>	65	35	100	71	-	-	-	29	29
<i>Autres biens d'équipement</i>	75	25	29	14	-	57	-	-	-
TOTAL DES BIENS D'ÉQUIPEMENT	63	37	41	47	54	26	14	22	22

(1) Y compris autres machines destinées à l'industrie des biens d'investissements.

(2) Y compris les raboteuses et scies.

(3) Presses, presses à estamper, cisailles, marteaux.

(4) Également électriques.

(5) Pour les parties en matières plastiques.

(6) Y compris les grues pour autres usages industriels.

(7) Y compris tous autres appareils de terrassements.

(8) Y compris toutes autres machines destinées à l'industrie du vêtement.

Pour conclure, la réponse à la question posée au début de ce paragraphe va très nettement dans le sens de la priorité de la spécialisation internationale sur les facteurs de concurrence pour «expliquer» les importations de biens d'équipement. Le progrès technique fait que ceux-ci sont constamment perfectionnés. La complexité croissante des fabrications oblige les producteurs de ces biens à se spécialiser de plus en plus, phénomène qui manifestement existe aussi au niveau international. Il en résulte que dans certains cas les entreprises doivent acheter à l'étranger une partie des biens d'équipement parce que ceux-ci répondent seulement à leurs besoins spéciaux. Deux tiers environ des importations des biens d'équipement étudiés sont dues aux conséquences de cette division internationale du travail.

Les résultats de l'enquête, exposés ci-dessus, ont été complétés par une série d'interviews, tenus, au début de 1966, chez des fabricants de biens d'équipement de certaines catégories. Ainsi on a pu inclure dans l'étude les points de vue des producteurs.

Des fabricants de trois branches ont été interviewés: de l'industrie de machines et appareils électriques, de celle de machines de bureau et de l'industrie textile (1).

Les importations de produits de l'industrie *électrotechnique* sont entravées du fait que les plus grands clients sont des services publics ou semipublics (la poste, les chemins de fer) qui demandent des produits adaptés aux normes et spécifications allemandes. D'autre part, il existe une certaine spécialisation entre firmes allemandes et leurs filiales à l'étranger (ainsi qu'entre firmes étrangères et leurs filiales en Allemagne) qui tend à laisser subsister certains courants d'importations. Toutefois, ce dernier facteur semble perdre de son importance: on assiste de plus à la création de filiales allemandes par des entreprises étrangères (des firmes américaines surtout), voire la fabrication de produits jusqu'ici importés. En plus, les grandes firmes allemandes s'efforcent de substituer leur propre production aux produits importés. Ainsi on peut penser que les importations provenant d'une spécialisation internationale, qui à l'heure actuelle comprennent les trois quarts des importations totales dans ce domaine, auront à l'avenir une importance relativement moindre.

Dans le domaine des *machines de bureau* on doit distinguer les machines traditionnelles et les ordinateurs. En ce qui concerne le pre-

(1) Les machines de bureau ont été choisies parce que, pour des raisons pratiques, elles n'étaient pas incluses dans l'enquête. Les machines électriques, quoiqu'inclues dans l'enquête n'y figurent pas explicitement parce qu'il s'agit en général de parts et d'éléments d'autres machines. Par conséquent les interviews ont servi en plus à combler certaines lacunes en ce qui concerne les branches étudiées.

mier groupe, une spécialisation internationale existe dans ce sens que les machines de bureau électriques, pour la fabrication desquelles l'industrie allemande est en retard, sont essentiellement importées. Toutefois, on pense que l'industrie allemande abordera dans les années qui viennent la fabrication de ces machines. Pour la construction d'ordinateurs, l'industrie américaine a une telle avance technique que pour le moment il ne semble pas possible de mettre sur pied une industrie concurrente. Cela n'exclut pas qu'à l'avenir certains types soient construits sous licence américaine dans des usines allemandes.

La fabrication de *machines textiles* ⁽¹⁾, enfin, demande des connaissances techniques tellement spécialisées et une si longue expérience que le petit nombre d'entreprises étrangères (essentiellement en Suisse) qui s'en occupent n'auront vraisemblablement pas de nouveaux concurrents dans les prochains temps.

En résumé, les interviews ont confirmé l'existence d'une importante spécialisation internationale, mais ils ont montré en même temps que dans certaines industries la situation pourra changer dans des délais pas très longs.

Paragraphe 3. Les importations françaises de biens d'équipement ⁽²⁾

Les tendances générales des importations françaises, dégagées de l'examen des statistiques du commerce extérieur pour la période de 1959 à 1963, indiquent que 97 % des biens d'équipement importés proviennent seulement de neuf pays (les pays de la C.E.E., la Grande-Bretagne, la Suède, la Suisse et les États-Unis), ce qui confirme ce qui est indiqué dans le rapport sur la place prédominante d'un petit nombre de pays sur le marché mondial de biens d'équipement. Cependant, l'importance de chaque pays varie fortement d'un produit à l'autre. Les statistiques montrent aussi que la croissance continue de l'ensemble des importations résulte de la croissance de la plupart des groupes de produits et d'une augmentation de la part des biens importés dans la consommation du matériel correspondant. On constate aussi une stabilité de la répartition par pays d'origine (la part de la C.E.E. est de 50 % du total tandis que celles des États-Unis et de l'A.E.L.E. sont d'environ 25 et 23 % respectivement). Ces régularités pour l'ensemble des importations sont en partie dues à des phénomènes de compensation entre des comportements divergents par produit.

⁽¹⁾ On a interviewé surtout des fabriques de tissus.

⁽²⁾ Ce paragraphe donne un résumé de certaines parties des études, élaborées par l'Institut de Science Economique Appliquée pour la Haute Autorité à ce sujet.

Une première constatation importante qui découle de l'analyse est l'insuffisance des statistiques douanières pour la présente étude. En effet, même les plus petites sous-divisions de ces statistiques (postes en 6 chiffres de la nomenclature C.S.T.) concernent toujours des produits qui sont à la fois exportés et importés; par conséquent, il n'est pas possible d'isoler les produits exclusivement importés. Dans une telle situation, il est extrêmement difficile d'indiquer les motifs des importations sur cette base, tant qu'on ne procède pas à une analyse assez détaillée. On s'est limité à quelques produits. Trois groupes de produits ont été analysés:

- 1) machines de levage et de manutention avec un très grand nombre de types de matériels et une grande variété de secteurs utilisateurs;
- 2) machines pour les industries textiles avec un nombre restreint de matériel (mais des caractéristiques techniques assez variées) et une certaine unité du secteur utilisateur;
- 3) machines pour les industries du papier et du carton avec un petit nombre de types de machines sans grande variété technique et un seul secteur utilisateur.

L'étude de ces groupes a été menée pour la période 1956-1964. Pour l'analyse par groupe, on a utilisé des sources statistiques différentes de celles employées dans l'analyse globale résumée plus haut.

Cette étude statistique a été complétée par des enquêtes auprès des importateurs et les producteurs du matériel d'équipement textile, ce qui a permis de mieux saisir les motifs d'importation.

A. Évolution des importations

Certes, dans l'analyse de l'évolution des importations par rapport à la production nationale ou la consommation intérieure pour la période 1956-1964, il est nécessaire de signaler dès le début deux événements importants intervenus en 1958: la dévaluation visant à freiner les importations et à stimuler les exportations et le démarrage du marché commun visant à la libéralisation des échanges. On peut penser, a priori, que les incidences de la dévaluation ont, au début, atténué les effets du marché commun. Cependant, à partir de 1961-1962, on constate une augmentation nette de la part du matériel importé par rapport à la consommation intérieure. En effet, la croissance de la production est moins rapide que celle des importations.

Un autre effet du démarrage du traité de Rome peut être montré par l'évolution de la part des importations en provenance d'autres pays de la C.E.E. par rapport aux importations totales.

La partie d'origine communautaire a montré une tendance à l'augmentation mais elle est nette seulement pour le matériel plus léger et moins spécifique, donc plus sensible aux différences de prix. Pour les autres produits l'évolution relative des importations d'origine communautaire est insuffisante pour y fonder une appréciation sur une transformation des courants d'échanges. Par contre, une certaine progression pour certains produits en provenance de pays tiers (par exemple, le matériel pour l'industrie textile en provenance de la Suisse) peut indiquer que la protection douanière sur cette catégorie de biens joue un rôle tout à fait secondaire.

En ce qui concerne les trois groupes de produits étudiés, les importations ont augmenté entre 1956 et 1964 d'une façon considérable: de 216 % pour le matériel textile, de 219 % pour les machines de l'industrie du papier et du carton et de 335 % pour les appareils de levage et de manutention.

Cette évolution a été assez régulière sauf pour le matériel pour l'industrie du papier où les fluctuations sensibles s'expliquent par la nature des produits. Il s'agit, en effet, de matériel très lourd pour lequel, d'une part, des chiffres annuels peuvent indiquer des «fausses fluctuations» et où, d'autre part, la possibilité de compensation entre produits classés sous une même rubrique est très réduite.

De toute façon, il est intéressant de signaler que les fluctuations conjoncturelles dans l'évolution des importations ne sont guère plus importantes que celles dans la production intérieure.

B. Les motifs d'importation

Les importations de matériel textile et de machines destinées à la fabrication du papier représentent environ 60 % de la production intérieure tandis que le volume importé d'appareils de levage et de manutention représente 25 % de la production pour les produits «lourds» et seulement 1 % pour les produits «légers». Ces différences peuvent s'expliquer par le fait que la spécialisation sur le marché mondial est plus importante pour le matériel à caractéristiques techniques bien définies et à affectation particulière.

En ce qui concerne les effets de la concurrence internationale sur les importations, il semble que la libéralisation des échanges n'a pas déterminé ou accéléré la spécialisation internationale de la production mais qu'elle a seulement permis à la spécialisation existante de se manifester.

Par ailleurs, on note que seulement le gros matériel fait l'objet d'une spécialisation internationale tandis que le matériel d'usage courant

demeure produit sur le plan national et les échanges entre pays restent déterminés par les niveaux relatifs des prix rendus.

L'enquête auprès de deux utilisateurs de matériel pour l'industrie textile a montré que le matériel étranger représente entre 60 et 78 % du parc mais que les commandes passées par ces firmes au cours des dix dernières années ne montrent pas une progression sensible du recours aux machines étrangères. L'enquête confirme l'hypothèse que la croissance rapide des importations s'explique plus par l'évolution des structures sectorielles de la demande que par des changements sensibles du cadre du commerce international. Par ailleurs, pour certains biens d'équipement, l'analyse traditionnelle des échanges, tenant compte de la nationalité d'origine, se trouve quelque peu dépassée pour deux sortes de raisons: la coopération entre constructeurs de différents pays pour la livraison d'installations complètes adaptées aux besoins de l'acheteur a déjà, dans certains cas, une importance remarquable. Dans ces conditions, il est difficile de déterminer l'auteur d'une installation. En outre, on observe de plus en plus que l'importateur transforme le matériel étranger pour l'adapter aux besoins de l'utilisateur ou même qu'en combinant des matériels importés il construit des appareils tout à fait originaux.

Un autre facteur qui prend une certaine importance pour la modification des courants est celui de l'installation à l'étranger de certaines usines de biens d'équipement. Depuis 1962, l'importation de grosses machines pour la production de papier en provenance de l'Italie s'accroît en France tandis qu'en même temps les importations de matériel du même type en provenance des États-Unis et des autres pays communautaires diminuent. Ce phénomène s'explique par le fait qu'une grosse firme américaine, qui dispose d'une position prédominante sur le marché, s'est installée en Italie depuis cinq ans environ. Étant donné que la pénétration américaine en Europe par une politique d'installation directe est concentrée dans la production du gros matériel, on peut conclure qu'elle correspond plus à l'affermissement d'une position déjà importante qu'à la conquête de marchés vraiment nouveaux.

Comme il a déjà été dit, pour le matériel léger, qui est parfois à la limite des biens d'équipement, on a pu remarquer une influence directe des prix sur les courants. Pour cette catégorie de produits, on assiste donc à une véritable concurrence: dans ce cadre se place l'augmentation très importante sur le marché français de la part de petit matériel d'origine italienne.

Cet effet des prix, donc de l'importance de la concurrence pour ce matériel, résulte seulement d'une analyse très détaillée et elle ne ressort guère si on se limite à des analyses plus agrégées. L'analyse détaillée

a également mis en évidence que la stabilité relative des importations en provenance des États-Unis est due à des effets de compensation entre les produits.

Après avoir examiné l'influence de la concurrence internationale sur les importations, il est nécessaire d'examiner le rôle de la production nationale. Il a déjà été souligné que l'évolution des importations est, dans l'ensemble, étroitement liée à celle de la consommation. Dans une analyse plus détaillée, il est difficile de vérifier l'hypothèse d'une importation rendue nécessaire par la carence de la production nationale étant donné la présence de courants d'échanges extérieurs dans les deux sens.

Les réponses données par les deux grands groupes d'utilisateurs de matériel textile permettent de mieux comprendre la morphologie et le fonctionnement du marché. Elles montrent que le comportement des acheteurs varie principalement en fonction de la dimension et de la structure des entreprises.

Les grands utilisateurs de matériel textile ont une politique d'équipement caractérisée par une très grande régularité dans le renouvellement du matériel, une très forte imperméabilité aux poussées conjoncturelles, une grande prédominance du matériel étranger et une fidélité remarquable en ce qui concerne l'origine nationale des biens étrangers achetés. Par contre, le comportement des petites entreprises est beaucoup moins caractéristique et, par conséquent, à cause de la limitation de l'enquête, les affirmations qui peuvent être faites restent des hypothèses. On peut penser, tout au moins pour les petites entreprises textiles de la région de l'Est, que leurs achats de matériel sont caractérisés par :

- une prédominance de la proportion du matériel français (environ 70 %),
- des achats considérables de machines d'occasion,
- et par le fait que le rythme d'achat de l'équipement s'effectue d'une manière irrégulière.

Ce comportement pourrait faire avancer l'hypothèse que les petites entreprises sont sensibles aux différences de prix, mais cette hypothèse n'est pas confirmée par la réalité. Il semble que ce comportement soit plutôt déterminé par un manque d'informations et par une «vocation régionale» qui détermine une habitude à acheter du matériel d'origine locale.

La différence dans la politique d'achat entre les grosses et les petites entreprises se traduit par une situation symétrique en ce qui concerne les producteurs de machines textiles: les grands producteurs qui sont très compétitifs et qui fabriquent la gamme entière du matériel

utilisé, trouvent les débouchés surtout à l'étranger tandis que les constructeurs plus petits peuvent se maintenir grâce au marché français. Pour l'industrie textile, on pourrait donc avancer le modèle suivant: il existe un marché international auquel participent les grosses entreprises productrices et utilisatrices. A côté de ce marché, se développe une série de marchés nationaux ou régionaux constitués par les petits producteurs et utilisateurs.

Le problème est de savoir si ce modèle peut être généralisé à l'ensemble des biens d'équipement; pour cela, il serait nécessaire de prendre en considération les éléments concernant la nature des biens considérés et les dimensions des unités de production et d'utilisation.

La nature des biens peut déterminer l'existence de courants dans les deux sens à cause des différents degrés d'adaptation du matériel aux exigences particulières de l'acheteur; on peut donc parler pour une catégorie de matériel très varié, comme les machines pour levage et manutention, de l'existence d'un degré de spécificité du produit.

La nature du produit est donc telle que le «point de concurrence» apparaît souvent restreint; en outre, dans cette situation, le matériel français est dans un état d'infériorité à cause de la dimension des unités de production.

La dimension réduite est en général accompagnée par l'absence de spécialisation et une grande variété de la production de chaque firme. Ces caractéristiques entraînent d'habitude une marge bénéficiaire très réduite qui se répercute sur le plan technique et financier, ce qui aboutit à des difficultés dans la mise au point des innovations et à l'impossibilité de concéder des délais de paiement désirés par les acheteurs. Si ces considérations ont mis en lumière les causes de la faiblesse du matériel français d'équipement sur le marché national, il peuvent aussi signaler que la structure dans la réalité est tellement complexe que les conséquences varient fortement d'un type de matériel à l'autre.

*
* *

Les principales conclusions de ces études sont les suivantes:

- 1) L'existence et l'importance de la concurrence sont des éléments très difficiles à saisir dans le marché de biens d'équipement. Pour apprécier les causes de la répartition du marché, il est nécessaire d'effectuer des sondages et de considérer une ventilation par produit très poussée. L'enquête pour l'équipement de l'industrie textile a un caractère pilote et les résultats ne se prêtent pas à une généralisation facile à l'ensemble de biens d'équipement.

- 2) Les motifs d'importation dépendent de la nature des biens d'équipement et de la dimension de l'entreprises. Le facteur prix ne joue que pour le petit matériel avec une utilisation diverse.
- 3) Les éléments de structure sont des facteurs beaucoup plus importants dans l'explication de l'évolution des courants d'importations que les éléments de conjoncture.
- 4) Il existe, dans certains cas, un retard de la production française dans la mise au point du matériel et de l'organisation du service après-vente.

ANNEXE III

**STATISTIQUE DU COMMERCE
MONDIAL DE BIENS D'ÉQUIPEMENT
EN 1955, 1960 ET 1963**

Tableau 1
Commerce mondial de biens d'équipement (a)

Im- por- tateurs	Expor- tateurs	Années	(Millions de dollars)																	
			Allemagne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays-Bas	C.E.P.	R.-U.	Danemark	Norvège	Suède	Autriche	Suisse (b)	Portugal	A.E.L.E.	U.S.A.	Canada	Japon	Total
C.E.E.		1955	517	197	77	49	97	847	278	33	2	58	26	135	-	532	265	10	17	1.655
		1960	916	179	175	119	240	1.629	452	53	7	104	51	228	1	896	515	25	11	2.076
		1963	1.820	349	467	370	366	3.372	785	66	15	327	290	326	1	1.810	918	21	46	6.167
A.E.L.E.		1955	468	18	28	26	73	613	160	45	7	73	7	53	-	345	192	7	1	1.158
		1960	937	41	56	93	138	1.265	280	72	19	129	21	95	-	616	377	26	15	2.299
		1963	1.335	60	171	164	165	1.894	391	97	34	255	67	127	1	972	478	21	36	3.401
Reste de l'Europe occident.		1955	159	9	72	26	10	276	71	13	1	31	15	14	-	145	94	1	6	522
		1960	324	16	65	76	25	506	220	22	3	70	24	37	1	377	170	4	9	1.066
		1963	444	29	128	134	46	781	366	39	11	8	2	51	1	478	246	3	23	1.531
Europe de l'Est		1955	15	7	14	9	1	46	35	3	-	10	15	13	-	76	-	-	-	122
		1960	154	9	85	38	8	294	90	12	-	29	40	34	-	205	22	-	7	528
		1963	165	10	66	92	16	249	151	26	1	5	7	31	-	221	5	-	47	622
U.S.A. et Canada		1955	65	4	11	14	13	107	165	3	-	15	5	17	-	205	1.189	129	20	1.650
		1960	205	15	5	58	41	324	363	10	2	28	9	38	-	450	1.384	234	165	2.557
		1963	265	21	39	65	55	445	393	15	4	115	18	55	1	601	1.651	241	292	3.230
Amérique latine		1955	162	16	53	84	36	351	66	15	1	25	5	18	-	130	704	16	22	1.223
		1960	269	18	61	138	35	521	180	23	4	56	8	44	-	315	1.408	21	61	2.326
		1963	302	20	97	173	38	630	196	20	4	-	-	48	-	268	1.192	40	99	2.229

Inde et Pakistan	1955	94	8	8	4	7	121	213	2	-	5	5	13	-	238	87	18	37	501
	1960	133	7	27	19	9	195	250	3	1	9	2	15	-	280	141	4	53	673
	1963	183	8	24	21	8	244	286	4	1	-	-	23	-	314	314	8	82	962
Japon	1955	12	-	1	-	1	14	5	1	-	2	-	3	-	11	67	-	-	92
	1960	58	1	8	6	4	77	23	3	1	6	4	13	-	50	173	4	-	304
	1963	99	6	10	22	5	142	43	5	1	3	1	22	-	75	266	4	-	487
Australie, Nlle. Zélande, Afr. du Sud	1955	45	4	1	5	10	65	488	3	1	12	2	15	-	521	175	23	1	786
	1960	71	5	1	19	18	114	552	5	1	23	3	17	-	601	275	28	21	1.039
	1963	136	7	28	32	20	223	660	6	2	-	-	20	-	688	313	41	47	1.312
Autres pays	1955	300	68	298	50	70	786	811	13	2	36	8	37	9	911	1.312	23	80	3.112
	1960	418	42	425	90	73	1.048	793	18	2	43	13	37	7	913	972	20	297	3.250
	1963	430	42	412	157	76	1.117	876	23	3	-	-	37	8	947	1.370	17	438	3.889
Monde	1955	1.838	242	562	267	318	3.227	2.291	131	13	267	89	318	4	3.113	4.085	228	169	10.822
	1960	3.485	332	908	657	594	5.976	3.205	220	40	496	174	558	9	4.702	5.435	366	638	17.117
	1963	5.178	551	1.442	1.232	794	9.197	4.149	302	75	714	384	740	12	6.376	6.752	397	1.111	23.833

(a) Classification CTC1: section 7 moins (732.1 + 734 + 735).

(b) 1955: estimations.

Source: Commodity Trade Statistics, des Nations Unies.

Tableau 2
 Commerce mondial de biens d'équipement: répartition des exportations (a)

Im- por- tateurs	Expor- tateurs	Années	(en %)																	
			Allemagne	U.E.B.L.	France	Italie	Pays-Bas	C.E.E.	R.-U.	Danemark	Norvège	Suède	Autriche	Suisse (b)	Portugal	A.E.L.E.	U.S.A.	Canada	Japon	Total
C.E.E.		1955	28,1	44,2	13,7	18,4	30,5	26,3	12,1	25,5	15,4	21,7	29,2	42,5	-	17,1	6,5	4,4	0,6	15,3
		1960	26,3	53,9	19,3	18,1	40,4	27,3	14,1	24,1	17,5	21,0	29,3	10,9	11,1	19,0	9,5	6,8	1,7	18,0
		1963	35,1	63,3	32,4	30,0	46,1	36,6	19,0	21,9	20,0	45,8	75,5	44,0	8,3	28,4	13,6	5,3	4,2	25,9
A.E.L.E.		1955	25,5	7,4	5,0	9,7	23,0	19,0	7,0	34,4	53,8	27,3	7,9	16,7	-	11,1	4,7	3,1	0,6	10,7
		1960	26,9	12,3	6,2	14,2	23,2	21,2	8,7	32,7	47,5	26,0	12,1	17,0	-	13,0	6,9	7,1	2,4	13,4
		1963	25,8	10,9	11,9	13,3	20,8	20,6	9,4	32,1	45,3	35,7	17,4	17,4	8,3	15,3	7,1	5,3	3,2	14,3
Reste de l'Europe occident.		1955	8,7	3,7	12,8	9,7	3,1	8,6	3,1	9,9	7,7	11,6	16,9	4,4	-	4,7	2,3	0,4	3,5	4,8
		1960	9,3	4,8	7,2	11,6	4,2	8,5	6,9	10,0	7,5	14,1	13,8	6,6	11,1	8,0	3,1	1,1	1,4	6,2
		1963	8,6	5,3	8,9	10,9	5,8	8,5	8,8	12,9	14,7	1,1	0,5	6,9	8,3	7,4	3,6	0,8	2,1	6,4
Europe de l'Est		1955	0,8	2,9	2,5	3,4	0,3	1,4	1,5	2,3	-	3,7	16,9	4,1	-	2,4	-	-	-	1,1
		1960	4,4	2,7	9,4	5,8	1,3	4,9	2,8	5,5	-	5,8	23,0	6,1	-	4,4	0,4	-	1,1	3,1
		1963	3,2	1,8	4,6	7,5	2,0	3,6	3,6	8,6	1,3	0,7	1,8	4,2	-	3,5	0,1	-	4,2	2,6
U.S.A. et Canada		1955	3,5	1,7	2,0	5,2	4,1	3,3	7,2	2,3	-	5,6	5,6	5,3	-	6,6	29,2	56,8	11,8	15,2
		1960	5,9	4,5	0,6	8,8	6,9	5,4	11,3	4,5	5,0	5,6	5,2	6,8	-	9,6	25,5	64,0	25,9	14,9
		1963	5,1	3,8	2,7	5,3	6,9	4,8	9,5	5,0	5,3	16,1	4,7	7,4	8,3	9,4	24,5	60,8	26,3	13,5
Amérique latine		1955	8,8	6,6	9,4	31,5	11,3	10,9	2,9	11,5	7,7	9,4	5,6	5,7	-	4,2	17,2	7,0	13,0	11,3
		1960	7,7	5,4	6,7	21,0	5,9	8,7	5,6	10,5	10,0	11,3	4,6	7,9	-	6,7	25,9	5,7	9,6	13,6
		1963	5,8	3,6	6,7	14,0	4,8	6,9	4,7	6,6	5,3	-	-	6,5	-	4,2	17,7	10,1	8,9	9,4

Inde et Pakistan	1955	5,1	3,3	1,4	1,5	2,2	3,8	9,3	1,5	-	1,9	5,6	4,1	-	7,6	2,1	7,9	21,9	4,6
	1960	3,8	2,1	3,0	2,9	1,5	3,3	7,8	1,4	2,5	1,8	1,1	2,7	-	6,0	2,6	1,1	8,3	3,9
	1963	3,5	1,5	1,7	1,7	1,0	2,7	6,9	1,3	1,3	-	-	-	3,1	4,9	4,6	2,0	7,4	4,0
Japon	1955	0,7	-	0,2	-	0,3	0,4	0,2	0,8	-	0,7	-	0,9	-	0,4	1,6	-	-	0,9
	1960	1,7	0,3	0,9	0,9	0,7	1,3	0,7	1,4	2,5	1,2	2,3	2,3	-	1,1	3,2	1,1	-	1,8
	1963	1,9	1,1	0,7	1,8	0,6	1,5	1,0	1,7	1,3	0,4	0,3	3,0	-	1,2	3,9	1,0	-	2,0
Australie, Nlle. Zélande Afr. du Sud	1955	2,4	1,7	0,2	1,9	3,1	2,0	21,3	2,3	7,7	4,5	2,2	4,7	-	16,7	4,3	10,2	0,6	7,3
	1960	2,0	1,5	0,1	2,9	3,0	1,9	17,2	2,3	2,5	4,6	1,7	3,0	-	12,8	5,1	7,6	3,3	6,1
	1963	2,6	1,3	1,9	2,6	2,5	2,4	15,9	2,0	2,7	-	-	-	2,7	10,8	4,6	10,4	4,2	5,6
Autres pays	1955	16,3	28,1	53,0	18,7	22,0	24,3	35,4	9,9	15,4	13,5	9,0	11,6	100	29,2	32,1	10,2	48,0	28,8
	1960	12,0	12,7	46,8	13,7	12,3	17,5	24,9	8,2	5,0	8,7	7,5	6,6	77,8	19,4	17,8	5,5	46,3	19,0
	1963	8,3	7,6	28,6	12,7	9,6	12,2	21,2	7,6	4,0	-	-	5,0	66,7	14,9	20,3	4,3	39,5	16,3
Monde	1955	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	1960	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
	1963	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(a) Classification CTC1 : section 7 moins (732.1 + 734 + 735).

(b) 1955: estimations.

Source: Commodity Trade Statistics, des Nations Unies.

Tableau 3

Commerce mondial de biens d'équipement : répartition des importations (a)

Im- por- tateurs	Expor- tateurs	Années		(en %)																
		Allemagne	U.E.B.L.	France	Pays-Bas	C.E.E.	R.-U.	Danemark	Norvège	Suède	Autriche	Suisse(b)	Portugal	A.E.L.E.	U.S.A.	Canada	Japon	Total		
C.E.E.		1955	31,1	6,5	4,7	3,0	5,9	51,2	16,8	2,0	0,1	3,5	1,6	8,2	-	32,2	19,0	0,6	100	
		1960	29,8	5,8	5,7	3,9	7,8	53,0	14,7	1,7	0,2	3,4	1,7	7,4	-	29,1	16,7	0,8	100	
		1963	29,5	5,7	7,6	6,0	5,9	54,7	12,7	1,1	0,2	5,3	4,7	5,3	-	29,3	14,9	0,3	100	
A.E.L.E.		1955	40,4	1,6	2,4	3,2	6,3	52,9	13,8	3,9	0,6	6,3	0,6	4,6	-	29,8	16,6	0,6	100	
		1960	40,8	1,8	2,4	4,0	6,0	55,0	12,3	3,1	0,8	5,6	0,9	4,1	-	26,8	16,4	1,1	100	
		1963	39,3	1,8	5,0	4,8	4,9	55,8	11,5	2,9	1,0	7,5	2,0	-	3,7	28,6	14,0	0,6	100	
Reste de l'Europe occident.		1955	30,5	1,7	13,8	5,0	1,9	52,9	13,6	2,5	0,2	5,9	2,9	2,7	-	27,8	18,0	0,2	100	
		1960	30,4	1,5	6,1	7,0	2,3	47,3	20,6	2,1	0,3	6,6	2,3	3,5	0,1	35,5	16,0	0,4	100	
		1963	29,0	1,9	8,4	8,8	3,0	51,1	23,9	2,5	0,7	0,5	0,1	3,3	-	31,0	16,2	0,2	100	
Europe de l'Est		1955	12,3	5,7	11,5	7,4	0,8	37,7	28,6	2,5	-	8,2	12,3	10,7	-	62,3	-	-	100	
		1960	29,1	1,7	16,2	7,2	1,5	55,7	17,1	2,3	-	5,5	7,6	6,4	-	38,9	4,1	-	100	
		1963	26,5	1,6	10,6	14,8	2,6	56,1	24,3	4,2	0,2	0,8	1,1	5,0	-	35,6	0,8	-	100	
U.S.A. et Canada		1955	3,9	0,2	0,7	0,8	0,8	6,4	10,0	0,2	-	0,9	0,3	1,0	-	12,4	72,2	7,8	100	
		1960	8,0	0,6	0,2	2,3	1,6	12,7	14,2	0,4	0,1	1,1	0,4	1,5	-	17,7	54,0	9,2	100	
		1962	8,2	0,7	1,2	2,0	1,7	13,8	12,2	0,5	0,1	3,6	0,6	1,7	-	18,7	51,1	7,4	100	
Amérique latine		1955	13,3	1,3	4,3	6,9	2,9	28,7	5,5	1,2	0,1	2,0	0,4	1,5	-	10,7	57,5	1,3	100	
		1960	11,6	0,8	2,6	5,9	1,5	22,4	7,7	1,0	0,2	2,4	0,3	1,9	-	13,5	60,6	0,9	100	
		1963	13,6	0,9	4,4	7,7	1,7	28,3	8,8	0,9	0,2	-	-	2,2	-	12,1	53,5	1,7	100	

Inde et Pakistan	1955	18,8	1,6	1,6	0,8	1,4	24,2	42,5	0,4	-	1,0	1,9	2,6	-	47,5	17,3	3,6	7,4	100
	1960	19,8	1,1	4,0	2,8	1,3	29,0	37,2	0,4	0,2	1,3	0,3	2,2	-	41,5	21,0	0,6	7,9	100
	1963	19,0	0,8	2,5	2,2	0,8	25,3	29,8	0,4	0,1	-	-	2,4	-	32,7	32,7	0,8	8,5	100
Japon	1955	13,0	-	1,1	-	1,1	15,2	5,4	1,1	-	2,2	-	3,3	-	12,0	72,8	-	-	100
	1960	19,1	0,3	2,6	2,0	1,3	25,3	7,6	1,0	0,3	2,0	1,3	4,3	-	16,5	65,9	1,3	-	100
	1963	20,3	1,2	2,1	4,5	1,0	29,1	8,8	1,0	0,2	0,6	0,2	4,5	-	15,3	54,8	0,8	-	100
Australie, Nlle. Zélande Afr. du Sud	1955	5,7	0,5	0,1	0,6	1,3	8,2	62,3	0,4	0,1	1,5	0,3	1,9	-	66,5	22,3	2,9	0,1	100
	1960	6,8	0,5	0,1	1,8	1,7	10,9	53,3	0,5	0,1	2,2	0,3	1,6	-	58,0	26,4	2,7	2,0	100
	1963	10,4	0,5	2,1	2,4	1,5	16,9	50,3	0,5	0,2	-	-	1,5	-	52,5	23,9	3,1	3,6	100
Autres pays	1955	9,7	2,2	9,6	1,6	2,2	25,3	26,0	0,4	0,1	1,2	0,3	1,2	0,1	29,3	42,1	0,7	2,6	100
	1960	12,9	1,3	13,1	2,8	2,2	32,3	24,4	0,6	0,1	1,3	0,4	1,1	0,2	28,1	29,9	0,6	9,1	100
	1963	11,1	1,1	10,6	4,0	1,9	28,7	22,5	0,6	0,1	-	-	0,9	0,2	24,3	25,3	0,4	11,3	100
Monde	1955	17,0	2,2	5,2	2,5	2,9	29,8	21,2	1,2	0,1	2,5	0,8	2,9	-	28,8	37,8	2,1	1,6	100
	1960	20,4	1,9	5,3	3,8	3,5	34,9	18,7	1,3	0,2	2,9	1,0	2,3	0,1	27,5	31,8	2,1	3,7	100
	1963	21,8	2,3	6,0	5,2	3,3	38,6	17,4	1,3	0,3	3,0	1,6	3,1	0,1	26,8	28,3	1,7	4,6	100

(a) Classification CTCl: section 7 moins (732.1 + 734 + 735).

(b) 1955: estimations.

Source: Commodity Statistics, des Nations Unies.

FF 18,— DM 14,40 FB 180,— Lire 2 250 Fl. 13,—

SERVICES DES PUBLICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
12.885/2/66/1